RÉPERTOIRE DES RECHERCHES

faites par ou pour

LE MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

1969-1985

Gouvernement du Québec
Ministère des Communications
Direction de la planification et de la recherche

Analyse et indexation : Sylvie Bergeron, Viviane Haeberlé, Nicole Tremblay et Dominique Trottier

Contrôle et vérification : Marcelle Caron

Coordination des travaux de préparation du manuscrit : Luce Motard

Édition réalisée en collaboration avec la Direction de communications du ministère des Communications

Dépot légal: 2e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-12943-1
© Gouvernement du Québec, 1986

Avant propos

Le présent document constitue le premier répertoire rétrospectif des recherches faites par ou pour le ministère des Communications du Québec. Cette publication, nous l'espérons, facilitera l'accès aux documents produits par le Ministère ou à l'intention de ce dernier. Par la même occasion, les intervenants du secteur des communications pourront également prendre connaissance des principaux domaines qui ont déjà fait l'objet de recherche au Ministère.

La parution du **Répertoire des recherches** est une manifestation concrète de la participation du ministère des Communications au réseau québécois d'information sur la communication. La participation du Ministère au réseau l'a conduit en outre à verser dans la base de données BADICOM les notices portant sur les documents qu'il a produits. Cette base de données est diffusée par le serveur IST-Informathèque.

Le **Répertoire des recherches** se veut le plus exhaustif possible. Cependant, il contient en grande partie des documents non publiés et il peut arriver en conséquence que certains titres aient été oubliés. Ces lacunes, si elles nous sont mentionnées, pourront être comblées lors d'une édition ultérieure du répertoire.

Comment utiliser ce répertoire

Contenu

Le répertoire regroupe différents types de documents: rapports de recherche, revues de presse, allocutions, rapports annuels, rapports de rencontres fédérale-provinciales, plaidoiries du gouvernement du Québec devant le CRTC, répertoires de médias, de programmes.

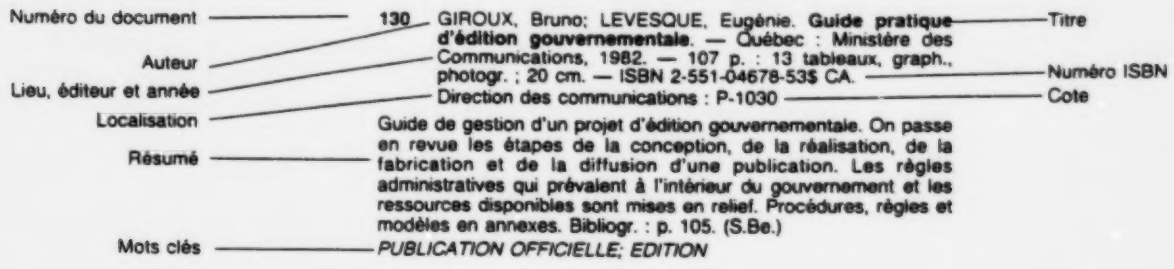
Nous répertorions également des documents parus suite à des Conférences socio-économiques auxquelles le Ministère a participé, de même que certains ouvrages préparés par ou pour des organismes tels que la Régie des services publics et la SODICC.

D'autres types de documents tels que brochures promotionnelles et documents administratifs sont exclus du répertoire.

Organisation

Deux parties composent le répertoire: la première partie présente la description complète de tous les documents. Les notices sont regroupées selon le plan de classement de la page 09. À l'intérieur de chaque classe, on respecte l'ordre alphabétique d'auteur et chaque document est numéroté séquentiellement.

Éléments d'une notice bibliographique



Index

La deuxième partie se compose de trois index qui permettent l'accès aux notices contenues dans la première partie.

Index des sujets

Les entrées de cet index peuvent être de trois types:

1. Descripteurs ou mots clés tirés principalement du **Thésaurus communication de masse** de Jean Viet. *

2. Noms propres de personnes, de lieux, d'associations, d'État, et autres. Les abréviations sont rejetées au profit de leur signification complète.

3. Titre d'une des trois «collections» suivantes:
   - Bâtir l'avenir
   - Le Québec et les communications: un futur simple?
   - L'avenir de la télévision francophone

Sous chaque entrée figureront tous les numéros de notices correspondant aux études contributives.

BASE DE DONNEES: 48, 50, 59, 62, 158.
BATIR L'AVENIR: 8, 9, 351, 371, 481, 515, 533.
BELL CANADA: 268, 449, 450, 455, 458, 514, 517, 518, 519, 521, 523, 528, 529, 531, 532, 578.
BELL QUEBEC: 448, 529, 532.
BELLE-VISION, LA: 389.
BELLECHASSE: 117.

Index des auteurs

L'utilisation de cet index s'avère utile lorsque le nom de l'auteur ou de la collectivité-auteur du document recherché est connu. Tous les auteurs d'un même document se retrouve dans l'index sauf dans le cas d'ouvrages collectifs où seul le nom de l'éditeur intellectuel ou du directeur figure à l'index. Le ou les numéro(s) du document dans la première partie suit le nom de l'auteur.

ARENA, Francesco: 67, 537, 586, 557.
ARSENEAU, Ginette: 174.
ASSOCIATION DES CABLODISTRIBUTEURS DU QUEBEC: 483.
AYOTTE, Robert: 47.

Index des titres

Les titres sont classés alphabétiquement, en omettant les articles initiaux dans le classement. Cet index permet d'accéder directement à une notice si l'on connaît le titre du document recherché.

La câblodistribution et les personnes âgées: 340.
Les campagnes de publicité du gouvernement du Québec : rapport final: 108.
Les canaux spécialisés au Québec : commentaires du ministère des Communications du Québec (MCQ) présentés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC): 398.
Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec: 462, 469, 470, 471, 472, 473.
Catalogue des documents audiovisuels 1983: 169.
Catalogue des films d'archives: 170.

---

* *Thésaurus communication de masse*/par Jean Viet. Paris: Unesco, 1982. 356 p.

Table des matières

Avant-propos **03**
Comment utiliser ce répertoire **05**
Table des matières **07**
Plan de classement **09**
Description complète de tous les documents **11**
Index des sujets **91**
Index des auteurs **95**
Index des titres **99**

Plan de classement

100 Recherche et théorie de la communication
110 Recherche. Analyse de contenu
120 Théorie. Méthodologie Enseignement

200 Langages et messages de la communication
210 Information scientifique et technique. Documentation
220 Droit d'auteur
230 Informatique

300 Métiers et fonctions de la communication
310 Journalisme
320 Publicité. Marketing
330 Relations publiques
340 Édition. Typographie
350 Métiers de l'informatique

400 Self-Média
410 Film et vidéo
420 Médias communautaires

500 Éducation et communication

600 Communication de masse
610 Politique de la communication
611 Législation et réglementation
612 Programmes d'aide
613 Administration du ministère
614 Canada et l'étranger
620 Culture. Culture populaire. Culture de masse
630 Opinion publique. Sondage d'opinion
640 Presse. Agence d'information. Livre
650 Cinéma
660 Radio et télévision
670 Disques et vidéocassettes

700 Télécommunications
701 Interventions et plaidoiries du Québec
702 Équipements
703 Réseaux de télécommunications
710 Radiodiffusion
720 Câblodistribution
730 Téléphonie
740 Téléinformatique et vidéotex
750 Satellites de communication
760 Poste. Télex. Télégraphe

100 Recherche et théorie de la communication

1 CHAUMEL, Jean-Louis; CHERON, Emmanuel. **Etude de rentabilité pour Diffusion Mingan : premier rapport d'étape soumis au Ministère des communications du (23 avril au 4 juin)**. — [s.l.] : [s.n.], [1976?]. — 76 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette première étape consiste à définir les outils méthodologiques nécessaires à l'évaluation du potentiel de financement d'une station de radio communautaire à Sept-Iles (Québec). Plus précisément, cette étude concerne le financement en provenance des établissements commerciaux. Les auteurs exposent les éléments théoriques de différentes méthodes de recherche. L'évaluation des investissements et des dépenses sera réalisée au moyen d'un sondage auprès des promoteurs. Les sources de revenus en provenance des établissements commerciaux, première source de revenus en importance, seront connues au moyen d'analyse de données statistiques (méthode indirecte) et d'une enquête (méthode directe). En annexe, se trouvent le rapport de visites auprès de 3 stations de radio communautaire ainsi que les instruments ayant servi à la pré-enquête. Bibliogr.: pp. 14, 20. (S. Be.)
RADIO COMMUNAUTAIRE; FINANCEMENT; METHODE DE RECHERCHE; EVALUATION

2 GRANGER, Denise. **Habitudes d'écoute des médias d'information chez les néo-Québécois d'ascendance étrangère et leur degré de satisfaction face à ces médias et à certains services gouvernementaux : analyse critique de la méthodologie du sondage**. — Montréal : [Université de Montréal], 1979. — circa 73 p. : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

A la suite d'un pré-sondage effectué auprès de la population visée, l'auteur dénote plusieurs irrégularités et apporte des modifications à la méthodologie suggérée. Dans un premier temps, les processus d'énumération des ménages et de sélection des individus sont vérifiés et jugés fiables. Dans un deuxième et troisième temps, un examen de la cueillette, des données et du questionnaire conduit, d'une part, à la nécessité de modifier le fonctionnement et la structure du processus de cueillette, d'autre part, à éliminer et à reformuler certaines questions. 2 annexes. (S. Be.).
ECHANTILLONNAGE; METHODOLOGIE; EVALUATION; SONDAGE D'OPINION

3 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Le sexisme : un guide pour les communications gouvernementales**. — [Québec : Ministère des Communications], [1980]. — 46 f. : ill. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1131

Après avoir brossé un tableau de l'état de la question, on présente la méthode d'analyse pour l'évaluation de la communication en fonction de critères de discrimation sexiste. De façon schématique, la méthode consiste en un plan (une abscisse et une ordonnée) où l'axe des Y identifie le niveau d'accession au rôle social et l'axe des X le niveau d'activité exercée. A chacun des 4 quadrants correspondent un niveau d'accession et un type de comportement (actif vs passif). Les critères d'évaluation sont identifiés. Des exemples sont donnés, des exercices pratiques sont suggérés. Lexique et bibliographie en annexe. (S.Be.)
STEREOTYPE SEXUEL; DISCRIMINATION SEXUELLE; EVALUATION; COMMUNICATION; METHODOLOGIE

4 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Evaluation des méthodes de développement de systèmes**. — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 60 f. pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Cinq méthodes de conception de systèmes d'information sont évaluées en fonction de critères définis dans une grille d'analyse : la méthode ASYST de la firme Atkinson, Tremblay et Associés, DMR de Ducros, Meilleur, Roy et Associés, SMD/S de Prosper Management Inc., CONSOI de Systemoïd Inc. et Prompt II de Caron, Bélanger, Woods Gordon. Les objectifs et le détail de la démarche d'évaluation sont exposés. Les méthodes ASYST et DMR présentent les meilleures performances. L'annexe A présente un Cahier d'appel de proposition relatif à l'évaluation des méthodologies de développement de systèmes au gouvernement du Québec, préparé par C. Suraux. La grille d'évaluation des méthodes se retrouve à l'annexe C. (S.Be.)
SYSTEME D'INFORMATION; EVALUATION

5 PAQUETTE, Guy. **Guide pour la sélection des média**. — Québec : Ministère des Communications, 1976. — 45 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La sélection d'un média (support de message et canal de transmission) doit être faite en tenant compte d'un ensemble de variables telles la complexité du sujet, la flexibilité, l'adaptabilité du support, le coût, etc. Les facteurs décisionnels dans la sélection d'un support sont identifiés. Deux matrices signalent le taux de rendement et le niveau de coût alloués à chacune des combinaisons de variables possibles. Bibliogr.: pp. 44-45. (S.Be.)
SUPPORT D'INFORMATION; SELECTION; METHODOLOGIE; SPECIFICITE DU MEDIA

6 PARADIS, Richard. **Le QUEST réalisé par la Direction de recherche dans le cadre du programme de recherche prospective**. — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 32 f. pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le 27 août 1981 la Direction de la recherche du ministère des Communications a exploré l'usage d'une technique de recherche "prospective", le QUEST (Quick Environmental Scanning Technique). Cet outil de travail vise à sensibiliser les cadres d'une organisation aux événements futurs qui sont susceptibles de modifier l'environnement dans lequel il travaillent; il devrait être également utile pour l'établissement d'une planification à long terme. Onze cadres représentatifs des différentes sphères d'activités du ministère des Communications du Québec ont participé à l'exercice. Le mode de fonctionnement adopté est précisé. Les résultats des différentes étapes du QUEST sont présentés: définition de la nature et raison d'être du ministère, critères d'évaluation de la performance du ministère, sélection des événements susceptibles de se réaliser d'ici 1990 et qui auraient un impact direct sur le ministère. (N. T.)
TECHNIQUE DE RECHERCHE; PLANIFICATION; EVALUATION; QUICK ENVIRONMENTAL SCANNING TECHNIQUE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

7 PARENT, Richard. **Schéma classificatoire des communications par moyens techniques: texte pour présentation au deuxième congrès annuel de l'Association canadienne des communications : Halifax - 24 mai 1981**. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1981. — 8 f. ; 1 tableau; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le schéma se fonde sur 2 grandes distinctions: l'axe vertical et l'axe horizontal. Alors que l'axe vertical sépare les communications de masse des communications point-à-point, l'axe horizontal distingue les 3 niveaux du processus de communication: la source, la transmission et la réception. 3 réf. bibl. (S.Be)
MEDIAS; CLASSIFICATION

110 Recherche. Analyse de contenu

8 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : bilan et perspectives** / préface de Roger Jauvin. — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — xvii-131 p. : ill., graph. ; 28 cm. — ISBN 2-551-04648-3 : 10,00 $ CA.
Bibliothèque administrative

Les pays industrialisés impliqués dans l'industrie des communications adoptent des stratégies de recherche et de développement (R/D) diverses. Aux États-Unis, la concurrence japonaise et la restructuration de l'industrie incitent à la création de groupes de recherche issus des milieux universitaires, industriels et gouvernementaux. Le gouvernement intensifie son aide par des octrois de fonds et des politiques d'achat; de leur côté, les industries allouent une part importante de leurs fonds à la R/D. Au Japon, la R/D est financée conjointement par le gouvernement et les 6

compagnies de l'électronique. En 1985, le Japon devrait investir 2% à 3% de son produit national brut (PNB) à la R/D. En France, un plan national de développement des technologies de communication est mis de l'avant. La république fédérale d'Allemagne, la Suède et la Grande-Bretagne sont également impliquées dans la R/D en communication. Au Canada, 1% du PNB va à la R/D, la plus grande partie dans les secteurs des satellites et des télécommunications. Du côté de l'industrie, on note la contribution majeure de Bell. Au Québec, la R/D représente 0,9% du produit intérieur brut et s'effectue à 80% dans l'industrie et les universités. La téléphonie est le secteur le plus important et se trouve concentrée au sein du groupe Bell (planification des réseaux, fibre optique, télématique). En télédistribution, les efforts vont aux secteurs de numérisation des signaux, télévision payante et télécommunications. L'institut de recherche en télédistribution, Vidéotron et le Ministère des communications (MCQ) sont les organismes impliqués. La R/D en radio-télévision se concentre surtout en sciences humaines (études de marché) alors que les médias écrits s'orientent vers le vidéotex et les banques d'information. Enfin, il se fait peu de R/D en télématique; les quelques efforts portent sur l'assemblage de composants et l'application des logiciels. L'industrie québécoise des communications accuse de nombreuses faiblesses: manque d'orientation et d'homogénéité, difficulté d'accès aux technologies, concurrence étrangère, carence d'information, etc. Une intervention de l'Etat s'avère nécessaire au niveau du développement industriel. Deux annexes: liste des membres du Groupe de travail, lexique. (S. Be.)

INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; INVESTISSEMENT; BATIR L'AVENIR

9 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : contexte international**. — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 228 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-02378-1.
Direction de la planification et de la recherche

Portrait de la recherche et développement (RD) en communication au Canada, au Québec, aux Etats-Unis, en France, au Japon, en République fédérale d'Allemagne, en Suède. Bilan de l'industrie électronique et informatique, intervention de l'Etat, implications des divers intervenants dans le développement de l'industrie des communications. En annexe: *Le concept de tertiaire moteur: quelques éléments de réflexion* de Mario Polese (pp. 125-142); *Les technologies de traitement de l'information et leur impact sur l'emploi* (pp. 145-153); des données sur *Le financement de la recherche en communication au Québec, 1972-73 à 1978-79* par René Lortie (pp. 157-160); un texte de Silverman Consulting Services Ltd présentant les stratégies industrielles concernant les technologies des communications et de l'information dans 5 provinces canadiennes (Ontario, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Colombie-Britannique), pp. 163-228. 73 réf. bibl. (S. Be.)

INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; BATIR L'AVENIR

10 BERTRAND, Jean-François. **Allocution prononcée par monsieur Jean-François Bertrand, ministre des Communications du Québec, lors du lancement du rapport *Les communications au Québec: Bâtir l'avenir*: 13 avril 1982, Montréal**. — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 13 p. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, J

Après un bref rappel du cheminement suivi dans la préparation du rapport, l'auteur expose les grandes lignes de l'étude. L'évolution du dossier des communications d'une part, l'importance accordée à la recherche et au développement dans d'autres pays industrialisés d'autre part, rendent compte de l'état de sous-développement de la recherche au Québec. La création d'une société de gestion de recherche appelée CHERCO se veut un outil de réalisation du plan de développement prévu par l'Etat. La consultation des milieux concernés et la concertation entre les instances gouvernementales sont les principes de base d'une politique volontariste. (S.Be.)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; POLITIQUE DE LA RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; QUEBEC

11 BERTRAND, Jean-François. **La recherche au ministère des Communications: allocution prononcée par Monsieur Jean-François Bertrand, ministre des Communications, au souper-causerie de l'Association de recherche en communication du Québec (A.R.C.Q.) Québec, le 28 octobre 1981**. — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 26 f.: tableaux; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1981, P

Les engagements du Ministère en matière de recherche en communication sont rappelés. La mise sur pied des programmes de soutien à la recherche universitaire et d'action concertée en câblodistribution constituent les pièces majeures de l'action du Ministère de 1977 à 1981. Des crédits de l'ordre de 1 131 725 $ ont été affectés dans le cadre de ces 2 programmes; des annexes donnent le détail des projets de recherche. L'orientation de la recherche au Ministère s'inspire des recommandations du Livre blanc sur la politique scientifique. La nécessité de développer des outils de planification se veut une priorité absolue. La réalisation d'un rapport de conjoncture sur l'état de la recherche au Québec, et dans un deuxième temps, la mise sur pied d'un projet de recherche prospective, s'inscrivent dans la nouvelle lignée des activités de recherche. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA RECHERCHE; PROGRAMME DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

12 BURES, Jacques; LAPIERRE, Jean; MORIN, Roger. **Les communications par fibres optiques : revue technico-économique et perspectives de recherche au Québec : rapport final**. — Montréal : Ecole Polytechnique de Montréal, 1978. — viii-136 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie comporte un résumé des notions de base nécessaires à la compréhension de la technologie des ondes optiques: paramètres techniques, propagation, sources de lumière (diode, laser), réception des signaux (diode, bruit), éléments d'optique intégrée. La fibre optique peut être utilisée en télédistribution, en remplacement ou en connexion avec le câble. Les essais expérimentaux et systèmes en exploitation à travers le monde démontrent une utilisation performante des composantes fondamentales. Dans la deuxième partie, consacrée à l'aspect économique des communications optiques, les auteurs donnent un aperçu de la demande des domaines d'application, des avantages, du potentiel du marché, des impacts sur la téléphonie et sur la télédistribution. Une étude comparée d'un système traditionnel et d'un système à fibre optique permet de tirer quelques conclusions sur l'avenir économique de la fibre. Les développements technico-économiques de la fibre impliquent par ailleurs des enjeux commerciaux et sociaux. Des activités de recherche sont en cours dans plusieurs pays, au sein des universités et des grandes entreprises. Bibliogr.: pp. 134-136. (S. Be.)

FIBRE OPTIQUE; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; TELEDISTRIBUTION

13 DESCHENES, Pierre-A. **La recherche au ministère des Communications**. — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1974. — 18 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Proposition d'une politique de la recherche au ministère des Communications du Québec, présentée sous forme de recommandations. Les recommandations portent sur les ressources humaines et financières, sur la mise sur pied d'un programme de subvention à la recherche universitaire ainsi que sur l'organisation d'une unité de recherche au Ministère. En annexe, liste des recommandations du Conseil de la politique scientifique du Québec, premier rapport annuel 1972-1973. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

14 DESJARDINS, Marcel; LETOURNEAU, Guy. **Action concertée câblodistribution : commentaires en vue de la rédaction d'un rapport final à la Commission de la recherche universitaire**. — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 66 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La formule d'Action concertée utilisée pour le secteur de la télédistribution a été mise au point par la Commission de la recherche universitaire (CRU) du Conseil des universités du Québec. On présente les origines de la notion d'Action concertée au Québec et on en précise les objectifs en matière de télédistribution. Les problèmes soulevés par la définition d'un programme de recherche sont exposés, ainsi que les méthodes utilisées pour susciter des

propositions de recherche provenant des milieux universitaires. Les règles d'attribution ainsi que les premières retombées des travaux subventionnés sont présentées. Le programme d'Action concertée a atteint la plupart des objectifs que s'était fixé le comité. Les perspectives d'avenir du programme sont évoquées. En annexe: liste des membres du Comité de concertation pour les années 1977-1978 à 1980-1981, liste des projets de recherche subventionnés, projets dont les rapports ont été remis et bilan du programme de l'Action concertée pour l'industrie de la télédistribution au Québec. (N. T.).

PROGRAMME DE RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

15 DUFOUR, Marie; BLAIS, Martin. **Répertoire des centres de recherche et de développement oeuvrant en télécommunications ou en informatique au Québec.** — 1ère version. — Québec: Ministère des Communications, 1984. — 142 p. : 37 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le répertoire couvre les centres de recherche d'établissements d'enseignement supérieur (10), le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) et les centres de recherche d'entreprises privées (72). Pour chaque centre répertorié, les coordonnées (nom et adresse) et le nom d'une personne-ressource sont fournis. Des données sur les ressources humaines, matérielles et financières consenties à des projets de recherche, un tableau détaillé des subventions reçues ainsi que les principaux domaines de recherche et développement sont indiqués. Enfin, un portrait global de la recherche et du développement en télécommunications et en informatique au Québec est présenté. En annexe, listes des projets dans l'ensemble de chacun des secteurs (public et privé). Bibliogr. : p. 141-142. (S.Be.)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; CENTRE DE RECHERCHE; TELECOMMUNICATION; INFORMATIQUE

16 GIRARD, Anne. MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS. **Congrès de fondation de l'Association canadienne de communication tenu à Montréal les 31 mai, 1er et 2 juin 1980 : résumés des présentations.** — Québec : Ministère des Communications, Service du développement des médias, 1980. — 445 f. : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résumés de 21 des 34 communications présentées au Congrès et reproduction de 13 textes. Les ateliers proposés portaient sur: 1) Analyse critique des medias (texte reproduit: S. Proulx, "Imaginaire social, télévision, crise de société : notes pour une épistémologie critique"); 2) La circulation de l'information (R.-J. Ravault, "De l'exploitation économique des "seigneurs de la culture de masse" par leurs vassaux"); 3) Sexe et media; 4) Pour définir le développement (B. Anderson, "Developing problems: on the communication of definitions by development institutions" et I.B. Singh, "New strategies in communication and development"); 5) Expérimentation des nouvelles technologies dans les régions éloignées (G. Tremblay, "Technologie de communication: démocratisation et régionalisation" et C. Plant, "Evaluating interactive technology: Peacesat a classic wolf in sheep's clothing"); 6) L'industrie des medias au Canada (D.Clarke, "The ideological efficacy of incompetence: news production at a major Ontario television station); 7) Structure et contenu: les medias et la diffusion de l'information (A. Wernick, "Ideology and advertising: an interpretative framework"); 8) Communication interpersonnelle (M. Riel, "Violence, solitude et esthétique dans la société contemporaine"); 9) Nouvelles avenues méthodologiques pour la recherche en communication; 10) Les medias et la politique (A. Siegel, "Communication and politics : Canada's cautions steps toward open government"); 11) Communication et culture 1; 12) Communication organisationnelle (W.D. Richards, "A cognitive-constructivist approach to communication network analysis"); 13) Les medias et la politique 2; 14) Communication et culture 2 (E. Rogoff et L. Lavoie, "Les franco-ontariens et leurs medias" et J. Sacouman, J. Overton et R. Brunton, "Uneven underdevelopment and song: expressions of popular class culture in Atlantic Canada"); 15) Différences conceptuelles entre les medias (C.E. Wilson, "An exploration inquiry into public conceptualization of the mass media"). (S.Be.)

MEDIAS; COMMUNICATION INTERPERSONNELLE; DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; CULTURE

17 GREGOIRE, Jean. **Le programme de recherche universitaire du Ministère des communications du Québec : description des projets réalisés par convention avec le ministère.** — Québec : Editeur officiel du Québec, 1980. — 44 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les recherches réalisées par les universités, dans le cadre du programme de recherche universitaire du ministère des Communications, sont regroupées selon les différentes unités administratives responsables à l'intérieur du ministère. Pour chacun des projets de recherche, une description d'une page fournit les informations suivantes: 1. code; 2. titre de la recherche; 3. année de réalisation; 4. chercheur responsable; 5. financement par le ministère; 6. résumé de la recherche et mots-clés. (D. T.)

PROGRAMME DE RECHERCHE; UNIVERSITE; PROJET DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

18 LAFRANCE, Jean-Paul; DION, Michel. **Identification et description des principaux centres, groupes ou équipes de recherche en communication au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 165 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résumé de 26 interviews structurés du directeur, responsable ou porte-parole des divers groupes de recherche rencontrés. Les questions portent sur: le statut de l'organisme, ses ressources humaines et financières, l'objet de ses recherches, la méthodologie généralement utilisé, ses traditions de recherche, son réseau d'information et de relations professionnelles, sa vocation en regard de l'évolution du secteur des communications. L'enquête couvre les équipes de recherche oeuvrant dans les universités, les organismes publics et para-publics, les firmes de consultants en sciences humaines appliquées. Le secteur de la recherche industrielle et de la recherche-développement en technologie n'est pas couvert. Rapport constituant la 2e partie du projet de recherche: Bilan et perspectives de la recherche en communication au Québec, parrainé par l'Association de la recherche en communication au Québec (ARCQ). (N. T.)

CENTRE DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; TENDANCE DE RECHERCHE

19 LAFRANCE, Jean-Paul; CARTIER, Michel; DE BONVILLE, Jean. **Répertoire et description des recherches en Communication, faites au Québec ou par des chercheurs québécois, depuis dix ans.** — Montréal : [s.n.], 1980. — 402 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Répertoire comprenant environ 500 recherches, de niveau monographique, portant sur les aspects socio-économique, économique et technologique de la communication. Les études sont réalisées par des chercheurs des milieux universitaires, privés (firmes) et gouvernementaux (ministères et organismes para-publics). Les études sont répertoriées par ordre chronologique et couvrent principalement la période 1969-1979. Les informations fournies sont: identification de la recherche (titre, date, langue, organisme commanditaire), classement, résumé et descripteurs, approche méthodologique, localisation. Trois listes (auteurs, descripteurs, institutions) renvoient aux recherches identifiées par un numéro de code. Un deuxième volume constitue un appendice (F. Noël, MCQ, été 1980). (S. Be.)

RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; CHERCHEUR; SCIENCES DE LA COMMUNICATION

20 LAFRANCE, Jean-Paul. **Vingt ans de recherche organisée en communication au Québec: bilan et perspectives de la recherche en communication (3e volet).** — Montréal : [s.n.], 1980. — 15 p. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation de l'importance de la recherche dans les différents groupes de recherche au Québec. On souligne la croissance du nombre de groupes ou centres de recherche au cours de la période 1960-1980. Les ressources humaines et financières investies sont

appréciées, la spécialisation des chercheurs et les principaux sujets de recherche sont précisés. On soulève des questions quant à l'avenir de la recherche. (S.Be.)

CENTRE DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; CHERCHEUR; TENDANCE DE RECHERCHE

21 LETOURNEAU, Guy. **Un an d'action concertée câblodistribution : éléments pour un bilan : rapport du Comité de concertation**. — Québec : Ministère de l'Education, Bureau de la science et de la technologie, 1978. — 22 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan et évaluation des mécanismes de mise en oeuvre et de fonctionnement du programme de subvention à la recherche universitaire en câblodistribution. Des réajustements sont suggérés. En annexe, apparaissent la liste des membres du Comité de concertation action concertée câblodistribution et la liste des projets de recherche subventionnés au cours de l'année financière 1977-1978. (S.Be.)

UNIVERSITE; RECHERCHE; PROGRAMME D'AIDE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC

22 LORTIE, René. **Sommes consacrées à la recherche en communications par les universités québécoises de '72-'73 à '78-'79 : annexe au devis LAT-2 sur la formation**. — [Québec] : Ministère des Communications, 1982. — [14 f.] : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Deux séries de tableaux statistiques sur les subventions accordées par les universités québécoises aux projets de recherche en technologies de l'information. La première série donne le montant des subventions, alors que la deuxième établit des pourcentages par discipline et par université. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). (D. T.)

TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; PROJET DE RECHERCHE; SUBVENTION; UNIVERSITE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

23 MEAR, Annie. **Le téléroman québécois : élaboration d'une méthode d'analyse**. — Québec : Ministère des Communications, 1981. — vii-260 p. : tableaux ; 28 cm. — (Cahiers de recherche et d'études socio-culturelles) . — ISBN 2-550-02216-5.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse des structures narratives et étude des procédures de figurativisation de 5 téléromans québécois: *Jamais deux sans toi*, *Dominique*, *Grand-Papa*, *Terre humaine*, *Clan Beaulieu*. Les téléromans québécois présentent un univers centré sur l'amour conjugal, la famille, le respect des normes et des traditions, un univers qui exclut tout ce qui et non-québécois. Parce qu'il établit une communication entre la société et ses membres et qu'il propose aux téléspectateurs des modèles d'interaction sociale, le téléroman québécois répond à la définition du mythe. Cinq annexes présentent des synopsis des séquences analysées. Bibliogr.: pp. 259-260. (S. Be.)

MODELE CULTUREL; INTERACTION SOCIALE; FEUILLETON TELEVISE; NARRATION

24 MINISTERE DE L'EDUCATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1980-81**. — Québec : Bureau de la science et de la technologie, [1980]. — 24 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant la formule d'action concertée sur le thème de la câblodistribution mise au point et financée conjointement par le ministère de l'Education (MEQ) et le ministère des Communications du Québec (MCQ). Les objectifs et principes du programme et des éléments d'une politique de recherche en télédistribution sont expliqués. L'action concertée est une procédure de subvention de recherche ayant une durée limitée et répondant à des besoins spécifiques; un comité de concertation a été créé, constitué de représentants du MEQ, MCQ, de la Commission de recherche universitaire et de personnes oeuvrant dans le domaine de la distribution. La deuxième partie du document précise les conditions d'attribution de subvention et d'exécution des recherches. Pour l'année 1980-81, les axes de recherche privilégiés sont l'étude des formes du langage visuel dans l'affichage de l'information sur écran, l'établissement de normes pour les banques de données, l'influence des distorsions dans la conception de réseau. La liste des projets de recherche subventionnés au cours des 3 dernières années sont annexées. (S.Be.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

25 MINISTERE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du comité d'implantation du centre de recherche en bureautique et ressources humaines : version finale**. — Québec : Ministère de la Science et de la technologie : Ministère des Communications, 1984. — 57 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Un historique du dossier et un résumé des travaux du Comité introduisent le rapport. Un portrait sommaire de l'état de la bureautique au Québec est dressé; des avenues à explorer sont signalées. Le rôle du Centre de recherche est spécifié: la formule retenue par le Comité s'appuie sur les principes de décentralisation et de concertation du milieu, par la mise en application d'une politique de faire-faire. Le Comité prévilégie la recherche en terme d'applications de la bureautique et d'aspects humains, la concertation des intervenants, l'expérimentation par la participation à des projets-pilotes, la valorisation de la recherche par la mise en exploitation commerciale. Des précisions concernant le personnel, les modes de financement, le budget du Centre sont apportées. Les recommandations ont trait à l'entérinement du décret de constitution de la corporation du Centre, à la localisation et aux subventions. Trois annexes, dont une liste des entreprises québécoises en bureautique. 8 réf. bibl. (S.Be.)

CENTRE DE RECHERCHE; POLITIQUE DE LA RECHERCHE; BUREAUTIQUE; QUEBEC

26 MINISTERE DES COMMUNICATIONS; MINISTERE DE L'EDUCATION. **Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1976**. — Québec : Bureau de la science et de la technologie, 1975. — 23 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant la formule d'action concertée sur le thème de la câblodistribution mise au point et financée conjointement par le ministère de l'Education (MEQ) et le ministère des Communications du Québec (MCQ). Les objectifs et principes du programme et des éléments d'une politique de recherche en télédistribution sont expliqués. L'action concertée est une procédure de subvention de recherche ayant une durée limitée et répondant à des besoins spécifiques; un comité de concertation a été créé, constitué de représentants du MEQ, MCQ, de la Commission de recherche universitaire et de personnes oeuvrant dans le domaine de la distribution. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

27 MINISTERE DES COMMUNICATIONS; MINISTERE DE L'EDUCATION. **Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1977-78**. — Québec : Bureau de la science et de la technologie, 1976. — 23 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant la formule d'action concertée sur le thème de la câblodistribution mise au point et financée conjointement par le ministère de l'Education (MEQ) et le ministère des Communications du Québec (MCQ). Les objectifs et principes du programme et des éléments d'une politique de recherche en télédistribution sont expliqués. L'action concertée est une procédure de subvention de recherche ayant une durée limitée et répondant à des besoins spécifiques; un comité de concertation a été créé, constitué de représentants du MEQ, MCQ, de la Commission de recherche universitaire et de personnes oeuvrant dans le domaine de la télédistribution. (V. H.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

28 MINISTERE DES COMMUNICATIONS; MINISTERE DE L'EDUCATION. **Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1978-79**. — Québec : Bureau de la science et de la technologie, 1978. — 63 p. : 4 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant la formule d'action concertée sur le thème de la câblodistribution mise au point et financée conjointement par le ministère de l'Education (MEQ) et le ministère des Communications du Québec (MCQ). Les objectifs et principes du programme et des éléments d'une politique de recherche en télédistribution sont expliqués. L'action concertée est une procédure de subvention de recherche ayant une durée limitée et répondant à des besoins spécifiques; un comité de concertation a été créé, constitué de représentants du MEQ, MCQ, de la Commission de recherche universitaire et de personnes oeuvrant dans le domaine de la télédistribution. La deuxième partie du document précise les conditions d'attribution de subvention et d'exécution des recherches. Pour l'année 1978-79, les axes de recherche ont été modifiés pour répondre à 3 types de besoins fondamentaux: ceux de la collectivité et des usagers, ceux du secteur industriel et ceux de l'Etat. Deux thèmes s'ajoutent: le profil socio-culturel des abonnés et les contextes politique, économique et juridique. L'appendice 2 présente la liste des projets de recherche subventionnés pour l'année 1977-1978. (S.Be.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

29 MINISTERE DES COMMUNICATIONS; MINISTERE DE L'EDUCATION. **Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1979-80**. — Québec : Bureau de la science et de la technologie, 1979. — 55 p. : 3 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant la formule d'action concertée sur le thème de la câblodistribution mise au point et financée conjointement par le ministère de l'Education (MEQ) et le ministère des Communications du Québec (MCQ). Les objectifs et principes du programme et des éléments d'une politique de recherche en télédistribution sont expliqués. L'action concertée est une procédure de subvention de recherche ayant une durée limitée et répondant à des besoins spécifiques; un comité de concertation a été créé, constitué de représentants du MEQ, MCQ, de la Commission de recherche universitaire et de personnes oeuvrant dans le domaine de la distribution. La deuxième partie du document précise les conditions d'attribution de subvention et d'exécution des recherches. Les études et projets de recherche en cours chez Câblevision Nationale Ltée et la Compagnie Vidéotron Ltée sont répertoriés. Pour l'année 1979-80, les axes de recherche privilégiés sont l'étude des formes du langage visuel dans l'affichage de l'information sur écran et l'utilisation du câble à des fins pédagogiques. Des modifications sont apportées aux conditions générales de propriété et de publication. Les listes des projets de recherche subventionnés au cours des 2 dernières années sont annexées. (S.Be.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE; SUBVENTION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; ACTION CONCERTEE: LA CABLODISTRIBUTION

30 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **La position du Ministère des communications concernant le Livre vert *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique***. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 40 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le ministère des Communications du Québec estime que le Livre vert aurait dû se pencher davantage sur la nécessité pour le Québec de se doter d'une véritable politique en matière de recherche scientifique. Il est d'une façon générale d'accord avec les approches préconisées en matière de recherche gouvernementale, mais insiste sur le fait qu'il faudra reconnaître aux ministères la responsabilité de coordination des interventions gouvernementales sur le système de la recherche québécoise qui relève de leur mission. Quant à la recherche universitaire, le ministère est favorable à ce que les crédits de recherche accordés par le Gouvernement fédéral soient transférés au provincial qui les administrera selon ses priorités. Il est aussi favorable à une certaine spécialisation des universités. En matière de recherche industrielle, il recommande que les ministères soient associés étroitement à la détermination des priorités. Finalement, il souhaite une étude plus complète avant qu'une instance de coordination soit mise sur pied, mais se dit favorable à la création d'un Centre national de la recherche scientifique (CNRS) qui relèverait de l'Etat. (D. T.)

POLITIQUE DE LA RECHERCHE; POLITIQUE SCIENTIFIQUE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE; QUEBEC

31 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DE LA RECHERCHE. **Programme de recherches universitaires non sollicitées** / préface de Jean-François Bertrand. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 28 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-02704-3.
Direction de la planification et de la recherche

Guide d'accès au programme de subventions du ministère des Communications du Québec pour la recherche universitaire: priorités, normes, procédures de demande. Deux annexes: convention-type et formulaire de demande. (S. Be.)

RECHERCHE; UNIVERSITE; PROGRAMME D'AIDE; SUBVENTION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

32 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DE LA RECHERCHE. **Le programme de recherche universitaire du ministère des Communications du Québec**. — Québec : Editeur officiel, 1978. — 25 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le type d'action que le Service de la recherche peut soutenir dans le cadre de son Programme de recherche contractuelle avec les universités du Québec est précisé. Les principales activités du ministère et la façon dont la recherche s'intègre aux différents programmes du ministère sont décrites. Les secteurs prioritaires pour l'octroi de contrats de recherche en 1978-1979 sont pointés. La suite du document et des annexes expliquent en détail la procédure à suivre pour participer au programme contractuel. (D. T.).

PROGRAMME DE RECHERCHE; UNIVERSITE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE. **La recherche au Ministère des communications du Québec : bilan et principes d'orientation**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 91 f. ; tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Une réflexion sur la recherche au ministère des Communications du Québec, où l'on retrouve les grands principes déterminant le type d'orientation future du ministère en matière de recherche. Un bilan des principales réalisations du Service de la recherche de 1975 à 1978 précède une redéfinition des responsabilités du ministère en matière de recherche. Le partage de ces responsabilités entre les différentes unités administratives, l'unité centrale de recherche et les organismes consultatifs est remis en question. Un sommaire des recommandations et 4 annexes sur les projets de recherche en cours complètent le document. (D. T.)

RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; POLITIQUE DE LA RECHERCHE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; SERVICE DE LA RECHERCHE; QUEBEC

34 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE. **La recherche au ministère des Communications du Québec et les universités du Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Service de la recherche, 1975. — 27 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le programme de recherche contractuelle offre 2 formules: celle du contrat sollicité et celle du contrat non-sollicité. Les conditions d'admission et critères d'évaluation sont présentés. La particularité du programme réside dans le fait qu'il s'agit d'un contrat et non d'une subvention. Les conditions générales du programme sont exposées. Par ailleurs, ce document décrit les activités du Ministère, énumère les objectifs de la recherche ainsi que les domaines de recherche pointés. Les annexes fournissent les renseignements utiles à la présentation d'une proposition de recherche. (S.Be.)

PROGRAMME DE RECHERCHE; UNIVERSITE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

35 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE. **Répertoire des recherches en cours au Ministère des communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — [27] f. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce document comprend 3 parties. La premier chapitre porte sur les caractéristiques des 3 programmes de recherche en opération au service de la recherche: 1) le programme de contrats sollicités, 2) le programme de contrats non-sollicités, 3) le programme d'action concertée en câblodistribution. Le deuxième chapitre est une liste exhaustive des projets de recherche en cours dans chacun des programmes. Le dernier chapitre présente une description sommaire des projets de recherche inventoriés au chapitre précédent. (S. Be.)

PROJET DE RECHERCHE; PROGRAMME DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

36 NOEL, France. **Appendice au répertoire des recherches en communication faites au Québec ou par des chercheurs québécois, depuis 10 ans.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 75 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce document comporte 5 parties: 1. bilan sommaire de la recherche québécoise dans 10 secteurs des communications; 2. index thématique des recherches québécoises recensées dans le répertoire; 3. inventaire des projets de recherche subventionnés par le Programme de recherche universitaire du ministère des Communications du Québec; 4. répertoire des projets de recherche en éducation (1979-80); 5. identification et description des recherches du chercheur Robert Saucier. (S. Be.)

PROJET DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION

37 PARENT, Richard; PARADIS, Richard; ROY, Jules; VO, Bach. **Premier rapport d'étape sur le programme de recherche prospective.** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 28 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie présente les études de base à réaliser au ministère des Communications du Québec. Les dimensions technologique, économique, sociale, culturelle, et politique sont retenues et un sommaire des moyens de réalisation et des échéances de ces projets complète leur présentation. La deuxième partie donne les grandes lignes de la démarche qui est prévue pour la réalisation des scénarios tendanciels et normatifs suite aux études de base. (D. T.)

RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; PROJET DE RECHERCHE

38 PARENT, Richard. **Proposition d'un programme de recherche prospective au ministère des communications du Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 37 p. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En première partie, un état de la question tente de définir les besoins du ministère des Communications en matière de recherche prospective et de cerner les communications comme objet d'étude (schéma classificatoire et dimensions à étudier). Sur cette base, on propose en deuxième partie un programme de recherche qui définit des priorités de recherche et on trace un plan d'exécution. Les principales orientations de recherche proposées sont les suivantes: la production de contenu québécois dans l'ensemble des médias, les institutions économiques de la communication opérant au Québec (radio-télévision, cinéma, presse, câble, téléphone), la télématique domestique et la télématique d'affaires. (D. T.)

PROGRAMME DE RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; ANALYSE DE BESOINS; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

39 PARENT, Richard. **Stratégie d'expérimentation avec les systèmes experts.** — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1985. — 59 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation des orientations de la Direction générale de la coordination interministérielle (DGCI) pour favoriser, dans les organisations du secteur public, une démarche d'exploration des nouvelles technologies découlant de courants récents de recherche en intelligence artificielle. Les systèmes experts sont d'abord situés parmi les tendances et faits porteurs d'avenir en informatique; on retrace brièvement l'évolution des outils logiciels. Les caractéristiques essentielles des systèmes experts, les types de problèmes qu'ils peuvent traiter, une comparaison avec les programmes conventionnels et les étapes de développement d'un système sont présentés au chapitre 2. Le choix des équipements et logiciels est abordé; les critères et modes d'évaluation de systèmes experts sont brièvement décrits. Quatre éléments stratégiques pouvant guider le choix des orientations et propositions d'actions en matière d'expérimentation sont examinés: l'évolution du contexte et les nouveaux besoins, le rôle du Bureau central de l'informatique (BCI), les critères de choix des projets, les collaborations en recherche développement. Les orientations proposées au chapitre 4 sont rassemblées sous 3 volets: coordination des projets, programmes de formation en outils logiciels, recherche développement (choix d'architecture des systèmes experts, interfaces en français, aide à l'analyse et à la rédaction de textes). Bibliogr.: pp. 53-54. (N.T.)

EXPERIMENTATION; INTELLIGENCE ARTIFICIELLE; DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE; QUEBEC

40 ROY, Jean; SINDELL, Peter S. **Réflexion sur les dimensions sociales de l'évolution des communications au Québec : mémoire préparé pour le Ministère des communications du Québec.** — [s. l.] : [s. n.], 1979. — 15 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

D'une part, le contexte démographique québécois se caractérise par un vieillissement de la population et une déconcentration des centres urbains. La place qu'occupent certains médias dans les habitudes de vie des Québécois dénote une tendance pour les communications futures. D'autre part, le développement des systèmes d'information produit des effets sociaux perceptibles au niveau des idividus et de la cellule familiale, des collectivités locales, régionales, nationales et mondiales. Des problèmes, tels le chômage, l'aliénation et la perte d'identité sont soulevés. 16 réf. bibl. (S. Be.)

MEDIAS; INFLUENCE DE LA COMMUNICATION; SOCIETE

41 STEPHENNE, Hubert. **La reherche et les communications au Québec : communication présentée à l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS), Sherbrooke, le 14 mai 1976.** — Québec : Ministère des Communications, Service de la recherche, 1976. — 17 f. : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Portrait du développement des moyens de communication au Québec et des activités de recherches menées à ce jour. Le rôle et les actions du ministère des Communications sont évoqués. Enfin, les priorités pour l'année 1976-77 sont précisées. Tableau des projets de recherche soumis au Ministère. (S.Be.)

RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; POLITIQUE DE LA RECHERCHE; AIDE DE L'ETAT; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

42 WILLETT, Gilles. **La recherche sur les moyens de diffusion collective dans les universités du Québec : d'une éventuelle collaboration ministère - université dans le domaine de la recherche.** — [s.l.] : [s.n.], 1972. — 25 f. : 8 tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A la suite d'un sondage d'opinion auprès de chercheurs universitaires québécois, l'auteur détermine le nombre de chercheurs spécialisés en communication et identifie les thèmes ou domaines de recherche. Des commentaires précisent la façon dont le ministère des Communications devrait intervenir dans le cadre de son programme d'aide à la recherche. Advenant une entente de collaboration entre le Ministère et les universités, des dispositions devront être prises par le Ministère. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA RECHERCHE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; UNIVERSITE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

120 Théorie. Enseignement

43 BEAUSOLEIL, Pierre. **La formation en communication : l'apport des sciences humaines.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 30 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10206-1.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation de la question à partir de 3 critères: 1. les structures, c'est-à-dire l'examen des départements d'universités; 2. les programmes, c'est-à-dire l'examen des objectifs et des contenus de la formation; 3. les produits, c'est-à-dire, les connaissances nouvelles, la qualité et le type d'étudiants formés. En guise de constats, outre la jeunesse relative des départements et le manque de concertation entre les groupes des sciences humaines, l'auteur soulève les problèmes du double objet, les communications à la fois art du "faire" et art du "savoir" et souhaite le développement de champs d'excellence ainsi qu'un transfert de connaissances techniques. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

SCIENCES DE LA COMMUNICATION; FORMATION PROFESSIONNELLE; COMMUNICATION; UNIVERSITE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

44 GAGNON, Jean-Marc. **La formation et le perfectionnement professionnels des journalistes au Québec : rapport final.** — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 20 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

S'appuyant sur les témoignages d'intervenants des milieux universitaire et journalistique, l'auteur dénonce l'insuffisance de la formation journalistique universitaire et évoque la nécessité d'une réforme des programmes. La 2e partie porte sur une recommandation visant la création d'une commission d'étude mise en oeuvre par le ministère des Communications. Le mandat de la Commission, sa composition, les moyens d'action utilisés, la durée et l'échéancier des travaux, le personnel et le budget alloué sont précisés. L'annexe 2 décrit les objectifs et les modalités d'allocation du Fonds de développement pédagogique. L'annexe 9 présente un exposé de J. Guay, prononcé devant le Forum des communications (28 mars 1985) et intitulé "Le Centre québécois de recherche et de perfectionnement en journalisme et le projet d'école de journalisme". (S.Be.)

FORMATION PROFESSIONNELLE; JOURNALISTE

45 KRISTEN, Christian. **La planification communicationnelle des systèmes de communication.** — [s.l.] : [s.n.], [1978]. — 116 f. : 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude a pour objet de circonscrire, d'analyser et de constituer les éléments à la fois théoriques et méthodologiques concernant le rôle et l'apport de la science de la communication dans le cadre de la planification des systèmes de communication. (S. Be.)

SCIENCES DE LA COMMUNICATION; METHODOLOGIE; PLANIFICATION DE LA COMMUNICATION; SYSTEME DE COMMUNICATION

200 Langages et messages de la communication

46 ROBINSON, Gertrude Joch. **Les événements mondiaux dans les journaux du Québec, du Canada anglais et des Etats-Unis : rapport final.** — Québec : [Ministère des Communications, Service de la recherche], 1978. — iii-76 p. : tableaux ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 R39 A31 E93

Analyse d'événements internationaux traités par 3 groupes de presse nord-américains dans le but de déterminer les valeurs sociales qui sous-tendent le choix et la présentation de ces événements. L'enquête porte sur 3 questions: 1) quelles nouvelles sont rapportées (sources, régions du globe, sujets) ; 2) de quelle façon son-elles décrites (7 modes de présentation sont identifiés) ; 3) dans quelle mesure les résultats obtenus peuvent-ils aider à mieux comprendre l'importance commerciale que ces 3 groupes accordent aux nouvelles. Au total, 134 articles ont été analysés ; sur ce nombre 13,6% étaient tirés de journaux québécois, 57,3% de journaux canadiens-anglais et 29,1% de journaux américains. Au cours de la sélection, 17 journaux canadiens, 13 journaux américains et 7 journaux francophones (québécois) ont été retenus. L'étude s'est effectuée sur une période de 4 mois et a porté sur une semaine composite (non suivie) de parution. Les nouvelles étrangères ont été codifiées selon l'origine géographiques, le sujet, la source, la longueur et la position dans le journal. Bibliogr.: p. 71-76. (S. Be.)

JOURNAL; NOUVELLES INTERNATIONALES; COUVERTURE

210 Information scientifique et technique. Documentation

47 AYOTTE, Robert; GUAY, Pierre; VALOIS, Paul. **Un projet de banque d'information sur les recherches en éducation : annexes.** — [Québec] : [Ministère des Communications], 1978. — 51 f., pagination multiple : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce recueil d'annexes comprend: 1) une lettre concernant la participation du gouvernement du Québec au projet d'indexation des recherches en éducation subventionnées par le ministère de l'Education de l'Ontario; 2) une description détaillée du système informatisé d'information sur la recherche en éducation (Onteris), suivie d'exemples de son format bibliographique; 3) les commentaires des chercheurs du ministère de l'Education du Québec. Les avantages et les inconvénients du système Onteris y sont mis en relief et la continuation de son évaluation y est proposée. (D. T.)

BANQUE DE DONNEES; EDUCATION; PROJET DE RECHERCHE; ONTERIS

48 BERGERON, Sylvie. **Banques de données publiques au Québec : disponibilité, production, utilisation, accès.** — version préliminaire. — Québec : Ministère des Communications, Direction de la recherche, 1984. — 219 p. : tableaux, figures ; 20 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les notes liminaires fournissent la définition des termes, la typologie et l'identification des intervenants. Quelques notions élémentaires sur la transmission des données et l'interrogation des banques sont présentées. On distingue 2 marché d'information électronique: le documentaire et le professionnel. Les grands serveurs pour chaque secteur sont présentés. Une partie dresse l'inventaire thématique des organismes de service d'informations transmises par voie électronique en Amérique du Nord; une autre, celui des banques de données québécoises. Des tableaux synthèse sont annexés. On évalue les marchés canadien, américain et québécois de la télé référence.. Une enquête auprès de la fonction publique québécoise et des universités et centres de recherche apportent des précisions sur l'utilisation des services de télé référence au Québec. Les systèmes de gestion documentaire SIGIRD de l'Université du Québec, UTLAS de l'Université de Toronto et Minisis sont présentés. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; MARCHE; BASE DE DONNEES; SERVEUR; TELEREFERENCE

49 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand : Informathèque-Utlas, le 17 mai 1984.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 8 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, I

La création du serveur québécois IST-Informathèque Inc. et la signature du protocole avec UTLAS sont les résultats de 2 consensus énoncés à la Conférence socio-économique sur les communications. L'entente implique la participation conjointe des ministères de la Science et de la technologie et des Communications. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; SERVEUR; IST-INFORMATHEQUE INC; UTLAS

50 BLAIS, Raymond; RIOUX, Jean-Louis. **Télidon et les banques d'information documentaire ordinolingues.** — Québec : Microfor Inc., 1980. — iv-42 f. : tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation de la praticabilité d'un projet-pilote consistant à expérimenter les possibilités d'utilisation des banques d'information produites par Microfor Inc. via le système vidéotex Télidon. Les objectifs du projet-pilote sont définis et une description du matériel et du logiciel du système Télidon est fournie. On procède à un examen des problèmes soulevés par l'implantation automatique des banques. Compte tenu de la structure des 2 bases étudiées (Index de l'actualité et Radar), on note certaines contraintes du système Télidon. Une évaluation des ressources à consacrer au projet et un schéma des opérations à entreprendre complètent l'étude. Bibl.: pp. 35-41. (N. T.).

PROJET PILOTE; BASE DE DONNEES; BANQUE DE DONNEES; VIDEOTEX; ETUDE DE FAISABILITE; TELIDON; INDEX DE L'ACTUALITE

51 CADIEUX, Jean. **Index des fichiers informatiques concernant la câblodistribution.** — [s.l.] : [s.n.], 1978. — 32 f. : 7 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les notions de fichier (actif et passif) et de structure sont d'abord expliquées. Les différents types de fichiers sont décrits ; les structures de classement sont évaluées. Les plans de classement de 4 fichiers de la Division câblodistribution sont présentés en annexes. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; TELEVISION PAR CABLE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

52 CHRIQUI, Claude; GOYETTE, Hervé; CARON, Serge; DESJARDINS, Marcel. **Inventaire des ressources humaines en communication dans les universités du Québec : rapport final.** — [s.l.] : [s.n.] 1976. — circa 132 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Description globale d'un système informatisé servant à faire l'inventaire des ressources humaines (système RHUM), conçu pour le Ministère des communications du Québec à des fins de gestion interne dans le cadre de son programme d'aide à la recherche universitaire. La présentation du système consiste en une description de ses principales fonctions (création, mise à jour, demande) ainsi que des outils de consultation. Les opérations d'implantation sont étudiées en fonction des facteurs de temps et de coûts d'exploitation et de mode d'opération. Un aperçu de l'utilisation actuelle du système et des possibilités de développements futurs termine la description. Des copies des 2 rapports d'étape ainsi que des annexes techniques sont jointes au rapport final. (S. Be.)

INVENTAIRE; RESSOURCES HUMAINES; UNIVERSITE; LOGICIEL

53 DESMARAIS, Michel. **Communication usager-ordinateur et banques de données.** — Montréal : Université de Montréal; Palo Alto ; Xerox Palo Alto Research Center, 1984. — 45 f. : graph., tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12153-8.
Direction de la planification et de la recherche

Version abrégée d'un mémoire de maîtrise sur l'analyse des facteurs reliés à l'interface usager-ordinateur qui influencent l'efficacité du repérage de l'information par ordinateur. La 1ère partie définit la problématique de la recherche dans un cadre conceptuel général. La 2e partie centre l'analyse dans le contexte de la recherche d'information et, plus particulièrement, le repérage de l'information dans un index ramifié. La 3e partie présente une recherche expérimentale portant sur les facteurs influençant la tâche de repérage d'information dans un index ramidié. En résumé, les problèmes majeurs de la recherche d'information sont au niveau de la traduction de la tâche de recherche et sont reliés à la compréhension et à la maîtrise, pour l'usager, du langage de repérage de l'information et, d'autre part, à la connaissance des contraintes et de la sémantique de l'information de la banque de données. Bibliogr.: pp. 44-45. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; TECHNIQUE DE RECHERCHE; INDEX; USAGER; PRIX JEAN-LUCIEN CARON

54 DULONG, Aubert. **Eléments et étapes nécessaires d'une politique québécoise d'information documentaire.** — [s.l.] : [s.n.], [1980?]. — circa 123 f. : ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En première partie, l'auteur présente un bilan sommaire du nombre d'utilisateurs d'information documentaire, répartis dans les différents secteurs publics et privés du Québec, de même que les ressources documentaires primaires (bibliothèques publiques), secondaires (réseau de catalogage) et tertiaires (information sur les réseaux documentaires) présentement disponibles. Il donne également un aperçu des besoins potentiels des utilisateurs et des tendances technologiques impliquées dans la transmission des données documentaires. Une politique de l'information documentaire pour le Québec doit, par ailleurs, s'articuler autour des notions de rationalisation des coûts, de normalisation des méthodes et d'évaluation continue des performances des systèmes par l'installation d'un système de contrôle d'efficacité. Au chapitre des priorités, l'auteur souligne l'urgence pour l'Etat de clarifier le rôle des intervenants (gouvernement, professionnels et utilisateurs) dans l'élaboration de sa politique; aussi recommande-t-il la mise sur pied d'un organisme de coordination des activités documentaires, la réalisation d'un inventaire des ressources documentaires et des moyens électroniques s'y rapportant de même que la constitution d'un organisme coordonnant les activités d'un réseau de recherches et de formation en sciences de l'information. Calendrier pour la décennie 1980. Bibliogr.: pp. 114-123. (S. Be.)

POLITIQUE D'INFORMATION; DOCUMENTATION; UTILISATEUR D'INFORMATION; SERVICE D'INFORMATION; QUEBEC

55 FLEURY, Claude; QUIRION, Alain; MARTIN, André. **Revue de presse informatisée : étude de faisabilité.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 142 p. pagination multiple : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-250-12549-5.
Direction de la planification et de la recherche

L'étude regroupe 3 rapports d'étape: un sur la faisabilité générale, le second sur la faisabilité technique et opérationnelle, le 3e sur la faisabilité économique. L'évaluation du projet de création d'une banque de données d'actualités supposait des lectures et des rencontres avec des personnes-clés dans chacun des domaines suivants: alimentation du système, traitement et diffusion des contenus, étude de marché. On présente l'approche retenue et on précise les rencontres ou contacts effectués. La conception générale de la banque est décrite: choix des médias et des contenus, choix du serveur, produits à offrir. Le schéma opérationnel du centre de traitement trace la structure organisationnelle en identifiant les services qui devraient être mis en place: services de l'alimentation, services d'indexation et d'analyse des contenus, services de la diffusion, de la mise en marché, services administratifs. L'analyse des résultats de l'enquête confirme qu'il existe un marché pour la mise en place d'une revue de presse informatisée. Les dépenses du centre de traitement et les revenus envisagés à partir de prévisions sont présentés sous forme de tableaux commentés.

ETUDE DE FAISABILITE; BANQUE DE DONNEES; REVUE DE PRESSE

56 FLEURY, Claude; QUIRION, Alain. **Revue de presse informatisée: étude de faisabilité: rapport synthèse.** — Québec: Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 33 p. : 1 tableau ; 28 cm. — ISBN 2-550-12209-7.
Direction des communications : P-1266

La faisabilité du projet de mise en place d'une banque de données de presse est évaluée sous les aspects généraux, techniques, opérationnels et économiques. Le modèle proposé repose sur la création d'une entreprise de production liée à un serveur. Des recommandations précisent l'orientation future du projet. Un plan de développement est proposé. Les secteurs des retombées sont identifiés. Un rapport final est également disponible. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; ETUDE DE FAISABILITE; REVUE DE PRESSE

57 LAMB, GUAY INC. **Etude sur la connaissance et les stratégies de mise en valeur des produits audio-visuels gouvernementaux.** — [Québec] : Lamb, Guay Inc., 1979. — 287 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après une présentation de données quantitatives relatives à la production et à la distribution de documents audiovisuels au Canada, on procède à une évaluation des produits audiovisuels québécois gouvernementaux (Direction générale du cinéma et de l'audio-visuel (DGCA). SGME, ORTQ)et paragouvernementaux. Cette évaluation est faite a partir de synopsis, sauf pour les microsillons et diapositives. Une étude des différents types de clientèle se divise en 4 marchés: marché de la télévision, commercial, extérieur, éducatif. On propose ensuite un système de gestion des produits audiovisuels. Une stratégie de commercialisation et des recommandations terminent l'étude. Un 2e volume regroupe 11 annexes comprenant: les questionnaires utilisés pour l'enquête auprès des enseignants, ministères et agences gouvernementales; une liste des stations de télévision canadiennes; une liste des universités, collèges, centre locaux de services communautaires, bibliothèques publiques du Québec; une liste des distributeurs privés. 14 réf. bibl. (S. Be.).

SYSTEME DE DISTRIBUTION; GOUVERNEMENT; EVALUATION; ETUDE DE MARCHE; DOCUMENT AUDIOVISUEL

58 LANDRY, Frida. **Rapport d'étude sur la sauvegarde du patrimoine culturel québécois secteur radio-télévision**. — [s.l.] : [s.n.], 1977. — 33 f., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La situation des archives sonores et visuelles des productions québécoises pour la radio-télévision semble lamentable. Les causes de cet état de fait sont indiquées. On mentionne certaines actions isolées de conservation. On donne une liste approximative des téléromans conservés (Radio-Canada), ainsi que des informations sur les collections récupérées et conservées aux archives sonores des archives publiques du Canada. De brèves notes sur quelques organismes de conservation et de recherche en radio-télévision (Etats-Unis, France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Suède) complètent le rapport. En annexe: liste des personnes consultées et entrevues. (S. Be.)

INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION; PATRIMOINE CULTUREL; ARCHIVES AUDIOVISUELLES; CONSERVATION

59 LAROCHELLE, Maurice. **Informatique et utilisation du français**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 42 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10228-2.
Direction de la planification et de la recherche

L'utilisation des bases de données spécialisées et grand public pose des problèmes culturels pour les francophones à cause de la domination de la langue anglaise en ce domaine. L'inventaire des réseaux téléinformatique, des serveurs et des bases de données accessibles au Québec permet de confirmer la dépendance du Québec à l'égard de l'industrie américaine de l'informatique documentaire. Il est vain d'envisager réduire cette circulation d'information mais il importe d'élaborer une politique de développement de bases de données québécoises et francophones. 15 réf. bibl. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (J. de B.)

BARRIERE LINGUISTIQUE; LANGUE FRANCAISE; BASE DE DONNEES; UTILISATEUR D'INFORMATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

60 LAVERGNE, Michel. **Rapport sur la rationalisation et le développement des services d'information documentaire par le MCQ : l'action**. — [Québec] : Ministère des Communications, 1980. — 78 f. : tableaux ; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La Bibliothèque administrative de la Direction des communications du gouvernement québécois doit évoluer vers le concept de bibliothèque multimédia afin d'être la structure d'accueil et de diffusion principale de tous véhicules d'information documentaire. Les collections et outils de référence de base sont acquis. L'intégration de moyens techniques audiovisuels comme supports d'information pour la diffusion est un des objectifs visés. Compte tenu des expériences réalisées en matière de gestion des services des bibliothèques administratives gouvernementales, il reste à développer un mécanisme adéquat d'information et de mise en marché des services et produits. Une série de recommandations, un tableau des services actuels et des nouveaux services à créer sont fournis. En deuxième partie, on suggère que la gestion du centre de documentation revienne à la bibliothèque administrative (BA) et qu'on mette en place un réseau de distribution d'information sur les publications gouvernementales. Des suggestions pour améliorer la qualité des revues de presse produites sont émises. Un historique (1969-1980) des différentes politiques et prises de position en matière de services d'information documentaire du gouvernement québécois fait ressortir le besoin d'une politique gouvernementale en la matière et l'attente d'un outil coopératif entièrement québécois. Le rôle du ministère des Communications sera déterminant. La dernière partie présente les éléments d'un plan d'action pour le développement de la bibliothèque administrative ainsi qu'un programme d'information. Bibliogr.: pp. 77-78. (N. T.).

SERVICE D'INFORMATION; DOCUMENTATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; BIBLIOTHEQUE ADMINISTRATIVE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

61 LEGARE, Robert; RENAUD, Roger. **Historique de la banque de renseignements de Communication-Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Communication-Québec, 1984. — 16 f. : photogr. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation des 4 supports d'informations qui ont marqué l'évolution de la banque: le Rolodex (1970-1974), le carrousel (1975-1978), les feuilles mobiles (1978-1982) et les microfiches (1983-). (S.Be.)

SUPPORT D'INFORMATION; SERVICE D'INFORMATION; COMMUNICATION-QUEBEC

62 LEMIEUX, Francine. **Inventaire des banques de données à caractère international**. — Québec : Ministère des Communications, 1984. — xviii-232 p. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1036

Ce répertoire comprend 2 parties: 1) un index sujet des bases de données bibliographiques et des banques textuelles ou numériques disponibles chez les grands serveurs et portant principalement sur l'économie, la politique, le commerce, les finances et l'information internationale; 2) une description de chacune des banques et bases répertoriées, présentée par ordre alphabétique. Une liste des serveurs est fournie (pp. vii-viii). (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; RELATIONS INTERNATIONALES; ECONOMIE INTERNATIONALE; POLITIQUE INTERNATIONALE; BASE DE DONNEES; COMMERCE INTERNATIONAL; SERVEUR

63 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL. **Document de travail pour un centre québécois de l'audiovisuel**. — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 24 f. ; 34 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Identification des principaux intervenants dans le champ du film fonctionnel (fonctions d'information et de formation) au Québec et au Canada et présentation du cadre juridique. Pour favoriser un accès facile et rapide à la documentation en audiovisuel au Québec on propose la création d'un organisme gouvernemental de concertation et de coordination, appelé Centre québécois de l'audiovisuel (CQA). On définit les champs d'activité, les objectifs, le mandat, les fonctions, les moyens et services, les différentes activités que devrait réaliser le CQA. On précise quels seraient les éléments de structure du réseau. (N. T.).

SERVICE D'INFORMATION; ACCES A L'INFORMATION; DOCUMENTATION; DOCUMENT AUDIOVISUEL

64 QUINTY, Jean-Paul. **Document d'étude sur la revue de presse**. — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 76 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 C59 D6

Les résultats d'un sondage auprès des responsables des revues de presse et de la clientèle indiquent un certain scepticisme quant à l'utilité de la revue de presse, du moins dans sa formule traditionnelle. Les premiers ont des opinions partagées sur les buts et l'utilité de la revue de presse: les uns n'y croient plus et seraient prêts à l'abandonner, certains la produisent consciencieusement comme un travail commandé mais sans trop savoir pourquoi, d'autres enfin pensent qu'elle peut rendre de grands services et cherchent à l'améliorer. Quant à la clientèle, elle se plaint surtout que la revue de presse est livrée trop tard, qu'elle contient beaucoup de répétitions, qu'elle est trop volumineuse et que la sélection des articles ne répond pas à leurs besoins. Les commentaires des personnes interviewées et leurs suggestions permettent cependant de concevoir un modèle de revue de presse idéale, de mieux définir sa fonction et ses buts, de faire des recommandations aux services

d'information des ministères ou organismes gouvernementaux. Les améliorations souhaitées consistent surtout en une couverture nationale et internationale des différents secteurs d'activités, en un plus grande importance à accorder à l'information venant des régions et à l'information administrative. La structure modèle de la revue de presse contiendrait plusieurs sections: a) vulgarisation par des traductions, par des extraits et des analyses des meilleurs articles publiés à travers le monde sur un sujet donné, b)études de nouvelles et mémoires originaux, c) rédaction sommaire de travaux de recherche, d) comptes rendus bibliographiques, e) résumés de nouvelles brèves. Pour être valable et dynamique, la revue de presse doit retransmettre les informations avec une saveur nouvelle, reformuler en capsules les faits, les idées et les opinions provenant des médias, puis par l'analyse, leur donner une signification et faire valoir les éléments non explicités par la nouvelle, l'article de fond ou l'éditorial.

ADMINISTRATION PUBLIQUE; UTILISATION DE L'INFORMATION; MINISTERE; REVUE DE PRESSE

65 RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE ET ASSOCIES. **Premier rapport : définitions des structures d'un "serveur québécois" pour la distribution de l'information documentaire au Québec.** — Québec : Raymond, Chabot, Martin, Paré & cie, 1980. — 46 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction des communications : P-1084

Première étape d'une réflexion pour la création d'un organisme serveur québécois. Les faiblesses des services de bibliothèques et des systèmes de catalogage et d'accès automatisé sont pointées. Le manque de coordination et de concertation entre les organismes constitue une cause majeure au mauvais fonctionnement. Les modèles de structure gouvernementale actuels et proposés dans l'énoncé politique sur la recherche scientifique au Québec (Livre vert) sont examinés. La question du statut juridique du serveur québécois de même que les intentions du gouvernement relativement au développement d'une infrastructure appropriée sont passées en revue. A partir de concepts théoriques on propose la création d'un organisme décentralisé sur le plan fonctionnel. L'appellation d'office est celle qui convient le mieux à l'organisme. Les raisons mulitant en faveur d'un organisme à structure mixte (mi-privé, mi-public) sont évoquées. Les étapes de réflexion ultérieures sont précisées. Organigramme du modèle administratif. (S.Be.)

MODELE; ADMINISTRATION; SERVEUR

66 SURAUX, Claude. **Rapport d'étude sur une norme d'expression ou de représentation des systèmes informatisés au Gouvernement.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 53 f. : 12 ill. ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Eléments de réflexion pour une politique de normalisation de la documentation des systèmes informatisés. Après avoir démontré le problème de carence en documentation, et les effets qu'entraîne cette carence sur la productivité des ressources humaines en informatique, on rappelle le mandat initial de la Direction générale de la coordination interministérielle (DGCI) et on expose les grandes lignes de la problématique. Le problème de la documentation, accentué par l'incompatibilité des systèmes informatiques, ne peut être résolu que par l'application d'une norme d'expression ou d'un formalisme d'expression. Des recommandations sont soumises. Bibliogr.: pp. 31-35. (S.Be.)

DOCUMENTATION; NORMALISATION; LOGICIEL; MATERIEL INFORMATIQUE

220 Droit d'auteur

67 GARNEAU, Marcel; ARENA, Francesco. **Le droit d'auteur et l'informatique.** — Québec : Ministère des Affaires culturelles, 1984. — vii-81 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10782-9.
Direction de la planification et de la recherche

L'utilisation croissante des ordinateurs et le jumelage des télécommunicatons et de l'informatique introduisent une nouvelle dimension dans la problématique du droit d'auteur. Considérant cet état de fait, la loi canadienne sur le droit d'auteur est désuète. Les gouvernements canadien et québécois se sont respectivement engagés d'une part dans un processus de révision de la loi, d'autre part dans le développement d'une politique nationale. On examine les principes fondamentaux du droit d'auteur et les possibilités d'application de la loi aux nouvelles technologies de l'information. La position québécoise face à la révision de la loi canadienne est exposée. Bibliogr.: p. 81. (S. Be.)

INFORMATIQUE; DROIT D'AUTEUR; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; QUEBEC; CANADA

68 LALONDE, Francine. **La câblodistribution et le droit d'auteur : éléments de réflexion.** — Québec : Ministère des Affaires culturelles, Service gouvernemental de la propriété intellectuelle, 1983. — 33 f.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Un portrait de l'état de la législation canadienne sur le droit d'auteur en matière de télédistribution est tracé. Les positions exprimées lors des conventions internationales de Berne et de Rome sont évoquées. Un regard est jeté sur les législations de pays européens (pays nordiques, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas) et des Etats-Unis. Trois études commandées par le gouvernement canadien sur la révision du droit d'auteur sont présentées. Le débat au Canada repose sur l'application concrète de la loi en terme de modes de rémunération. Les points de vue adoptés par le Québec sont exprimés dans l'énoncé politique *La juste part des créateurs*. La problématique du droit d'auteur en matière de télévision par câble est posée au niveau du principe et au niveau de l'application qui en découle. Bibliogr.: pp. 34-35. (S.Be.)

TELEVISION PAR CABLE; LEGISLATION; DROIT D'AUTEUR; CANADA

230 Informatique

69 DESCHENES, Pierre-A; JUNEAU, André; SHOONER, Pierre. **Rencontre industrie-gouvernement du Québec concernant le développement de l'industrie de l'informatique au Québec, Montréal, 17 juin 1976.** — Québec : Ministère des Communications, 1976. — 73 f. pagination multiple : graph., tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans son allocution d'ouverture, Pierre-A. Deschênes précise l'intérêt du Québec pour la téléinformatique et présente les grandes lignes du rapport du Comité interministériel sur la téléinformatique (CIT) intitulé *Dimensions d'une politique de téléinformatique pour le Québec* (1976). En 2e partie, André Juneau, de la société-conseil Biro Inc., présente le sommaire d'une étude sur l'industrie des services informatiques au Québec (juin 1976). Une vingtaine de planches illustrant l'état des industries canadienne, québécoise et ontarienne de l'informatique en 1973 et de projections à court et long termes sont reproduites. Enfin, en réponse aux recommandations du CIT, Pierre Shooner, sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie et du Commerce, soumet les actions qu'entend prendre son Ministère pour le développement de l'industrie informatique au Québec. (S.Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; TELEMATIQUE; INFORMATIQUE; QUEBEC

70 DUBOIS, FERLAND, ST-HILAIRE ET ASSOCIES. **Les services informatiques au Québec : éléments de politique : rapport final.** — Montréal : Dubois, Ferland, St-Hilaire et Associés, 1980. — 213 p. pagination multiple : graph., tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le ministère des Communications du Québec (MCQ) a comme mandat l'élaboration et la coordination de la mise en oeuvre d'une nouvelle politique d'achat de services informatiques pour tous les ministères et organismes publics relevant directement de l'Assemblée Nationale. Ce rapport contient les résultats d'une étude d'évaluation de différentes politiques d'approvisionnements en services informatiques et de leurs applications dans le cadre d'une stratégie industrielle pour ce secteur. La situation et l'évolution du marché des services informatiques au Canada/Québec et à l'étranger sont précisées et visent à identifier les secteurs les plus solides et prometteurs en termes de revenus, d'emplois et de salaires versés. Les pratiques des gouvernements de Grande-Bretagne, Canada, France, Suède et Etats-Unis sont étudiées. La cueillette des données a été effectuée à partir d'un programme d'entrevues, d'un examen systématique de la littérature pertinente et

d'un triage sélectif des documents statistiques (mention des sources). Recommandations. En annexe: schéma des procédures de décision "faire" ou "faire faire", sélection de secteur clés des services informatiques au Québec. Bibliogr.: pp. B1-B15. (N. T.)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; ADMINISTRATION PUBLIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; SERVICE INFORMATIQUE; QUEBEC

71 GARNEAU, Marcel. **L'informatique et la loi : politique nationale des communications, secteur informatique : mini-devis IP-4**. — QuébeC : Ministère des Communications, 1982. — 20 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'utilisation grandissante de l'ordinateur entraîne des délits informatiques de toutes sortes: pillage des fichiers et des programmes, opérations frauduleuses, usage illégitime de biens informationnels, etc. Les mesures légales existantes se révèlent inefficaces pour assurer la protection des individus. Des pays, tels la France et les Etats-Unis, ont déjà commencé à amender les lois existantes et même à créer de nouvelles législations. Bibliogr.: p. 19-20. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* du Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

LEGISLATION; DELIT; INFORMATIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

72 GARNEAU, Marcel. **La sécurité matérielle informatique: les plans d'urgence**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1981. — 62 p. : 1 diagramme ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tiré à part du *Manuel d'informatique* (BCI, 1981), ce guide à l'intention des gestionnaires des ministères et organismes gouvernementaux présente les plans d'urgence qui consistent en des activités de sauvegarde des opérations et équipements informatiques dans une situation d'atteinte à la sécurité. L'élaboration du plan d'urgence comporte 3 phases: l'analyse préalable (identification des besoins), l'analyse fonctionnelle et organique (description des fonctions, activités et tâches du plan, attribution de responsabilités, examen des procédures de rechange, etc.), l'implantation et la post-implantation (entrainement du personnel, évaluation et vérification des plans, etc.). Deux annexes dont une description détaillée d'un plan d'urgence et l'ordonnancement des activités. 9 réf. bibl. (S.Be.)

MATERIEL INFORMATIQUE; SECURITE

73 JEANJOT, Alain. **Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 1 : le volet technologique : la tendance de la technologie et des applications informatiques**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1982. — 66 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude préliminaire à l'établissement d'une politique nationale de l'informatique. La première partie examine la tendance générale de la technologie: ordinateurs centraux, microprocesseurs, micro-ordinateurs, bases de données, terminaux graphiques, logiciels et services. Dans la deuxième partie, les applications les plus prometteuses de l'informatique sont passées en revue: la robotique, la télématique, la bureautique, le courrier électronique, le transfert électronique de fonds et les services informatisés de communications de voix. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983) (D. T.)

INFORMATIQUE; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

74 JEANJOT, Alain; LAROCHELLE, Maurice; ROBERT, Roger. **Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 2 : le volet politique : les politiques informatiques existantes à l'étranger et au Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1982. — 36 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Synthèse des politiques de développement informatique aux Etats-Unis, au Japon, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Suède établie en partie à l'aide du document intitulé *Les stratégies de communication dans quatre pays: Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Japon*, Ministère des Communications du Québec. Un tour d'horizon des politiques de développement informatique dans les provinces canadiennes est effectué, suivi d'une analyse des politiques existantes au Québec. Dans un deuxième temps, les auteurs abordent la question du traitement télématique transfrontière des données. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). Ces éléments permettent de dresser un état de la situation et de faire des recommandations concernant le traitement transfrontière des données. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). (S. Be.)

INFORMATIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE; QUEBEC

75 JEANJOT, Alain; CLERMONT, Michel; GARNEAU, Michel; LAROCHELLE, Maurice. **Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 3 : le volet socio-culturel : les aspects socio-culturels d'une politique nationale de l'informatique**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1982. — 58 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les changements technologiques reliés à l'informatisation des procédés de traitement de l'information présentent une menace à l'emploi, à la vie privée, à la langue française et à la culture québécoise. Par ailleurs, le stockage des données sur ordinateur entraîne de nouveaux délits pour lesquels il n'existe pas de mesures légales appropriées. Pour l'ensemble des sujets traités, on propose une méthode d'analyse, un état de la situation, la problématique et des recommandations d'actions. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* du Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

EMPLOI; LANGUE FRANCAISE; CULTURE; VIE PRIVEE; INFORMATIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

76 JEANJOT, Alain. **Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 4 : le volet économique : une politique économique informatique pour le Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1982. — iii-112 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'impact sectoriel et structurel de l'informatique sur l'économie est évalué et une stratégie d'informatisation est proposée. Les différents instruments disponibles pour réaliser au Québec une politique économique de l'informatique sont analysés. Finalement, pour certains domaines spécifiques (logiciels, robotique, télématique et bureautique), une problématique est développée et des recommandations d'action Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983) (D.T.)

INFORMATIQUE; POLITIQUE ECONOMIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; INFORMATISATION; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

77 LA BONTE, Alain. **Evolution technologique des services et équipements informatiques**. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1982. — 30 f. : tableau ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les secteurs technologiques les plus prometteurs à moyen terme sont les ordinateurs personnels, le traitement de texte, les progiciels et les services de calcul. Par ailleurs, le Québec a tout intérêt à encourager les multinationales à investir dans: 1) la recherche et le développement dans les secteurs des grands ordinateurs, périphériques de grande capacité et semi-conducteurs, 2) la mise en marché de terminaux couleurs et à affichage à cristaux liquides, 3) la fabrication de logiciels originaux, 4) le développement d'une technologie d'automatisation et d'optimisation en temps réel. Bibliogr.: pp. 29-30. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, Ministère des communications (1983). (S. Be.)

TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; MATERIEL INFORMATIQUE; LOGICIEL; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

78 LAVERDIERE, Denis; GARNEAU, Marcel. **La sécurité matérielle informatique : les mesures de sécurité matérielle**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1981. — 30 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tiré à part du *Manuel d'informatique* (BCI, 1981), ce guide à l'intention des gestionnaires des ministères et organismes gouvernementaux décrit les mesures propres à assurer la protection des biens contre les fléaux naturels (feu, eau), les malveillances (vol, sabotage, etc.) et les défaillances des composantes du système informatique. Les mesures sont décrites sous les aspects de la prévention, la détection et la correction. Des mesures administratives propres à assurer l'encadrement des mesures de sécurité matérielle font l'objet d'un chapitre. En annexe: conseils pour le choix d'un site informatique. Bibliogr.: p. 30. (S.Be.)

MATERIEL INFORMATIQUE; SECURITE

79 MINEAU, ALLARD, MANTHA ET ASSOCIES. **Le processus de normalisation informatique au Gouvernement du Québec : une proposition**. — Montréal : Mineau, Allard, Mantha et Associés, 1980. — 20 f. ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Dans un premier temps, on constate la responsabilité du Bureau central de l'informatique en matière de normalisation, on définit les activités qui pourraient faire l'objet de normalisation et on examine le contexte des normes par rapport aux autres mécanismes de gestion et de contrôle à la lumière des expériences des gouvernements canadien, ontarien et de la colombie britannique. Le modèle proposé repose sur une distinction entre les normes techniques et les mesures administratives ou de contrôle. Le processus de normalisation implique un partage des responsabilités entre les divers organismes impliqués. (S.Be.)

NORMALISATION; ADMINISTRATION; INFORMATIQUE; BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE; QUEBEC

80 MINISTERE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE REGIONALE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS DU CANADA; MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Activités d'aide à la commercialisation du logiciel de conception québécoise : document de discussion**. — [Québec] : [s.n.] , 1985. — 26 f. : tableaux ; 21 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La problématique de commercialisation de l'industrie québécoise du logiciel se situe aux niveaux de l'accès à l'information, de la communication (marketing), de l'assistance technique (distribution, prix de vente, présentation), de l'évaluation; l'inadéquation entre les besoins de l'industrie et les programmes d'aide gouvernementaux est soulignée. En deuxième partie, on présente les activités d'aide à la commercialisation reliées à chaque type de problème identifié, activités qui pourraient être administrées par un organisme privé. Des scénarios possibles pour la mise en oeuvre de ces activités sont exposés. (S.Be.)

PROGRAMME D'AIDE; COMMERCIALISATION; LOGICIEL; QUEBEC

81 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **Guide d'acquisition des appareils de traitement de texte**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1981. — 64 f. : tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tiré à part du *Manuel d'informatique* (BCI, 1981), ce guide à l'intention des gestionnaires des ministères et organismes gouvernementaux comporte principalement 4 parties: une description du contexte de traitement de texte, une revue des principaux types d'appareils, un modèle d'analyse des besoins, de choix d'équipement et d'évaluation de la rentabilité, des conseils généraux concernant l'implantation et l'utilisation de ces appareils. (S.Be.)

MATERIEL INFORMATIQUE; TRAITEMENT DE TEXTES; ANALYSE DE BESOINS

82 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **Guide d'élaboration des cahiers des charges**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1981. — 46 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tiré à part du *Manuel d'informatique* (BCI, 1981), ce guide a été rédigé à l'intention des gestionnaires des ministères et organismes gouvernementaux chargés de l'acquisition de biens et services informatiques. Il comporte principalement 4 parties: des précisions sur la procédure d'acquisition (modalités, étapes et calendrier); un exposé des conditions préalables à l'admissibilité des firmes et la recevabilité des soumissions; un modèle d'analyse des besoins du requérant, enfin, des instructions sur le contenu et la présentation des soumissions. En annexe, 4 sommaires de réglementation concernant l'acquisition de biens et services. (S.Be.)

MATERIEL INFORMATIQUE; MINISTERE; SERVICE INFORMATIQUE; ACHAT

83 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **L'informatique au gouvernement du Québec 1980-1981**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 54 p. : tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-550-02198-3.
Bibliothèque administrative

Rapport annuel des activités informatiques du gouvernement du Québec pour l'année financière 1980-1981. Les informations concernent l'organisation et le fonctionnement des activités informatiques, les coûts des différentes ressources (personnel, matériel, services) les coûts par sources d'approvisionnement et par fonctions de production, la valeur des services rendus à la clientèle enfin, l'apport global de l'informatique au gouvernement du Québec. 4 annexes (S. Be.)

INFORMATIQUE; ADMINISTRATION PUBLIQUE; QUEBEC; BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE

84 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **L'informatique au gouvernement du Québec : 1981-1982**. — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 54 p. : graph., tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02784-1.
Direction de la planification et de la recherche

Ce cinquième rapport annuel présente l'organisation et le fonctionnement de l'informatique gouvernementale, les faits saillants marquant son évolution et les données quantitatives nécessaires à l'illustration des principaux aspects de l'activité informatique. Les coûts des ressources informatiques, du personnel, de l'entretien, du matériel et de l'exploitation de systèmes sont examinés. D'autre part, on tente de dégager l'apport de l'informatique au gouvernement du Québec. (D. T.)

INFORMATIQUE; ADMINISTRATION PUBLIQUE; QUEBEC; BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE

85 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **L'informatique au gouvernement du Québec : 1982-1983**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 42 p. : graph., tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10517-6.
Direction de la planification et de la recherche

Ce sixième rapport annuel présente l'organisation et le fonctionnement de l'informatique guovernementale, les faits saillants marquant son évolution et les données quantitatives nécessaires à l'illustration des principaux aspects de l'activité informatique. Les coûts des ressources informatiques, du personnel, de l'entretien, du matériel et de l'exploitation de systèmes sont examinés. D'autre part, on tente de dégager l'apport de l'informatique au gouvernement du Québec. (D. T.)

INFORMATIQUE; ADMINISTRATION PUBLIQUE; QUEBEC; BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE

86 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. **Politique nationale des communications, secteur de l'informatique**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1982. — 4 vol. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Afin d'établir une politique de développement de l'informatique au Québec, une recherche a été menée suivant 4 volets: économique, technologique, politique et socio-culturel. Chacun des volumes de ce document est analysé individuellement. (N. T.)

POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; INFORMATIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

87 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Synthèse des analyses de progiciels de traitement de textes fonctionnant sur micro-ordinateurs compatibles IBM**. —

Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1985. — 47 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Afin d'assurer la cohérence et la compatibilité entre les équipements acquis au gouvernement du Québec et les progiciels sélectionnés, on procède à une évaluation, qui distingue 3 catégories de produits: haut de gamme (Word III version 2.0 de Samna, AESOP version bêta test de AES, Word Perfect version 3.1 française de SSI), milieu de gamme (Volkswriter de luxe version 2.1 de Lifetree Software, l'Editexte version 4.02 de Tanda Software, Word version 1.5 de Microsoft) et bas de gamme (le Secrétaire personnel version 2.001 de Logidisque, Ultratexte version 1.0 des Editions Turgeon, Symphony version 1.0 de Lotus). Les 9 progiciels retenus sont évalués à partir de critères regroupés sous 7 thèmes: généralités, facilité d'usage, formation, stratégie de fonctionnement, fonctions, relation avec le matériel, compatibilité. Des recommandations sont émises pour chacune des catégories. En annexe: lexique et grille d'évaluation. Bibliogr.: p. 47. (N.T.)

EVALUATION; LOGICIEL; TRAITEMENT DE TEXTES

88 PARENT, Richard. **Point de vue québécois sur l'intelligence artificielle**. — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 106 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude vise, dans un premier temps, à décrire le domaine de la recherche scientifique en intelligence artificielle en la délimitant des autres parties des sciences informatiques et en la situant par rapport à l'intelligence humaine. Cette première partie décrit aussi les grandes étapes de l'évolution de la recherche. L'intérêt est porté aux concepts qui structurent la recherche de même qu'aux techniques développées pour actualiser ces concepts dans l'opération de l'ordinateur; les principaux champs de recherche sont identifiés. Deux domaines d'application font l'objet d'études: les systèmes experts et les systèmes de traitement linguistique. Dans un deuxième temps, l'auteur trace un portrait de la recherche et du développement dans les pays industrialisés et donne un aperçu de la situation au Canada et au Québec. On s'interroge sur l'importance de l'intelligence artificielle dans les études supérieures et la recherche. Ces réflexions tendent vers l'élaboration d'une stratégie de recherche pour le Québec. En annexe (pp. 101-106), liste descriptive de programmes d'intelligence artificielle (lieu de développement, type de programme, grandes caractéristiques). Bibliogr.: pp. 93-97. (S. Be.)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; LANGAGE INFORMATIQUE; TENDANCE DE RECHERCHE; INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

89 ROBERT, Roger. **Synthèse de politiques nationales étrangères en matière d'informatique et de communications**. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1982. — iii-63 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A la suite de l'examen de la politique informatique des Etats-Unis, du Japon, de la France, de la Grande-Bretagne, du Canada, de la République Fédérale d'Allemagne et de la Suède, l'auteur dégage 4 constats: 1. la concertation entre le gouvernement, les industries et les universités semble devenir la pierre angulaire des politiques nationales, 2. l'intervention de l'Etat se manifeste partout, que ce soit sous forme de subventions ou de mesures protectionnistes, 3. tous les pays étudiés, à l'exception des Etats-Unis, gardent ou ont acquis la maîtrise de leurs communications via un monopole gouvernemental, 4. la sensibilisation de la population à la technologie de l'information constitue un facteur déterminant pour une utilisation optimale des points de vue social, culturel et économique. 8 réf. bibl. Etude complémentaire au rapport *Bâtir l'avenir: contexte international* du groupe de travail du Ministère des Communications du Québec (1982). Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* MCQ, (1983) (S. Be.)

AIDE DE L'ETAT; INFORMATIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

300 Métiers et fonctions de la communication

90 BERNIER, Bernard. **L'attaque des marchés extérieurs en matière de communications : l'exemple du Japon utile au Québec?**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 113 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10207-X.
Direction de la planification et de la recherche

L'industrie des communications québécoise peut-elle s'inspirer de l'expérience du Japon? On considère 2 groupes de mesures: 1. la politique de contrôle de l'entrée du capital étranger, le faible taux d'intérêt de même que le maintien des ressources dans les secteurs les plus productifs; 2. la sécurité d'emploi, la consultation des entreprises dans la prise de décision, le décloisonnement des tâches et la formation des individus. Enfin, suivant l'exemple japonais, le gouvernement québécois devrait favoriser la création d'une société chargée de provouvoir la vente de produits québécois de haute technicité à l'étranger. Bibliogr.: pp. 105-113. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; EXPORTATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

91 BLASI, Démosthène; BOUCHER, Jacques; JEANJOT, Alain; ROY, Jules. **La dimension économique des communications : portrait du secteur et analyse des interactions**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 24 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10209-6.
Direction de la planification et de la recherche

Le secteur des communications génère autant de revenus que le secteur hydro-électrique au Québec. Il investit annuellement à lui seul au Québec le tiers des sommes investies par l'ensemble du secteur manufacturier. C'est plutôt du côté de l'offre de biens et de services qu'on retrouve l'importance économique et stratégique du secteur des communications; ces biens et services entrent comme facteurs de production dans tous les autres secteurs économiques sans exception. Les salaires représentent un pourcentage très élevé des dépenses de l'ensemble du secteur. 10 réf. bibl. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications (1983). (S. Be.)

OFFRE ET DEMANDE; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

92 GAGNON, Louise. **Le développement de l'industrie et des services de communications aux Etats-Unis**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 51 p. : tableau ; 28 cm. — ISBN 2-550-10220-7.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation des innovations, expériences et projets qui caractérisent l'industrie américaine des communications. En dépit de la présente récession et de son faible taux de productivité, l'industrie américaine des communications traverse une période d'effervescence et reste encore une des plus accessibles et convoitées. Par ailleurs, on remarque une diminution du rôle des institutions publiques et un accroissement de celui de l'entreprise privée. Bibliogr.: pp. 47-51. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

93 JOUANDET-BERNADAT, Roland; LAPOINTE, Alain; LEGOFF, Jean-Pierre. **Les communications et le développement économique**. — Montréal : Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1981. — 110 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie constitue un cadre statistique et économique pour une étude des activités de communication au Québec; les données proviennent de Statistique Canada et du Bureau de la Statistique du Québec, et touchent les rémunérations, investissements, le commerce extérieur, les comptes de productions et de transactions

du secteur des communications. On présente, dans une seconde partie, la complémentarité des innovations technologiques dans ce secteur, et on étudie l'influence de la télématique sur la productivité et l'emploi. La troisième partie propose certaines réflexions préliminaires à la définition d'une politique de communication. De nombreux tableaux, un schéma de classification des activités de communication et un glossaire des termes techniques complètent ce rapport. 15 réf. bibl. (N. T.)

ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

94 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS. **Les communications : revue de presse.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 3 vol. : photogr. ; 28 cm. — (Les conférences socio-économiques du Québec) .
Direction du développement des médias

Articles de journaux et de revues, en majeure partie francophones, publiés au cours de la période allant d'août 1982 au 15 septembre 1983, regroupés autour des thèmes suivants: le virage technologique et la Conférence socio-économique sur les communications, les médias traditionnels, les télécommunications et la câblodistribution, l'informatique, la télématique et la bureautique, l'emploi. (S. Be.).

COMMUNICATION; TELECOMMUNICATION; INFORMATIQUE; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE

95 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES. DIVISION ORGANISATION ET RECHERCHE. **Les communicateurs gouvernementaux : description, recommandations, projets : rapport d'étude.** — Québec : Editeur officiel, 1978. — 66 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Par des entrevues individuelles volontaires, des données ont été recueillies concernant les communicateurs au gouvernement du Québec. Leur identification et leurs antécédents (âge, sexe, étude, expérience), leurs tâches actuelles (corps d'emploi, employeur, fonction) et leurs perspectives d'avenir (perfectionnement, orientation de carrière), font l'objet de tableaux statistiques et de commentaires. Les organisations gouvernementales de communication font aussi l'objet d'une étude descriptive: lien hiérarchique, budget de production, équipement, effectifs, production annuelle. Une liste de recommandations et de projets ayant pour but "la meilleure affectation possible des spécialistes en communication et de veiller au niveau et à la qualité de leur formation professionnelle", complète le document. (D. T.)

PERSONNEL DE COMMUNICATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; GOUVERNEMENT; QUEBEC

96 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES. SERVICE DE LA RECHERCHE. **Inventaire des firmes de consultants en communications "techniques".** — Québec : Ministère des Communications, 1976. — [77] f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Répertoire de bureaux d'ingénieurs conseils offrant des services dans le domaine des communications au Québec. Pour chacune des 13 firmes répertoriées, on donne les secteurs d'activités privilégiés, les réalisations, la liste des clients et les curriculum vitae des cadres professionnels. (S.Be.)

INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS; INGENIERIE DES COMMUNICATIONS; CONSULTANT

97 POLESE, Mario. **Le concept de tertiaire moteur : quelques éléments de réflexion.** — version préliminaire. — Québec : INRS, 1981. — 19 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le concept du tertiaire moteur se caractérise par sa nature (il consiste à produire et à vendre des services), sa capacité d'exportation directe et indirecte, par sa teneur élevée en "savoir-faire", par son besoin en ressources humaines spécialisées. 9 réf. bibl. (S.Be.)

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; SAVOIR-FAIRE; RESSOURCES HUMAINES

98 VALASKAKIS, Kimon. **L'évolution de la société québécoise et le sous-système des communications : seconde version.** — [s.l.] : [s.n.], 1979. — 12 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce mémoire s'inspire des principaux courants économiques. La première partie identifie les tendances lourdes du système socio-économique du Québec, une tendance lourde se définissant comme une tendance économique qui se caractérise par sa persistance dans le temps et son omniprésence dans un système social (la dépendance des sous-systèmes extérieurs du Québec en est un exemple). La deuxième partie présente une synthèse sélective des travaux sur l'avenir du sous-système des communications. La troisième partie identifie 8 avenues de recherche pour le Canada, s'appliquant, à fortiori, à la réalité québécoise. (S. Be.)

ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; ECONOMIE NATIONALE

310 Journalisme

99 BOISSEAU, Natalie; DEVLIN, Eric; BOUCHER, Ginette. **Historique du journalisme étudiant au Québec 1943-1979.** — [s.l.] : [s.n.], [1980]. — 31 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Trois époques sont identifiées : la période 1943 à 1959, les années 1960 et les années 1970. L'émergence du journalisme étudiant est marquée par la présence des mouvements de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) et de la Corporation des escholiers griffonneurs (Corpo). Le journalisme étudiant connaît une phase de croissance entre 1943 et 1954, et une période de déclin de 1955 à 1959. C'est au cours des années 1960 que la Presse étudiante nationale (PEN) est créée. Le journalisme étudiant se réoriente, avec la montée du syndicalisme et de la réforme scolaire, vers une ouverture sur le monde et vers la contestation. De nouvelles associations sont créées. Les années 1970 voient la naissance de l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ), ses affrontements avec la PEN, les premiers colloques et congrès. 4 réf. bibl. (S.Be.)

JOURNALISME; ETUDIANT; ASSOCIATION; PRESSE ETUDIANTE NATIONALE; ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC

100 VALLIERES, Nicole. **La presse et la diffamation : rapport soumis au ministère des Communications du Québec.** — Montréal : Wilson & Lafleur, 1985. — 138 p. ; 28 cm. — ISBN 2-89127-035-5.
Direction de la planification et de la recherche

Etude sur la responsabilité civile du journaliste dans le cas de diffamation. Le premier volet précise le contenu et la portée juridique de la notion de diffamation en faisant appel notamment au droit français et aux sources du Common Law. Le 2e volet est réservé au recours en diffamation. Le modèle établi du "journaliste prudent" sert de critère à l'évaluation de la faute journalistique. Les décisions du Conseil de presse du Québec sont mises en parallèle avec les décisions des tribunaux. L'étude des moyens de défense (3e volet) offerts à la presse dans les affaires de diffamation permet de mesurer les limites de la liberté de presse. Le rapport entretenu par la notion d'intérêt du public à être informé et la notion de vie privée des individus est évalué. L'abondante jurisprudence, générée par l'article 1053 du Code civil, fait l'objet d'un traitement sélectif. Table de jurisprudence : pp. 125-128. Bibliogr.: pp. 129-133. (S.Be.)

DIFFAMATION; JOURNALISTE; PRESSE; DROIT

320 Publicité. Marketing

101 BERTRAND, Jean-François. **Premier symposium canadien sur la publicité gouvernementale (fédérale, provinciale, municipale) : notes pour l'intervention de Monsieur Jean-François Bertrand : Montréal, le vendredi 19 novembre 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 11 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, W

A la question "Est-ce que l'utilisation des fonds publics à des fins publicitaires est encore justifiable dans le contexte économique québécois des années 1980", le ministre répond affirmativement et

expose les raisons qui justifient sa position. La réceptivité du public, confirmée par 2 sondages, la reconnaissance des droits du citoyen à l'information et la demande grandissante des besoins en information constituent des éléments de réponse. (S.Be.)

FINANCES PUBLIQUES; PUBLICITE; GOUVERNEMENT; INFORMATION DU PUBLIC

102 CENTRE D'ETUDES, DE GESTION D'INFORMATIQUE ET DE RECHERCHES. **L'industrie de la publicité au Québec : analyse et tendances**. — Québec : Ministère des Communications, Service des communications, 1979. — 187 p., annexes : tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias : U-I52

Le rapport décrit: 1. l'industrie de la publicité au Canada et au Québec (offre et demande, répartition des dépenses publicitaires par média, situation financière des agences); 2. les ressources humaines en publicité; 3. la relation annonceur-agence. Les tendances de l'industrie et des hypothèses de développement sont présentées. Bibliogr.: 3 p. (J.deB.)

PUBLICITE; AGENCE DE PUBLICITE; ANNONCEUR PUBLICITAIRE; MEDIAS PUBLICITAIRES

103 CENTRE D'ETUDES, DE GESTION D'INFORMATIQUE ET DE RECHERCHES. **Positionnement de l'industrie de la publicité au Québec**. — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 133 p. : 38 tableaux ; 22 cm. — ISBN 2-551-08960-3.
Direction de la planification et de la recherche

Les paramètres de l'étude sont décrits au chapitre 1. On évalue l'ampleur économique de l'industrie de la publicité, dans le monde, au Canada et au Québec (chap. 2). Le chapitre 3 porte sur l'étude du facteur des dépenses publicitaires des annonceurs nationaux dans l'évolution de l'industrie de la publicité au Québec. L'évolution des revenus publicitaires de 6 médias au Québec est décrite (chap. 4). Le chapitre 5 est consacré aux agences de publicité : leur situation spécifique et les tendances d'évolution. Le secteur de la production publicitaire est étudié au chapitre 6 ; les productions audiovisuelles commerciales font l'objet d'une analyse quantitative. L'étude révèle, d'une façon générale, peu de changement majeur dans le positionnement de l'industrie de la publicité au Québec entre 1977 et 1982 ; on note un glissement des achats en provenance de Toronto et une détérioration du climat de confiance chez les annonceurs. La performance exceptionnelle de l'industrie en 1980 est signalée. Six axes de développement sont énumérés. (S.Be.)

PUBLICITE; MARCHE

104 COMITE FEDERAL-PROVINCIAL SUR LA PUBLICITE DESTINEE AUX ENFANTS. **Les effets de la loi québécoise interdisant la publicité destinée aux enfants** / préface de Marcel Masse et de Jean-François Bertrand. — Ottawa : Ministère des Communications ; Québec : Ministère des Communications, 1985. — 98 p. . tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12450-2.
Direction de la planification et de la recherche

L'interdiction de diffuser des messages publicitaires destinés aux enfants, stipulée dans 3 articles de la Loi sur la protection du consommateur (loi du 22 décembre 1978, Québec), a suscité une baisse des investissements publicitaires qui a eu des répercussions importantes, à la fois sur l'offre et sur la demande de programmes pour enfants. Alors que les télédiffuseurs et les annonceurs se plaignent d'un manque à gagner, l'Office de la protection du consommateur, pour sa part, insiste sur la nécessité de maintenir une telle mesure. Quant à l'opinion publique, elle semble partagée sur la question. Après examen des scénarios pour le maintien, le rejet et l'assouplissement de la loi, le Comité recommande le maintien de la loi et l'application de mesures d'assouplissement notamment en obligeant Radio-Québec à programmer et à produire un minimum de programmes pour enfants et en incitant l'Office de protection du consommateur à élaborer des politiques en matière de publicité sociétale. En annexe: extraits de la loi, guide d'application de quelques articles, tableaux sur l'évolution du nombre d'heures de programmes pour enfants. 8 réf. bibl. (S.Be.)

ENFANT; TELEVISION; LEGISLATION; PUBLICITE; QUEBEC; LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

105 COTE, Jean-Guy, MULTI-RESO INC. **Résultats du sondage sur les origines de la publicité nationale diffusée au Québec français**. — Montréal : Le Publicité-Club de Montréal, 1975. — 46 f. : 4 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'historique du projet et les démarches méthodologiques sont rappelés en première partie. L'enquête révèle que 27% des annonces diffusées au Québec pour des clients nationaux sont de création originale québécoise; 73% sont des traductions ou des adaptations et 34% des productions québécoises. La pondération des résultats selon l'écoute révèle une image plus fidèle de l'influence culturelle des annonces télévisées sur le public (4e partie). La 5e partie est consacrée aux aspects secondaires de la recherche: utilisation des artistes vedettes, des enfants, budget. (S.Be.)

CARACTERE NATIONAL; PRODUCTION; FILM PUBLICITAIRE; TELEVISION

106 FABIEN, Louis; PELLETIER, Robert. **L'industrie québécoise de la publicité : profil organisationnel : rapport final**. — [s.l.] : [s.n.], 1979. — 57 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Typologie des principaux intervenants de l'industrie québécoise de la publicité visant à définir les modes de fonctionnement et l'organisation de cette industrie. Les rôles respectifs et relations de chacun des partenaires dans le processus publicitaire sont étudiés. On retrouve les intervenants primaires (annonceurs, agences de publicité, médias publicitaires), les intervenants secondaires (maisons de production, organismes privés, organismes publics de contrôle) et tertiaires (studios, communauté artistique, pigistes). La cueillette d'informations s'est effectuée du 2 au 16 novembre 1978 auprès de différentes personnes (16) représentant les secteurs primaire et secondaire. 8 réf. bibl. (N. T.).

PUBLICITE; INDUSTRIE

107 GOSSELIN, Robert; BAGHDADI, Hamid; RIVEST, Guy. **Le marché de la publicité télévisuelle au Québec : estimations des recettes et prévisions pour 1985-1990**. — Québec : Ministère des Communications, Directions des communications, 1985. — 29 p. : 12 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12431-6.
Direction de la planification et de la recherche

La vente de temps d'antenne pour la publicité constitue la principale source de fonds des stations de télévision privées; en 1979, elle représentait 96% des recettes totales. Afin de prévoir les revenus pour 1985-1990, 3 variables explicatives ont été retenues comme les plus importantes: le produit intérieur brut (PIB) du Québec, la proportion des ménages québécois possédant 2 téléviseurs ou plus, le nombre de stations privées en ondes au Québec. Le modèle mathématique et la méthode d'évaluation du comportement des variables sont expliqués. On présente l'estimation et la prévision de la demande totale de publicité télévisuelle (1983-1990) ainsi que les prévisions et estimations des revenus de publicités des télévisions publiques et privées. La comparaison des résultats obtenus montre que la demande totale sera de 8 millions de dollars plus élevée que les revenus totaux en 1990. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (N.T.)

STATION DE TELEVISION; PREVISION; REVENU; DEMANDE; RECETTES PUBLICITAIRES; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

108 GOULET, Jacques. **Les campagnes de publicité du gouvernement du Québec : rapport final**. — Montréal : Crop Inc., 1979. — 83 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le sondage effectué auprès de la population québécoise francophone afin de connaître le degré de connaissance des campagnes de publicité du gouvernement du Québec a révélé un taux de connaissance de 49% et plus. Sur 1 284 ménages sélectionnés à Montréal et en province, 673 ont répondu au questionnaire. La majorité des répondants sont d'accord (73%) avec le fait que le gouvernement se fasse connaître par des campagnes publicitaires. Les tables rondes réalisées à Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières représentaient les milieux urbain, rural et semi-rural. L'image et la vedette sont les facteurs de rétention du message commun aux 3 milieux. Malgré le taux d'identification élevé, il existe une certaine confusion entre les messages du gouvernement fédéral et ceux du gouvernement provincial. La table ronde des spécialistes exprime certaines craintes de propagande mais admet, comme l'ont

fait les autres participants, que la publicité a pu changer certaines habitudes de vie. En annexe, liste des slogans publicitaires du gouvernement du Québec de mai à décembre 1978, questionnaire. (N. T.).

CAMPAGNE PUBLICITAIRE; OPINION PUBLIQUE; GOUVERNEMENT; MARKETING SOCIAL; QUEBEC

109 GOUSSE, Claude. **Les Québécois et la publicité gouvernementale du Québec (rapport).** — Montréal : Multi-Réso Inc., 1980. — 172 f. pagination multiple : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1127

Bien que plus de la moitié des Québécois juge importante la publicité gouvernementale pour les thèmes d'intérêt public, la population devient de plus en plus critique. Les Québécois prennent contact avec la publicité gouvernementale principalement par la télévision. Six éléments sont retenus dans l'analyse de la publicité du gouvernement du Québec: la notoriété des slogans, la structure des messages (identification), la sémantique, la concurrence, l'utilité des messages et leur incidence sur les comportements. Pour chacun des points étudiés, les différences régionales sont soulignées. Des tableaux présentent les résultats de façon détaillée. (S.Be.)

PUBLICITE; GOUVERNEMENT; REACTION DU PUBLIC; QUEBEC

110 HENOT, Alain. **Les origines des messages publicitaires télévisés : rapport d'étape.** — Québec : [s.n.], 1975. — 34 f. : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'objet de l'étude proposée est d'évaluer la part du contenu québécois dans la publicité télévisée au Québec. Elle comporte 3 phases; seule la première phase est présentée. Elle porte sur l'analyse des éléments des messages publicitaires télévisés selon leur origine (maison locale, nationale), à partir d'un échantillon représentatif. Des précisions méthodologiques sont apportées. Des notes sur la grille des commerciaux sélectionnés apparaissent en annexe 3. L'annexe 1 présente la proposition de Multi-Réso. (S.Be.)

CARACTERE NATIONAL; PRODUCTION; FILM PUBLICITAIRE; TELEVISION

111 MARCHAND-LALANDE, Danièle. **La publicité au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 80 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10229-0.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse des composantes de l'industrie publicitaire québécoise: 1. tendances du marché; 2. revenus des intervenants; 3. importations-exportations; 4. nouvelles technologies. Le marché québécois se caractérise par une définition relative de la masse salariale, une augmentation du marché régional, une moins grande augmentation des agences au Québec que dans l'ensemble du Canada et par un accroissement de la publicité gouvernementale (publicité de services). Le groupe des producteurs indépendants est celui qui présente le plus de difficultés financières; la communauté artistique quant à elle se trouve dans une position relativement bonne. Considérant le degré d'importation et la suprématie des agences torontoises, il apparaît primordial que les agences québécoises consolident leurs assises nationales. La télévision payante est susceptible de modifier la conjoncture de l'ensemble des moyens de communication de masse. Par son effet de fractionnement, elle oblige les annonceurs à orienter leur publicité vers d'autres médias. Dix annexes. Bibliogr.: p. 62-63. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983) (S. Be.)

AGENCE DE PUBLICITE; MARCHE; PUBLICITE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

112 VEILLEUX, Jean-Marc. **La taxe de 2% sur la publicité dans les médias électroniques 1977-1983.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale du développement, [1985]. — 124 p. : 1 graph., 21 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12532-0.
Direction de la planification et de la recherche

Les radiodiffuseurs francophones ainsi que les représentants de l'industrie de la publicité ont demandé au ministère des Communications du Québec (MCQ) de les appuyer dans leurs démarches visant à abolir la taxe de 2% sur les revenus publicitaires provenant de la vente de temps d'antenne, taxe imposée en 1977. On étudie principalement les aspects économiques de cette taxe. En établissant cette taxe, le gouvernement du Québec voulait introduire la taxation dans le secteur des services; elle était considérée comme expérimentale. Bien que la finalité de la taxe n'était pas de financer les projets de contre-publicité ni de défrayer les coûts de la protection du consommateur, le gouvernement y affecta temporairement le produit. Le rendement de la taxe et ses incidences réelles sur les stations privées sont analysés. L'évolution des revenus publicitaires des stations de radio et de télévision est étudiée pour le Québec et comparée à celle de l'Ontario et du Canada. Les dépenses gouvernementales pour la protection des consommateurs et la publicité sont examinées. Compte tenu de l'évaluation de la taxe de 2% selon les critères du rendement, de la neutralité, du coût d'administration, de l'équité verticale, de l'incidence et de la répartition des dépenses gouvernementales, on recommande au MCQ de ne pas appuyer les démarches des radiodiffuseurs et associations. Bibliogr.: pp. 121-124.

FISCALITE; MEDIAS ELECTRONIQUES; RECETTES PUBLICITAIRES; QUEBEC

330 Relations publiques

113 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion du Congrès de la Société des relationnistes du Québec : Québec, le 10 mai 1985.** — [s.l.] : [s.n.], 1985. — 24 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1985, Q

Dans un premier temps, on trace un bilan historique des événements qui ont mené à la création de la fonction publique québécoise. L'introduction en 1976 d'une nouvelle structure organisationnelle dans l'administration de l'Etat, orientée vers la consultation, la concertation et la régionalisation, constitue un point tournant dans l'évolution de la fonction publique. La mise sur pied de services d'information régionaux est un exemple probant du phénomène de décentralisation de l'administration publique. L'organisation administrative, les objectifs et réalisations des bureaux de Communication-Québec sont exposés. En conclusion, on souligne le défi que présentent les communications dans la rencontre des aspirations des Québécois. (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; DECENTRALISATION; SERVICE D'INFORMATION; FONCTION PUBLIQUE; COMMUNICATION-QUEBEC; QUEBEC

114 COTE, Claude. **L'information gouvernementale en région : analyse des facteurs influençant la diffusion de l'information gouvernementale en région.** — [Québec] : Ministère des communications, 1978. — 43 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir élaboré une méthode permettant d'évaluer l'influence de divers facteurs sur la diffusion de l'information gouvernementale on l'applique selon diverses hypothèses de développement des services d'information et de renseignements du gouvernement du Québec. La valeur accordée aux facteurs est la suivante: dimension du bassin de population (30 points), pénétration des médias (30 points), dispersion de la population (20 points), qualité du réseau routier (20 points), conditions climatiques (10 points). La pondération de ces facteurs pour les 9 régions du Québec permet de déterminer l'effort relatif en matière d'information gouvernementale à déployer pour chacune des régions. A partir de la situation réelle en septembre 1978, on envisage de normaliser le nombre d'informateurs en fonction de l'effort à déployer (en mutant ou en affectant à d'autres tâches les employés en surplus), de hausser l'effort normalisé de 100%, de le hausser de 200%, ou de le hausser de 100% sans toucher au personnel en surplus. Après évaluation, la dernière hypothèse, qui prévoit la création de 23 nouveaux postes entre 1979 et 1985, est retenue (on taille aussi une nouvelle sous-région autour de Victoriaville). L'auteur présente un échéancier, le détail des coûts de la proposition, et la justification des choix de localisation des bureaux et centres. En fin de rapport, une analyse de la fonction renseignement par région et une remarque concernant le coût élevé du service Zenith à Rimouski. (V. H.)

SERVICE D'INFORMATION; PLAN DE DEVELOPPEMENT; GOUVERNEMENT; DIFFUSION DE L'INFORMATION; QUEBEC

115 COULOMBE, Céline; LOPEZ, Nicole; QUINTY, Jean-Paul. **Rapport final du sondage téléphonique sur la clientèle de Communication-Québec région 03.** — Québec : Ministère

des Communications, Communication-Québec, 1976. — 111 p., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 C59 A29 S6

Résultats d'un sondage téléphonique réalisé auprès de 200 clients de Communication-Québec dans le but d'établir le profil de la clientèle, de connaître les démarches encourues par l'usager dans la recherche d'information et de mesurer le degré de satisfaction du client. Les caractéristiques retenues pour établir le profil de la clientèle sont les variables socio-économiques généralement utilisés soit le sexe, l'âge, l'occupation, la scolarité, le revenu, le statut civil, l'origine. A celles-ci, s'ajoutent 2 autres variables, l'une sur les habitudes d'appel, l'autre sur les modes de connaissance du service. Les variables concernant les démarches encourues sont les sources de renseignement et moyens pris pour rejoindre Communications-Québec, le type de réponse fourni, les démarches antérieures et l'obtention d'une réponse. Le degré de satisfaction est mesuré par des variables qui mettent en cause l'amabilité, la capacité d'écoute et de compréhension des agents de renseignement. En terme de recommandations, on souligne la sous-représentation de certaines couches sociales , l'importance d'une publicité écrite (numéro de téléphone facilement accessible), l'amélioration du système par la mise en place de mécanismes de vérification et de contrôle des appels. (S. Be.)
SERVICE D'INFORMATION; UTILISATEUR D'INFORMATION; EVALUATION; COMMUNICATION-QUEBEC

116 FOURNIER, André. **La gestion de l'information : présentation au Groupe régional de Québec de l'Institut de l'administration publique du Canada : Hôtel Loews le Concorde, le 10 octobre 1984**. — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 26 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, Mc

Après avoir défini les objectifs généraux de l'administration publique, l'auteur précise ce qu'il entend par "gestion de l'information". Les zones de performance de la gestion de l'information sont ensuite identifiées; la planification, la normalisation et la formation en sont des exemples. Dans un 2e temps, l'auteur aborde la problématique de la gestion: la croissance de la demande d'information, la mesure de la performance, le budget, les contraintes liées à la désuétude des équipements, au financement, à la responsabilité des gestionnaires sont autant d'éléments pris en considération. Les objectifs à court et moyen termes sont précisés. (S.Be.)
BESOIN D'INFORMATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; GESTION; SYSTEME D'INFORMATION

117 INSTITUT QUEBECOIS D'OPINION PUBLIQUE. **Analyse des résultats d'une étude sur les services de renseignements de Communication-Québec dans la région de la côte du sud**. — [Québec] : [s.n.], [1978?]. — circa 500 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Sondage effectué par l'Institut québécois d'opinion publique auprès de 200 foyers dans la région de Bellechasse et 600 foyers dans celle de Montmagny-l'Islet pour le ministère des Communications du Québec. D'après les résultats, seulement une personne sur 3 dans la région de la Côte-Sud se permet de dire qu'il existe un service de renseignements gouvernemental; l'utilisation de ces services est excessivement faible (15.6% dans Bellechasse et 7.4% dans Montmagny) et seulement une personne sur 5 sait comment rejoindre les services gouvernementaux. En général, les répondants n'ont jamais contacté un service de renseignements Communication-Québec. Ils sont très satisfaits face aux services du ministère des transports et aux services de protection de l'environnement. Les services les plus connus sont le CLSC suivi de l'Office de protection du consommateur. Les services les plus utilisés sont les services hospitaliers, puis le Centre de main-d'oeuvre et le CLSC. En annexe, le rapport sur la méthodologie de l'étude (questionnaire, échantillon, caractéristiques socio-démographiques, cueillette et traitement de l'information) et les sorties de l'ordinateur (croisements de données pour Bellechasse et Montmagny). (V. H.)
SERVICE D'INFORMATION; UTILISATEUR D'INFORMATION; BELLECHASSE; COMMUNICATION-QUEBEC; MONTMAGNY; ISLET,L'

118 LEBLANC, Gérald. **Sensibilisation du public au développement de la télématique**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 47 p. : 28 cm. — ISBN 2-550-10271-1.
Direction de la planification et de la recherche

A partir d'un portrait sommaire des contextes socio-économiques des Etats-Unis, du Japon, de la France et de la Grande-Bretagne, l'auteur dégage les traits marquants de chacune des mentalités à l'égard du développement technologique. En deuxième lieu, tenant compte du contexte social québécois et des expériences de sensibilisation déjà effectuées, on définit 5 éléments d'une stratégie éventuelle de sensibilisation du public. Bibliogr.: annexe 3. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)
CAMPAGNE D'INFORMATION; TELEMATIQUE; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; REACTION DU PUBLIC; MARKETING SOCIAL; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

119 LEMIEUX, Vincent; DALPHOND, Edgar. **La communication inachevée... l'information des citoyens sur l'administration québécoise**. — [s.l.] : [s.n.], 1974. — 82 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La collecte des données s'est faite au moyen d'entrevues de groupe auprès de hauts fonctionnaires, de fonctionnaires et de clients. Dans un premier temps, l'enquête identifie 4 problèmes rencontrés dans la relation Etat-citoyen: 1. la clientèle est mal connue des agents; 2. certaines clientèles sont privilégiées; 3. les agents de l'Etat ne sont pas en mesure de répondre adéquatement à la demande des citoyens; 4. les agents sont mal perçus par le public. Dans un deuxième temps, on identifie quelques problèmes de nature organisationnelle et de fonctionnement. La centralisation de l'administration, la hiérarchie excessive, le manque de communications internes en sont des exemples. On suggère 4 pistes dans lesquelles l'administration publique devrait s'engager pour de meilleures communications avec les publics. Une série de recommandations se greffent autour des points soulevés au cours de l'analyse. (S. Be.).
ACCES A L'INFORMATION; INFORMATION DU PUBLIC; GOUVERNEMENT; ADMINISTRATION PUBLIQUE; AGENT D'INFORMATION

120 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. **La clientèle du revenu à Communication-Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Communication-Québec, 1978. — 113 p. : tableaux ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 C9 C55

La croissance effrénée de demandes concernant le Ministère du Revenu du Québec de même que les difficultés de fonctionnement interne des services d'information régionaux du ministère constituent un obstacle au développement des services de Communication-Québec. Un sondage téléphonique sommaire auprès de la clientèle permet d'identifier 11 problèmes. En conclusion, Communication-Québec suggère que le ministère du Revenu prenne en charge sa clientèle et réorganise la structure de fonctionnement de ses bureaux régionaux. (S. Be.)
SERVICE D'INFORMATION; EFFICACITE; MINISTERE DU REVENU; COMMUNICATION-QUEBEC

121 PLURIMAR. **Etude sur le comportement des citoyens québécois**. — [s.l.] : [s.n.], 1973. — 31 f.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dossier regroupant le contrat et les documents de travail qui apportent des précisions sur les objectifs et moyens, la programmation générale, la consultation populaire. On propose d'étudier le comportement du citoyen québécois dans ses relations avec l'Etat. L'étude vise 4 objectifs principaux: 1)tracer un portrait socio-démographique du citoyen québécois; 2)connaître le degré de connaissance de l'appareil gouvernemental; 3)connaître le degré de difficulté de communication du citoyen avec l'Etat; 4)évaluer le taux de fréquentation des médias. La méthodologie et l'échéancier sont précisés. Trois nouvelles études sont proposées: un consultation auprès d'experts, une consultation populaire par l'entremise des médias, une étude-maison impliquant les communicateurs gouvernementaux. Les objectifs, moyens et ressources sont précisés. (S.Be.)
ETAT; ADMINISTRATION PUBLIQUE; CITOYEN

122 QUINTY, Jean-Paul. **La communication inachevée : le temps de l'action.** — Québec : Ministère des Communications, 1974. — 76 f. : 5 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A partir des éléments de réflexion de Vincent Lemieux (*La communication inachevée.. l'information des citoyens sur l'administration québécoise*, 1974) l'auteur pose à son tour une réflexion théorique sur le rôle de l'Etat dans sa relation avec le citoyen. Il procède à l'analyse des schémas et identifie les éléments constituants pour une nouvelle dynamique d'échange avec le système politique. Les nouvelles orientations de la Direction générale des communications gouvernementales sont définies, les stratégies d'implantation de la nouvelle structure d'information sont précisées. 1 annexe. (S. Be.)
ETAT; POLITIQUE D'INFORMATION; INFORMATION DU PUBLIC

123 QUINTY, Jean-Paul. **L'organisation du feedback rendu.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 29 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Document préliminaire à la mise sur pied d'un système de rétroaction impliquant tout le réseau d'information gouvernementale de Communication-Québec. A partir de considérations générales théoriques sur le processus de retour de la communication, l'auteur évalue le bien-fondé de l'outil dans ses fonction de contrôle et d'évaluation et définit l'apport du personnel du réseau dans sa relation avec le citoyen. (S. Be.)
RETROACTION; INFORMATION DU PUBLIC; COMMUNICATION-QUEBEC

124 ROGER, Renaud. **Sondage sur les documents de presse du centre de documentation.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — 59 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Sondage effectué par le Centre de documentation du ministère des Communications du Québec auprès de sa clientèle en septembre 1977, dans le but d'identifier les usagers de son service de documents de presse (offert gratuitement), de déterminer la pénétration de ces documents, d'évaluer l'impact de leur commercialisation éventuelle et d'en orienter la thématique générale. Trois questionnaires ont été utilisés, selon la catégorie d'usager: dépositaire (97), abonnés au mensuel *L'Information et les Communications* (153) et abonnés aux publications thématiques (255). Sur les 505 questionnaires expédiés, 373 ont été remplis et retournés (taux de réponse de 73%). Les usagers des documents de presse sont surtout des personnes-ressource (66%), et proviennent pour 41% du milieu gouvernemental. Le service rejoint toutes les régions du Québec avec les plus fortes concentrations d'abonnés à Québec (46%) et Montréal (29%); par le biais des abonnés, on évalue à deux millions et demi les lecteurs possibles rejoints. Parmi les abonnés qui seraient prêts à payer pour le service (de 164 à 213), la moitié favorise l'abonnement à tous les documents, l'autre tend vers l'achat à la pièce ou au thème; 208 usagers ne sont pas intéressés à acheter des microfiches du Centre. Le rapport présente les plans de la commercialisation des publications du Centre sous la forme de 2 collections: *Rétrospection* et *L'Information et les Communications*. En annexe, les questionnaires (pp. 7-12) et les résultats (pp. 13-47) du sondage, les commentaires (pp. 48-55) des abonnés et des suggestions de thèmes (pp. 56-59). (V. H.)
UTILISATEUR D'INFORMATION; CENTRE DE DOCUMENTATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

125 SOCIETE DE RECHERCHES EN SCIENCES DU COMPORTEMENT. **Analyse du sexisme dans l'information et la publicité gouvernementales.** — Montréal : SORECOM, [1980]. — 80 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cent vingt et un documents produits par 9 organismes gouvernementaux ont été analysés, en fonction de 4 axes de manifestation du sexisme : les comportements, la perception suggérée, les rôles sociaux présentés et les stéréotypes véhiculés. L'analyse révèle que 42,6% des documents étudiés sont jugés sexistes ; 11,5% le sont fortement, 34,7% légèrement, 53,8% aucunement. C'est au niveau de l'image (67,3%) que l'on retrouve le plus de sexisme. Les manifestations sexistes sont classées par degré de gravité ; la perception de l'être tient le degré le plus élevé tandis que les stéréotypes présentent le plus faible. Quatre facteurs permettent de juger du degré de gravité. Les recommandations portent sur le perfectionnement de la méthode et sur les actions possibles. (S.Be.)
PUBLICITE; DISCRIMINATION SEXUELLE; GOUVERNEMENT; INFORMATION DU PUBLIC

126 THIVIERGE, Marcel. **La direction régionale-pilote de l'Est du Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1971. — 92 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie du document porte sur l'évaluation de la qualité des communications entre les services régionaux et les ministères d'une part et entre les fonctionnaires en région d'autre part. La 2e partie présente des propositions visant l'établissement des nouvelles structures de communication entre l'Etat et les citoyens. La formation d'une équipe de soutien, la mise en place de sous-centres de renseignements et de services audiovisuels sont des points étudiés. Les lignes directrices et les mécanismes servant à assurer la communication du citoyen avec l'Etat sont établis. Des précisions sur la gestion interne de la Direction régionale sont apportées. Une estimation des coûts est présentée. (S.Be.)
PLANIFICATION REGIONALE; INFORMATION DU PUBLIC; ADMINISTRATION PUBLIQUE; SERVICE D'INFORMATION; EST DU QUEBEC; COMMUNICATION-QUEBEC

127 TURCOTTE, Yvan; CHOUINARD, Georges; BRISSON, François-E; VALLERAND, Carole. **Les relations entre l'Etat et le citoyen : rapport.** — Québec : Ministère des Communications, 1976. — 227 p., pagination multiple : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Sondage d'opinion effectué auprès d'environ 1 800 personnes de la région de Québec dans le but de déterminer si l'Etat réussit à rejoindre efficacement le citoyen pour l'informer des biens, services et droits dont il peut disposer. L'enquête porte sur 4 aspects de l'information gouvernementale et cherche à connaître la place qu'occupe l'information gouvernementale dans la vie du citoyen, l'efficacité des moyens utilisés par l'administration pour rejoindre les citoyens, tout particulièrement les annonces publicitaires et le service de Communication-Québec, la façon de procéder du citoyen lorsqu'il cherche à s'informer sur les activités gouvernementales et la crédibilité de certains informateurs auprès du citoyen. Au terme de l'enquête, on constate que, même si l'Etat désire informer le citoyen et prend les moyens à cet effet, il n'y parvient que partiellement, par le fait qu'il ne réussit pas à s'adapter à ses besoins ou que le citoyen insuffisamment socialisé garde une attitude passive. Dans les annexes, des détails sur l'enquête, le degré de satisfaction des citoyens à l'égard de certains programmes gouvernementaux, les problèmes majeurs de la région de Québec, le cahier de formation des enquêteurs et le questionnaire qui a servi à l'enquête.
INFORMATION DU PUBLIC; GOUVERNEMENT; OPINION PUBLIQUE; CAMPAGNE D'INFORMATION; QUEBEC

340 Édition. Typographie

128 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution prononcée par le ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand devant les membres du Club des Artisans de l'Imprimerie de Montréal inc. et de l'Association des Arts graphiques du Québec (1983) inc. à l'occasion d'un souper-conférence organisé dans le cadre de la semaine de l'imprimerie : Montréal, le 17 janvier 1984.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 10 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, A

La vitalité de l'industrie québécoise de l'imprimerie est démontrée à partir de données économiques. La participation du gouvernement du Québec, par le biais de la Société de développement industriel, à la création d'un consortium voué à la commercialisation et à l'exportation de produits québécois confirme l'intérêt du gouvernement pour ce secteur. Le ministre fait aussi état des orientations du gouvernement en matière d'acquisition de services et de rationnalisation des publications gouvernementales. Enfin, l'efficacité et la fiabilité des entreprises engagées avec le gouvernement sont mises en valeur. (S.Be.)
IMPRIMERIE; INDUSTRIE GRAPHIQUE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

129 CENTRE D'ETUDES, DE GESTION D'INFORMATIQUE ET DE RECHERCHES. **Rapport présenté à l'Editeur officiel du Québec**. — [s.l.] : Cegir, 1973. — 100 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Deux objectifs guident la mission de l'Editeur officiel: permettre l'accessibilité de l'information aux citoyens et assurer une diffusion commerciale des documents officiels. Les difficultés et contraintes de l'Editeur sont liées à la dispersion de l'information, à la distribution et au statut juridique. Les recommandations sont de 3 natures. Les recommandations stratégiques indiquent l'utilisation que devrait faire l'Editeur de ses ressources; elles sont regroupées sous 3 chefs: la mission, le rôle et les politiques de l'Editeur. Les recommandations structurelles portent sur l'organisation interne et sur l'agencement des ressources à l'intérieur de cette organisation. Les tâches sont regroupées sous 5 fonctions inter-reliées, lesquelles correspondent aux 5 directions. Les tâches et responsabilités accordées à chacun des postes sont identifiées. Les recommandations opérationnelles, regroupées par fonction, portent sur les activités quotidiennes de l'Editeur, sur son mode d'opération et sur sa façon d'assurer les services d'accès et de diffusion. (S.Be.)

PUBLICATION OFFICIELLE; ACCES AUX DOCUMENTS OFFICIELS; GESTION; DISTRIBUTION COMMERCIALE; EDITEUR OFFICIEL DU QUEBEC

130 GIROUX, Bruno; LEVESQUE, Eugénie. **Guide pratique d'édition gouvernementale**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 107 p. : 13 tableaux, graph., photogr. ; 20 cm. — ISBN 2-551-04678-53$ CA.
Direction des communications : P-1030

Guide de gestion d'un projet d'édition gouvernementale. On passe en revue les étapes de la conception, de la réalisation, de la fabrication et de la diffusion d'une publication. Les règles administratives qui prévalent à l'intérieur du gouvernement et les ressources disponibles sont mises en relief. Procédures, règles et modèles en annexes. Bibliogr. : p. 105. (S.Be.)

PUBLICATION OFFICIELLE; EDITION

131 LAMB, GUAY INC; MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. **Etude sur l'industrie de l'imprimerie au Québec** / revu et corrigé par le Bureau de l'Editeur officiel. — Québec : Editeur officiel du Québec, 1979. — 215 p. : 149 tableaux, 37 figures ; 28 cm. — ISBN 2-551-03607-0.
Direction du développement des médias : X E883

On trace d'abord un profil de l'évolution de l'industrie de l'imprimerie au Québec et au Canada au cours de la période 1972-76; la part du marché canadien occupée par le Québec est mise en évidence. L'industrie de l'imprimerie au Québec est constituée de près de 1 700 entreprises réparties en 4 secteurs et 12 segments. Des données statistiques démontrent qu'il y a concentration économique des établissements (environ 9% des établissementss contrôlent 78%½ des expéditions) et géographique (72% des établissementss exercent dans la région de Montréal). Les résultats d'un sondage visant à évaluer les tendances du marché québécois révèlent que: 1) 80% des imprimeurs estiment que le secteur de l'imprimerie présente des possibilités de croissance mais que le manque de main-d'oeuvre spécialisée, la concurrence et le manque de capitaux constituent des limites; 2) la très grande partie des établissementss (soit 70%) ne possèdent ni une bonne connaissance du marché, ni de stratégie commerciale, la préoccupation majeure étant plutôt de survivre que de croître; 3) l'achat d'équipement spécialisé sert généralement à maintenir la concurrence plutôt qu'à répondre à des objectifs de croissance; 4) la nécessité d'une organisation administrative est nettement plus marquée dans les grands établissements. La prédominance du propriétaire dans les petits établissements semble empêcher toute forme d'organisation structurée. La stratégie de développement de l'imprimerie repose notamment sur la mise en place d'une structure administrative orientée vers la délégation de responsabilités et de fonctions, le contrôle des coûts et la mise en place d'une stratégie de marketing. Recommandations. 10 réf. bibl. (S.Be.)

IMPRIMERIE; IMPRIMEUR; MARCHE; GESTION

350 Informatisation et métiers de l'informatique

132 **Rapport de la troisième rencontre de la Conférence sur l'électronique et l'informatique : Montréal, 10, 11 et 12 avril 1985**. — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — 2 vol., 661 p. ; 28 cm.- (Les conférences socio-économiques du Québec).
Direction de la planification et de la recherche

Le 23 novembre 1983, le gouvernement du Québec invitait à une rencontre des représentants du monde patronal et syndical, des représentants des chercheurs industriels et universitaires, de l'éducation, et des porte-paroles de divers groupes socio-économiques. Lors de cette 1ère Conférence sur l'électronique et l'informatique, il fut décidé d'instituer 4 commissions d'experts. Les assises de la conférence de 1985 ont été consacrées à discuter des analyses et recommandations préparées par ces 4 commissions; le présent rapport constitue le compte rendu des délibérations. Le volume 1 présente les rapports de la Commission 3 sur l'informatisation, l'emploi et le travail et de la Commission 2 sur l'informatisation des entreprises et des administrations publiques. Le 2e volume rend compte des rapports soumis par la Commission 1 sur l'expansion de l'industrie de l'électronique et du logiciel et par la Commission 4 sur l'intégration de l'informatique à la culture. L'annexe 1 fournit une liste des invités participants, l'annexe 2 répertorie la documentation issue de la Conférence. Chacun des rapports préparés par les Commissions sont analysés individuellement. (N.T.)

INFORMATIQUE; ELECTRONIQUE; INFORMATISATION; CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

133 ARDOUIN, Pierre; LOCONG, Lam. **L'évolution de l'informatique et ses impacts sur le travail et les travailleurs**. — Québec : Université Laval, Département d'informatique, 1982. — 45 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

L'évolution de l'informatique est analysée à partir de l'évolution du matériel, du logiciel et de l'utilisation. L'analyse de données des gouvernements et d'associations permet de relever les caractéristiques de l'emploi en informatique. Des perspectives sur la demande en personnel sont esquissées en fonction des tendances du marché. L'examen des recensements des dernières décennies sur la distribution de la main-d'oeuvre permet d'identifier 3 phénomènes: le passage d'une société de "cols bleus" à une société de "cols blancs", une augmentation de la main-d'oeuvre féminine et un vieillissement de la population active. Les répercussions de l'informatisation se feront sentir davantage dans certains secteurs économiques et toucheront des groupes d'individus particuliers. Les effets sur l'emploi sont difficiles à évaluer; par contre une réorganisation du travail est assurée. Des recherches réalisées à ce jour, 2 tendances se dégagent: celle des optimistes (associée au patronat) et celle des pessimistes (associée au syndicat). L'absence de consensus entre les parties ne permet pas d'apporter une conclusion. Bibliogr.: pp. 42-45. (S.Be.)

MAIN D'OEUVRE; EMPLOI; MIGRATION DE TRAVAIL; INFORMATISATION

134 BENYAHIA, Hadj. **Les impacts sectoriels et structurels de l'informatique sur l'économie québécoise**. — Montréal : Groupe Gamma, 1982. — 52 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans un premier temps, les retombées économiques de l'informatique, considérée comme une innovation de produit, sont cernées. Les impacts sectoriels sur le produit national brut, l'emploi, la productivité et le commerce international sont évalués. Dans un deuxième temps, l'informatique est perçue comme une innovation de processus et une approche structurelle vise à mesurer le degré d'utilisation de l'informatique dans l'ensemble des activités économiques. Quelques recommandations sont formulées concernant l'informatisation de l'économie québécoise. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). (D. T.)

INFORMATIQUE; INFORMATISATION; ECONOMIE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

135 BIRO INC. **L'industrie des services informatiques au Québec.** — Québec : BIRO inc., 1976. — v-[74] f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport de recherche se veut un effort systématique d'examen de l'industrie des services informatiques au Québec. Après une délimitation de la matière d'analyse, on donne une typologie des entreprises et les indicateurs économiques utilisés pour fournir une image globale de l'industrie des services informatiques. On traite également de la nature des services (ensemble de l'industrie au Québec et comparaisons Québec, Ontario, Canada); des marchés, de la viabilité des entreprises de leur secteur d'appartenance. Un dernier chapitre est consacré à des projections pour la décennie 1975-1985. 18 réf. bibl.

ENTREPRISE; SERVICE INFORMATIQUE

136 BLAIS, Linda. **Les impacts de la technologie de l'information.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 82 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10208-8.
Direction de la planification et de la recherche

Les changements technologiques dans le domaine des communications et du transfert de l'information auront une influence sur les sociétés et leur culture: marché du travail, consommation d'énergie, respect de la vie privée des citoyens, acculturation, circulation internationale de l'information. Bibliogr.: pp. 62-80. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; VIE SOCIALE; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; INFORMATISATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

137 CLERMONT, Michel. **Informatique et emploi.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 76 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'informatisation entraînera un déplacement de la main-d'oeuvre vers de nouvelles tâches. A court et moyen terme, on peut espérer le maintien de l'emploi et le non-remplacement des départs. Les jeunes, les femmes et les moins instruits seront les plus touchés. Une forte percée de la technologie est à prévoir dans le secteur tertiaire (bureautique). Le contenu et l'organisation du travail seront modifiés, déshumanisation liée à la standardisation des tâches et à l'intégration des activités de production à plus grande échelle. Les questions relatives au lieu et à la durée de travail ainsi qu'à la santé et à la sécurité sont soulevées. Dans l'ensemble, les syndicats déclarent avoir une attitude conditionnellement positive aux changements technologiques bien qu'il craignent une perte d'emplois et un éclatement de la communauté de travail. Recommandations. Bibliogr.: pp. 72-76. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

CONDITIONS DE TRAVAIL; EMPLOI; INFORMATISATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

138 COMMISSION SUR L'EXPANSION DE L'INDUSTRIE DE L'ELECTRONIQUE ET DU LOGICIEL. **L'industrie de l'électronique et du logiciel au Québec : créer ensemble un climat favorable à son développement.** — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — 7 vol. : tableaux. — (Les conférences socio-économiques du Québec) .
Direction de la planification et de la recherche

Rapport présenté à la Conférence sur l'électronique et l'informatique (1985). Après avoir précisé le mandat et l'approche retenue, on présente une évaluation quantitative (taux de croissance, parts des marchés québécois et canadiens, nombre d'emplois, ressources investies en recherche) et qualitative (ampleur de la concurrence, caractéristiques) des marchés et de l'industrie de l'électronique et du logiciel. Les 8 forces économiques du Québec sont identifiées; les atouts économiques de Montréal sont signalés. Sept problèmes majeurs de l'industrie québécoise sont dégagés; la perception "négative" des investisseurs, le manque de personnel qualifié et la diminution du pourcentage des entreprises manufacturières de propriété québécoise en sont des exemples. L'objectif principal est énoncé: "créer au Québec un secteur dynamique, fort et concurrentiel en privilégiant un excellent climat d'entrepreneurship". La Commission examine l'état de la situation et formule des recommandations pour le développement de la formation professionnelle, de la recherche, du financement, du faire-faire et de la politique d'achat. Six volumes constituent les annexes de ce rapport: 1) Principales statistiques des secteurs de l'électronique, du logiciel et des services informatiques; 2) L'offre et la demande de main-d'oeuvre spécialisée; 3) Principaux programmes gouvernementaux d'aide à l'industrie de l'électronique et du logiciel; 4) Lexique; 5) Bibliographie et documents déposés à la Commission; 6) Recueil statistique sur l'industrie de l'électronique, des services informatiques et du logiciel. (S.Be.)

MARCHE; INDUSTRIE; LOGICIEL; ELECTRONIQUE; SERVICE INFORMATIQUE; CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

139 COMMISSION SUR L'INFORMATISATION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES. **L'informatisation des entreprises et des administrations publiques : rapport de la Commission 2.** — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — xvi-62 p. : 1 tableau ; 28 cm. — (Les conférences socio-économiques du Québec) .
Direction de la planification et de la recherche

Rapport présenté à la Conférence sur l'électronique et l'informatique (1985). A la lumière de résultats d'enquêtes diverses, la Commission tente de cerner le degré d'informatisation des entreprises québécoises. Les raisons qui poussent les entreprises à informatiser leur gestion ou leur production sont identifiées. Le manque d'information et d'expertise technologique, le coût élevé des équipements et les lacunes au plan de la gestion se révèlent être les 3 obstacles majeurs à l'informatisation. Les conséquences de l'introduction des nouvelles technologies sont étudiées sous 3 aspects: la gestion, l'emploi et le travail, la production et le produit. Les secteurs de l'habillement, de la fabrication d'équipements de transport, de produits électroniques et de produits métalliques, figurent en tête de liste des secteurs prioritaires devant bénificier d'un soutien particulier. Les objectifs et les axes d'intervention pour une stratégie d'informatisation constituent l'essentiel des recommandations émises par la Commission. Liste des documents déposés à la Commission en annexe 1 (pp. 59-62). (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ENTREPRISE; INFORMATISATION; CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

140 COMMISSION SUR L'INFORMATISATON, L'EMPLOI ET LE TRAVAIL. **Vers la maîtrise sociale du changement technologique: rapport de la Commission sur l'informatisation, l'emploi et le travail.** — Québec: Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — 2 vol.: tableaux, graph.; 28 cm. - (Les conférences socio-économique du Québec).
Direction de la planification et de la recherche

Rapport présenté à la Conférence sur l'électronique et l'informatique (1985). La stratégie de maîtrise sociale du changement technologique comporte 3 volets. Le 1er concerne l'implication des travailleurs lors de l'implantation de nouvelles technologies dans les entreprises; la Commission propose un plan d'implantation et soumet des recommandations. Le second volet est relatif à la formation professionnelle; en raison des 3 objectifs liées à la prévention, à l'adaptation et au recyclage, la Commission inventorie, propose et analyse une série d'outils de planification et des programmes de formation. Une appréciation globale de ces outils donne suite à des recommandations. La réduction et l'aménagement du temps de travail constitue le 3e volet; des mesures sont analysées quant à leurs coûts et leurs impacts sur le travail, les entreprises et les finances publiques. Enfin, la Commission examine le rôle exercé par l'Etat, les employeurs et les travailleurs. Le mandat intégral, des protocoles d'ententes sectorielles et des fiches-synthèses sur la réduction et l'aménagement des temps de travail sont inclus. Un texte de Pierre Paquet, "La formation en entreprise" (pp. 203-226), est reproduit. Le volume 2, intitulé *La réduction et l'aménagement des temps de travail*, constitue l'annexe 1 du rapport. Il présente des données sur la durée du travail au Québec, sur la durée légale au Canada en fonction des normes prescrites, sur les heures de travail négociées, ainsi qu'une comparaison internationale en matière d'heures de travail. (S. Be.)

FORMATION PROFESSIONNELLE; TRAVAILLEUR; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; CONDITIONS DE TRAVAIL; INFORMATISATION; CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

141 COMMISSION SUR L'INTEGRATION DE L'INFORMATIQUE A LA CULTURE. **Rapport final de la Commission sur l'intégration de l'informatique à la culture**. — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — 2 vol. ; 28 cm. — (Les conférences socio-économiques du Québec) .
Direction de la planification et de la recherche

Rapport présenté à la Conférence sur l'électronique et l'informatique (1985). Le rôle de l'université dans l'intégration de l'informatique à la culture repose sur ses activités d'enseignement, de recherche et de services à la collectivité ainsi que sur les formes prises par l'organisation universitaire elle-même. La restructuration et la transformation des programmes de formation professionnelle en fonction des nouvelles technologies électroniques et informatiques font l'objet d'une analyse critique. L'attention est portée sur 2 cas types: la formation en travail de bureau et de secrétariat et les centres spécialisés dans les cegeps. Dans le cadre de l'analyse des applications pédagogiques de l'ordinateur, sont abordées les questions de formation du personnel enseignant, des inégalités sociales, de la recherche et du développement des didacticiels. L'appropriation culturelle et sociale doit s'appuyer sur des mesures d'accessibilité pour les individus, les associations et une politique de service public. La question de l'utilisation de la langue française dans les secteurs de technologie de pointe est traitée. Enfin, on rappelle quelques thèmes abordés au cours d'une étape antérieure: système de tranfert électronique de fonds, protection de la vie privée, banques d'informations et logiciels versus culture. Le volume 2, intitulé *Sommaire du rapport final de la Commission sur l'intégration de l'informatique à la culture*, regroupe 3 annexes: une sur la composition du comité, une seconde présentant la liste des recommandations, une bibliographie sélective. (S.Be.)
INFORMATIQUE; INTEGRATION CULTURELLE; FORMATION PROFESSIONNELLE; ENSEIGNEMENT; CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE

142 CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC. **La bureautique au gouvernement du Québec : l'approche conceptuelle**. — Québec : Conseillers en gestion et informatique inc., 1983. — 59 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Définition du cadre conceptuel du développement de la bureautique au gouvernement du Québec. Dans quelle mesure et à quelles conditions la bureautique peut-elle aider l'administration publique dans sa recherche d'efficacité? La productivité et la rationalisation du travail de bureau, ainsi que l'amélioration du contexte de travail informationnel en milieu gouvernemental sont les principaux objectifs poursuivis. Une définition de la bureautique est établie et les limites du domaine sont tracées. On donne en annexe la définition des principales fonctions bureautiques. Un compte rendu de la rencontre où a été discuté ce rapport, accompagne le document. (D. T.)
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; ADMINISTRATION PUBLIQUE; BUREAUTIQUE; QUEBEC

143 CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC. **La bureautique au gouvernement du Québec : phase 2 : les orientations et principes directeurs**. — Québec : Conseillers en gestion et informatique inc., 1983. — 182 f. pagination multiple : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Une synthèse des principes, orientations et propositions concernant le développement de la bureautique au gouvernement du Québec sert d'introduction. On trouve ensuite l'examen détaillé des principes directeurs, regroupés par grands thèmes: les aspects fonctionnels, l'organisation du travail, les aspects ergonomiques, les aspects économiques et les processus de développement et d'implantation. La création d'une unité administrative responsable de l'informatique et de la bureautique est proposée. En annexe, un *Etat actuel et prospectif de la technologie bureautique* est proposé. Un compte rendu de la discussion sur ce rapport, au Bureau central de l'informatique, accompagne le document. (D. T.)
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; ADMINISTRATION PUBLIQUE; BUREAUTIQUE; QUEBEC

144 CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC. **La bureautique au gouvernement du Québec : phase 3 : scénario de développement**. — Québec : Conseillers en gestion et informatique inc., 1983. — 103 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude vise à définir, parmi l'ensemble de la clientèle bureautique des ministères et des organismes gouvernementaux, des "sous-clientèles relativement homogènes quant à leurs besoins en systèmes bureautique". Après avoir établi des catégories types d'organismes et d'employés, on décrit les équipements individuels pour chaque catégorie d'employés. On formule ensuite des hypothèses sur l'ordre d'installation des équipement pour chaque type de poste et pour chaque type d'organisme. On déduit finalement une planification annuelle du volume des équipements de base et un estimé du volume du marché qu'ils représentent. La deuxième partie de l'étude décrit les responsabilités qui doivent être assumées pour favoriser une réalisation efficace du scénario. On trouve en annexe la description de la configuration des 3 postes de travail types et des matériels connexes. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT; BUREAUTIQUE; ANALYSE DE BESOINS; QUEBEC

145 CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC. **La bureautique au gouvernement du Québec : résumé du rapport d'étude**. — Québec : Conseillers en gestion et informatique inc., 1983. — 77 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce résumé de l'étude préparatoire à la formulation d'une politique de développement de la bureautique au gouvernement du Québec couvre les aspects conceptuels de la bureautique et présente les principes directeurs de son développement. On y retrouve des scénarios de développement, d'implantation et d'investissement, suivis des grandes lignes des actions à mener par le gouvernement pour assurer la pleine réalisation de sa politique bureautique. (D. T.)
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; ADMINISTRATION PUBLIQUE; BUREAUTIQUE; QUEBEC

146 DUCROS, MEILLEUR, ROY ET ASSOCIES LTEE. **Etude des besoins en informatique des revues Croc, Le Temps fou et La Vie en rose**. — [s.l.] : Ducros, Meilleur, Roy et Associés, 1983. — 22 f. : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans un premier temps, on analyse le mode actuel de gestion et de fabrication des revues. Les étapes de fabrication sont identifiées. Les statistiques d'opération concernant le tirage, la distribution/vente, la répartition du personnel et des revenus sont fournies. La répartition des coûts d'opération est présentée. Dans un 2e temps, on procède à une évaluation sommaire des besoins en informatique des 3 revues, en fonction des objectifs de croissance et des caractéristiques de la gestion de l'information. Les applications et un sommaire des coûts et bénéfices sont exposés. Enfin, l'étude distingue 2 niveaux d'aide. Pour les entreprises de taille et de fonctionnement comparables à ceux de *La Vie en rose* et du *Temps fou*, l'étude recommande un équipement de traitement de textes. Pour la revue *Croc*, l'implantation d'un système informatisé en mode de traitement par lot est justifiée. (S.Be.)
GESTION D'ENTREPRISES; INFORMATISATION; ANALYSE DE BESOINS; CROC; TEMPS FOU, LE; VIE EN ROSE, LA

147 FLEURY, Maurice. **Etude de la lisibilité de diverses catégories d'images vidéotex selon les stratégies visuelles d'étudiants universitaires âgés de 20 à 23 ans**. — Québec : Université Laval, Technologie éducative, 1984. — xii-291 p.: tableaux, schémas; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les informations d'une page vidéotex apparaissant à l'écran (celui d'un récepteur de télévision ou d'un terminal d'ordinateur) se présentent sous une forme soit alphanumérique, soit schématique ou photographique; ces 3 formes peuvent se combiner pour former une image mixte. L'étude se limite à l'analyse de pages alphanumériques et mixtes. Partant de l'hypothèse que le format des pages utilisées par les médiatiseurs dépend à la fois de la malléabilité du contenu à traiter et des caractéristiques de l'audience visée, on met en relation le comportement visuel type d'une catégorie d'audience (étudiants universitaires âgés de 20 à 23 ans) et 8 formes d'organisation de messages vidéotex, en tenant compte d'un certain nombre de paramètres définis servant d'indices de lisibilité. L'analyse de la relation perception-cognition implique les variables suivantes: stratégie visuelle, reconnaissance visuelle, différences individuelles, prototype de succès ou d'échec, niveau de

systématisation. Une définition des termes est fournie et suivie d'une revue sélective de la littérature (pp. 9-16). Le chapitre 3 présente la méthode expérimentale adoptée: schéma, caractéristiques des stimuli visuels, instruments de mesure, échantillon, études pilotes (pp. 17-28). Les résultats sont décrits et analysés au chapitre 4 (pp. 29-202), à partir des 7 critères ayant servi à construire la grille d'analyse du comportement visuel de chaque sujet: 1) points de départ et d'arrivé; 2) concentration sur une surface; 3) écart de fixations; 4) associations; 5) ignorance partielle et totale; 6) importance accordé au titre; 7) entropie/imprévisibilité. Des constantes de stratégies visuelles pour l'ensemble des images sont dégagées. Bibliogr.: pp. 219-220. (S.Be.)

RECEPTION VISUELLE; VISUALISATION; VIDEOTEX; LISIBILITE; STRUCTURE DE MESSAGE

148 FONTAINE, Denise. **La télématique**. — Québec : Ministère des Communications, Direction de la recherche, 1981. — 36 f. : 2 ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Survol des fonctions et nouveaux services liés au développement de la bureautique et du vidéotex. On présente quelques systèmes et projets en cours et on s'intéresse aux répercussions de ce développement technique sur le marché et sur le travail. (S.Be.)

VIDEOTEX; BUREAUTIQUE

149 GOULET, Roger; ROSS, Alain. **La formation en ingéniérie, en technologie des communications et en informatique au Québec**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 29 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10222-3.
Direction de la planification et de la recherche

Le Québec, tout comme le Canada, accuse un sérieux retard dans le domaine de la haute technologie. La formation d'une main-d'oeuvre spécialisée devra être mise de l'avant. Plusieurs mesures s'imposent: entrée des ordinateurs dans les écoles, mise à jour des programmes et mise sur pied de nouveaux programmes d'enseignement dans les domaines de pointe. 10 réf. bibl. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

FORMATION PROFESSIONNELLE; INFORMATIQUE; INGENIERIE DES COMMUNICATIONS; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

150 H. MARCEL CARON & CIE. **Etude sur le profil des importations et des exportations québécoises en informatique**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 137 p. : 47 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-05701-9.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse de la demande porte sur les services informatiques suivants: traitement de données, progiciels, développement et entretien du logiciel, consultation et banques de données. Quant aux produits, ce sont: les ordinateurs à usage commercial et équipements perphériques, les ordinateurs spécialisés, les terminaux et équipement de bureautique. Pour chacun de ces secteurs, les données fournies concernent la demande globale, le taux de croissance annuelle, la demande par secteur économique, la demande par taille d'entreprise, l'importance des importations et les tendances du marché. On donne une brève description des fournisseurs et de leur spécialisation ainsi qu'une estimation des revenus et de leurs exportations. On souligne quelques caractéristiques de l'industrie informatique et présente un sommaire des diverses formes d'aide gouvernementale reliée au domaine de l'informatique. Un résumé des principales conclusions pour chacun des 9 services et produits étudiés est présenté en dernier lieu. L'analyse a été réalisée à partir des données recueillies auprès d'utilisateurs et de fournisseurs de produits et services au moyen d'entrevues, contacts téléphoniques et envois postaux. 4 annexes. (S. Be.)

IMPORTATION; EXPORTATION; MATERIEL INFORMATIQUE; OFFRE ET DEMANDE; SERVICE INFORMATIQUE

151 LASNIER, André; ROBERT, Roger. **Planification de l'informatique gouvernementale: problématique de croissance de l'activité informatique**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 36 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Présentation des résultats préliminaires de la démarche entreprise par la Direction générale de la coordination interministérielle (DGCI) dans son mandat de rationaliser le développement de l'informatique au Gouvernement du Québec. Les travaux portent essentiellement sur la présentation et l'application de la grille d'analyse de Richard L. Nolan (*Managing the data processing crisis*, Harvard Business Review, mars-avril 1979). Le cadre de référence de Nolan constitue un modèle de gestion et d'utilisation de l'informatique basé sur l'analyse de l'informatique dans plusieurs entreprises américaines. Une vue d'ensemble de la situation de l'informatique dans les organismes et ministères gouvernementaux, comprenant le positionnement global dans le cadre de Nolan, est présentée en 2e partie. La problématique de croissance de l'informatique gouvernementale est développée à l'intérieur de 5 volets: le portefeuille d'applications, l'organisation informatique, la planification et le contrôle, l'implication des usagers, les dépenses informatiques. (S.Be.)

INFORMATIQUE; PLAN DE DEVELOPPEMENT; GOUVERNEMENT; QUEBEC

152 MARMEN, Louise. **Les impacts de l'informatisation sur l'emploi : un aperçu méthodologique et une application à la bureautique**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 21 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir situé les 2 grands courants de pensée du débat "informatique et emploi", on traite des principaux aspects méthodologiques du problème ainsi que des influences des nouvelles technologies sur le travail de bureau, à partir d'une revue de la littérature sur le sujet (articles de périodiques seulement). En guise de conclusion on examine 2 des nombreuses solutions qui semblent être envisagées pour contrer les impacts négatifs des innovations. Bibliogr.: pp. 20-21 (S. Be.)

EMPLOI; METHODOLOGIE; INFORMATISATION; BUREAUTIQUE

153 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION DE LA COORDINATION PARATECHNIQUE. **Projet de politique de répartition des services de traitement informatique selon leurs sources**. — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 35 f. : 12 tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La 1ère partie fait l'analyse comparée des coûts de services et traitement informatiques entre le gouvernement du Québec et l'entreprise privée. Les résultats de la comparaison révèlent un écart de 14% en faveur du gouvernement. La 2e partie identifie 2 types de traitement prometteurs: les services de traitement spécialisés et les services de banques de données. Une analyse de l'industrie québécoise du traitement informatique signale notamment un net ralentissement de la croissance de l'industrie et une augmentation de la part des importations (100 millions $ en 1980). A la lumière des constats, 3 axes de développement sont dégagés. La stimulation de l'entreprise privée s'avère prioritaire. (S.Be.)

TRAITEMENT DES DONNEES; ANALYSE COUT-AVANTAGE; ENTREPRISE PRIVEE; GOUVERNEMENT; SERVICE INFORMATIQUE

154 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Répertoire de cours de bureautique : cahier 1 : la sensibilisation à la bureautique**. — Québec : Ministère des Communications, Direction générale de la coordination interministérielle, 1985. — 69 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-12718-8.
Direction de la planification et de la recherche

Ce 1er cahier du répertoire présente uniquement des cours de sensibilisation, c'est-à-dire des séances d'information se déroulant généralement avant la réalisation du projet bureautique. Les cours de formation proprement dits sont répertoriés dans les cahiers suivants. Le répertoire a été constitué à partir d'une enquête auprès de 400 fournisseurs potentiels oeuvrant dans les régions de Québec et Montréal, à la fois des firmes privées spécialisées dans la formation ou l'informatique et des maisons d'enseignement. Les fournisseurs d'équipement n'ont pas été retenus, leurs cours impliquant nécessairement l'achat de leurs produits. Pour chacun des cours on identifie d'abord la clientèle cible; viennent ensuite la description du cours (objectifs, programme) et les informations concernant les aspects pratiques de son organisation (adresse, durée, inscription, coût, etc). Le cahier est divisé en 2 sections: 1)

cours destinés aux gestionnaires et aux professionnels; 2) cours destinés au personnel de soutien administratif et à l'ensemble des catégories de personnel. (N.T.)
COURS; FORMATION; BUREAUTIQUE

155 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Répertoire de cours de bureautique : cahier 2 : initiation à la micro-informatique, traitement de textes pour microordinateurs.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale de la coordination interministérielle, 1985. — 71 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le répertoire a été constitué à partir d'une enquête auprès de 400 fournisseurs potentiels oeuvrant dans les régions de Québec et Montréal, à la fois firmes privées spécialisées dans la formation ou l'informatique et les maisons d'enseignement. Les fournisseurs d'équipement n'ont pas été retenus, leurs cours impliquant nécessairement l'achat de leurs produits. Pour chacun des cours de ce 2e cahier, on identifie d'abord la clientèle cible; viennent ensuite la description du cours (objectifs, programme) et les informations concernant les aspects pratiques de son organisation (adresse, durée, inscription, coût, etc.). Le cahier est divisé en 2 sections: 1) microinformatique, 2) traitement de textes pour micro-ordinateurs. (N.T.)
COURS; FORMATION; MICROINFORMATIQUE; TRAITEMENT DE TEXTES; MICRO-ORDINATEUR

156 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Répertoire de cours de bureautique : cahier 3 : tableur, base de données, logiciel intégré.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale de la coordination interministérielle, 1985. — 85 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce 3e cahier du répertoire présente une trentaine de cours s'adressant soit à la haute direction, aux gestionnaires, aux professionnels, au personnel de soutien administratif ou à plusieurs de ces catégories de personnel en même temps. Le répertoire a été constitué à partir d'une enquête auprès de 400 fournisseurs potentiels oeuvrant dans les régions de Québec et Montréal, à la fois firme privées spécialisées dans la formation ou l'informatique et des maisons d'enseignement. Les fournisseurs d'équipement n'ont pas été retenus, leurs cours impliquant nécessairement l'achat de leurs produits. Le cahier est divisé en 3 sections: cours de formation concernant les tableurs, les logiciels de base de données, les logiciels intégrés. Chacun des cours est d'abord identifié par son titre et la clientèle-cible; viennent ensuite la description du cours (objectifs, programme) et les informations sur les aspects pratiques de son organisation (adresse, inscription, coût, etc.). (N.T.)
COURS; FORMATION; LOGICIEL; BASE DE DONNEES

157 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE. **Répertoire de cours de bureautique : cahier 4 : traitement de textes pour appareils spécialisés.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale de la coordination interministérielle, 1985. — 123 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce 4e cahier du répertoire présente une cinquantaine de cours de formation concernant exclusivement le traitement de textes sur appareil spécialisé et s'adressant à la clientèle du personnel de soutien administratif. Il a été constitué à partir d'une enquête auprès de 400 fournisseurs potentiels oeuvrant dans les régions de Québec et Montréal, à la fois des firmes privées spécialisées dans la formation ou l'informatique et des maisons d'enseignement. Les fournisseurs d'équipement n'ont pas été retenus, leurs cours impliquant nécessairement l'achat de leurs produits. Chacun des quelques 50 cours répertoriés est d'abord identifié par son titre et la clientèle à laquelle il s'adresse; viennent ensuite la description du cours (objectifs, programme) et les informations relatives aux aspects pratiques de son organisation (adresse, inscription, coût, etc.). Les cours sont classés selon l'équipement utilisé (AES, Micom, IBM) ou à partir des sujets traités (la conversion, les communications, la sécurité). (N.T.)
COURS; FORMATION; TRAITEMENT DE TEXTES

158 PROULX, Pierre-Paul. **Etude documentaire du développement du marché américain des communications et de l'informatique, ainsi que des débouchés pour l'industrie québécoise.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 90 p. pagination multiple : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10230-4.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation, par le biais d'une revue de littérature, du marché américain des communications et de l'informatique. Une analyse des tendances et des faits porteurs d'avenir des marchés de l'électronique grand public, des communications et télécommunications, du matériel informatique et du logiciel est fournie. A la lumière des résultats obtenus, l'auteur suggère quelques recommandations pour le Québec. Bibliogr.: pp. 76-90. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications (1983). (S. Be.)
INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; INFORMATIQUE; MARCHE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

159 REMILLARD, Jacques. **Pénurie de personnel informatique.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 21 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10231-2.
Direction de la planification et de la recherche

La pénurie de personnel spécialisé ou ayant une formation adéquate peut retarder le développement de systèmes informatiques, entrainant des pertes économiques importantes pour le Québec. Cette étude fait le point sur la situation actuelle et évoque les conséquences de ce manque de personnel pour les employeurs. On prévoit une aggravation du problème si des mesures correctives ne sont pas prises dès maintenant. Des recommandations sont proposées. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)
SPECIALISTE; PERSONNEL TECHNIQUE; INFORMATIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

160 SAINT-JEAN, Jocelyn. **Informatisation et emploi.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 48 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10335-1.
Direction de la planification et de la recherche

Compte tenu de l'importance du secteur tertiaire et de l'absence d'un secteur tampon permettant d'absorber la main-d'oeuvre mise en disponibilité, il est permis de croire que l'informatisation produira un effet négatif sur l'économie québécoise. Une intervention de l'Etat dans les questions de recyclage de la main-d'oeuvre, de la mise sur pied de programmes d'aide et de contrôle de certains effets néfastes tel le "travail au noir" reste à souhaiter. Bibliogr.: pp. 47-48. (S. Be.)
EMPLOI; INFORMATISATION

161 SALVADOR, Jean-Michel. **La bureautique au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 17 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10234-7.
Direction de la planification et de la recherche

Situation du marché de la bureautique au Québec: entreprises impliquées, perspectives d'avenir, données statistiques. Le traitement de texte et le courrier électronique sont les 2 types de services qui présentent le plus d'intérêt à court et moyen termes. La vente d'équipement de traitement de texte (taux de croissance annuelle de 25% à 40%) devrait commencer à plafonner en 1985 au profit des systèmes intégrés. Plus de 80% du marché du traitement de texte se trouve aux Etats-Unis. Le Québec représente 26% du marché canadien. Le manque d'intégration verticale caractérise l'industrie québécoise des équipements bureautiques, plusieurs composantes des appareils étant importées. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)
MARCHE; EQUIPEMENT; BUREAUTIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

162 SECRETARIAT PERMANENT DES CONFERENCES SOCIO-ECONOMIQUES DU QUEBEC. **La révolution informatique : subir ou choisir : revue de presse.** — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1985. — 7 vol. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les articles répertoriés sont tirés principalement de grands quotidiens (*Le Devoir, La Presse*, etc.) et de revues spécialisées (*Finance, Informatique Québec, Les Affaires*, etc.) de langue française. Ils portent sur l'expansion de l'industrie de l'électronique et du logiciel, l'informatisation des entreprises et des administrations publiques, l'emploi et le travail, l'intégration de l'informatique à la culture, la Conférence sur l'électronique et l'informatique, le virage technologique, la recherche. Périodes couvertes: vol. 1 : du 15 avril au 24 novembre 1983; vol. 2 : du 24 novembre 1983 au 14 janvier 1984; vol. 3 : du 16 janvier au 17 mars 1984; vol. 4 : du 19 mars au 11 mai 1984; vol. 5 : du 17 mai au 10 août 1984; vol. 6 : du 11 août au 9 novembre 1984; vol. 7 : du 12 novembre 1984 au 15 mars 1985. (S.Be.)

EMPLOI; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; ELECTRONIQUE; INFORMATIQUE; ENTREPRISE; INFORMATISATION

163 SOCIETE D'ETUDES ET DE CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS. **Etude des opportunités et de la stratégie de développement de l'industrie du logiciel au Québec**. — [s.l.] : [s.n.], 1985. — xv-136 p. : 6 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le modèle d'analyse industrielle utilisé, popularisé par Michaël E. Porter de l'Université Harvard, permet de situer et de comprendre la performance d'une industrie par l'étude des éléments structurels qui la constituent. Plusieurs sources d'information ont été retenues: études canadiennes et américaines sur l'industrie du logiciel, presse spécialisée, estimés du marché de International Data et Strategics, entrevues avec plusieurs intervenants québécois. Différents éléments structurant le marché nord-américain du logiciel sont d'abord analysés: taille du marché, segmentation, développements technologiques, réseaux de distribution, économies d'échelle. On distingue 6 groupes stratégiques d'entreprises sur le marché nord-américain: fabricants d'équipements, fabricants de logiciels, conseillers en informatique, spécialistes du traitement, distributeurs, IBM. Le marché québécois du logiciel était de l'ordre de 300 à 400 millions de dollars en 1984. Parmi les groupes stratégiques pouvant être identifiés au Québec, seulement 2 sont appelés à jouer un rôle fondamental dans l'émergence d'une industrie du logiciel: les firmes de consultation orientées vers le développement et les firmes de produits. Le diagnostic de la performance de l'industrie québécoise s'articule autour de 6 propositions: le Québec compte une base industrielle solide, les entreprises québécoises ont une part relativement faible du marché, l'industrie est orientée vers le service, 2 groupes stratégiques ont un potentiel nord-américain, il y a peu de modèles de succès, technologiquement et commercialement, l'industrie québécoise est à la remorque du marché nord-américain. La stratégie de développement des gouvernements peut être guidée par 4 principes directeurs: susciter l'émergence d'entreprises québécoises de distribution et nord-américaines de fabrication de logiciels; reconnaître la diversité de l'industrie; jouer le rôle de client de cette industrie; favoriser la formation et la recherche fondamentale. Bibliogr.: ff. 126-133. (S.Be.)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; LOGICIEL; MARCHE

164 TELLIER, Gilles. **Evolution de l'informatique au Québec : rétrospective et perspectives d'avenir : rapport final**. — Montréal : Ecole polytechnique, Centre de développement technologique, 1982. — 118 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'industrie de l'informatique possède 3 composantes essentielles: le matériel informatique, la mise au point du logiciel et le traitement informatique. Le taux de croissance du parc d'ordinateurs québécois par rapport au canadien est évalué en terme de valeur locative mensuelle accordée. Les installations informatiques québécoises se répartissent dans 6 secteurs économiques. Le secteur de la fabrication industrielle retient près du quart des installations. Deux manufacturiers dominent le marché: IBM et Digital Equipment. L'industrie de l'informatique connaît un phénomène constant de diminution des prix et d'augmentation des performances techniques. Ce phénomène se vérifie au niveau des circuits intégrés, des semi-conducteurs, des microprocesseurs, des mémoires et des imprimantes. L'industrie de la bureautique affiche des taux de croissance spectaculaires. Le noyau de l'industrie de la bureautique au Québec est formé de 2 concurrents: AES et Micom. Le secteur des services informatiques est divisé en 2 grands volets: l'utilisation d'unité centrale de traitement et la mise au point de logiciel. Une soixantaine de compagnies québécoises oeuvrant dans le secteur des services informatiques sont énumérées en annexe 1. Par ailleurs, l'annexe 2 présente une liste d'une vingtaine de manufacturiers québécois de produits électriques et électroniques directement reliés au secteur informatique. Bibliogr.: pp. 80-82. (S. Be.)

MATERIEL INFORMATIQUE; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; BUREAUTIQUE; SERVICE INFORMATIQUE

165 THIBAULT, Alain. **La bureautique : état de la situation et projection des besoins jusqu'en 1987**. — Québec : Ministère des Communications, Bureau central de l'informatique, 1985. — 34 f. : 5 graph., 6 tableaux ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Le niveau d'implantation de la bureautique au gouvernement du Québec est évalué à partir des montants investis dans l'acquisition de biens et de services informatiques au cours de la période 1982-1984. On donne les budgets prévus par les ministères et organismes gouvernementaux pour l'achat, la location et l'entretien d'équipement et logiciels bureautiques ainsi que le nombre de postes de travail prévu pour la période 1984-1987. Les fonctions et activités bureautiques privilégiées sont identifiées ainsi que le nombre d'employés et les catégories visées. (S.Be.)

GOUVERNEMENT; PREVISION; BUREAUTIQUE; QUEBEC

166 ZEROUAL, Karem. **La robotique : minis-devis IE-6**. — version revue et corrigée. — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 68 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les termes "robot" et "robotique" sont définis et l'industrie manufacturière est désignée comme premier champ d'application. La productivité, la rentabilité et l'humanisation du travail plaident en faveur de la robotique. La robotique canadienne et québécoise est analysée par secteurs industriels. L'impact et l'avenir de la robotique sont évoqués. Le marché des robots et les possibilités de les réaliser au Québec, l'étude des différents secteurs industriels à robotiser, sont suivis de recommandations pour le développement de la robotique québécoise, en particulier dans les petites et moyennes entreprises. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*(MCQ, 1983) Bibliogr.: pp. 65-68 (D. T.)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; ROBOTIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

400 Self-Média

167 PARENT, Richard. **Les équipements de communications des ménages québécois : à l'orée de la télématique**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 202 p. ; tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02572-5.
Direction de la planification et de la recherche

Dès 1965, les équipements de radio, de télévision et de téléphone étaient près du niveau de saturation. Entre 1965 et 1975, quelques autres appareils sont venus s'ajouter et la croissance est demeurée forte dans l'ensemble pour se ralentir au cours des dernières années. Les conditions de l'offre (transmission, production, appareils, prix) et de la demande (budget des ménages, influences interpersonnelles, clivages sociaux) constituent des facteurs décisifs sur l'acquisition d'appareils domestiques. Pour l'avenir, il est permis de croire que le taux de pénétration du terminal domestique sera comparable à celui du téléphone ou de la radio. Les critères de normes, de réputation et de fiabilité interviendront dans l'accueil du terminal. D'autre part, l'offre de services télématiques et des logiciels demeure un point d'incertitude. Enfin, l'auteur suggère une participation des institutions publiques et privées dans la prise de décision des normes de fabrication, une consultation des représentants de la demande (association de consommateurs), une intervention de l'Etat en tant qu'agent planificateur de l'offre et correcteur des tendances du marché, dans le but d'en arriver à un produit accessible au citoyen à revenus moyens. Bibliogr.: pp. 199-202 (S. Be.)

CONSOMMATION; OFFRE ET DEMANDE; TERMINAL D'ORDINATEUR; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE

410 Film et vidéo

168 HERMAN, André. **Rapport de recherche sur la pratique du cinéma super 8 et ses systèmes sonores.** — [Montréal] : [Université Concordia], 1978. — 40 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Rapport d'un questionnaire soumis à 8 équipes de cinéastes professionnels et amateurs ayant participé à une expérience de réalisation cinématographique qui consiste à vérifier les avantages et désavantages de chacun des 2 systèmes sonores qu'offre le super 8 (son incorporé ou séparé). Les compte rendus portent sur le degré de satifaction des participants en regard d'un système sonore choisi en fonction des critères de planification et d'exécution du film, de montage, de tournage et du type de films réalisés. Recommandation. (S. Be.)
ENREGISTREMENT DU SON; SYNCHRONISATION; FILM SUPER 8

169 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES. **Catalogue des documents audiovisuels 1983.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 176 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-02802-3.
Direction des communications : P-1019

Mise à jour de la collection gérée par la Cinémathèque du Gouvernement du Québec. Les documents sont classés par vedettes-matières et identifiés au moyen d'une fiche signalétique: titre, durée, procédé, langue, support disponible, cote, synopsis, producteur, réalisateur, commanditaire, année de production. (S.Be.)
FILM D'ENSEIGNEMENT; FILM DOCUMENTAIRE; DOCUMENT AUDIOVISUEL

170 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL. **Catalogue des films d'archives.** — 2e éd. revue, corrigée et augmentée d'un index. — Québec : Editeur officiel, Service des impressions en régie, 1980. — 3 vol. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 C5 A13 A7 1980

Catalogues de films d'archives de l'Office du film du Québec comprenant respectivement 360, 411 et 392 titres de collection. Trois types d'oeuvres sont inventoriés: des productions québécoises, des productions étrangères intéressant le Québec et des productions canadiennes concernant le Québec et des productions canadiennes concernant le Canada. Les films sont en 16 mm. Les documents, produits de 1924 à 1973, sont classés par sujet. Chacune des descriptions comprend le titre, la durée, la langue, l'année de production du film, s'il est sonore ou muet, en noir et blanc ou en couleurs. Les noms des réalisateurs, producteurs, commanditaires ou autres artisans de l'oeuvre sont, si possible, indiqués. En introduction au premier volume, on retrouve l'historique de l'audiovisuel au gouvernement du Québec. Quatre index (années de production, sujets, titres et noms des différents intervenants) facilitent la consultation. (S. Be.).
ARCHIVES AUDIOVISUELLES; OFFICE DU FILM DU QUEBEC

171 ODESSE, Michel; MALENFANT, Lévis. **Evaluation de ruban magnétoscopique de format 3/4" à cassette.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 31 f. : tableaux, photogr. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Deux rapports sur des tests effectués par le ministère des Communications du Québec. Le premier, daté du 17 janvier 1977, compare les performances des rubans AMPEX KCA 20, MEMOREX UCA 30, SCOTCH UCA 20 et SONY (modèle VO1800). Les caractéristiques électroniques (rapport signal/bruit, réponse en fréquence, mesure du taux de paille) et mécaniques (adhérence de la couche magnétique au ruban, élongation du ruban, uniformité de la largeur du ruban, robutesse du boîtier) ont été évaluées. Le premier rapport conclut que le ruban de marque AMPEX donne des performances inférieures aux autres rubans. En annexe, des photos et tableaux illustrant les résultats des tests. A la suite de ce rapport, la compagnie AMPEX a demandé à la Direction générale des services techniques de refaire les essais sur un ruban qu'elle disait amélioré. Le deuxième rapport, daté du 8 juin 1978, évalue les rubans AMPEX 167-KCA 20, SCOTCH MBU-40, et PARAMEDIA. Etant donné les différences de prix et la qualité minimum acceptable selon l'usage et l'usager, le rapport ne peut recommander l'achat d'un ruban plutôt qu'un autre. (V. H.)
MAGNETOSCOPE; EVALUATION; MARQUE COMMERCIALE; VIDEOCASSETTE

172 TREMBLAY, Jacques; VAN MARSENILLE, Yves. **Etude succinte sur les studios couleur à faible budget.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1979. — 42 f. : 3 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie présente une étude comparée des magnétoscopes à cassettes de formats U, VHS et BeTA. Des précisions sur les tendances du marché et les prix sont apportées. La 2e partie fournit une description de 5 systèmes de prise de vue et d'enregistrement. La 3e comprend un résumé des coûts budgétaires et une évaluation des coûts d'utilisation horaire. Une liste des équipements complémentaires est donnée dans la 4e partie. (S.Be.)
MAGNETOSCOPE; VIDEOCASSETTE; MATERIEL D'ENREGISTREMENT; COUT

420 Médias communautaires

173 **Les services aux média [Communication-Québec Mauricie et Centre du Québec (Nicolet) projets 1974-1975].** — [s.l.] : [s.n.], [1974?]. — 57 f. sans pagination : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

On signale les initiatives de Communication-Québec (région 04 : Trois-Rivières) dans le développement des médias communautaires. L'assistance de la Direction générale des télécommunications du ministère des Communications est requise pour assumer la responsabilité du développement des communications en région. Dix projets à caractère régional sont présentés. En annexe : correspondance, présentation du plan d'action du Service aux médias de Communication-Québec région 04 pour l'été 1973 et présentation d'un projet d'inventaire des ressources. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT REGIONAL; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; COMMUNICATION-QUEBEC; TROIS-RIVIERES

174 ARSENEAU, Ginette; LABRECQUE, Michel. **Les radios communautaires et éducatives.** — Québec : Ministère des Communications, 1991. — 16 f. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1062

Portrait des radios non commerciales au Canada et aux Etats-Unis. Les principes d'orientation, le type de programmation et les modes de financement sont précisés. (S.Be.)
RADIO COMMUNAUTAIRE; RADIO D'ENSEIGNEMENT

175 BRUNEL, Gilles. **L'avenir des médias communautaires au Québec.** — Montréal : Université de Montréal, 1978. — 127 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les médias communautaires doivent pour s'imposer, se légitimiser comme outils de mobilisation sociale. Cette hypothèse est vérifiée par l'analyse d'expériences américaines et européennes. Les expériences québécoises sont ensuite examinées et les tangentes majeures du développement des médias communautaires sont discutées. On analyse aussi le rôle du conflit social, de la mémoire sociale et de la fonction esthétique dans l'évolution des médias. Finalement, 4 stratégies de développement des médias communautaires au Québec sont proposées et des recommandations sont formulées pour assurer la légitimation de l'expérience. Bibliogr.: pp. 121-127. (D. T.).
ROLE SOCIAL; PLAN DE DEVELOPPEMENT; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

176 CARRIER, Denis. **Synthèse du rapport portant sur les objectifs, problèmes et recommandations dans le secteur des media communautaires.** — [Québec] : Ministère des Communications, [1975]. — circa 150 f., pagination multiple : annexes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En 1974, le Conseil de la Coopération du Québec (CCQ), le ministère des Institutions financières (MIF) et le ministère des Communications du Québec (MCQ) formaient un comité tripartite afin de déterminer le mandat d'un groupe d'étude sur une formule juridique adaptée aux médias communautaires d'inspiration coopérative. Le 16 janvier 1975, le MCQ obtint le mandat de déterminer la liste des problèmes rencontrés par les médias communautaires (radio, télévision, télédistribution, écrit), et de proposer des hypothèses de formules juridiques adaptées à ces médias. Après avoir procédé à un inventaire exhaustif des groupes communautaires, les auteurs en ont analysé les principales caractéristiques et ont identifié les objectifs généraux suivants: devenir un outil de changement social afin de mieux répartir le pouvoir socio-économique de la communauté, favoriser l'établissement et l'utilisation d'infrastructures de communication et mettre la propriété d'un média de communication entre les mains d'une association coopérative gérée par les citoyens. Le statut juridique des entreprises communautaires pose un problème parce que leurs objectifs ne peuvent être atteints par la loi des compagnies, qui les oblige à être à but non lucratif, et aussi parce qu'elles s'écartent sensiblement du modèele traditionnel de fonctionnement des coopératives (notion de propriétaire-usager). A partir d'une définition de l'entreprise coopérative communautaire de communication, le rapport propose 31 recommandations pour modifier les lois et les structures gouvernementales afin de favoriser le développement de ces entreprises. En annexe, une partie du rapport global. (V. H.).

STATUT JURIDIQUE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

177 CHICOINE, André; HILLGARTNER, William P. **La télévision communautaire par câble : un choix bibliographique**. — [Montréal] : Université McGill, 1978. — iii-8 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bibliographie sélective de monographies portant spécifiquement sur les aspects techniques, juridiques et économiques de la télévision communautaire par câble dans le monde. La bibliographie comporte 63 titres d'ouvrages, français et anglais, de nature spécialisée ou comparative , classés selon le pays d'origine dans un ordre chronologique. (S. Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; TELEVISION PAR CABLE

178 DIFFUSION GASPESIE INC. **[Les objectifs de Diffusion Gaspésie]**. — [s.l.] : [s.n.], [1975?]. — 38 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Examen des facteurs de rentabilité de la radio communautaire de Gaspé. Un tableau détaille l'ensemble des coûts d'investissements relatifs à l'aménagement des postes de Gaspé et de Rivière-au-Renard (équipement et services). Les 4 modes de financement sont décrits. Un tableau présente la part de financement de chacun des groupes intervenants. La rentabilité du projet est évaluée en fonction du potentiel commercial de la région. Un tableau cumule les frais d'opération (salaires, entretien, location). Des recommandations sont émises. (S.Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; RENTABILITE; GASPESIE

179 FOY, Evelyne; CLOUTIER, Normand. **Les médias communautaires au Québec : rapport provisoire**. — Québec : Ministère des Communications, 1972. — 106 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La 1ère partie décrit la situation des médias communautaires au Québec: 1) portrait de la télévision communautaire, ses limites; 2) examen des projets "Le Bloc" et "Vidéobus; 3) étude de la vidéographie; 4) survol des médias traditionnels utilisés à des fins communautaires. Un examen des programmes gouvernementaux dans le domaine des médias communautaires est présenté en 2e partie; les actions du gouvernement fédéral et provincial sont présentées distinctement. La 3e partie rend compte des recommandations pour une politique québécoise des communications communautaires; elles ont trait à la recherche appliquée, au programme de subventions, au rôle du ministère des Communications du Québec, à la télévision communautaire et à la recherche. Annexe: liste des projets Perspectives-jeunesses en communication. (S.Be.)

MEDIAS COMMUNAUTAIRES

180 GAGNIER, Yves. **Média communautaires écrits et presse "alternative" au Québec**. — [s.l.] : [s.n.], 1974. — 101 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La presse alternative et la télévision communautaire procèdent de la même intention. Leur idéologie de base est issue d'un cadre d'analyse similaire et les services qu'elles offrent à la collectivité sont complémentaires. Pour ces raisons, et pour des raisons de financement, il apparaît équitable que le ministère des Communications du Québec subventionne ce type de média au même titre que les télévisions communautaires. On présente un historique d'une vingtaine d'entreprises de presse alternative du Québec, en soulignant les services qu'elles peuvent rendre aux collectivités et leur structure de participation. (S.Be.)

PRESSE PARALLELE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

181 GIRARD, Anne. **Les télévisions communautaires au Québec : d'hier à demain**. — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 19 p. ; 22 cm. — ISBN 2-550-11769-7.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure produite à l'occasion du 15e anniversaire des télévisions communautaires (TVC). En 1ère partie, 4 constats concèdent un avenir prometteur aux TVC. En 2e partie, l'auteur dresse un bilan: les débuts, les particularités du muvement communautaire, le rôle des câblodistributeurs, les difficultés rencontrées et la situation actuelle. En 3e partie, des questions sont soulevées quant à l'avenir des TVC. Celles-ci ont trait notamment aux contraintes du contexte social actuel (néo-libéralisme), à la venue des nouvelles technologies, au statut accordé par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), aux modes de financement et au rôle social du média. (S.Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE

182 GREGOIRE, Jean. **La participation dans les media communautaires**. — [Québec] : Ministère des Communications, Service de développement des média, 1976. — iii- 30 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Recherche sur les modalités de participation des individus aux médias communautaires et sur la structure et le fonctionnement de ces organisations au Québec. A l'aide de 130 interviews, soit de 10 à 20 participants et quelque 3 ex-participants par média visité (2 groupes d'animation-vidéo, 2 stations de radio, 5 télévisions), on a recueilli des données concernant les caractéristiques socio-démographiques des répondants, leur opinion sur le rôle du média, les modalités de leur participation au média et les facteurs de leur satisfaction. En général, les participants aux médias communautaires sont relativement jeunes, ont un taux de scolarité élevé, et appartiennent à d'autres organismes socialement dynamiques. Ils s'intéressent beaucoup à des valeurs humaines et sociales. Les médias communautaires diffèrent quant à leur régie interne et dans leurs interrelations avec les groupes et organismes (autoformation collective vs services). En général, ils se proposent de véhiculer de l'information critique concernant les situations vécues par un ensemble de citoyens et désirent éveiller l'intérêt des citoyens à participer activement au développement social, économique et culturel de leur région. 1 tableau. (V. H.)

PARTICIPATION SOCIALE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

183 GROUPE DE RECHERCHES INFORMATION / PUBLICITE. **Projet expérimental de télévision communautaire dans la région de Sherbrooke (synthèse et commentaires)**. — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 44 p. : 16 tableaux ; 28 cm.
Direction des communications : P-1088

Résultats d'enquête sur les perceptions des intervenants quelques mois après l'arrêt du projet à la suite de l'échec de la campagne de financement menée par Vidéomonde Inc. Une cinquantaine de personnes impliquées à différents niveaux ont participé à des entrevues et exprimé leurs opinions sur l'entreprise Vidéomonde Inc., sur la télévision communautaire à Sherbrooke, sur la compagnie de financement et sur le projet lui-même. Un résumé du rapport est aussi disponible. (S.Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; PROJET PILOTE; EVALUATION DE PROJETS; SHERBROOKE; VIDEOMONDE INC

184 LAMARCHE, Jacques-A.. **Les média communautaires québécois**. — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 192 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Version abrégée du rapport Carrier-Guay-Lamarche sur les médias communautaires. L'auteur trace un portrait du mouvement communautaire québécois à travers les expériences multiples de télévision, de radio et de presse écrite. Le rôle de l'Etat est précisé. Bibliogr: pp. 184-186 (S.Be.)
MEDIAS COMMUNAUTAIRES

185 LAPOINTE, Monique; SOUMIS, Laurent. **Répertoire des productions radiophoniques des radios communautaires du Québec**. — Québec : Éditeur officiel du Québec, 1979. — 99 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie regroupe, sous forme de tableaux, les productions sur différents sujets: culture et société, écologie, économie et politique, entrevues, histoire, musique, santé. La deuxième partie répertorie les différentes radios communautaires et mentionne les noms de leurs principaux producteurs et collaborateurs, ainsi que leur grille-horaire. Les stations radiophoniques répertoriées sont celles de Rivière-du-Loup (CJAL-AM), Jonquière (CHOC-MF), Montréal (CINQ-MF), Québec (CKRL-MF), Rimouski (L'Etoile filante), Rouyn (CIRC-MF), Trois-Rivières (Téléduc Inc.). Un index général des noms et des sujets permet le repérage des informations. (D. T.)
STATION DE RADIO; PROGRAMME DE RADIO; RADIO COMMUNAUTAIRE

186 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Politique de développement des médias communautaires et programmes d'aide au développement des médias communautaires**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 71 f., pagination multiple ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En première partie, la problématique des médias communautaires est présentée. Les principales caractéristiques de ces médias sont énumérées et une définition des médias communautaires est proposée. Dans la deuxième partie, on examine les principes directeurs qui guident l'action du gouvernement et on formule les objectifs opératoires de la politique de développement. Finalement, les moyens pour atteindre ces objectifs sont présentés et le texte du programme d'assistance financière 1979-80 est joint au document. (D. T.)
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; QUEBEC

187 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Les radios communautaires au Québec : présentation du ministère des Communication du Québec lors de l'audience publique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes sur l'examen de la radio communautaire**. — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 16 f. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les objectifs et principes du ministère des Communications du Québec (MCQ) sont d'abord précisés; on souligne l'appui du Ministère aux communautés par le biais de son programme d'aide aux médias communautaires. Une définition des radios communautaires est proposée. Concernant les propositions énoncées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), le MCQ s'oppose aux modifications proposées au plan de la programmation, de la publicité et sur le principe de supplantation d'une radio communautaire par une radio privée après développement d'un marché. Les questions d'autonomie, de rentabilité et de financement sont abordées. La position du MCQ en ce qui a trait aux radios communautaires est exposée.
RADIO COMMUNAUTAIRE; FINANCEMENT; REGLEMENTATION; POLITIQUE DES PROGRAMMES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES

188 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Statistiques financières des radios communautaires**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — [80 p.] : tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

Pour chacune des radios communautaires au Québec, 3 tableaux ont été dressés. Le premier concerne les revenus: subventions, vente de publicité, autres. Le second présente les dépenses: salaires, amortissement des immobilisations, autres. Le troisième rend compte de la rentabilité à l'aide d'un graphique montrant l'écart entre revenus et dépenses. (S. Be.)
RADIO COMMUNAUTAIRE; RENTABILITE; FINANCEMENT

189 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN MEDIAS. **Politique de développement des médias communautaires** / texte de présentation Louis O'Neill. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 31 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10508-7.
Direction du développement des médias

L'objet de la première partie du document est de cerner la problématique des médias communautaires. On présente un historique et propose une définition; on fait état des besoins exprimés par ces médias et des problèmes auxquels ils ont à faire face. La deuxième partie énonce les principes directeurs sur lesquels le Ministère des communications du Québec (MCQ) s'appuie pour orienter ses interventions. Elle précise également les objectifs opératoires visés par cette politique de développement. Ces objectifs visent l'appropriation collective des moyens de communication, le développement de l'identité culturelle, l'amélioration des connaissances du milieu, la stabilité financière, l'appui aux régions défavorisées, l'augmentation et la diversité des productions, la concertation entre les agents de développement du milieu, l'aide à la formation, enfin l'obtention d'une structure légale appropriée. La troisième partie esquisse les grandes lignes des moyens qu'entend prendre le gouvernement dans la poursuite de ses objectifs. (S. Be.)
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

190 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PROGRAMMES. **Liste des organismes de communication communautaires et sans buts lucratifs**. — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 20 f. ; 36 cm.
Direction du développement des médias

Les organismes sont classés en 2 catégories selon qu'ils aient été subventionnés (organismes communautaires) ou non subventionnés (organismes sans but lucratif) par le ministère des Communications du Québec. Les organismes sont ensuite classés par média (radio, télévision ou journal) et par région. Pour chaque organisme répertorié, on trouve l'adresse et le numéro de téléphone. (S. Be.)
MEDIAS COMMUNAUTAIRES

191 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS. **Liste des organismes communautaires de communication**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 18 f. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les organismes sont classés selon la nature de leurs activités: animation-vidéo, journal, radio, télévision, organismes de regroupement et autres organismes communautaires n'appartenant à aucune des catégories. Les organismes sont répertoriés par régions. Pour chaque organisme on trouve l'adresse, le numéro de téléphone et le nom d'une personne responsable. (S. Be.).
ORGANISATION REGIONALE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

192 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS. **Répertoire descriptif des radios communautaires du Québec**. — [Québec] : Ministère des Communications, Service du développement des media, 1978. — circa 200 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce répertoire regroupe les fiches descriptives des radios communautaires en ondes ou à l'état de projet en avril 1978. Les radios suivantes s'y trouvent: Diffusion communautaire des Îles, Radio-Gaspésie Inc., Radio communautaire de Jonquière, Campus Laval FM Inc., Radio JAL, Radio communautaire de Châteauguay CHAI-MF, Radio-Maisonneuve, Communications-Pontiac, Radio

communautaire de Rouyn-Noranda Inc., Radio communautaire MF de Senneterre Inc., Radio communautaire de Ville de Gagnon. Les renseignements suivants sont donnés: portrait socio-géographique du milieu, historique et sources de financement, programmation, politique de publicité, équipement et règlements de régie interne. (V. H.).

RADIO COMMUNAUTAIRE

193 MOREAU, Sylvia; PELLETIER, Louis. **Les radios communautaires du Québec : répertoire descriptif.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 136 p. ; cartes, tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02754-X.
Direction de la planification et de la recherche

Mise à jour du répertoire publié en mai 1979. On compte 16 radios en opération et 5 en voie d'implantation. Pour chacune des radios on fournit un historique, des informations sur le rayonnement géographique et socio-économique, le personnel, le mode de financement, la programmation. L'adresse des studios est mentionnée. (S. Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; RADIO LOCALE

194 PARENT, Richard. **L'auditoire des media communautaires.** — [Québec] : Ministère des Communications, Service du développement des media, 1976. — 68 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Enquête effectuée en 1976 au Québec auprès de l'auditoire de 7 médias communautaires (télévision, radio, diffusion en salle) dans le but d'identifier les caractéristiques du rapport social entre les médias et leur auditoire, tant du point de vue de la réception que de la rétroaction. Un questionnaire a été envoyé par la poste (et distribué à la porte dans le cas de la diffusion en salle) à un échantillon de 1360 personnes. Les questions portaient sur le profil des répondants (caractéristiques socio-démographiques, consommation des médias de masse, participation aux associations locales) et sur leur rapport social avec le média communautaire (écoute du média, évaluation des émissions diffusées par le média). La proportion de 32% qui a répondu était assez représentative de la population en général quant à son profil. Près de 90% des répondants connaît l'existence du média communautaire de son milieu, plus du tiers a déjà participé à son fonctionnement et environ un cinquième au financement. Entre 60% et 80% des répondants écoute au moins une partie des émissions de son média communautaire; les émissions préférées sont celles à contenu local (assemblées du conseil municipal, nouvelles locales). En comparant les émissions communautaires avec celles des médias de masse, 40% des répondants sont très satisfaits du contenu, et environ la même proportion critique la qualité de la production. Ainsi, 37% des répondants souhaite que des améliorations soient apportées à la production et 29% à l'organisation. En annexe, le texte du questionnaire. 2 tableaux. (V. H.)

PUBLIC; MEDIAS COMMUNAUTAIRES

195 PARENT, Richard. **Etude de la production locale et communautaire diffusée sur les réseaux de câblodistribution.** — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 123 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation des données de 2 enquêtes, l'une réalisée auprès des télévisions communautaires du Québec, l'autre auprès des entreprises de télédistribrution. L'analyse de ces données permet d'évaluer le fonctionnement de chacun des groupes impliqués dans la production de programmes pour le canal communautaire du câble. Les questions abordées dans la 1ère enquête sont relatives aux ressources humaines et matérielles; 17 localités ont complété le questionnaire. Pour la 2e enquête, 9 entreprises de télédistribution ont été rencontrées et 4 éléments d'information ont été recueillis systématiquement: des données sur l'équipement de production, le personnel, la programmation et l'auditoire. La réglementation en matière de programmation d'origine locale est brièvement présentée. On s'interroge sur le rôle que le ministère des Communications du Québec pourrait jouer pour favoriser le développement de la production d'origine locale diffusée par câble. En annexe, le questionnaire utilisé et un historique des relations entre la télévision communautaire de Matane et son télédistributeur. (N. T.).

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME DE TELEVISION; TELEVISION PAR CABLE

196 PARENT, Richard. **Evaluation d'un modèle d'accessibilité : Télécâble Vidéotron.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale du développement et des politiques, 1978. — 37 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'accessibilité du citoyen à la programmation et à la production d'émissions communautaires diffusées par câble peut être assurée soit par l'entreprise de télédistribution elle-même, soit par l'entremise d'un organisme communautaire de communication. L'auteur analyse et évalue l'accessibilité qu'offre l'entreprise Télécâble Vidéotron aux moyens (matériel et ressources humaines) et contenus (canaux d'auto-programmation et services) relatifs à la programmation communautaire. (S.Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; TELEVISION PAR CABLE; ACCES ET PARTICIPATION; TELECABLE VIDEOTRON

197 RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE ET ASSOCIES. **Etude de rentabilité d'un projet de radio communautaire à Rimouski.** — [s.l.] : [s.n.], [1977?]. — 96 f. : tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La mise sur pied d'une radio communautaire suppose la connaissance du contexte d'implantation, laquelle s'obtient par l'analyse des caractéristiques démographiques et socio-économiques de la région. L'évaluation de l'offre correspond à l'analyse des médias existants. D'autre part, un sondage auprès de la population, des commerçants et organismes du milieu permet d'évaluer la demande. La rentabilité de l'entreprise est mesurée à partir de données relatives au coût et au financement des installations, aux sources de revenus, aux dépenses incluant les salaires et les frais de toute sorte. L'étude de marché porte à conclure qu'il semble exister des possibilités de mise sur pied d'une station de radio communautaire, ce qui toutefois ne laisse pas pour compte les difficultés de survie économique des médias communautaires attribuables aux ressources financières limitées. Les représentants du projet sont intellectuellement compétents, toutefois il demeure essentiel que ceux-ci sachent faire preuve d'une rigueur administrative, d'un souci du contenu de la programmation et de la qualité du son. Par ailleurs, le Ministère des communications devra veiller à l'épanouissement et à la survie de la radio. Annexes. (S. Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; ETUDE DE MARCHE; RENTABILITE; RIMOUSKI

198 TAYLOR, James R; CLOUTIER, Normand; BESNER, Liliane; DUVAL, Roger; GREGOIRE, Jean; LEDUC, Nicole. **Evaluation de la viabilité de TVC-4 St-Jérôme : rapport final.** — Montréal : Université de Montréal, [1976]. — circa 154 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport final sur TVC-4 (télévision communautaire à caractère éducatif) comporte 3 parties: un rapport-synthèse, un rapport détaillé sur l'évolution du travail du comité de programmation de TVC-4, un rapport d'entrevues auprès d'organismes, sur les ressources techniques et humaines de la ville de Saint-Jérôme. Le rapport-synthèse expose d'abord la problématique des médias communautaires; il analyse ensuite le projet de TVC-4 comme tel en fonction des intentions communautaire, éducative et politique. Des recommandations sont faites. En deuxième partie, l'intérêt est porté sur les aspect organisationnels de TVC-4 (comité de programmation) ; d'autre part, l'auteur fait une rétrospective des activités d'implantation relatives à la programmation et au financement. Enfin, à la suite d'entrevues avec 6 organismes de communication et établissements scolaires, l'auteur effectue un compte rendu des ressources existantes. (S. Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; EVALUATION; SAINT-JEROME

500 Éducation et communication

199 BARON, Lois J. **Recherche et développement d'un système de câblo-distribution susceptible d'impliquer les enfants dans l'apprentissage de concepts de communication et d'habiletés connexes.** — Montréal : Université Concordia, 1982. — 133 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résultats d'une expérience de réalisation d'un programme de télévision dans une station communautaire par un groupe d'élèves du niveau primaire. Cette expérience avait pour but de démystifier la technologie de la télédistribution et de vérifier le degré de participation des enfants dans un processus de communication ainsi que de définir le rôle de la télévision communautaire en pédagogie. Les résultats dénotent un manque de connaissances de la télévision communautaire; par ailleurs, il existe un sentiment général à l'effet que la télédistribution n'est pas disposée à servir le public. Enfin, il serait souhaitable qu'il y ait de la recherche d'entreprise dans le domaine de la télévision d'enseignement par câble et que le câble soit utilisé pour relier les écoles entre elles. 3 annexes. Bibliogr.: pp. 131-133. (S. Be)

TELEVISION PAR CABLE; TELEVISION COMMUNAUTAIRE; ENFANT; FORMATION AUX MEDIAS; TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

200 BELLEMARE, Jean-François. **Communications de masse 32-42 : aménagement et équipements**. — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 131 f. : ill. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Liste des informations techniques nécessaires à l'implantation de centres d'enseignement des techniques de base en cinéma et en photographie, faisant partie de l'option *Communications de Masse, 32 et 42*. Devis descriptif de l'aménagement proposé (salles de travail, studios, laboratoires). Description du mobilier et de l'équipement de photographie nécessaires. Liste des marques de commerce acceptées. (S. Be)

PHOTOGRAPHIE; CINEMA; FORMATION; PERSONNEL TECHNIQUE; EQUIPEMENT AUDIOVISUEL; AMENAGEMENT

201 BELLEMARE, Jean-François; TOAN, C. T; VAN MARSENILLE, Yves. **Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 1 : rapport sur les supports d'images**. — Montréal : Ministère de l'Education, Service général des moyens d'enseignement, 1976. — v-173 p. : ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Données techniques relatives aux magnétoscopes à bobines, à cartouches et à cassettes, aux ciné-lecteurs, au vidéodisque. Information d'appoint sur les termes fréquemment rencontrés dans les fiches techniques et sur les diverses normes utilisées en ce domaine. Les équipements de production, de diffusion et de duplication en cinéma super 8 font aussi l'objet d'une étude. Un plan des travaux à venir figure en annexe. Bibliogr.: pp. 169-173 (S. Be.)

MATERIEL AUDIOVISUEL; MAGNETOSCOPE; VIDEOCASSETTE; MATERIEL D'ENREGISTREMENT

202 DORVAL. **Constatations et recommandations sur des systèmes de communications : tome 1**. — [s.l.] : [s.n.], 1973. — 117 f. : 1 tableau; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'étude recommande au gouvernement du Québec les actions à prendre dans l'implantation des services de radiodiffusion et des systèmes de télécommunication pour le public et pour les institutions. Des expériences de téléprojection et de télévision éducative sont rapportées. L'apport de l'ordinateur, de l'audiovisuel et de la télévision en milieu scolaire est évalué. On pose une réflexion sur le phénomène de l'éducation populaire par la télévision. Un tableau résume les coût d'investissement et les charges annuelles relatifs à l'implantation des systèmes. (S.Be.)

TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; SYSTEME DE COMMUNICATION; TELECOMMUNICATION; ENTREPRISE PUBLIQUE

203 DORVAL. **Relevé des besoins du Québec en communications: tome II**. — [s.l.] : [s.n.], 1973. — circa 311 f. : cartes, tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Compte rendu d'enquêtes auprès des institutions publiques du Québec pour connaître les modes de communication qu'elles utilisent et le volume de leurs communications. On présente une étude de l'utilisation de la télévision à des fins éducatives dans les provinces canadiennes, aux Etats-Unis et en Angleterre. Cinq systèmes d'information automatisés américains sont décrits: Educom, Telebislios, Medlars, Eric, ASCA. (S.Be.)

TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; MODES DE COMMUNICATION; SYSTEME D'INFORMATION; ENTREPRISE PUBLIQUE

204 GILLES SAINTE-MARIE ET ASSOCIES INC. **Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 2 : données récentes sur les vidéocassettes**. — Montréal : Ministère de l'Education, Service général des moyens d'enseignement, 1976. — v-133 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Questions relatives aux aspects commerciaux de ce média, aux programmes vidéo pré-enregistrés, à la distribution et à l'utilisation à la fois en milieu scolaire et en milieu non scolaire. La complexité technique des supports vidéo sera réduite à court terme et de nouvelles fonctions seront ajoutées; par ailleurs les utilisateurs du vidéo se feront plus nombreux. Les appareils vidéocassettes se caractérisent par leurs fonctions d'enregistrement, de communication, de production, de montage. Les grands réseaux de télévision, les organisations multi-média, les institutions d'enseignement et les compagnies vidéo spécialisées sont les principaux producteurs de programmes. L'offre de programmes en français demeure restreinte. La distribution des vidéocassettes peut se faire par livraison ou via un centre de distribution (vidéothèque). Des expériences d'utilisation de vidéocassettes ont été tentées à l'extérieur du Québec dans les secteurs médical, juridique, industriel, commercial et loisirs. Les programmes de nature utilitaire sont les plus souvent produits par des non-professionnels et destinés à un public spécialisé. (S. Be.)

VIDEOCASSETTE; COMMERCIALISATION; MOYENS D'ENSEIGNEMENT; SYSTEME DE DISTRIBUTION

205 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 4 vol. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Concurremment à ses propres travaux de réflexion (volume 1), le sous-comité a mené une vaste recherche documentaire sur l'expertise mondiale dans le domaine (volume 4) ainsi qu'un sondage sur les attentes de la population québécoise à l'égard d'une radio éducative (volume 3). Le sous-comité a par ailleurs invité les experts des milieux de la radiodiffusion et de l'éducation à faire valoir leurs points de vue (volume 2). Chaque volume est analysé individuellement. (S. Be.)

RADIO D'ENSEIGNEMENT

206 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 1 : la radio éducative au Québec**. — Québec : Ministère des communication, [1979]. — 248 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Réflexions du sous-comité sur un modèle de radio éducative au Québec. On y retrouve une proposition de définition de la radio éducative, une description détaillée de la situation de la programmation éducative dans la radio-télévision au Québec et une présentation des rôles spécifiques de la radio par rapport au système d'éducation. Ce volume se termine par l'analyse de différents modèles d'organisation d'une radio éducative. Le modèle retenu par les membres du sous-comité est un système décentralisé au niveau des régions (et non un réseau). Une analyse détaillée des expériences de radio communautaire au Québec se trouve en annexe. Bibliogr.: pp. 243-244. (S. Be.)

RADIO D'ENSEIGNEMENT; DECENTRALISATION

207 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 2 : table ronde sur la radio éducative au Québec : discussions tenues lors de la réunion des 16 et 17 novembre 1978 au Manoir St-Castin du Lac Beauport**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — xvii-233 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Compte rendu d'une table ronde composée de représentants de milieux de la radiodiffusion, de l'éducation et de la radio communautaire au Québec. Il ressort de cette table ronde que: 1) l'analyse des besoins de la population doit être approfondie, 2) la radio communautaire doit demeurer une entité distincte de la radio éducative, 3) la mise en place d'une radio éducative doit se faire selon un modèle spécifique, 4) les contenus éducatifs doivent être en accord avec la spécificité du média radio, 5) il faut compléter les modèles d'organisation incluant la programmation, la technique, les coûts, la gestion. Présentation, synthèse et verbatim. (S. Be.)

RADIO D'ENSEIGNEMENT

208 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 3 : la radio éducative au Québec : sondage et entrevues**. — Québec : Ministère des communications, [1979]. — 179 f. : tableaux ; 28cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résultats d'un sondage téléphonique et d'entrevues de groupe réalisées par le firme Sorecom sur les attentes des auditeurs à l'endroit d'une radio éducative. 750 adultes francophones québécois issus de Montréal, Québec et d'autres régions ont participé au sondage. La première partie du rapport porte sur l'ensemble des résultats pour chaque région et pour l'ensemble des personnes interviewées. La deuxième partie présente les fonctions de la radio éducative mises en relation avec des caractéristiques socio-économiques (âge, scolarité, occupation). La synthèse de l'analyse des données permet de tirer les conclusions suivantes: 1) près de 70% de la population contactée fait preuve d'un intérêt à l'égard d'une programmation à caractère éducatif et 50% se dit intéressée à suivre des cours à la radio, 2) l'intérêt pour une radio éducative est nettement plus marquée à l'extérieur des régions urbaines de Montréal et de Québec, 3) la clientèle interessée à suivre des cours préfère nettement la radio à l'école comme cadre d'apprentissae, 4) la clientèle potentielle se situe davantage chez les adultes de 35 à 45 ans et chez les moins scolarisés. Résumé de 10 entrevues de groupe en annexe. (S. Be.)
RADIO D'ENSEIGNEMENT; BESOIN; EDUCATION DES ADULTES

209 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 4 : la radio éducative dans le monde**. — Québec : Ministère des Communications, 1979. — vi-187 f. ; tableaux, ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude de la radio éducative dans 7 pays industrialisés; les radios éducatives des pays en voie de développement sont exclus de cette étude. Sept aspects de la question sont traités: le contexte d'implantation, l'état de développement, le mandat, le modèle d'organisation, le financement, le mode de propriété et la programmation. Quelques faits saillants se dégagent de cette étude. Au Japon, la radio scolaire est étroitement intégrée au système scolaire à tous les niveaux. En Suède, la production de programmes éducatif sera désormais confiée à une société indépendante. En Hollande, depuis 1969, 2 fondations sont chargées de la production de programmes éducatifs. La chaîne française FR3 diffuse une programmation scolaire financée par le ministère de l'Education. La radio éducative britannique a débuté dans les années 1920; le réseau national British Broadcasting Corporation (BBC) consacre une part importante de sa programmation à la radio scolaire. Aux Etats-Unis, la radio éducative existe depuis 60 ans et regroupe plus de 830 stations. Enfin, au Canada, la radio éducative a précédé la radio d'état. Une bibliographie commentée générale et par pays ainsi qu'un aperçu de la documentation existante pour d'autres pays termine l'étude. Bibliogr.: pp. A1-A25. (S. Be.)
RADIO D'ENSEIGNEMENT

210 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. DIVISION DU VIDEO. **Projet : "Communication de masse" : les studios de télévision**. — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1974. — circa 200 f. : plans ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Description technique des équipements et normes d'installation pour un studio de télévision éducative en circuit fermé. Le studio proposé comporte 4 modules: 1) régie et studio vidéo, 2) chaîne téléciné, 3) montage magnétoscopique, 4) régie et studio audio. Une description sommaire de l'aménagement du studio est proposé; les normes sont précisées. Des conseils quant à l'implantation du studio sont fournis; les étapes d'acquisition de l'équipement sont déterminées. On donne un aperçu des coûts d'achat, d'installation et de service. Des plans d'aménagement sont annexés. (S.Be.)
TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; TELEVISION EN CIRCUIT FERME; STUDIO; NORME; EQUIPEMENT

211 MOORE, Robert. **Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 3 : un problème de droit d'auteur : le repiquage d'émissions radiophoniques et télévisuelles à des fins éducatives**. — Montréal : Ministère de l'Education, Service général des moyens d'enseignement, 1976. — v-43 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'enregistrement sur support magnétique de programmes à caractère éducatif met en cause la question du droit d'auteur pour lequel les dispositions législatives actuelles s'avèrent inefficaces. Le caractère d'illégalité du repiquage de programmes de télévision est toujours en dépendance du contenu de ceux-ci. Les droits de suite sont également à considérer. Des services de distribution post-diffusion à créer ou à améliorer. (S. Be.)
ENREGISTREMENT SUR MAGNETOSCOPE; DROIT D'AUTEUR; PROGRAMME DE TELEVISION; MOYENS D'ENSEIGNEMENT; DROITS DE REPRODUCTION; VIDEOCASSETTE

212 ROCHER, Guy; DESCHENES, Pierre-A; DORE, Guy; GUILLEMETTE, Adélard; MICHAUD, Réal; COSSETTE, Serge. **Rapport du comité de travail du CMPDC sur l'opportunité de la mise sur pied d'une radio à caractère éducatif pour le Québec**. — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 101 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Un bilan de la radio au Québec révèle de l'insatisfaction et les attentes de la population. La possibilité d'une radio éducative est évaluée dans la perspective de l'éducation permanente. En regard avec les orientations de l'Etat en matière d'éducation, lesquelles sont intimement liées au droit fondamental d'apprendre, les objectifs d'un modèle de radio éducative sont précisés. L'évolution de la pensée au Canada et au Québec en matière de programmation éducative est par ailleurs relatée; une définition de la radio éducative est donnée. Après évaluation de 4 modèles de radio éducative en termes d'avantages et d'inconvénients, l'attention est portée sur un modèle qui consiste à faire naître la radio éducative de l'initiative locale et régionale, avec l'appui et l'aide d'un organisme public. Le Comité recommande la création d'une corporation distincte de l'Office de radio-télévision du Québec (Radio-Québec). Les modalités de fonctionnement de cet organisme, l'Office de la radio éducative québécoise (OREQ), sont examinées aux plans du financement et du développement. 32 réf. bibl. (S.Be.)
RADIO; EDUCATION PERMANENTE; POLITIQUE DE L'EDUCATION; QUEBEC

213 ROY, Thérèse. MINISTERE DE L'EDUCATION. SERVICE GENERAL DES MOYENS D'ENSEIGNEMENT; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; GILLES SAINTE-MARIE ET ASSOCIES INC. **Les systèmes de vidéocassettes en éducation**. — Montréal : Ministère de l'Education, Service général des moyens d'enseignement, 1976. — 4 vol. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Quatre volumes composent cette étude. Le premier examine les aspects techniques de la question; le second couvre les aspects commerciaux, les programmes disponibles, les sources d'information, les systèmes de distribution et les modes d'utilisation possibles; le troisième étudie les aspects juridiques; le quatrième est une bibliographie sommaire qui complète le rapport. Chaque volume est analysé individuellement. (S. Be.)
MOYENS D'ENSEIGNEMENT; VIDEOCASSETTE

214 ROY, Thérèse. **Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 4 : bibliographie**. — Montréal : Ministère de l'Education, Service général des moyens d'enseignement, 1976. — v-29 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bibliographie comprenant quelques 135 titres d'ouvrages spécialisés et d'articles de revues, originaires des Etats-Unis et d'Europe, antérieurs à 1975. (S. Be.)
MOYENS D'ENSEIGNEMENT; VIDEOCASSETTE

600 Communication de masse

215 BEAUPRE, Alain; BARBEAU, Robert. **Inventaire des ressources de communication de la région administrative de Trois-Rivières (04)**. — Trois-Rivières :

Ministère des Communications, Direction régionale, 1975. — 231 p. : tableaux, 6 cartes ; 28 cm.
Direction du développement des médias : Z I581 1975

Informations sur le taux de pénétration des médias de masse et du câble dans la région de Trois-Rivières. On trace le portrait des télévisions communautaires et du service téléphonique. La liste des centres de renseignements et des projets gouvernementaux en développement des communications est fournie. Le taux d'équipement des imprimeries, des centres de productions audiovisuelles, et un aperçu des équipements de télécommunications et de radiocommunication sont présentés. (S.Be.)

MEDIAS; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; TROIS-RIVIERES

216 COTE, Denis; LAMONDE, Jean-Pierre; DOUCET, Paul; LAROCHELLE, Gilles; TREMBLAY, Jacques. **Répertoire des moyens de communications en milieu autochtone.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 103 p. : graph., tableaux ; 22 cm. — ISBN 2-550-02755-8.
Direction de la planification et de la recherche

Mise à jour de l'inventaire des moyens de communication de 52 villages autochtones du Québec. Pour chaque village on fournit les informations disponibles concernant le téléphone, la radio, la télévision, la presse écrite, la radio de piste, les centres de production radio et TV. En annexe, liste des stations de radio autochtones, caractéristiques générales des systèmes d'émission, liste et coût des équipements audio pour une station de radio monophonique, plans suggérés pour une station de radio. (S. Be.)

MEDIAS; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; AUTOCHTONE

217 LABRIE, André; LECLERC, Louis. **Diffusion hors Québec des produits audiovisuels québécois.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 24 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10224-X.
Direction de la planification et de la recherche

Les progrès technologiques des 10 dernières années ont créé de nouvelles demandes de produits audiovisuels. Profitant de cet état de fait, le Québec devrait explorer les possibilités des marchés extérieurs pour la vente de ses films et programmes de télévision. Une intervention gouvernementale, qui irait dans le sens de l'assistance déjà fournie par le MICT (Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme) et par l'Institut du cinéma, s'avère donc souhaitable. Bibliogr.: pp. 22-23. Etude contributive au rapport *Le Québec et les Communications: un futur simple?*, ministèreinistère des Communications (1983). (S. Be.)

EXPORTATION; FILM; PROGRAMME DE TELEVISION; DOCUMENT AUDIOVISUEL; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

218 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Liste des journaux (quotidiens et hebdomadaires) et stations de télévision et de radio du Québec.** — version revisée. — Québec : Ministère des Communications, Centre de services en communications, 1980. — 83 f. : tableaux ; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les entreprises sont classées par région et sous-région administratives. Outre les coordonnées et la date de mise à jour des informations, on fournit le tirage, pour les entreprises de presse écrite, et le nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaires pour les stations de radio et de télévision. (S.Be.)

STATION DE TELEVISION; STATION DE RADIO; JOURNAL

219 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Répertoire des médias québécois.** — 1ère édition. — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 377 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-04377-8.
Direction de la planification et de la recherche

Ce répertoire contient des renseignements sur les caractéristiques générales et sur les règles de fonctionnement d'environ 580 médias oeuvrant au Québec. Les médias sont regroupés en 3 catégories: 1) imprimés, 2) électroniques, 3) groupes de médias et maisons de représentation. Un premier appendice facilite le repérage des renseignement, alors qu'un deuxième regroupe les entreprises de câblodistribution par région et qu'un troisième constitue un glossaire. (D. T.)

MEDIAS IMPRIMES; MEDIAS ELECTRONIQUES; GROUPE DE MEDIAS

220 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE ABITIBI-TEMISCAMINGUE. **Guide des média de l'Abitibi-Témiscamingue.** — Rouyn : Communication-Québec, 1979. — 11 p. : tableaux ; 22 cm X 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Liste des entreprises de radio-télévision: coordonnées, personnes ressource, aire de rayonnement, tarifs de publicité, heures de programmation. Liste des journaux régionaux, locaux et à diffusion restreinte: tirage, aire de distribution, tarifs de publicité. Liste des entreprises de câblodistribution (abonnés, programmation) et des correspondants régionaux des médias nationaux. (S.Be.)

MEDIAS; ABITIBI-TEMISCAMINGUE

221 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE EST DU QUEBEC. **Le répertoire des médias 1980 : région de l'est du Québec.** — Rimouski : Communication-Québec, 1980. — 87 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Inventaire des entreprises de presse (quotidiens et hebdos), de radio, de télévision, de télédistribution et des organismes communautaires de communication actifs dans l'Est du Québec : coordonnées, informations techniques, personnel, publicité, territoire desservi, nombre d'abonnés, services offerts. (S.Be.)

MEDIAS; EST DU QUEBEC

222 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE ESTRIE. **Les communications en Estrie.** — Sherbrooke : Communication-Québec, 1979. — 88 p. : 2 tableaux ; 20 cm.
Direction du développement des médias : X C657

Guide pratique à l'intention des organismes intéressés aux communications de masse. Pour les médias écrits et les stations de radio et de télévision de la région on fournit: les coordonnées, des informations sur la rédaction, l'affiliation, la publicité. Les émissions d'affaires publiques des différentes stations sont mentionnées. Les municipalités desservies par les entreprises de télédistribution sont indiquées. On présente brièvement les organismes travaillant au développement des communications. La dernière section expose les règles de rédaction d'un communiqué de presse et d'organisation d'une conférence de presse. (S.Be.)

MEDIAS DE MASSE; ESTRIE

223 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN. **Inventaire des ressources de communication de la région administrative 02.** — [s.l.] : Communication-Québec, 1975. — 231 p. : tableaux, 17 cartes ; 28 cm.
Direction du développement des médias : Z I581 1975

Ce répertoire trace un portrait critique des services d'information et de la pratique journalistique régionale. Les recommandations issues d'une étude menée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) sur les services d'information régionaux sont présentées. Les activités des Cercles de presse et les caractéristiques du département des communications du Cegep de Jonquière sont précisées. Les expériences de télévision communautaire sont relatées ; une fiche technique des activités de chaque entreprise de télédistribution est fournie. Un coup d'oeil est jeté sur les installations à venir. Enfin, on donne un aperçu des autres moyens de communication tels la poste, le service téléphonique, les radiocommunications, les réseaux de télécommunication et les équipements informatiques. 3 réf. bibl. (S.Be.)

MEDIAS; TELECOMMUNICATION; JOURNALISME; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN

224 PROULX, Serge; BRISSON, Pierre; KHAL, Georges; VALLIERES, Pierre. **Vie quotidienne et usages possibles des médias dans l'avenir.** — [Québec] : [Ministère des Communications], [1982]. — 168 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02691-8.
Direction de la planification et de la recherche

Devant les visions optimistes et pessimistes sur l'usage futur des médias et sur l'impact des nouvelles technologies d'informations sur la vie des gens, les auteurs élaborent quelques scénarios et dressent des hypothèses prospectives. Ainsi, considérant certaines faiblesses dans les approches optimistes, il faut éviter de voir la

télématique comme un remède aux problèmes de la civilisation industrielle. Plutôt faut-il s'interroger sur les questions de propriété des systèmes informatiques, sur la qualité et le contrôle de l'information, sur les coûts engendrés et sur la pertinence d'un développement informatique autonome pour le Québec. Chose certaine, l'informatique sera un ingrédient majeur de dosage entre la mondialisation de l'information et la liberté des individus. Enfin, ce sont les jeunes qui se montrent les plus réceptifs aux innovations technologiques. Bibliogr.: pp. 159-168 (S. Be.)
MEDIAS; VIE QUOTIDIENNE; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE

225 SILBERMANN, Alphons. **Etude comparative sur les communications en Suisse, Allemagne Fédérale et Italie.** — [s.l.] : [s.n.], 1980. — 439 f. : tableaux, graph. ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les objectifs généraux de cette recherche systématique comparative sont: 1. d'établir un bilan factuel de la presse écrite et des médias électroniques sur les plans juridiques, techniques et dans le secteur de la programmation; 2. faire ressortir pourquoi et comment l'état des communications est ainsi développé; 3. procéder à une évaluation comparative entre les pays, de telle manière que le gouvernement du Québec puisse en tirer, pour lui-même et ses concitoyens, les conséquences politiques nécessaires dans le domaine des communications. Dans les 3 pays faisant l'objet de l'étude, la presse écrite est entièrement entre les mains des intérêts privés. Par contre il n'existe aucune station de radio ou de télévision commerciale en Suisse et en République fédérale d'Allemagne (RFA). En Italie, un réseau privé de radio et de télévision s'est créé suite à la déclaration de la cour constitutionnelle déclarant illégal le monopole d'Etat. La coexistence des 3 systèmes (monopole d'Etat, réseau commercial, réseau parallèle) fait l'objet de vives controverses. Outre les domaines de la presse écrite, de la radio et de la télévision, qui sont étudiés en détail dans ce rapport, on aborde la question de la publicité et des nouveaux moyens de communication: télédistribution, télétex, satellite, etc. (N. T.).
PRESSE; RADIO; TELEVISION

226 UNIVERSITE DE SHERBROOKE. CENTRE DE RECHERCHE EN AMENAGEMENT REGIONAL. **Dossier régional portant sur l'état actuel des communications et des principaux média d'information à l'échelle de la région administrative no. 5 du Québec (Estrie).** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1975. — xiv-187 f. : tableaux, cartes, graph. ; 22x36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie du dossier constitue un inventaire des équipements et services de communication. On précise la répartition des services sur le territoire et le type de propriété des médias d'information. Le chapitre suivant donne un aperçu de la perception qu'a la population estrienne des moyens de communication mis à sa disposition (taux de satisfaction, préférence pour un média, motivations); dans un deuxième temps, il est question de la consommation des médias écrits et électroniques. Une analyse critique des contenus des médias fait l'objet d'un chapitre. Enfin, les auteurs comparent les médias écrits de type commercial et les médias écrits de type communautaire de même que la qualité de l'information véhiculée par un média de chacun des types. En conclusion, on déplore le fait que les médias soient d'abord préoccupés par la rentabilité et le profil de leurs entreprises plutôt que par la qualité du produit. Bibliogr.: pp. 184-185 (S. Be.)
MEDIAS; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; ESTRIE

227 VILLENEUVE, Claire. MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS. **Rapport statistique sur les médias québécois.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des publications gouvernementales, 1985. — 142 p. : graph., tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-09058-X.
Direction de la planification et de la recherche

Répertoire de statistiques puisées dans les 4 banques de données du Ministère et alimentées principalement par le Fichier central des entreprises (1984), le Bulletin CROP et Sondage Omnibus (Centre de recherche sur l'opinion publique, nov. 1983 et sept. 1984), le Canadian Advertising Rates and Data (CARD, Maclean Hunter ltée, mai 1984) et les catalogues *Radiodiffusion et télévision 1983* et *Télédistribution 1983* (Statistique Canada). Le premier chapitre contient des comparaisons inter-sectorielles, alors que les 4 autres chapitres concernent la presse écrite, la radio, la télévision et la câblodistribution. Cinq points sont développés pour chaque secteur: description, propriété, contenu, pénétration-consommation, économie. Bibliogr. : pp. 141-142. (S.Be)
PRESSE; RADIO; TELEVISION; TELEDISTRIBUTION

610 Politique de la communication

228 **Conférence au sommet sur l'économie de la grande région de la capitale : résumé des propositions.** — [s.l.] : [s.n.] , 1983. — 79 p. ; 22 cm x 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Répertoire des 299 propositions faites par des associations et organismes de la province concernant les principaux secteurs économiques. Le ministère des Communications du Québec (MCQ) est proposeur de 2 projets: 1) l'implantation du vidéotex au Centre municipal des congrès de Québec; 2) l'octroi de 50 000 $ pour des études visant à accroître la part de marché des annonceurs nationaux. Le MCQ est concerné principalement par 3 autres projets: 1) adoption et mise en application d'une politique de faire-faire dans les secteurs de pointe; 2) création d'un parc technologique à Québec; 3) création d'un Centre interdisciplinaire de recherche en bureautique et en informatique de gestion avec l'Université Laval comme maître-d'oeuvre. Pour chacune des 299 propositions, le proposeur et les autres organismes concernés sont mentionnés. Dix thèmes sont identifiés: l'agro-alimentaire, la forêt, les mines, l'industrie manufacturière, la recherche et les communications (pp. 22-33), la construction, le transport, le tourisme, l'industrie gouvernementale, la culture et les loisirs. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; PLANIFICATION REGIONALE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

229 . **Position du regroupement des organismes communautaires de communication du Québec sur l'avant-projet de réglementation relatif aux entreprises publiques de câblodistribution et le financement des organismes communautaires de communication du Québec.** — [Québec] : Consulcum inc., 1977. — 107 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation du dossier de la télédistribution à partir de la définition des positions respectives des différents intervenants engagés: les groupes de télévision communautaire, le Ministère des communications du Québec, la Régie des services publics du Québec, l'Association des câblodistributeurs du Québec et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Les chapitres qui suivent sont consacrés à présenter un portrait financier de l'industrie de la télédistribution et des organismes communautaires, (chap. 2) et à définir 6 notions nécessaires à la compréhension du problème (chap. 3). Enfin, une étude des formules de financement des télévisions communautaires en regard de l'avant-projet de règlement de la télédistribution fait l'objet du 4e chapitre. Quelques recommandations se dégagent: devant la situation financière précaire des télévisions communautaires, il est recommandé que le financement de celles-ci soit dorénavant assuré par les compagnies de télédistribution au moyen d'une taxe spéciale de 10% prélevée par le Ministère des Finances du Québec et d'un remboursement du quart de la taxe de 8% sur les abonnements en télédistribution. 5 annexes. Bibliogr.: p. 106. (S. Be.)
TELEVISION COMMUNAUTAIRE; ENTREPRISE PUBLIQUE; FINANCEMENT; REGLEMENTATION; TELEDISTRIBUTION; ASSOCIATION DES CABLODISTRIBUTEURS DU QUEBEC

230 BEAULIEU, Pierre; CHAMBERLAND, François-X.; DEMERS, Jean-Marc; BRUMAT, Louise; LANDRY, Marcel. **Contact : Abitibi-Témiscamingue : rapport soumis au Comité des politiques du ministère des Communications.** — [s.l.] : [s.n.], 1974. — 154 f. pagination multiple : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Du 12 au 17 août 1974, un groupe de travail du ministère des Communications s'est rendu dans le nord-ouest québécois pour discuter avec les communicateurs et citoyens de cette région de leurs besoins en matière de communication. Suite à ces rencontres, on expose la problématique et des recommandations sont proposées. En annexe: le dossier des activités du Conseil régional

de développement de l'Abitibi-Témiscamingue ; textes relatifs au projet d'un centre d'informations à Val D'or. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT REGIONAL; TOURNEE CONTACT; NORD-OUEST

231 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de Jean-François Bertrand au Congrès annuel de l'Association du Barreau canadien : "La liberté d'expression en regard des nouvelles technologies" : Québec, 29 août 1983.** — [s.l.] : [s.n.], 1983. — 6 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1983, R

Les mesures prises par l'Etat québécois pour assurer l'accès le plus complet à l'information qu'il détient attestent sa volonté d'assurer la liberté d'expression. Face aux nouvelles technologies, les interventions de l'Etat doivent répondre à des objectifs d'ordre culturel, économique et politique. Les politiques de rationalisation des ressources et de support aux entreprises participent à la poursuite de ces objectifs. La participation de l'Etat à des expériences-pilotes est soulignée. (S.Be.)
LIBERTE D'EXPRESSION; ACCES A L'INFORMATION; PARTICIPATION DE L'ETAT; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; QUEBEC

232 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion du lancement de *Le Québec et les communications : un futur simple?*, Montréal, le 27 avril 1983.** — [s.l.] : [s.n.], 1983. — 13 p. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1983, D

Le document *Le Québec et les communications : un futur simple?* (MCQ, 1983) s'inscrit dans la poursuite d'une réflexion en vue de la tenue de la Conférence socio-économique sur les communications en octobre 1983. Répondant à un objectif premier de concertation entre les différents partenaires socio-économiques, ce document fait le point et présente certaines orientations pour les secteurs de la presse écrite, de la radio, de la télévision, de la câblodistribution et des télécommunications, de l'informatique et des nouveaux services. (S.Be.)
POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

233 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution du ministre des Communications du Québec, monsieur Jean-François Bertrand, lors de la Conférence des ministres de la Communication organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique au Caire en la République Arabe d'Egypte (3-8 février 1985).** — [s.l.] : [s.n.], 1985. — 20 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1985, O

En premier lieu, le Québec rappelle les orientations de sa politique de développement en raison de sa spécificité culturelle et de sa volonté d'établir des liens commerciaux avec les pays membres de l'Agence. Un bilan des réalisations québécoises rapporte la participation du Québec à diverses manifestations organisées dans le cadre de l'Année mondiale des Communications, la publication du rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983) et la tenue du Marché international du logiciel de Montréal. Enfin, le Québec souhaite établir des ententes pour le transfert d'expertise dans le domaine des banques de données et de l'exportation de productions audiovisuelles. (S.Be.)
COOPERATION INTERNATIONALE; LANGUE FRANCAISE; RELATIONS ECONOMIQUES; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; CONFERENCE DES MINISTRES DE LA COMMUNICATION

234 BERTRAND, Jean-François. **La SODICC: Communications et culture: notes du discours de deuxième lecture du ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand: 30 mars 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 11 f.; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, F

Par son projet de loi 54, le gouvernement du Québec entend élargir le mandat de la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC) aux activités économiques du domaine des communications. Les actions possibles de la SODICC dans les secteurs de la téléphonie, de la télédistribution, de la radio-télévision, des médias écrits, de l'édition et de la télématique sont signalées. L'état de dépendance économique et culturelle du Québec dans les secteurs des banques de données et de la télévision payante témoignent de l'urgence d'une reprise du contrôle par le développement des industries de communication. (S.Be.)
AIDE DE L'ETAT; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; INDUSTRIE CULTURELLE; CONTROLE DE LA COMMUNICATION; SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

235 BOULAY, Robert; LAMONDE, Jean-Pierre; LAROCHELLE, Gilles. **Plan de développement des moyens de communication en milieu autochtone : version préliminaire.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 165 p. pagination multiple : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02592-X.
Direction de la planification et de la recherche

La politique d'aide aux nations et communauté autochtones du ministère des Communications favorise l'implantation et/ou la consolidation de journaux, de stations de radio, l'acquisition des services téléphoniques et de télévision. On dresse un état de la situation des moyens de communications et des besoins exprimés par nation. On présente sous forme de tableaux un plan de développement (coûts, hypothèse de réalisation sur 3 ans) pour 9 nations: Abénakis, Algonquins, Attikameks et Montagnais, Cris, Inuit, Micmacs, Mohawks, Naskapies, Métis et Indiens sans statut. En annexe, tableau des subventions du MCQ aux autochtones 1973-1982. (S. Be.)
PLAN DE DEVELOPPEMENT; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; AUTOCHTONE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

236 BRUMAT, Louise; . **Tournée contact : Gaspésie : réponses et commentaires formulés dans l'ordre des items mentionnés au "Compte rendu des décisions de l'Exécutif relatives au mandat du groupe choc et au rapport de l'opération contact : Gaspésie".** — [Québec] : [Ministère des Communications, Service du développement des médias], 1974. — [73] f. : photogr. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Annexes au rapport de la "Tournée contact : Gaspésie". Les points traités sont : le développement de la radio-amateur, la distribution des journaux, l'accessibilité à la télévision régionale (technique et contenus), la formation de coopératives de câblodistribution, la création d'une télévision communautaire, la demande d'aide de la radio communautaire Diffusion Gaspésie Inc., le projet d'implantation d'une télévision en circuit fermé (aspects techniques). Rapports, mémos et notes de service sont inclus. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT REGIONAL; BAS SAINT-LAURENT-GASPESIE; TOURNEE CONTACT

237 BRUMAT, Louise. **Tournée Contact : Gaspésie, 2 au 8 juin 1974 : rapport soumis au Comité des politiques du ministère des Communications.** — [S.l.] : [s.n.], 1974. — circa 105 f. : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La tournée avait pour but de préciser l'inventaire des besoins identifiés en matière de communication afin de pouvoir finaliser les détails d'un plan au niveau des régions et de faire des recommandations. Six secteurs des communications sont passés en revue: les télécommunications (radio-amateur, lignes téléphoniques), les journaux (distribution), la télédistribution, la télévision, les médias communautaires (Diffusion-Gaspésie), la radio. La possibilité de créer un Conseil régional des communications est étudiée. Les efforts de régionalisation sont encouragés. Des propositions d'actions à prendre sont soumises. En annexe : un mémoire pour la mise sur pied d'un centre d'information téléphonique pour la population gaspésienne de langue anglaise ; un dossier relatif au fonctionnement du journal parlé du grand Gaspé et un projet de radio communautaire. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT REGIONAL; TOURNEE CONTACT; BAS SAINT-LAURENT-GASPESIE

238 COTE, Yvon. **Le ministère des Communications.** — Québec : Ministère des Transports et Communications, 1969. — 21 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les principes qui sous-tendent la création du ministère des Communications sont exposés. La question du partage de la

juridiction avec le gouvernement fédéral est soulevée. Les rôles du Ministère sont identifiés. Les étapes d'implantation sont précisées, les coût pour l'année financière 1969-1970 sont évaluées. L'organigramme du Ministère est annexé. (S.Be.)

MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

239 DESCHENES, Pierre-A. **Les communications, instrument essentiel du développement de la culture française au Québec : allocution présentée à la biennale de la francophonie canadienne (ACELF), Chicoutimi, le 13 août 1975.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 15 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'auteur brosse un tableau des spécificités de la culture québécoise et jette un regard sur l'évolution des communications au Québec. Les questions de juridiction partagée, de réglementation et de contenu des programmes sont soulevées. On revendique un contrôle total des activités de communication et de télécommunication se déroulant sur le territoire québécois. (S. Be.)

CONTROLE DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT CULTUREL; POUVOIR JURIDICTIONNEL; QUEBEC

240 DESCHENES, Pierre-A. **L'Etat et la liberté d'expression: Pierre-A. Deschênes, sous-ministre des Communications: 63e assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien: Vancouver, septembre 1981.** — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 11 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1981, J

C'est au nom du droit à l'information et de la liberté d'expression que l'Etat intervient pour assurer la liberté de presse. Les exemples d'intervention de l'Etat pour favoriser l'exercice de la liberté de presse sont multiples; l'existence de lois, la création d'organismes de réglementation, l'application de mesures fiscales en sont quelques-uns. (S.Be.)

ETAT; LIBERTE D'EXPRESSION; LIBERTE DE LA PRESSE; DROIT A L'INFORMATION; QUEBEC

241 FONTAINE, Denise. **Les politiques québécoises pertinentes au développement des communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 31 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Inventaire des principes et orientations des politiques gouvernementales sectorielles mettant en cause l'utilisation de moyens de communication. Les secteurs concernés sont ceux de la culture, de l'éducation, de l'économie, des services sociaux et de santé, de la recherche scientifique, de la condition féminine et de la politique d'achat. Bibliogr.: pp. 30-31. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

242 GAGNE, Murielle. **Une industrie de l'information : le nouveau défi du Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 13 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'économie du Québec, au même titre que celle du Canada, est largement tributaire des activités reliées au secteur de l'information. A la lumière de l'examen des structures de l'économie et de la politique du Québec, l'auteure souligne l'urgence de mettre sur pied une stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'information. Bibliogr.: p. 13 (S. Be.)

INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; PLAN DE DEVELOPPEMENT; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

243 GARNEAU, Marcel. **Protection des renseignements personnels.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 31 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10238-X.
Direction de la planification et de la recherche

Alors que les fichiers nominatifs (renseignements personnels) détenus par les organismes publics québécois font déjà l'objet d'un contrôle législatif, l'absence presque complète de réglementation dans le secteur privé suscite de plus en plus d'inquiétude. Dans le processus de réglementation, 2 approches peuvent être utilisées: la législation générale et les législations sectorielles. Dépendamment de secteurs d'activités concernés, 4 stratégies de réglementation sont proposées. Bibliogr.: pp. 30-31. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications : un futur simple?* du ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

REGLEMENTATION; ACCES A L'INFORMATION; ENTREPRISE PRIVEE; DROIT A LA VIE PRIVEE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

244 GUILLEMETTE, Adélard. **Le Québec et les communications : un futur simple? : document de travail préparé par le Ministère des communications en vue de la Conférence des communications d'octobre 1983** / sous la direction d'Adélard Guillemette ; avant-propos de Jean-François Bertrand. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — ix-140 p. : tableaux ; 28 cm. — (Les Conférences socio-économiques du Québec) . — ISBN 2-551-05546-6.
Direction de la planification et de la recherche

Document de réflexion et d'analyse des tendances de l'industrie québécoise des communications et télécommunications. Une dizaine de thèmes y sont abordés: la presse écrite, la radio, la télévision, la télédistribution, le téléphone, le satellite, l'informatique et les nouveaux services, la formation professionnelle, les marchés intérieur et extérieur, la recherche et le développement. L'analyse de chacun des secteurs comporte 3 parties: examen de l'état de la situation, tendances, éléments de réflexion. Ce rapport a été réalisé à partir de 53 études et documents contributifs. Glossaire de termes techniques. Bibliogr.: pp. 137-140. (S. Be.)

INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

245 L'ALLIER, Jean-Paul. **Notes pour l'allocution de M. Jean-Paul l'Allier, Ministre des Communications à l'occasion du congrès de l'association canadienne des radiodiffuseurs, Québec, le lundi 28 avril 1975.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 25 p. ; 21 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 L31

Par cette allocution, le ministre veut exprimer son désaccord au sujet de l'application du plan de développement de Radio-Canada sur le territoire québécois. Dans les faits, le ministre dénonce la formule mathématique mise au point par Radio-Canada dans l'évaluation de la population à desservir. Cette formule fait une utilisation abusive du facteur de bilinguisme dans le décompte des citoyens d'une même collectivité. Cette situation entraîne des conséquences discriminatoires à l'endroit des francophones du Québec. S'appuyant sur les dires des ministres Pelletier, Pearson et Bourassa, le ministre se soulève contre le principe d'uniformité dans l'intervention du gouvernement central vis-à-vis les provinces. D'autre part, il dénonce la position du gouvernement Trudeau en matière de droit à la souveraineté culturelle. Enfin, les sommes projetées dans le cadre des divers plans de développement de Radio-Canada devraient servir à fournir à tous les québécois l'accès intégral à tous les réseaux français de la radio MA et MF et de la télévision de Radio-Canada. Par ailleurs, les projets de radiodiffusion en langue anglaise devront être portés à une étape de réalisation ultérieure. (S. Be.)

LANGUE FRANCAISE; PLAN DE DEVELOPPEMENT; IDENTITE CULTURELLE; SOCIETE RADIO-CANADA; QUEBEC

246 L'ALLIER, Jean-Paul. **Pour une politique québécoise des communications : document de travail.** — Québec : Ministère des Communications, 1971. — 84 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Trois grandes lignes guident la politique du gouvernement québécois en matière de communications: 1. le droit du citoyen à la communication et à l'information; 2. la mise en place d'un système moderne de communication reliant l'Etat au citoyen; 3. la mise en place et le maintien d'un système québécois de communication intégré aux systèmes extra-territoriaux ou internationaux. La première partie décrit la situation existante au sein des organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux dispensateurs ou requérants des services de communication; on y définit les objectifs à atteindre dans chacun des secteurs de même que les actions à court, à moyen et à long terme. La deuxième partie analyse la nature des nouveaux services pouvant être rendus au citoyen ainsi que les moyens pour y arriver. La troisième partie étudie les conséquences d'une politique des communications sur la collectivité québécoise

ainsi que des actions législatives ou administratives devant être prises. L'annexe expose la position du gouvernement québécois en matière de télédistribution. 3 réf. bibl. (S. Be.).

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

247 LAJEUNESSE, Gérard. **Texte de l'allocution prononcée par M. Gérard Lajeunesse, sous-ministre adjoint responsable du dossier du cinéma, Ministère des communications, Congrès de l'Asted, Québec, jeudi le 28 octobre 1976.** — Montréal : Ministère des Communications, Direction générale du cinéma et de l'audiovisuel, 1976. — 11 f. ; 28 cm.

Bibliothèque administrative : C6 C5 A16 L3

Description des objectifs de la nouvelle Direction générale du cinéma et de l'audiovisuel du ministère des Communications (DGCA). Cette direction sera orientée progressivement vers des services de coordination, de contrôle, de planification et d'intervention financière dans le secteur de l'image; la production de documents et peut-être même la vente et la distribution de documents gouvernementaux seront laissées à l'industrie privée. L'accent sera mis sur l'implantation et le développement d'entreprises québécoises solides, sur l'ouverture des marchés locaux et étrangers à la production québécoise, sur la possibilité d'intéresser des capitaux étrangers à investir dans la production, sur le contrôle du marché, sur la conservation du patrimoine audiovisuel, sur la coordination des activités des cinémathèques existantes. Une deuxième structure sera créée, l'Institut québécois du cinéma, dont l'objectif principal consistera à répartir les fonds destinés à l'industrie. Description des principaux objectifs des 5 services de la DGCA: le Service de la coordination de la production, le Service de la promotion gouvernementale, la Cinémathèque nationale, le Centre de documentation photographique et l'Institut du cinéma québécois.

INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT; DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL; QUEBEC

248 LAROCHELLE, Maurice. **La concertation dans la définition et la mise en application d'une politique économique de l'informatique au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 30 p. : 28 cm. — ISBN 2-550-10226-6.

Direction de la planification et de la recherche

Proposition de modèles de concertation: identification des domaines, responsabilités et fonctions des intervenants. Considérant la position favorable du gouvernement québécois dans la mise sur pied d'un organisme de concertation et la tenue d'une conférence socio-économique sur l'industrie et sur les développements électroniques, l'auteur recommande la tenue d'une conférence informatique à caractère économique avant même que les principaux agents concernés en aient fait la demande. Les thèmes proposés sont ceux du plan d'action économique 1982-86; un plan d'action et une liste des organismes conviés sont également proposés. 5 réf. bibl. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; INFORMATIQUE; POLITIQUE ECONOMIQUE; CONCERTATION; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

249 LEGAULT, Jean; HOULE, Pauline. **Conférence socio-économique sur les communications.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 5 vol. ; 36 cm.

Direction de la planification et de la recherche

Verbatim des 5 séances de la Conférence qui se sont déroulées les 4, 5, 6 octobre 1983. Le 1er volume (séance du 4 octobre 1983 P.M.) rend compte de la séance d'ouverture, d'un tour de table et du 1er points à l'ordre du jour: la production des contenus. Le 2e volume (séance du 4 octobre 1983 soirée) présente less discussions sur le même thème ainsi que le 2e points à l'ordre du jour, la fabrication (pp. 216-255). Le 3e volume (séance du 5 octobre A.M.) présente les 3e (la recherche et le développement) et 4e points à l'ordre du jour (le financement). Le volume 4 (séance du 5 octobre 1983 P.M.) aborde les thèmes des ressources humaines (pp. 2-142), des impacts sociaux (pp. 144-236), et de l'Etat et ses partenaires (pp. 237-265). Le volume 5 présente la suite des discussions sur le 7e points à l'ordre du jour (l'Etat et ses partenaires) et la synthèse. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS; QUEBEC

250 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Les communications au Québec : bilan de secteurs : études réalisées pour le comité sur la dimension nationale des communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 169 f. : tableaux; 36 cm.

Direction de la planification et de la recherche

Bilan des politiques et évaluation de la performance du ministère des Communications du Québec dans ses interventions aux dossiers des réseaux hertziens, des terres publiques, des communications par satellites, des sociétés exploitantes de télécommunications, de la téléinformatique, de la câblodistribution, de la télévision payante, de la presse écrite, du cinéma, de la radio-télévision et de l'importation des produits culturels. Etudes réalisées dans le cadre du mandat "Vers une politique nationale des communications. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

251 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Le Québec et les communications: le cahier des propositions d'action.** — [Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1983]. — 358 p. ; 28 cm.

Direction de la planification et de la recherche

Propositions d'action déposées par les participants à la Conférence socio-économique sur les communications qui s'est tenue les 4,5 et 6 octobre 1983. Les organismes représentant les entreprises des secteurs de la communication, les secteurs recherche, formation, financement, droits d'auteur et associations professionnelles, les organismes représentant le public et les usagers, les syndicats de travailleurs et le gouvernement du Québec étaient invités à participer à la conférence. Les 72 propositions sont regroupées selon les thèmes et sous-thèmes qui constituent l'ordre du jour des délibérations à la conférence. Les thèmes sont: la production de contenus, la fabrication, la recherche et développement, le financement, les ressources humaines, les impacts sociaux et l'Etat et ses partenaires. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; QUEBEC; CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS

252 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Le Québec maître d'oeuvre de la politique des communications sur son territoire** / avant-propos de Jean-Paul L'Allier. — Québec : Ministère des Communications, 1973. — 117 p. : tableaux ; 28 cm.

Direction de la planification et de la recherche

Ce document s'inscrit dans le contexte des négociations interprovinciales et fédérales-provinciales pour le partage des compétences en matière de communication. Il expose la position du gouvernement du Québec. Il fait suite au document de travail paru en 1971 et intitulé *Pour une politique québécoise des communications.* La première partie donne les grandes lignes de la problématique; elle insiste sur la spécificité culturelle du Québec et souligne l'importance des communications sur le territoire québécois. La deuxième partie identifie les besoins du Québec en matière de communication de même que l'ensemble des domaines où le Québec doit avoir des pouvoirs décisionnels prioritaires ou exclusifs. La troisième partie propose de nouveaux aménagements en tenant compte des relations interprovinciales et des relations du Québec avec le gouvernement fédéral et la communauté internationale. (S. Be.).

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; QUEBEC

253 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Le Sommet sur les communications un an après : bilan des réalisations et état des consensus et engagements de la Conférence socio-économique sur les communications tenue les 4, 5 et 6 octobre 1983.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 107 p. ; 36 cm.

Direction de la planification et de la recherche

Lors de la Conférence socio-économique sur les communications, le ministère des Communications du Québec avait été désigné comme maître-d'oeuvre ou co-maître-d'oeuvre pour la réalisation de 33

consensus. En date du 1er octobre 1984, 12 consensus ont été réalisés, 14 sont en voie de réalisation, 4 sont en suspens, 2 sont jugés non réalisables et 2 nécessitent un appui. L'état de réalisation des 68 consensus et engagements est présenté. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC; CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS

254 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Vers une politique nationale des communications au Québec : phase I : la problématique**. — Québec : Editeur officiel, 1979. — 151 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Afin d'élaborer une politique nationale des communications qui soit bien adaptée à la réalité québécoise, on dresse un portrait de la situation actuelle dans les différents secteurs des communications. Le bilan des politiques et interventions du gouvernement du Québec en matière de communication est présenté et les perspectives de développement technologique sont examinées. On analyse ensuite l'impact de la "tendance lourde" sur le sous-système des communications. Les grandes politiques du Québec ayant des incidences sur les communications sont passées en revue. Finalement, on évoque la nécessité d'une intervention de l'Etat dans le développement des communications, et on précise les outils dont il dispose. 7 réf. bibl. (D. T.).

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

255 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMITE DE GESTION DE LA CONFERENCE SUR LES COMMUNICATIONS. **Les communications : les tables de concertation, Montréal 24 mai 1983**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 134 p. ; tableaux ; 28 cm. — (Les conférences socio-économiques du Québec) .
Direction de la planification et de la recherche

Document s'adressant aux participants de la 2e rencontre en vue de préparer la conférence sur les communications tenue en octobre 1983 au Québec. Cette rencontre réunit des représentants des secteurs de la presse écrite, de la radio, de la télévision, de la câblodistribution, des télécommunications ainsi que de la télématique et des nouveaux services. Chaque secteur fait l'objet d'une table de concertation. Cette deuxième rencontre tenue le 24 mai 1983, a pour objectif d'identifier et d'élaborer des pistes et moyens d'action en vue d'assurer le développement des communications. Le document contient d'abord des renseignements généraux relatifs à la Conférence socio-économique sur les communications ainsi que le programme horaire de la journée. Il comprend, pour chaque table, un sommaire des délibérations de la première rencontre, un projet d'ordre du jour sous forme de pistes d'actions et la liste des organismes invités. (S. Be.)

DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS

256 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMITE DE GESTION DE LA CONFERENCE SUR LES COMMUNICATIONS. **Les communications : sommaire des délibérations : tables de concertation, Montréal, 24 mai 1983**. — Québec : [s.n.], 1983. — 72 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Compte rendu des points saillants de la 2e rencontre de concertation des intervenants des milieux de la presse écrite, de la radio, de la télévision, de la télédistribution, des télécommunications et de la télématique et nouveaux services. Listes des invités présents à chacune des tables. L'objectif de cette 2e rencontre est de chercher des solutions et d'identifier des pistes d'action en vue d'assurer le développement des communications au Québec. (S.Be.)

DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION

257 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION. **Fichier de renseignements personnels** / préface de Marcel Pépin. — Québec : Ministère des Communications, Commission d'accès à l'information du Québec, 1984. — 27 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-11453-1.
Direction des communications : P-1210

Ce guide a été produit pour répondre aux 2 obligations importantes qu'impose la Commission d'accès à tous les organismes publics concernant la déclaration des fichiers et les dispenses d'enregistrement et de consultation d'un fichier. Dans une première partie, la Commission définit ce qu'est un fichier et identifie les renseignements nominatifs à être versés; les politiques en matière de dispenses sont présentées en 2e partie. Deux guides explicatifs des formulaires sont inclus. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; ENTREPRISE PUBLIQUE; QUEBEC; COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION

258 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS. **1. Bâtir l'avenir 2. Les états généraux de la télématique: revue de presse**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 57 p. : photogr. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Revue de presse entourant le lancement du rapport *Bâtir l'avenir* le 13 avril 1982, et la tenue du colloque "Les états généraux de la télématique au Québec", organisé par l'Association de la recherche en communication du Québec, le 30 avril 1982. Copies des 2 discours prononcés par le ministre des Communications du Québec. (S. Be.)

TELEMATIQUE; RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION

259 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS. **Information et liberté : Commission parlementaire sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels : 1, 2, 3 septembre 1981 : revue de presse**. — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, [1981]. — 40 p. : photogr. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1209

Le rapport Paré, objet de discussion lors de la Commission, recommande notamment la création d'une commission d'accès aux documents des organismes publics. Les organismes venus comparaître devant la Commission exposent leurs points de vue. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; ACCES AUX DOCUMENTS OFFICIELS; DROIT A LA VIE PRIVEE

260 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS. **Le Sommet sur les communications : revue de presse**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 37 p. : photogr. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce document couvre la période entourant la tenue de la Conférence socio-économique sur les communications qui s'est tenue à Montréal, les 4, 5 et 6 octobre 1983. Les articles sont tirés des grands quotidiens *Le Devoir* et *La Presse*, et des bulletins de nouvelles des réseaux de radio-télévision. (S.Be.)

CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS

261 O'NEIL, Louis. **Le Québec et la radio-télévision : éléments d'une politique**. — Québec : Ministère des Communications, 1977. — 27 p. ; 21 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 D503

Seules 3 régions du Québec (Québec, Montréal et le Bas St-Laurent) bénéficient d'un service intégral de Radio-Canada, soit une programmation nationale doublée d'une production régionale. La programmation régionale est souvent assumée par des entreprises de radiodiffusion privées. Deux principes guident la politique québécoise de radiodiffusion: 1. l'industrie de la radio-télévision est un service public, tout comme le droit à l'information; 2. les radiodiffuseurs doivent se préoccuper de rantabilité sociale et non seulement de rentabilité économique. La politique québécoise vise 6 objectifs: 1. rendre le service de base (2 services de radio, 2 services de télévision) accessible à tous les Québécois; 2. implanter une unité de production régionale dans chacune des régions; 3. établir des priorités dans l'attribution des services de base et favoriser une politique d'interfinancement à l'intérieur des réseaux; 4. les médias oeuvrant sur le territoire québécois doivent être de propriété majoritairement francophone; 5. faire en sorte que la radio-télévision devienne un outil de développement social; 6. s'assurer de la qualité des messages publicitaires. A court terme, l'Etat entend poursuivre la régionalisation de Radio-Québec de même que son programme d'aide aux médias communautaires, améliorer certaines situations

locales et élaborer une formule juridique de type coopératif propre aux moyens de communications québécois. (S. Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; RADIODIFFUSION; SERVICE PUBLIC; QUEBEC

262 SAUER, Maria; DEMERS, Marie-Renée. **Les politiques québécoises de services et les politiques québécoises industrielles en communication ainsi que les interventions effectuées dans ces secteurs.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1982. — 105 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

De façon générale, les orientations gouvernementales en matière de communication durant la décennie 1970-1980 ont été axées sur les droits du Québec et les services offerts à la population. Avec *Le virage technologique: Bâtir le Québec II* en 1982, c'est le début d'une ère nouvelle; il devient dès lors évident qu'à l'avenir le gouvernement s'intéressera au développement industriel des communications (amendement de la Société industrielle du Québec). A noter quelques interventions du Ministère des communications du Québec: la régionalisation de Radio-Québec (subventions de 50 millions en 1982), les programmes d'aide aux médias communautaires, les interventions en matière de téléphonie. Les interventions des autres ministères se situent au niveau de l'accessibilité des entreprises à certains programmes d'aide. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* du Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

263 SECRETARIAT PERMANENT DES CONFERENCES SOCIO-ECONOMIQUES DU QUEBEC. **La Conférence socio-économique sur les communications : Montréal 4, 5, 6 octobre 1983 : programme.** — Québec : Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, 1983. — 34 p. ; 21 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Guide à l'intention des participants à la Conférence. Des informations sont apportées quant au déroulement, à l'horaire, aux thèmes et aux services offerts au cours de la Conférence. Les listes des invités et des membres des 3 comités qui ont participé à la préparation de la Conférence sont annexées. (S.Be.)

CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS

264 SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. **Actions 85: plan de développement 1985-86 de la Société de développement des industries de la culture et des communications.** — Montréal : SODICC, 1985. — 32 p. ; tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le mandat de la Société est situé dans le contexte d'une problématique industrielle de la culture et des communications (chap. 1). Les montants alloués aux divers secteurs d'intervention au cours des dernières années constituent le bilan partiel des activités de la Société pour l'année 1984 (chap. 2). On dégage pour les 15 secteurs d'intervention les grandes tendances de développement et on définit des orientations sectorielles précises (chap. 3). Le plan de développement pour l'année 1985-86 identifie les domaines d'intervention prioritaires (chap. 4). (S.Be.)

PLAN DE DEVELOPPEMENT; INDUSTRIE CULTURELLE; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

265 TREMBLAY, Yvon. **Réunion des délégués du Québec à l'étranger : allocution de monsieur Yvon Tremblay, sous-ministre, ministère des Communications du Québec.** — Québec : [Ministère des Communications], 1985. — 16 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans le sillage de la stratégie de développement technologique amorcée par le gouvernement du Québec, le ministère des Communications s'est engagé à poursuivre de nouvelles orientations d'ordre économique. Après un rappel des engagements et consensus issus de la Conférence socio-économique sur les communications tenue à l'automne 1983, le sous-ministre présente un bilan des actions menées par le Ministère 18 mois après la tenue de la conférence. (S.Be.)

POLITIQUE ECONOMIQUE; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

611 Législation et réglementation

266 **Information et liberté : rapport de la Commission d'étude sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels.** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — xix-225 p. ; 22 cm. — ISBN 2-551-04355-7.
Direction de la planification et de la recherche

Après une introduction sur le droit à l'information, la vie privée et le rôle de l'Etat, on précise quelle sera la portée de la réforme proposée au Québec. Le droit à la privée et le droit à l'information sont reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne ; on recommande qu'une définition rigoureuse de ces 2 droits soit précisée dans une loi et que cette loi jouisse d'un statut de prépondérance. Le chapitre 2 comprend les recommandations relatives à l'accès aux documents des organismes publics: titulaire du droit, information et organismes visés, le repérage et la demande de documents, etc. Le chapitre 3 examine les modèles suédois, français, américain et canadien en matière de protection des renseignements personnels. Les grands principes d'une politique pour le Québec sont dégagés et des modes d'intervention formulés. Une recommandation est émise quant à la création d'une Commission de l'accès aux documents des organismes publics: statut, rôle, fonctions. Des recommandations relatives à la gestion de documents et à l'application de la loi complètent la 1re partie. La 2e partie (pp. 107-148) comprend la proposition de loi. En annexe: 3 décrets, liste des organismes et individus qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission et liste des rencontres, cheminement des demandes au Conseil exécutif et du Conseil du trésor, liste des fichiers de renseignements nominatifs gérés par certains organismes gouvernementaux, Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, extraits des mémoires présentés à la Commission par les ministères des Affaires sociales et de la Justice, liste des documents législatifs consultés par la Commission. 25 réf. bibl. (N. T.)

LEGISLATION; ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; DROIT A L'INFORMATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; QUEBEC

267 BAZINET, Raymond; NADEAU, Albény. **La réglementation de la téléphonie et de la câblodistribution : rapport synthèse.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1980. — iv-70 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation de la réglementation de type base tarifaire-taux de rendement pratiquée par la Régie des services publics (RSP) du Québec dans les secteurs de la téléphonie et de la télévision par câble. On souligne les traits essentiels de ce type de réglementation et on dégage les principaux avantages et déficiences. On situe le problème de la réglementation dans le secteur des télécommunications en brossant un tableau de la situation de la téléphonie et de la télévision par câble aux Etats-Unis, au Canada et au Québec: étendue de la réglementation pratiquée, objectifs des agences de réglementation, méthodes adoptées, analyse comparée des rendements financiers des entreprises. On remet en question le cadre traditionnel d'évaluation de la réglementation et on suggère des changements à envisager. Bibl.: pp. 69-70. (N. T.)

REGLEMENTATION; TELEPHONE; TELEVISION PAR CABLE; TARIFICATION; QUEBEC; REGIE DES SERVICES PUBLICS

268 BERTRAND, Jean-François. **Projet de loi no 65 : projet de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels : déclaration du ministre des Communications Jean-François Bertrand, le 6 mai 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 11 p. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, M

Après un rappel des étapes antérieures au dépôt du projet de loi 65, le ministre commente l'apport de la Loi en regard du droit du citoyen à l'information et du respect de la vie privée et donne les mécanismes d'application. Les champs de restriction sont définis, les pouvoirs et devoirs de la Commission de l'accès à l'information sont précisés. Les coûts d'implantation et les répercussions économiques à moyen terme sont évalués. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

269 COURVILLE, Léon; DAGENAIS, Marcel. **L'indexation des tarifs dans les entreprises réglementées.** — [s.l.] : [s.n.], [1975?]. — iv-110 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse d'une formule d'ajustement automatique des tarifs (FAAT) aux hausses de coûts de production pour les entreprises sujettes à la réglementation publique, plus particulièrement, pour la compagnie Bell Canada. La première section situe le problème général de l'ajustement des tarifs dans le cadre d'une réglementation publique. Les thèmes de l'inflation et de l'indexation sont alors analysés dans une perspective de juxtaposition. Un aperçu historique des formules d'ajustement dans les entreprises publiques suivi d'une discussion de 2 formules américaines complètent cette section. La deuxième section se veut une analyse du problème posé par l'introduction d'un FAAT dans le mécanisme de réglementation des entreprises de télécommunications au Canada. Pour étudier cette question, les auteurs présentent les caractéristiques de la réglementation actuelle, en analysent les conséquences économiques sur la tarification, et donnent un aperçu du comportement des entreprises. La troisième section constitue un examen spécifique de la proposition de la Commission Canadienne des transports concernant l'ajustement des tarifs. Problèmes généraux et items spécifiques entrant dans le calcul des indices de coûts et de productivité nécessaires à l'instauration d'une FAAT (traitement des impôts, amortissement) font l'objet d'une analyse. La quatrième section est un examen critique de la mesure de productivité de Bell Canada. Enfin, une cinquième partie résume l'étude et donne les recommandations. Un appendice technique pose les fondements des méthodes à utiliser pour calculer les indices de hausse de coût d'opération et de productivité des entreprises concernées. Bibliogr.: pp. 92-93. (S. Be)

REGLEMENTATION; TELECOMMUNICATION; TARIFICATION; BELL CANADA

270 DUCROS, MEILLEUR, ROY ET ASSOCIES LTEE. **Rapport final : étude sur la vie privée.** — Montréal : DMR et Associés, 1975. — 54 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude visant à évaluer les coûts additionnels que pourrait entraîner, pour l'entreprise privée, une loi québécoise permettant l'accès des citoyens aux dossiers personnels les concernant. Une vingtaine de compagnies installées au Québec, appartenant aux secteurs bancaire, des assurances, du crédit, des services et des municipalités ont été rencontrées et soumises à une entrevue. Les questions posées ont pour but de connaître le contenu, les sources d'informations et l'utilisation des dossiers, les procédures de requête et de mise à jour, ainsi que le système d'interliaison avec d'autres compagnies. Au chapitre des résultats, on distingue 2 types d'informations touchant la vie privée: l'information qui concerne le client, et celle qui concerne l'employé. De façon générale, la mécanisation et la centralisation des données sont des facteurs déterminants quant aux coûts relatifs à la protection et à l'accès des données privées. On donne le détail des entrevues par secteur. Enfin, les auteurs présentent un rapport des visites aux gouvernements et entreprises de l'Ontario et de la Nouvelle-Ecosse dont le but est d'évaluer les impacts de la loi de la protection du citoyen en vigueur dans ces provinces. Bibliogr.: p. 9. (S. Be)

COUT; LEGISLATION; ENTREPRISE PRIVEE; ACCES AU PUBLIC; BANQUE DE DONNEES; DROITS DU CITOYEN; DROIT A LA VIE PRIVEE

271 GAGNE, Raymond. **Complément d'étude concernant la protection de la vie privée des citoyens.** — Québec : Ducros, Meilleur, Roy et Associés, 1975. — 74 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude a pour but d'effectuer une investigation sommaire des coûts impliqués par la mise en place d'une loi visant à protéger la vie privée des citoyens face à l'exploitation croissante de données personnelles dans le secteur privé. Plus précisément, ce complément d'étude consiste à déterminer les principaux facteurs susceptibles d'influencer les coûts et à déterminer l'importance relative de ces facteurs. L'ordre de grandeur des coûts impliqués par la demande d'une consultation ou d'une correction de la part d'un individu est évalué. (S.Be.)

BANQUE DE DONNEES; LEGISLATION; COUT; DROITS DU CITOYEN; ENTREPRISE PRIVEE; DROIT A LA VIE PRIVEE

272 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **La loi 65 en questions... et réponses : loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.** — 2e éd. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 18 p. ; 21 cm. — ISBN 2-550-14042-0.
Direction de la planification et de la recherche

Les divers aspects de cette loi, adoptée à l'Assemblée nationale le 23 juin 1982, sont expliqués. Elle pose comme principe que toute personne physique ou morale a accès aux documents détenus par les organismes publics. Des informations dont données sur les organismes assujettis, le calendrier d'implantation, l'esprit de la loi, la révision des dispositions inconciliables et sur la commission d'accès à l'information. (D. T.)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

273 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA LOI SUR L'ACCES. **La loi sur l'accès et les municipalités : applications concrètes.** — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 52 p.; 28 cm. — ISBN 2-550-12128-7.
Direction des communications

Après un rappel général des grandes lignes de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, on présente les principales obligations dévolues aux municipalités en vertu des articles de la loi. Tenant compte des dispositions légales relatives aux régimes d'accès aux documents et aux renseignements nominatifs, on examine les principaux documents détenus par les municipalités et détermine s'ils sont de caractère public. La dernière partie du document résume 8 décisions rendues par la Commission d'accès à l'information ayant des incidences sur l'application de la loi dans les municipalités. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; LEGISLATION; ADMINISTRATION LOCALE; DROIT A LA VIE PRIVEE; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

274 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA LOI SUR L'ACCES. **Répertoire des responsables de l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignement personnels.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 331 p. ; 23 cm. — ISBN 2-550-12130-9.
Direction des communications

Ce premier répertoire inventorie les quelque 3 600 organismes québécois assujettis à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Les coordonnées de chaque organisme et le nom, le titre et la fonction de la personne responsable de l'application de la loi au sein de chaque organisme sont fournis. (S.Be)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; ENTREPRISE PUBLIQUE; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AIIX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

275 SAVARD, Jean; VOYER, Pierre. **Information et liberté : rapport de la Commission d'étude sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels : revue de presse.** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 412 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cet ouvrage est divisé en 2 grandes parties, l'accès à l'information gouvernementale au Québec et le projet d'une loi fédérale sur l'accès a l'information. A l'intérieur de chacune de ces parties,

l'information est regroupée sous 5 rubriques: 1) Communiqués officiels, 2) Positions gouvernementales, 3) Communiqués de presse, éditoriaux, études, mémoires, 4) Diverses prises de position, 5) Divers. Une bibliographie de 6 pages complète la revue de presse. (D. T.)

ACCES A L'INFORMATION; ACCES AUX DOCUMENTS OFFICIELS; DROIT A LA VIE PRIVEE

276 SAVARD, Jean. **Projet de loi no 65 : loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels : revue de presse.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 137 p. : photogr. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1200

Le projet de loi no 65 déposé à l'Assemblée nationale par le ministre des Communications Jean-François Bertrand en mai 1982 résulte d'une recommandation soumise par la Commission Paré sur l'accessibilité à l'information gouvernementale, un an plus tôt. Les questions entourant le dépôt du projet portent sur la création de la Commission d'accès à l'information, sur les coûts d'implantation et sur les délais d'entrée en vigueur. Des articles de fond abordent les aspects les plus critiques de la question tels les pouvoirs judiciaires de l'Etat. Les articles, communiqués et bulletins couvrent la période englobant les 3 lectures et l'adoption du projet soit, de début mai à fin juin 1982. Une copie du projet de loi est annexée. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

277 TRUDEL, Pierre; BOUCHER, Jacques; PIOTTE, René; BRISSON, Jean Maurice; EMERI, Claude. **Contribution à l'étude de la notion de droit à l'information en droit québécois.** — Montréal : Université de Montréal, 1980. — xxi-442 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans une première partie, on retrace les origines du droit à l'information en indiquant les facteurs qui ont contribué à la formulation de cette notion et les fondements idéologiques sur lesquels elle repose. L'état actuel de la configuration du droit à l'information fait ensuite ressortir la contribution du droit international dans l'élaboration de la notion. L'étude de la conception du droit à l'information prévalant en Suède, aux Etats-Unis et en France complète cette section. La 2e partie traite de l'intérêt du public à être informé à titre de fondement de la protection constitutionnelle de la liberté d'expression et à titre de facteur de structuration des limites de cette liberté. Une 3e partie fait état des interventions qui ont permis l'introduction formelle du droit à l'information dans le droit québécois, à partir d'une description sommaire de la trame événementielle qui a entouré l'adoption de la *Charte des droits et libertés de la personne*. On discute de la portée éventuelle de ce droit, ainsi que des problèmes juridiques posés par l'interprétation de la disposition législative qui l'a consacré. La 4e partie traite de la mise en oeuvre du droit à l'information comme droit individuel et collectif. 400 réf. bibl. (N. T.).

DROIT A L'INFORMATION; LEGISLATION; QUEBEC

278 TRUDEL, Pierre; BOUCHER, Jacques; PIOTTE, René; BRISSON, Jean Maurice; EMERI, Claude. **Contribution à l'étude de la notion de droit à l'information en droit québécois : rapport synthèse.** — Montréal : Université de Montréal, 1980. — 13 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Quelles sont les garanties formelles ou implicites relatives au droit à l'information au Québec? Le droit de l'individu est d'abord considéré, en s'attardant plus particulièrement à l'article 44 de la *Charte des droits et libertés de la personne*. On examine ensuite le droit du public à l'information. Les difficultés soulevées par la mise en oeuvre du droit à l'information sont abordées. On identifie 2 approches susceptibles de présider à l'actualisation du droit collectif à l'information. (N. T.).

DROIT A L'INFORMATION; LEGISLATION; QUEBEC

279 WELLS, Lucy. **Les implications administratives des législations étrangères en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée : le cas de la France, de la Suède, des Etats-Unis et du Canada en perspective avec celui du Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1983. — 111 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse de chacune des législations étrangères comporte: 1. une présentation générale des grandes lignes de la loi; 2. une étude approfondie des obligations administratives faites aux organismes touchés par la loi, à savoir les modalités d'exercice du droit d'accès et du droit de rectification, les exigences de publication, les obligations de permis et de déclaration de fichiers de renseignements personnels ainsi que les règles concernant la collecte, la conservation et la dissémination de ces données; 3. une évaluation générale de l'impact de la loi depuis son adoption. Un examen des obligations administratives faites aux organismes québécois est effectué. Bibl.: pp. 108-111. (S. Be.).

LEGISLATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; FRANCE; SUEDE; ETATS-UNIS; CANADA; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

612 Programmes d'aide

280 CENTRE DE RECHERCHE SUR L'OPINION PUBLIQUE. **La réaction vis-à-vis de l'assistance gouvernementale à la programmation éducative.** — Montréal : CROP inc., 1979. — 39 f. : 5 tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résultats d'un sondage visant à évaluer le degré d'intérêt des organismes de production et de diffusion privés (télévision, radio, télédistribution) face aux nouvelles mesures gouvernementales d'assistance technique et financière dans la production et la diffusion de programmes à caractère éducatif (projet de loi no 4, Québec). Les attitudes des répondants, les tendances de la demande et les coûts sont évalués. Les villes de Montréal, Québec, Sherbrooke et Rouyn ont été retenues pour l'étude. Le schéma d'entrevue est fourni en annexe. (S.Be.)

AIDE DE L'ETAT; PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT; ENTREPRISE PRIVEE; PRODUCTION; QUEBEC

281 COUPET, André. **Inventaire des programmes d'aide face au secteur de l'informatique.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 49 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10216-9.
Direction de la planification et de la recherche

Les programmes d'aide actuels sont trop axés sur un schéma de développement traditionnel fondé sur le secteur manufacturier. La mise sur pied de programmes conçus spécifiquement pour l'informatique, orientés vers la recherche et le développement et accordant priorité au secteur du logiciel s'avère souhaitable. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

INFORMATIQUE; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; PROGRAMME D'AIDE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

282 GAUTHIER, Réal. SOCIETE CONCEPT ET FORME. **Les organismes d'aide à la production audiovisuelle : description et évaluation.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 43 p. : 3 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12435-1.
Direction de la planification et de la recherche

Quatre agences ou sociétés d'Etat jouant un rôle au sein du marché de la production audiovisuelle (films, programmes de télévision, vidéos) au Canada sont présentées: Téléfilm Canada, la Société générale du cinéma, la Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC), l'Office national du film du Canada. On examine les mandats, structures, moyens financiers, programmes et procédures de chacun des organismes. La seule solution viable pour garantir une programmation nationale francophone de qualité, compte tenu de l'étroitesse du marché canadien, est la concertation continue entre organismes d'Etat et télédiffuseurs, entre le secteur public et le secteur privé. Si auparavant le soutien se concentrait sur la production, le souci récent d'étendre l'aide à la scénarisation, la diffusion, la promotion et

la recherche doit être maintenu. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (N.T.)

AIDE DE L'ETAT; PRODUCTION; PROGRAMME DE TELEVISION; FILM; CANADA; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'; TELEFILM CANADA; SOCIETE GENERALE DU CINEMA; OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA; SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

283 JOBIN, Jacques. **Programme de développement des médias communautaires au Nouveau - Québec.** — [s.l.] : [s.n.] , 1973. — [33 f.] ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tableau de l'état de la radiodiffusion et des télécommunications au Nouveau-Québec. L'aide apportée par le ministère des Communications pour l'implantation d'une télévision et d'une radio communautaires est signalée. L'état de conflit juridictionnel avec le gouvernement canadien est soulevé. Des budgets sont prévus pour les années à venir. (1974, 1975, 1976). (S.Be.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; NOUVEAU-QUEBEC

284 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA RECHERCHE. **Répertoire des programmes d'aide aux entreprises de communication.** — 2e édition. — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 119 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-12365-4.
Direction de la planification et de la recherche

La nomenclature des programmes d'aide gouvernementale (québécois et canadien) est subdivisée en 5 catégories: 1) programmes spécifiques au secteur des communications; 2) programmes concernant les idées novatrices et la recherche et développement (produits et procédés); 3) programmes concernant le financement à l'investissement et à la production; 4) programmes concernant la commercialisation (marchés intérieur et extérieur); 5) programmes concernant la gestion et la main-d'oeuvre. Pour chacun des programmes, on indique l'organisme responsable, les objectifs, la forme d'aide et les critères d'admissibilité. Une section (pp. 89-101) est consacrée à l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication. Les coordonnées des principaux organismes dispensateurs d'aide sont fournies. Bibliogr.: p. 119. (N.T.)

PROGRAMME D'AIDE; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; QUEBEC; CANADA

285 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS. **Répertoire des programmes d'aide gouvernementale à l'usage des entreprises du secteur des communications : version préliminaire.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1984. — 104 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10917-1.
Direction de la planification et de la recherche

Les programmes répertoriés concernent 4 secteurs d'activité: la recherche et le développement, le financement à l'investissement et à la production, la commercialisation, la gestion et la main-d'oeuvre. L'information fournie comprend: le titre du programme, l'organisme responsable, les objectifs et les formes d'aide, les critères d'admissibilité ainsi qu'une évaluation de la pertinence des programmes pour les entreprises du secteur. En partie préliminaire, on trouve un tableau comparé des anciens et nouveaux programmes. Une section donne les coordonnées des principaux organismes dispensateurs d'aide. Bibliogr.: pp. 103-104. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

286 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1982-1983.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 12 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux médias écrits: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation de subventions, aide à l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) reconnue comme organisme national de coordination. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS IMPRIMES; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

287 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1983-1984.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 9 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux médias écrits: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation de subventions, aide à l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) reconnue comme organisme national de coordination. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS IMPRIMES; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

288 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1984-1985.** — Québec : Ministère des Communications, [1984]. — 7 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux médias écrits: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation de subventions, aide à l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) reconnu comme organisme national de coordination. Pour l'année 1984-85, un budget de 259 000$ est alloué au secteur des médias écrits sur un budget total des programmes de 2 250 000$. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS IMPRIMES; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

289 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1982-1983.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 15 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux radios communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation des subventions, aide à l'organisme national de coordination et de services, présentation et envoi de la demande. (S. Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

290 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1983-1984.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 10 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux radios communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation des subventions, aide à l'organisme national de coordination et de services, présentation et envoi de la demande. (S. Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

291 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1984-1985.** — Québec : Ministère des Communications, [1984]. — 9 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux radios communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, mode d'allocation des subventions, aide à l'organisme national de coordination et de services, présentation et envoi de la demande. Pour l'année 1984-1985, un

budget de 1 283 000 $ est alloué au secteur des radios communautaires sur un budget total des programmes de 2 250 000 $$. Une version similaire est disponible pour l'année 1983-1984. (S. Be.)

RADIO COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

292 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1982-1983.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 12 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux télévisions communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, allocation des subventions, aide au Regroupement des organismes communautaires de communication du Québec (ROCCQ) reconnu comme organisme de coordination. (S. Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

293 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1983-1984.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 10 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux télévisions communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, allocation des subventions, aide au Regroupement des organismes communautaires de communication du Québec (ROCCQ) reconnu comme organisme de coordination. (S. Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

294 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT. **Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1984-1985.** — Québec : Ministère des Communications, [1984]. — 6 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brochure présentant le programme d'aide québécois aux télévisions communautaires: conditions d'admission, critères d'appréciation, mode d'évaluation des dossiers, allocation des subventions, aide au Regroupement des organismes communautaires de communication du Québec (ROCCQ) reconnu comme organisme de coordination. Pour l'année 1984-1985, un budget de 208 000$ est alloué au secteur des télévisions communautaires sur un budget total des programmes de 2 250 000$. (S. Be.)

TELEVISION COMMUNAUTAIRE; PROGRAMME D'AIDE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

295 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES. **Programme d'aide au développement des médias communautaires 1980-1981.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — vi-49 p. ; 28 cm.
Direction du développement des médias

"L'intervention du ministère des Communications du Québec auprès des médias communautaires a été marquée en juin 1979 par la publication d'une nouvelle politique de développement des médias communautaires et d'un programme d'aide visant à favoriser ce développement (PAMEC)". Les objectifs du programme sont présentés. La clientèle visée et les conditions de recevabilité des demandes d'aide sont précisées. Outre les médias communautaires, les organismes nationaux de coordination et de services peuvent bénéficier de ce programme. Les critères d'admissibilité et conditions d'éligibilité, les modalités de présentation des demandes sont précisés. Enfin le processus d'analyse des demandes est expliqué. En annexe: priorités ministérielles de développement 1980-1981, budget disponible, guide de présentation d'une demande d'aide et mécanique d'attribution des subventions aux infrastructures radios. (N. T.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

296 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES. **Programme d'aide au développement des médias communautaires 1981-1982.** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — vi-49 p. ; 28 cm.
Direction du développement des médias

"L'intervention du ministère des Communications du Québec auprès des médias communautaires a été marquée en juin 1979 par la publication d'une nouvelle politique de développement des médias communautaires et d'un programme d'aide visant à favoriser ce développement (PAMEC). Le PAMEC 1981-1982 constitue un programme de transition préalable à la révision de la politique, prévue pour l'automne 1981. Les objectifs du programme sont présentés. La clientèle visée et les conditions de recevabilité des demandes d'aide sont précisées. Outre les médias communautaires, les organismes nationaux de coordination et de services peuvent bénéficier de ce programme. Les critères d'admissibilité et conditions d'éligibilité, les modalités de présentation des demandes sont précisés. Enfin le processus d'analyse des demandes est expliqué. En annexe: priorités ministérielles de développement 1981-1982, budget disponible, guide de présentation d'une demande d'aide et mécanique d'attribution des subventions aux infrastructures radios. (N. T.)

PROGRAMME D'AIDE; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

297 PARENT, Richard. **Evaluation du programme d'aide aux média communautaires (EPAMEC).** — Québec : Ministère des Communications, 1976. — 207 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie du rapport dresse un bilan du programme d'aide, depuis ses origines en 1973 jusqu'en 1976. On présente brièvement le développement des organismes de communication communautaires au Québec pour la période 1970-1976. L'évaluation du programme se divise en 2 points: 1) adéquation du programme en fonction de l'ampleur des ressources, de la sélection des organismes et des prises de décision sur les modalités d'aide; 2) rapport entre l'état actuel du programme et les objectifs du Ministère des communications. Ces objectifs sont: le développement rationnel des médias communautaires, la propriété collective des médias, l'adaptation des médias aux besoins collectifs, le regroupement des médias, l'influence sur les médias de masse et l'accessibilité. Recommandations. Bibliogr.: p. 50-52. (S. Be.)

PROGRAMME D'AIDE; EVALUATION; MEDIAS COMMUNAUTAIRES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

613 Administration du ministère

298 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand : étude des crédits, le 5 avril 1984.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 32 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, F

La tenue de la Conférence socio-économique sur les communications au cours de l'exercice 1983-1984 marque un tournant dans l'histoire du Ministère. Après un rappel des conclusions de la Conférence, on trace un bilan de l'état des réalisations dans les 6 secteurs d'engagement et un aperçu des montants alloués. Parmi les réalisation relatives à l'information gouvernementale, on cite la poursuite des activités d'implantation de la Loi sur l'accès à l'information et l'ouverture de 2 bureaux de Communication-Québec. L'arrivée au Ministère du service de courrier et messagerie ainsi que celui de la réparation des machines de bureaux constitue le point saillant des activités reliées aux service apportés aux ministères et organismes gouvernementaux. Par ailleurs, la mise en place de modalités d'application de l'interconnexion des réseaux téléphoniques par la Régie des services publics, la croissance de l'auditoire de Radio-Québec et la mise en place d'un second plan d'organisation administrative supérieure à la Commission d'accès à l'information constituent des événements majeurs. Enfin, le rôle actif joué par le Ministère dans la coordination et l'organisation des activités de l'Année mondiale des communications est mis en évidence. Pour l'année 1984-85, des

crédits additionnels de l'ordre de 38 millions $ CA sont prévus. (S.Be.)

BUDGET DE L'ETAT; CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

299 BERTRAND, Jean-François. **Présentation du ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion de l'étude des crédits du Ministère par la Commission parlementaire des Communications : Québec, le 19 avril 1983.** — [s.l.] : [s.n.], 1983. — 11 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1983, C

La production du document *Le Québec et les communications: un futur simple?* au cours de l'année 1982-1983 constitue un effort de concertation devant mener à l'élaboration d'une politique nationale des communications. Par ailleurs, l'intervention du Québec dans le dossier de réorganisation administrative de Bell Canada est soulignée. La poursuite des travaux suite à l'adoption de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la consolidation du programme de dépôt des publications gouvernementales et l'ouverture de 2 bureaux de Communication-Québec sont mentionnées au chapitre de l'information gouvernementale. Les efforts consentis à la rationalisation des ressources a par ailleurs permis d'effectuer une diminution des coûts d'opération. Du côté de la Régie des services publics, de la Commission d'accès à l'information et de Radio-Québec, on souligne dans le premier cas l'ordonnance qui a permis la libéralisation des terminaux, dans le deuxième cas la nomination et l'entrée en fonction des commissaires et du personnel et une diminution des effectifs et des coûts de production dans le troisième cas. La création d'un fonds spécial dans le cadre de l'Année mondiale des communications et de 2 programmes de création d'emplois est aussi mentionnée. (S.Be.)

BUDGET DE L'ETAT; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

300 BERTRAND, Jean-François. **Présentation du ministre des Communications monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion de l'étude des crédits du Ministère par la Commission parlementaire des communications, Québec, le 6 avril 1982.** — [s.l.] : s.n.], 1982. — 13 f.; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, H

Pour l'année 1981-1982, les efforts du Ministère ont porté principalement sur la réalisation d'études en vue de l'élaboration d'une politique nationale des communications. La question du partage des juridictions, actualisée par le dossier de la télévision payante, apparaît aussi à l'ordre du jour. L'élaboration d'un projet de loi sur l'accès à l'information constitue la pièce majeure au chapitre de l'information gouvernementale. La création d'un Conseil ministériel permanent des communications chargé de définir les orientations du gouvernement en matière d'information et de communication, est soulignée. Plusieurs exemples viennent corroborer le souci de rationalisation qui caractérise la gestion du Ministère: la réduction des factures de télécommunication, le réaménagement du parc des ordinateurs gouvernemental. En contrepartie, le ministre tient à souligner l'ouverture de nouveaux bureaux de Communication-Québec, l'augmentation de l'enveloppe budgétaire pour le programme d'aide aux médias communautaires et l'application d'une politique d'égalité en emploi. Des crédits additionnels de l'ordre de 17% sont prévus pour Radio-Québec en 1982-1983. (S.Be.)

BUDGET DE L'ETAT; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

301 DROLET, Jean-Luc. **La politique d'achat du gouvernement du Québec : situation, problématique et hypothèses de solution.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 30 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10218-5.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse des habitudes d'achat des organismes impliqués dans l'achat de biens et de services informatiques pour le gouvernement du Québec. Les problèmes sont relatifs au manque ou à la mauvaise compréhension de l'information, aux contraintes administratives, à la disponibilité des outils de consultation. Deux annexes. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; MATERIEL INFORMATIQUE; SERVICE INFORMATIQUE; ACHAT; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

302 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **L'état actuel et l'avenir du traitement de textes au MCQ : rapport du groupe de travail.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 24 f. pagination multiple : 4 tableaux ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Dans un premier temps, le groupe de travail porte son attention sur les orientations qu'il convient de donner au développement du traitement de textes au Ministère. Trois aspects de la problématique sont retenus: l'amélioration de la productivité, la réorganisation du travail, les types d'appareils disponibles. Des recommandations sont soumises au Conseil de direction du Ministère. Le projet de politique, exposé en annexe 4, comporte 4 orientations majeures. La politique adoptée doit: 1) respecter la philosophie de gestion en vigueur au Ministère, 2) avoir des effets positifs sur la productivité du travail, 3) être le fruit d'une action planifiée, 4) tenir compte des politiques gouvernementales et ministérielles. La portée et les modalités d'application de ces orientations sont examinées. (S.Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; TRAITEMENT DE TEXTES; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

303 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Etude des crédits du ministère des Communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 1 vol. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Document préliminaire à la tenue des débats des commissions parlementaires du gouvernement du Québec. Ce document donne les montants des budgets annuels de l'année en cours et de l'année antérieure pour chacun des 5 secteurs d'activités du ministère des communications, un bilan des activités de l'année et un aperçu des orientations pour l'année qui vient. Les secteurs d'activités sont: 1) la gestion interne et le soutien, 2) l'information et les publications gouvernementales, 3) le bureau central de l'informatique, 4) les réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 5) le développement des communications et des politiques. Par ailleurs, les études de crédits pour la Régie des services publics et de la Société de radio-télévision du Québec font l'objet de mémoires distincts. Un tableau synthèse établit la répartition des ressources financières par secteurs et sous-secteurs (S. Be.)

BUDGET DE L'ETAT; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

304 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel (...).** — Québec : Ministère des Communications, 1971-. — Annuel.
Direction de la planification et de la recherche

Note: Titre varie. 1972/73-1973/74: Rapport des activités du ministère des Communications. 1974/75-1975/76: Rapport des activités.

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

305 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1970/71.** — Québec : Ministère des Communications, [1972]. — 39 p. ; 24 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités du ministère des Communications du Québec, de la date de sa création officielle (12 décembre 1969) au 31 mars 1971, soit une période de 15 mois. Les objectifs sont définis. Le rôle, la structure et les activités des 5 directions sont précisés: 1) direction générale de l'administration; 2) direction du personnel, 3) direction générale de l'exploitation, 4) direction générale du génie, 5) office d'information et de publicité (direction générale des communications). Le rapport de la direction générale de l'édition est présenté en annexe. Des statistiques et les coûts d'opération des services sont donnés. (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

306 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1971/1972.** — Québec : Editeur officiel du Québec, [1973]. — 80 p. ; photogr., cartes, graph. ; 24 cm. — : 1,50 $ CA.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités et des réalisations des 6 directions du ministère des Communications: 1) direction de la recherche; 2) direction générale de l'administration; 3) direction générale des communications gouvernementales; 4) direction générale de l'édition gouvernementale; 5) direction générale de l'exploitation; 6) direction générale du génie. Des statistiques sur les effectifs et sur la production de services, de même que les crédits budgétaires alloués aux unités administratives figurent au rapport. Les indices de croissance par rapport à l'année précédente sont donnés. (S.Be.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

307 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1976/77.** — Québec : Editeur officiel, [1978]. — 74 p. : ill., tableaux ; 24 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités pour 7 des 9 programmes administrés par le Ministère des communications du Québec: 1) réseaux et équipements gouvernementaux, 2) communications gouvernementales et renseignements, 3) édition gouvernementale, 4) gestion interne et soutien, 5) développement des télécommunications, 8) cinéma et audiovisuel, 9) bureau central de l'informatique. Un organigramme du ministère et de chacun des programmes est présenté. Des données budgétaires et statistiques appuient ce rapport annuel. (D. T.)
ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

308 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1977-78.** — Québec : Editeur officiel, [1979]. — 73 p. : ill., tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-400-00073-5.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités pour 7 des 9 programmes administrés par le Ministère des communications du Québec: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 2) communications gouvernementales et renseignements, 3) édition gouvernementale, 4) gestion interne et soutien, 5) bureau central de l'informatique, 7) développement des communications et des politiques, 8) cinéma et audiovisuel. Un organigramme du ministère et de chacun des programmes est présenté. Des données financières et statistiques appuient ce rapport annuel. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

309 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1978-1979.** — Québec : Editeur officiel, [1979]. — 80 p. : ill., tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-550-00624-0.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités pour 7 des 9 programmes administrés par le Ministère des communications: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 2) communications gouvernementales et renseignements, 3) édition gouvernementale, 4) gestion interne et soutien, 5) bureau central de l'informatique, 7) développement des communications et des politiques, 8) cinéma et audiovisuel. Un organigramme du ministère et de chacun des programmes est présenté. Des données financières et statistiques appuient ce rapport annuel. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

310 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1979-1980.** — Québec : Editeur officiel, [1980]. — 65 p. : ill., tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-550-01161-9.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités pour 7 des 9 programmes administrés par le Ministère des communications du Québec: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 2) communications gouvernementales et renseignements, 3) édition gouvernementale, 4) gestion interne et soutien, 5) bureau central de l'informatique, 7) développement des communications et des politiques, 8) cinéma et audiovisuel. Un organigramme du ministère et de chacun des programmes est présenté. Des données statistiques et budgétaires appuient ce rapport annuel. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

311 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1980-1981.** — Québec : Editeur officiel, [1981]. — 31 p. : ill., tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-550-01996-2.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport annuel fait le point sur les 3 mandats du Ministère des communications du Québec: 1) le développement des communications, 2) l'information aux citoyens, 3) les services à l'administration et l'administration du ministère. On présente en annexe, le budget, le personnel, les responsables et l'organigramme du ministère et de chacun des 5 programmes qu'il administre: 1) réseaux et équipement gouvernementaux de communication, 2) information et publications gouvernementales, 3) bureau central de l'informatique, 4) gestion interne et soutien, 5) développement des communications et des politiques. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

312 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1981-1982.** — Québec : Editeur officiel, [1982]. — 33 p. : ill., tableaux ; 24 cm. — ISBN 2-550-02524-5.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport fait le point sur les 3 mandats du Ministère des communications du Québec: 1) le développement des communications, 2) l'information aux citoyens, 3) les services à l'administration et l'administration du ministère. On présente en annexe, le budget, le personnel, les responsables et l'organigramme du ministère et de chacun des 5 programmes qu'il administre: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 2) information et publications gouvernementale, 3) bureau central de l'informatique, 4) gestion interne et soutien, 5) développement des communications et des politiques. (D. T.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

313 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1982-1983.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 27 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-05699-3.
Direction de la planification et de la recherche : 661 1982-83

Ce rapport fait le point sur les 3 mandats du ministère des Communications du Québec: 1) le développement des communications; 2) l'information aux citoyens; 3) les services à l'administration et l'administration du Ministère. On présente en annexe le budget, le personnel, les responsables, l'organigramme du ministère et de chacun des 5 programmes qu'il administre: 1) gestion interne et soutien; 2) information et publications gouvernementales; 3) Bureau central de l'informatique; 4) réseaux et équipements gouvernementaux de communication; 5) développement des communications et des politiques. (S.Be.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

314 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport annuel 1983-1984.** — Québec : Ministère des Communications, [1984]. — 31 p. : tableaux; 24 cm. — ISBN 2-551-06365-5.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport fait le point sur les 3 mandats du ministère des Communications du Québec: 1) le développement des Communications; 2) l'information aux citoyens; 3) les services à l'administration et l'administration du Ministère. On présente en annexe le budget, le personnel, les responsables, l'organigramme du Ministère et de chacun des 5 programmes qu'il administre: 1) gestion interne et soutien, 2) information et publications gouvernementales, 3) Bureau central de l'informatique, 4) réseaux et équipements gouvernementaux de communication, 5) développement des Communications et des politiques. (S.Be.)
ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

315 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport des activités 1974-75.** — Québec : Ministère des Communications, [1975?]. — 63 p.: photogr., tableaux; 30 cm.
Direction du développement des médias : X R361 74/75

Bilan des activités du ministère à travers ses 5 programmes: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communications; 2) communications gouvernementales et renseignements; 3) édition gouvernementale; 4) gestion centrale du ministère; 5) développement des télécommunications. Les indices de croissance par rapport à l'année précédente sont donnés. (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

316 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport des activités : avril 1975-mars 1976.** — Québec : Ministère des Communications, [1976?]. — 88 p. : ill., photogr. ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités pour 6 des 8 programmes administrés par le Ministère des communications du Québec: 1) réseaux et équipements gouvernementaux de communications, 2) communications gouvernementales et renseignements, 3) édition gouvernementale, 4) gestion centrale du ministère, 5) développement des télécommunications, 8) cinéma et audiovisuel. Un organigramme du ministère et de chacun des programmes est presenté. Des données financières et statistiques appuient ce rapport annuel. (D. T.)

ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; ADMINISTRATION PUBLIQUE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

317 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport des activités du ministère des Communications 1972/73.** — Québec : Editeur officiel du Québec, [1974?]. — 116 p.: photogr., tableaux; 23 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités du ministère des Communications à travers ses 5 programmes: 1) gestion centrale du ministère; 2) développement des télécommunications; 3) réseaux et équipements gouvernementaux de communication; 4) communications gouvernementales et renseignements; 5) édition gouvernementale. (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

318 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rapport des activités du ministère des Communications 1973/74.** — Québec : Editeur officiel du Québec, [1975?]. — 97 p. : photogr., tableaux; 24 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bilan des activités du ministère à travers ses 5 programmes: 1) gestion centrale du ministère; 2) réseau gouvernemental; 3) édition gouvernementale; 4) communications gouvernementales et renseignements; 5) développement des télécommunications. Les indices de croissance par rapport à l'année précédente sont fournis. (S.Be.)

ADMINISTRATION PUBLIQUE; ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

319 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION. **Rapport annuel 1983-1984.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 27 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-09647-2.
Direction des communications : P-1207

Dans une première partie, on présente la Commission d'accès à l'information: ses fonctions, son organisation, ses activités générales. Pour sa première année complète d'existence, la Commission s'est acquittée principalement de 2 mandats: renseigner les organismes sur les obligations nouvelles qu'impose la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, fournir des avis sur des projets de loi et des projets de règlement ayant des incidences sur la Loi. Un compte rendu de ces avis et recherches constitue l'objet de la 2e partie. (S.Be.)

ACCES A L'INFORMATION; DROIT A LA VIE PRIVEE; LEGISLATION; COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION; QUEBEC; LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

320 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE. **Mémoire au comité d'orientation de la recherche au Ministère des communications : objectifs, programmes et plan de développement du Service de la recherche : version finale.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — [23] f., pagination multiple ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir présenté la situation du Service de la recherche, ce document fixe les objectifs qui devraient orienter les actions du Service. Il traite des responsabilités et des programmes de recherche du Service et expose le plan de son développement réalisable par des actions à court et à long terme. 2 annexes. (S. Be.).

RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION; PLAN DE DEVELOPPEMENT; PROGRAMME DE RECHERCHE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; SERVICE DE LA RECHERCHE

321 PARADIS, Pierre-André. **Proposition de politique de répartition des services de traitement informatique selon leurs sources.** — Québec : Ministère des Communications. Bureau central de l'informatique, 1981. — 72 f. : 16 tableaux, 2 graph. ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Les méthodes de calcul des coûts du traitement informatique au gouvernement du Québec sont exposées. Une étude sur la comparaison des coûts du traitement interne au gouvernement avec les tarifs d'entreprises privées révèle un écart de 14% en faveur du traitement interne. Depuis 1977-78, la politique gouvernementale de traitement informatique repose sur l'option du "faire". Environ 5% du traitement informatique est confié à l'entreprise privée. Considérant d'une part le ralentissement de l'industrie québécoise des services informatiques et l'accroissement de la part des importations et, d'autre part, l'importance des retombées économiques découlant d'un transfert des opérations vers le secteur privé, une révision de la politique d'achat de service informatique du gouvernement du Québec est recommandée. Trois aspects sont considérés: 1) un transfert de certains types de traitement à l'externe; 2) un maintien de certains types de traitement à l'interne; 3) l'adoption de mesures d'aide aux producteurs québécois. (S.Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; SERVICE INFORMATIQUE; QUEBEC

614 Canada et l'étranger

322 **5e conférence interprovinciale des ministres responsables des communications.** — [s.l.] : [s.n.], [1974]. — [75 f.] ; 28 cm.
Direction des communications : P-1214

La conférence s'est tenue à Toronto les 30 septembre et 1er octobre 1974. Elle a été organisée dans le but de préciser les positions des provinces en vue de la 2e conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa les 15 et 16 juillet 1975. Le plan d'action est élaboré à partir d'une structure à 3 volets: 1) les secteurs des communications sous juridiction fédérale qui comportent des pouvoirs provinciaux, 2) les secteurs à juridiction partagée, 3) les secteurs à juridiction exclusivement fédérale ou provinciale. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; CONFERENCE INTERPROVINCIALE

323 **Conférence interprovinciale des ministres des communications : [Château Frontenac, Québec, 20-21 novembre 1972].** — [s.l.] : [s.n.], 1972. — 100 f. pagination multiple ; 28 cm.
Direction des communications : P-1216

Documentation à l'intention des participants à la première conférence interprovinciale. Un document de travail résume les

contenus des dossiers prioritaires pour le Québec. Au chapitre des télécommunications, les points retenus portent sur l'enquête menée par la Commission canadienne des transports sur la séparation et la répartition des coûts de télécommunication, sur le développement de la téléinformatique, sur l'amélioration des structures des communications hertziennes et sur la libéralisation des pratiques d'interconnexion d'équipements de réseaux. Les questions relatives à la réglementation des entreprises de câblodistribution, à la radiodiffusion éducative et aux médias communautaires sont soulevées au 2e chapitre. Les possibilités d'utilisation du satellite pour les communications avec le Nord québécois sont évaluées. Des expériences avec la France et des structures de coopération interprovinciale sont proposées. Enfin les principes devant guider la stratégie de développement des communications au Québec sont exposés. Discours d'inauguration, calendrier, communiqué, index, glossaire et liste des participants. (S.Be.)

TELECOMMUNICATION; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; CONFERENCE INTERPROVINCIALE; QUEBEC

324 BERTRAND, Jean-François. **Déclaration de M. Jean-François Bertrand, ministre des Communications du Québec: conférence fédérale/provinciale des ministres des communications, Winnipeg, les 8, 9, 10 septembre 1981.** — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 6 f.; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1981, K

Le Québec dénonce les gestes unilatéraux posés par le gouvernement fédéral en matière d'organisation du trafic téléphonique pan-canadien et de la télévision payante. Rappelant les conclusions issues de la rencontre des ministres provinciaux lors de la conférence constitutionnelle en septembre 1981, le ministre québécois exige d'Ottawa le respect des compétences du Québec et de toutes les provinces. (S.Be.)

TELEPHONE; TELEVISION PAYANTE; POUVOIR JURIDICTIONNEL; CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE; QUEBEC

325 DOMB, Uriel; GOTLIEB, C. C; HANCOCK, Kenneth; RUSSEL, Robert Arnold; ZEMAN, Zavis P. **Les stratégies de communication dans quatre pays : les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Japon.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 197 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-05704-3.
Direction de la planification et de la recherche

Alors même que l'économie mondiale repose dans un climat d'incertitude inquiétant, les développements technologiques issus de la révolution de l'information ne cessent de s'accroître. Les Etats-Unis, qui sont dotés d'une grande capacité technologique, n'ont pas de politique d'information officielle. Suite à la déréglementation, on se tourne davantage vers le secteur privé. En Grande-Bretagne, où la technologie de l'information n'apparaît pas aussi bien développée et coordonnée que dans les autres pays étudiés, il semble y avoir discordance entre la politique nationale et les engagements du gouvernement en ce qui a trait à la privatisation. La France, devenue le pays européen le plus avancé dans le domaine des technologies de télécommunications et de l'aérospatiale, s'est engagée à renforcer le programme de la télématique. Le Japon, lui, cherche à devenir un Etat-nation établi sur une technologie de pointe. Les planificateurs du Québec prennent de plus en plus conscience de l'enjeu de la télématique. La place de la recherche et du développement s'avère prioritaire. Enfin, bien qu'il soit irréaliste de s'attendre à ce que le Québec puisse adopter une des stratégies exposées, l'approche française demeure la plus attirante. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications : un futur simple?* (MCQ, 1983). (S. Be.)

STRATEGIE DE COMMUNICATION; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; ETATS-UNIS; ROYAUME-UNI; JAPON; FRANCE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

326 GAGNE, Murielle. **Québec-Ottawa face à la mutation des (télé) communications : dépasser l'impasse.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1982. — 26 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les conflits juridictionnels et constitutionnels en matière de communications semblent faire partie intégrante du contexte des relations entre Québec et Ottawa. Devant le processus accéléré de l'informatisation des communications, un changement des attitudes s'impose. L'idéologie étatique, qui prévaut depuis la Révolution tranquille, empêche le Québec de développer et d'exploiter pleinement son potentiel. Partant de cette hypothèse, l'auteur analyse quelques points névralgiques ayant trait au partage des compétences en matière de télécommunications au Canada. Bibliogr.: pp. 24-26. (S. Be.)

TELECOMMUNICATION; REGLEMENTATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; QUEBEC; CANADA

327 GROUPE DE TRAVAIL FEDERAL-PROVINCIAL. **Rapport du Groupe de travail fédéral-provincial sur l'incidence industrielle des politiques en matière de télécommunication.** — [s.l.] : [s.n.], 1981. — viii-47f.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les objectifs industriels à prendre en considération dans l'élaboration des politiques de télécommunication et des décisions de réglementation sont dégagés. Dans les secteurs de la radiodiffusion et de la télévision par câble, le Groupe conseille au gouvernement canadien d'appliquer des mesures d'encouragement dans ses politiques touchant la production d'émissions canadiennes, la radiodiffusion éducative, la politique de Radio-Canada, l'intégration verticale chez les radiodiffuseurs et les producteurs d'émissions. Dans les secteurs des télécommunications et de la téléinformatique, la fabrication des terminaux demeure la principale priorité; par ailleurs l'intrégration verticale des fabricants de matériel, la délivrance de licences de stations terriennes pour la diffusion d'émissions de télévision par satellite et l'extension des services dans les régions rurales constituent des secteurs à développer. Concernant les nouveaux services de programmation (télévison payante, production d'émissions spécialisées, enregistrement vidéo), il convient, de l'avis du Groupe, de favoriser la délivrance de licences d'exploitation, d'identifier des niveaux de réglementation sur le contenu, d'aider à la commercialisation et à la distribution des produits vidéo. Quant aux autres services (télématique), le gouvernement devra favoriser les investissements et l'achat de produits canadiens et accorder des crédits à la recherche et au développement. (S.Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; CANADA

328 GROUPE DE TRAVAIL QUEBEC-OTTAWA. **Rapport du groupe de travail Québec-Ottawa sur le dossier des communications.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 50 f. : 22x35 cm.
Direction du développement des médias : X R365

Exposé, sous forme de mise en parallèle, des positions du gouvernement fédéral et du gouvernement québécois en matière de communication, de radiodiffusion, de sociétés exploitantes des télécommunications, de câblodistribution et de relations internationales. Les 12 annexes proposent de nouveaux aménagements aux dispositions prises par le gouvernement fédéral dans l'application de ses politiques. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; CANADA; QUEBEC

329 HARDY, André; PIETTE, Jacques. **Le contentieux fédéral/provincial sur la compétence en communication.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 75 p. : 28 cm. — ISBN 2-550-10223-1.
Direction de la planification et de la recherche

Historique, analyse et bilan des conférences fédérales-provinciales et interprovinciales relatives aux compétences en matière de communication et ayant trait plus particulièrement aux nouvelles technologies. Le débat devra s'orienter de plus en plus vers des priorités économiques, reléguant à l'arrière-plan les conflits d'ordre culturel. Bibliogr.: pp. 65-75. Etude contributive au rapport *Le Québec et les Communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; CANADA; QUEBEC; CONFERENCE INTERPROVINCIALE; CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

330 HARDY, Denis. **Le Québec, le fédéralisme et les communications.** — Québec : Ministère des Communications, Service des Communications, [1976]. — 14 p. ; 21 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le Québec a toujours conservé la même ligne de pensée en matière de communication depuis le gouvernement Duplessis: il veut être le premier agent de développement et de planification des communications sur son territoire. C'est dans cette perspective qu'il

faut voir les revendications du Québec dans les 3 principaux secteurs des communications: les sociétés exploitantes de télécommunications, la télédistribution et la radiodiffusion. Le Québec veut aussi obtenir le pouvoir de réglementer l'ensemble du service téléphonique sur son territoire, ce qui est la situation actuelle dans 6 provinces du Canada. Il a également affirmé sa juridiction sur la télédistribution parce qu'il s'agit d'une entreprise à caractère local et qu'il se considère, comme gouvernement provincial, le plus apte à saisir les besoins locaux. Il veut enfin avoir une voix prépondérante dans les secteurs de la radio et de la télévision, qui sont des instruments privilégiés de développement et d'épanouissement culturel. Ses revendications dans ce domaine sont doubles: réglementer la programmation (la publicité, la langue, le quota de productions québécoises, etc.) et, à cette fin, pour assurer la meilleure distribution géographique possible, surveiller et contrôler le système québécois de radiodiffusion. Pour un meilleur service aux citoyens, le Québec souhaite arriver à une entente avec le fédéral et fait quelques suggestions susceptibles de faire avancer le débat: la formation d'un groupe de travail composé de fonctionnaires des 2 gouvernements dont le mandat serait de déterminer quelles sont les revendications du Québec pour lesquelles des clarifications constitutionnelles pourraient être utiles, un moratoire dans le secteur de la télédistribution pour éviter les démêlés juridiques.

REGLEMENTATION; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; CANADA; QUEBEC

331 MINISTERE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE REGIONALE. BUREAU DU COORDONNATEUR FEDERAL DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. **Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication 1984-1990.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des publications gouvernementales, 1985. — 33 p. : tableau ; 19 cm. — ISBN 2-550-11891-X.
Direction des communications : P-1152

L'entente poursuit les objectifs suivants: 1) encourager la recherche et stimuler l'innovation technologique; 2) stimuler les investissements des entreprises; 3) soutenir l'exploitation, le développement et la commercialisation des biens et services des entreprises, notamment sur les marchés d'exportation; 4) encourager la création d'emplois dans de nouvelles catégories professionnelles et permettre la formation et le recyclage des travailleurs. L'entente implique une contribution totale de 40 millions $ CA partagée en 2 parties égales. Un comité de gestion sera chargé de l'administration et de la gestion générale de l'entente. Quatre programmes seront mis sur pied pour le développement et la commercialisation des logiciels et des contenus, l'amélioration des technologies, des infrastructures et des services de communication. Par ailleurs un fonds d'initiatives spécial sera créé (annexe B). Les coûts alloués par chaque programme apparaissent en annexe C. (S.Be.)

AIDE DE L'ETAT; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; CANADA; QUEBEC

332 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Rencontre interprovinciale des ministres des Communications, Vancouver, 27 et 28 novembre 1980.** — [s.l.] : [s.n.], 1980. — circa 150 f. : graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Suite à la tenue de la Conférence fédérale-provinciale des ministres des Communications à Toronto les 16 et 17 août 1979, le Québec expose sa position relativement à l'extension des services de radiodiffusion et de la télévision payante, à la requête de télécommunications CN/CP visant l'interconnexion des réseaux et des terminaux, au contentieux fédéral-provincial, aux communications par satellite et à la câblodistribution. Plusieurs documents annexes accompagnent chaque mémoire, dont les commentaires du ministère des Communications du Québec sur les recommandations du rapport du *Comité sur l'extension du service aux petites localités éloignées et à celles du nord* sur la télévision payante, une analyse de la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) au sujet de la requête de Télécommunications CNCP et une allocution de M. Pierre-A. Deschênes, sous-ministre adjoint, à la conférence de Toronto. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; TELEVISION PAYANTE; COMMUNICATION PAR SATELLITE; RADIODIFFUSION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; CONFERENCE INTERPROVINCIALE; TELECOMMUNICATIONS CN/CP; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

333 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. **Impact économique des politiques fédérales en communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — [55] f., pagination multiple ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse de politiques et de programmes fédéraux des secteurs de la téléphonie, de la radio-télévision, de la presse écrite et du cinéma, susceptibles d'avoir une influence sur l'économie du Québec. Pour le secteur de la téléphonie, les dossiers analysés sont ceux concernant l'impôt fédéral des entreprises de téléphone, le fonctionnement du réseau téléphonique transcanadien et la québécisation des activités de Bell Canada. Dans le secteur de la radio-télévision, ont été retenues: la politique de développement de Radio-Canada, les politiques relatives au contenu canadien sous les aspects de production et de traduction d'émissions et de production publicitaire, les politiques de développement de la radio-télévision sous l'aspect régional et l'impact du développement de la télédistribution. Pour le secteur de la presse écrite, les politiques analysées sont celles des tarifs postaux, de l'exemption de la taxe de 12% sur le papier journal et de la loi C-58 (déduction des coûts de publicité des annonceurs pour fin d'impôt). Enfin, les politiques relatives aux investissements du Secrétariat d'Etat et à la régionalisation de l'Office national du film du Canada et de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (SDICC) ont fait l'objet d'analyses. (S. Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; ANALYSE ECONOMIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; CANADA; QUEBEC

334 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS. **2ème conférence fédérale-provinciale des ministres responsables des Communications (2ème partie et fin) : 15 et 16 juillet 1975, Ottawa : revue de presse spéciale.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 153 p. : photogr. ; 28 cm.
Direction des communications : F-1217

Les articles sont tirés principalement des grands quotidiens francophones du Québec. Dans le cadre de cette 2e conférence, le Québec, représenté par le ministre Jean-Paul L'Allier, entend maintenir ses positions souverainistes. Les revendications du Québec portent fondamentalement sur le partage des pouvoirs juridictionnels. Les dossiers à l'ordre du jour ont trait à la reconnaissance des pouvoirs de la Régie des services publics en matière de téléphone et de câblodistribution, à la récupération des impôts versés par les compagnies de téléphone du Québec et à l'attribution de permis pour l'exploitation des stations de radio-télévision locales à l'intérieur des provinces. La rigidité du gouvernement fédéral dans le maintien des droits constitutionnels entraîne le mécontentement et le retrait du Québec de la Conférence. L'option de souveraineté culturelle est remise en question. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; SOUVERAINETE DE L'ETAT; TELECOMMUNICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE; QUEBEC

335 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS. **Conférence fédérale-provinciale des ministres des Communications tenue à Ottawa les 29 et 30 novembre 1973 : revue des média, période : du 9 juillet 1973 au 8 décembre 1973.** — Québec : Ministère des Communications, Service des communications, 1973. — 164 f. : photogr.; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Articles tirés de quotidiens et d'hebdomadaires et bulletins de nouvelles de stations de radio et de télévisions diffusés au cours de la période du 9 juillet au 8 décembre 1973. Le ministre Jean-Paul L'Allier représente le Québec à la Conférence. La position du Québec est examinée. Le Québec attend du gouvernement fédéral qu'il accepte de négocier dans l'ensemble des secteurs de communication pour élaborer sa stratégie de souveraineté culturelle. Les revendications portent notamment sur l'obtention d'une pleine

juridiction sur la câblodistribution, sur la radio-télédiffusion et sur les sociétés exploitantes de télécommunications. Un plan d'aménagement des juridictions est suggéré. La déclaration du ministre québécois à la Conférence est annexée. (S.Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; SOUVERAINETE DE L'ETAT; TELECOMMUNICATION; QUEBEC; CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE

336 SILVERMAN, S. N. **Communications and industrial strategies : perspectives on selected provincial orientations.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 111 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10237-1.
Direction de la planification et de la recherche

L'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie britannique ont dû réorganiser leur système de communication en fonction des nouvelles technologies et réalités socio-économiques. Cette réorganisation est très importante pour le développement industriel des prochaines années. Une étude province par province et une évaluation comparative de leur réussite dans cette réorganisation permet de conclure sur des points importants pour la réussite du Québec dans le développement de cette interface entre son système de communication et sa stratégie industrielle. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications : un futur simple?* (MCQ, 1983) (D. T.)

SYSTEME DE COMMUNICATION; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; CANADA; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

620 Culture. Culture populaire. Culture de masse

337 FLEURY, Maurice; NADON, Gabriel. **L'information des minorités franco-canadiennes et les mass media québécois.** — Québec : Association canadienne d'éducation de langue française, 1980. — 189 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Pour les francophones hors Québec, l'écoute de la télévision de langue française (40%) et de la radio de langue française (en moyenne 28%) se révèle plus importante que la lecture de la presse écrite (16%) et des hebdos dans la même langue. La presse de langue anglaise supplante la presse de langue française, et ce probablement en raison de la proximité avec le milieu. L'hebdomadaire régional constitue donc une alternative valable au problème de la nouvelle écrite régionale destinée aux francophones. Par ailleurs, les presses radiophonique et électronique (TV) ont beaucoup plus de possibilités d'adaptation que la presse écrite en milieu minoritairement francophone. De nombreux tableaux appuient le propos. En annexe, le questionnaire qui avait pour but de recueillir les données relatives à l'intérêt que portent les francophones vivant en territoire canadien hors Québec aux sources québécoises d'information. (S. Be.)

GROUPE MINORITAIRE; LANGUE FRANCAISE; MEDIAS DE MASSE; SOURCE D'INFORMATION

338 GAUTHIER, Raymond. **Les Fransaskois et les médias électroniques : rapport présenté à l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan.** — [Québec : Ministère des Communications], 1980. — circa 400 p. : cartes, tableaux, graph.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le but de cette étude est d'élaborer un plan d'ensemble de développement des médias électroniques en Saskatchewan, en fonction des besoins des francophones. La première partie, de nature descriptive, comporte 4 volets. Un portrait socio-économique des Fransaskois comprend des données sur le comportement général face aux médias et les besoins exprimés. Une présentation des associations regroupant les Fransaskois (structure, orientation, mode de subvention) souligne le rôle de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC). Un inventaire des ressources en communication et des intervenants qui peuvent avoir un impact sur ces ressources est fourni. La 2e partie analyse les 4 volets décrits précédemment. La troisième partie porte sur l'élaboration d'un plan de développement, qui comporte une liste de 83 moyens d'actions s'articulant autour de 2 buts principaux: l'augmentation de la programmation en français, la création d'un outil de reconnaissance culturelle par la production de programmes authentiquement saskatois. 27 annexes. Bibliogr.: pp. 211-212. (S.Be.)

GROUPE MINORITAIRE; MEDIAS ELECTRONIQUES; LANGUE FRANCAISE; PLAN DE DEVELOPPEMENT; SASKATCHEWAN

630 Opinion publique. Sondage d'opinion

339 ALLAIRE, Denis; PAYETTE, Maurice; CHARVEST, Jacques; PELLETIER, Ginette. **Le consommateur sherbrookois de câblodistribution.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1978. — 205 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse d'une sondage sur les attitudes du consommateur sherbrookois en matière de câblodistribution. L'enquête a été réalisée au moyen d'un questionnaire s'adressant aux chefs de famille, abonnés ou non-abonnés. Un total de 309 personnes ont répondu au questionnaire. Une pré-enquête a servi à déterminer les variables du sondage. Celles-ci ont trait aux habitudes de consommation (abonnement, écoute), à l'importance du câble (nécessité du service, participation), aux motivations de l'abonné, à son degré de satisfaction et d'information. Le processus d'analyse s'appuie sur une méthode corrélationnelle. Une synthèse de l'analyse permet de dégager quelques constats: 1) le Sherbrookois est un consommateur important de la télévision par câble; 2) il désire avant tout se payer une grande variété de programmes; 3) il présente des caractéristiques qui lui sont propres. En dernière partie, les auteurs effectuent un retour critique sur la démarche et donnent les perspectives d'avenir. (S. Be.)

TELEVISION PAR CABLE; TELESPECTATEUR; RECHERCHE SUR LES ATTITUDES; SHERBROOKE

340 BENNETT, Roger; CALANTONE, Roger; DARMON, René. **La câblodistribution et les personnes âgées.** — [s.l.] : [s.n.], 1979. — 217 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette recherche, entreprise dans le cadre du programme d'action concertée sur la câblodistribution, a pour objectif principal de mieux comprendre les besoins, les préférences et les comportements des personnes âgées envers la télévision et les différents types de programmes télévisés. Cette étude a été faite au moyen de 5 entrevues de groupes et de 165 entrevues individuelles en profondeur auprès de personnes âgées de plus de 65 ans, prises dans la région de Montréal et dans celle de St-Jean (Québec). L'analyse des résultats (présentés pp. 11-65) fait ressortir, entre autres éléments que la télévision joue un rôle important dans la vie des personnes âgées et que leurs programmes préférés sont les nouvelles et actualités, les sports, les programmes familiaux et musicaux. Des différences relatives au groupe linguistique, au lieu de résidence et au sexe sont apportées. En annexe: le projet de recherche, le questionnaire (versions française et anglaise), les protocoles des 5 entrevues de groupe. 3 réf. bibl. (N. T.).

TELEVISION; PERSONNE AGEE; HABITUDE D'ECOUTE

341 CARON, André H; PAYNE, D; GENDRON, Harold; BERUBE, Joanne; BOHEMIER, Manette; MAYRAND, Chantal. **Les mass média et l'imagerie politico-culturelle des Québécois : une étude pré-expérimentale sur l'influence de la câblodistribution.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — iii-158 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude prospective sur la télévision par câble visant à vérifier l'influence des contenus télévisuels étrangers et autochtones sur l'imagerie politico-culturelle des Québécois. Plus de 800 répondants ont été interviewés afin de comparer les réponses des abonnés et non abonnés aux services de télédistribution dans la région du Bas-St-Laurent. Les questions portaient principalement sur le niveau de connaissance de l'actualité politique, les sources d'information, la perception du Québec et des pays étrangers, la préférence pour certains biens culturels. Bibliogr.: ff. 117-120. (N. T.)

TELEVISION PAR CABLE; RECHERCHE SUR LE PUBLIC; INFLUENCE CULTURELLE; TELESPECTATEUR

342 CASTELLANI, Christian; MYRE, Réjean. COGEM INC. **Etude sur la télévision sélective et payante.** — Montréal : COGEM Inc., [1982?]. — 172 p. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

Sondage effectué auprès de la population québécoise, abonnée au câble et auditrice de TVFQ 99, dans le but d'évaluer le potentiel d'une programmation à contenus spécialisés et les intentions d'achat des utilisateurs actuels. Une grille de 500 programmes (400 français et 100 canadiens), regroupés en 5 catégories selon leur thème ont été diffusés selon 3 modes: 1. en mode programmé (TVFQ 99), 2. en mode autoprogrammé (sélection sur demande), 3. en mode répétitif (modèle caroussel). La collecte des données s'est faite au moyen de carnets d'écoute, de questionnaires distribués aux participants, de discussion tenues dans les villes choisies. Le rapport comporte la description des données recueillies en fonction des objectifs spécifiques, un éventail des faits saillants, un exposé des hypothèses et conclusions de même qu'une analyse détaillée des résultats. En annexe, un rapport qualitatif expose les résultats et commentaires du sondage en ce qui a trait aux habitudes d'écoute des auditeurs, au contenu et aux modes de diffusion des programmes ainsi qu'aux intentions d'achat. (S. Be.).
TELEVISION PAR CABLE; PROGRAMME DE TELEVISION; ETUDE DE MARCHE; TELEVISION PAYANTE; TVFQ-99

343 CHATILLON, Guy; BAILLARGEON, Gérald. **Projet câblo-mesure : rapport final.** — [s.l.] : [s.n.], 1972. — 70 f : tableaux : 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résultats de sondages d'opinions auprès des abonnés du câble de la ville de Grand-Mère concernant la diffusion d'une série d'émissions de télévision à caractère communautaire. Trois sondages ont été effectués. Le premier sondage (par téléphone) mesure la cote d'écoute et l'intérêt, et recueille des renseignements sociologiques sur l'ensemble des abonnés. Le 2e sondage (par entrevue) vise à connaître la motivation des auditeurs fidèles à la programmation. Le 3e sondage apporte des précisions sur les caractéristiques de l'auditoire. Questionnaires en annexe. (S.Be.)
TELEVISION COMMUNAUTAIRE; TELEVISION PAR CABLE; ABONNE; OPINION; GRAND-MERE

344 DIONNE, Hugues; GIGUERE, Rita; DELISLE, Robert; JEAN, Bruno; LAFONTAINE, Danielle; LEVESQUE, Benoît. **Consommation des mass média et information : câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie : étude des cas de Longueuil et Rimouski.** — Rimouski : Université du Québec à Rimouski, 1981. — XIV-614 p. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude vise principalement à vérifier l'impact de la télédistribution sur les habitudes d'écoute des médias, et plus particulièrement de la télévision, d'auditeurs habitant le centre (Longueuil) et la périphérie (Rimouski) au Québec. L'enquête s'articule autour de 7 hypothèses ayant trait aux motifs d'abonnement, au temps consacré à l'écoute des médias en général et de la télévision en particulier, et au niveau d'information des auditeurs en fonction de 3 variables: le fait d'être abonné ou de ne pas l'être, la région habitée et la classe sociale. L'enquête a été menée simultanément sur 2 terrains (Longueuil et Rimouski) et a rejoint 1 600 personnes. Trois instruments d'enquête ont été utilisés: 1. un questionnaire portant sur les motifs d'abonnement au câble et sur les préférences des médias; 2. un carnet d'utilisation des divers médias pour une période d'une semaine; 3. un deuxième questionnaire sur la connaissance des actualités diffusées au cours de la semaine. Un exposé des faits saillants donne les principales conclusions pour chacune des parties. Etude réalisée dans le cadre du programme d'Action concertée sur la câblodistribution. 3 annexes. Bibliogr.: pp. 609-614. (S. Be.).
TELEVISION PAR CABLE; MEDIAS DE MASSE; HABITUDE D'ECOUTE; RIMOUSKI; LONGUEUIL

345 DUSSART, Christian; PELLETIER, Robert; PIERROT, Colette. **La télévision payante : étude exploratoire auprès d'adultes québécois francophones.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1977. — 76 p. : ill., tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Quelles sont les attitudes et les opinions des consommateurs de télévision québécois concernant la télévision payante? En vue de répondre à cette question, la technique de l'entrevue de groupe est utilisée pour mesurer le degré de connaissance moyen de cette innovation, pour évaluer les premières réactions affectives, pour cerner l'attitude globale du consommateur face à l'utilisation concrète de ce système. Les résultats de l'enquête concernent des opinions sur les tarifs, les modes de paiement, la programmation, le contrôle institutionnel et les procédures d'utilisation. Des précisions méthodologiques sont données en annexe. (D. T.)
TELEVISION PAYANTE; OPINION

346 GIROUX, Daniel; ROUSSEAU, Maria. **Analyse des habitudes d'écoute de la radio et de la télévision des 9 régions administratives du Québec.** — [Québec] : Ministère des communications, 1976. — 118 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction du développement des médias

Les données de l'enquête sont présentées en 3 temps: 1) nombre de stations écoutées, heures d'écoute, disparités régionales, écart avec la moyenne nationale; 2) le partage de la consommation des programmes entre stations locales et non-locales; 3) la consommation de programmes selon la langue. Des commentaires font état des causes et conséquences découlant des observations cumulées. Des tableaux comparatifs regroupent l'ensemble des données régionales pour chacun des médias. En guide de conclusion, on constate: des écarts régionaux importants quant au choix de stations écoutées et regardées; que le nombre de stations radiophoniques accessibles produit un effet sur la popularité du média tandis que la consommation de programmes télévisés est généralement plus élevée dans les régions où le nombre de stations est restreint. De façon générale, les auditeurs sont fidèles à leurs stations locales dans une proportion atteignant les 60%. L'écoute de la radio à Montréal présente un déséquilibre linguistique important (rapport pourcentage des heures d'écoute en français sur le pourcentage de la population francophone). La même situation se fait sentir pour l'écoute de la télévision. La région de l'Outaouais est celle qui éprouve le plus grand déséquilibre linguistique pour la télévision. Les données de base de cette enquête ont été puisées dans un rapport du Bureau of Broadcasting Measurement (BBM). (S. Be.)
RADIO; TELEVISION; HABITUDE D'ECOUTE

347 LABRIE, André; CLOUTIER, Daniel. **Analyse documentaire des perceptions des Québécois en matière de communications.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 109 p. pagination multiple : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10225-8.
Direction de la planification et de la recherche

Dans la première partie on présente les résultats du sondage OMNIBUS du Centre de recherche en opinion publique (CROP) sur les perceptions des Québécois en matière de téléphonie (tarifs et services), de radio et de télévision (habitudes d'écoute, contenus), de télédistribution (chaînes américaines), de presse écrite (habitudes de lecture), de publicité et de loisirs. En général, les citoyens du Québec semblent plus réceptifs que l'ensemble du Canada à une intervention gouvernementale en matière culturelle. La seconde partie est une synthèse de 46 sondages d'opinion réalisés entre 1969 et 1982 et portant sur les habitudes de consommation des québécois en matière d'équipements et de services de communications: télévision, télévision payante, radio, médias écrits, téléphone, matériel informatique. Un tableau regroupant les données de base des sondages exploités figure en annexe. 55 réf. bibl. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)
MEDIAS; CONSOMMATION DE MASSE; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; PUBLIC; ACTIVITES DE LOISIR; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

348 LAPLANTE, Marc. **Le télécâble Vidéotron de St-Jérôme et son public : rapport d'enquête septembre-octobre 1975.** — [s.l.] : [s.n.], [1975]. — 175 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Enquête auprès des abonnés de Télécâble Vidéotron à St-Jérôme dans le but de définir le profil socio-économique de la clientèle, ses habitudes d'écoute, ses attentes et son degré d'appréciation des services offerts. Les données relatives au profil socio-économiques et aux habitudes d'écoute ont été obtenues au moyen d'un carnet d'écoute remis à 333 personnes. Par ailleurs, 14 ménages ont été retenus pour répondre à une entrevue. L'appréciation des services et de la programmation a été faite à partir d'enregistrements des

appels téléphoniques des abonnés sur une période de 3 semaines. Un bilan sommaire de l'enquête révèle: 1. que les habitudes d'écoute des abonnés à Vidéotron ne diffèrent pas de celles de la population en général, 2. que les téléspectateurs choisissent de s'abonner au câble en raison d'une programmation plus variée, 3. que leurs intérêts premiers portent sur les programmes de divertissement, 4. que leur intérêt pour les canaux communautaires est minime, 5. que l'originalité de l'approche de Vidéotron leur échappe complètement (service de télévision sur demande, canaux messages, etc.). (S. Be.).

TELEVISION PAR CABLE; ABONNE; HABITUDE D'ECOUTE; SAINT-JEROME; VIDEOTRON

349 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIA. **Sondage sur les effets de la non-publication des quotidiens La Presse et Montréal-Matin : résumé.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1978. — 23 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résumé d'un sondage effectué par le Service de développement des media, du Ministère des communications du Québec, en décembre 1977, dans le but d'évaluer l'impact sur les Montréalais francophones de l'absence de 2 sources importantes d'information écrite, d'analyser les comportements de lecture des lecteurs des 2 journaux concernés après plusieurs semaines de non-publication de ces quotidiens, et d'établir les bases d'une recherche ultérieure sur les habitudes de lecture des Québécois. Le sondage téléphonique a été effectué par CROP entre le 13 et 20 décembre 1977 auprès de 688 francophones âgés de 15 ans et plus résidant dans la région métropolitaine de Montréal. Les résultats du sondage indiquent, entre autres choses, que la proportion des non-lecteurs de quotidiens est passée de 22% avant le début du conflit à 40% en décembre 1977, et qu'au moment du sondage, la moitié des lecteurs de *La Presse* lisaient le *Journal de Montréal* alors que les deux tiers des lecteurs du *Montréal-Matin* choisissaient ce quotidien. En annexe, le texte du questionnaire. 9 tableaux. (V. H.).

QUOTIDIEN; HABITUDE DE LECTURE; CONFLIT DU TRAVAIL; EFFET SUR LE PUBLIC; PRESSE, LA; MONTREAL-MATIN; MONTREAL

350 WINDAL, Pierre M.; WINDAL, Dominique A.. **Abonnés au câble versus non-abonnés : attitudes, comportement d'écoute et perception de la télévision.** — [Sherbrooke : Université de Sherbrooke], 1980. — 257 f. : tableaux, graph., cartes; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résultats d'une enquête, effectuée dans le cadre de l'Action concertée câblodistribution, sur les motivations d'abonnement ou de non-abonnement, sur la satisfaction des abonnés et sur le comportement d'écoute des téléspectateurs. L'enquête vise principalement à identifier les attitudes et les comportements qui distinguent les abonnés des non-abonnés, afin de préciser la stratégie de pénétration du câble. L'enquête a été réalisée au moyen d'un questionnaire distribué à 700 téléspectateurs des régions urbaines de Montréal, Sherbrooke et Québec. Les résultats les plus marquants révèlent que le coût de l'abonnement ne constitue pas le principal motif de non-abonnement, le manque d'intérêt pour la télévision et la médiocrité du service constituant les principales raisons. Les facteurs structurels tels la localisation géographique, le type d'habitation et la durée de séjour se sont révélés les critères les plus discriminants. Par ailleurs, les facteurs socio-démographiques (revenu, niveau de scolarité, bilinguisme) jouent un rôle crucial dans la décision d'abonnement. Le taux de satisfaction face au câble dépasse les 50%. Il est fonction du nombre d'heures d'écoute, de la compréhension de l'anglais, de l'âge et du style de vie de l'abonné. Les abonnés de Montréal et Sherbrooke sont prêts à subir des hausses de tarifs plus considérables que ceux de Québec. Cette distinction entre les 2 groupes se vérifie à plusieurs niveaux. 24 annexes. (S.Be.)

TELEVISION PAR CABLE; ABONNE; COMPORTEMENT; MOTIVATION; HABITUDE D'ECOUTE

640 Presse. Agence d'information. Livre

351 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : médias écrits-édition.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 76 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02375-7.
Direction de la planification et de la recherche

On constate que la recherche de base sur les médias écrits et l'édition au Québec est quasi inexistante ou du moins insuffisante. Quelques centres de recherche mènent des expériences de recherche et développement (R/D) sur les médias écrits dans les domaines suivants: édition de textes (Micom, Aes Data), bases de données documentaires, banques d'information, vidéotex, communication scientifique, traduction assistée par ordinateur, graphisme assisté par ordinateur. Pour ce qui est de l'édition, aucune expérience significative n'a jusqu'à maintenant été réalisée. Les besoins de R/D du Québec se situent entre autres dans les domaines de l'adaptation du logiciel, du développement de progiciels pour la bureautique, d'études des impacts des nouveaux services, d'études techniques. Recommandations. Cinq annexes. 8 réf. bibl.

MEDIAS IMPRIMES; EDITION; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; VIDEOTEX; TRAITEMENT DE TEXTES; BATIR L'AVENIR

352 **La maison centrale du livre de Culemborg.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale de l'édition, 1974. — 41 f.: photogr.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La Maison centrale du livre (Centraal Boekhuis) constitue le réseau national de distribution de livres au Pays-Bas. Elle consiste en une association d'entreprises qui assument les fonctions de dépôt et de transport des livres entre l'éditeur et le libraire. Les activités de la Maison sont détaillées. Un compte rendu d'une visite du bâtiment administratif et des locaux d'exploitation est présenté. (S.Be.)

SYSTEME DE DISTRIBUTION; LIVRE; CENTRAAL BOEKHUIS

353 DALPHOND, Claude-Edgar; PELLETIER, Michel. **La presse écrite au Québec : portrait et perspectives d'avenir.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 143 p. pagination multiple : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10217-7.
Direction de la planification et de la recherche

Les éditeurs de journaux et de périodiques au Québec ont pu, de 1980 à 1982, soit maintenir leur position, soit assurer à leurs entreprises un développement modeste mais constant. Depuis 1960, le tirage des quotidiens progresse à raison de 1% par année et celui des hebdomadaires de 3%; quant à la presse périodique d'information générale et spécialisée, qui était quasi-inexistante il y a 20 ans, elle obtient un tirage supérieur à 3 millions d'exemplaires. De 1977 à 1982, les revenus ont augmenté de 7% à 15% selon les catégories. Bien que l'industrie de la presse quotidienne connaisse quelques difficultés, la concentration de la propriété, la croissance modérée des tarifs publicitaires, la diminution du personnel contribuent à maintenir la rentabilité de ce secteur industriel. Compte tenu de différents facteurs, les perspectives d'avenir de la presse demeurent bonnes; la progression du coût de la main-d'oeuvre suscite cependant certaines interrogations. L'informatisation des procédés de production, de cueillette et de diffusion de l'information présente certains avantages (réduction des coûts, amélioration de la qualité du produit et du service) et certains inconvénients (restructuration des entrepnses de presse, modification du travail des journalistes). Bibliogr.: pp 34-35, 94-99. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications (1983). (S. Be.)

PRESSE; INFORMATISATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

354 DE GRANDPRE, Pierre; DUBE, Charles-Henri; DUBREUIL, Jean-Paul; LAURENT, Edouard; PERIN, René. **Rapport sur la distribution des périodiques et du livre de poche au Québec.** — Québec : Editeur officiel du Québec, 1976. — 86 f. : tableaux ; 28 cm.
Bibliothèque administrative

Le comité interministériel formé a identifié 4 problèmes principaux dans le système de distribution des imprimés au Québec: l'accessibilité inégale pour les citoyens des diverses régions du

Québec aux médias imprimés, la sous-représentation de l'offre d'imprimés de langue française par rapport à ceux de langue anglaise, la faiblesse des entreprises québécoises de distribution face aux menaces de mainmise étrangère, le faible développement de l'édition québécoise à cause du coût élevé de distribution. Selon le comité, une intervention gouvernementale s'impose dans ce domaine comme dans celui des autres industries de biens culturels et doit relever à la fois de politiques économiques et culturelles. Le développement d'une véritable industrie québécoise de biens culturels constituerait la meilleure garantie de l'indépendance et du développement culturel des Québécois. Le comité recommande au gouvernement de considérer les activités économiques comportant un contenu culturel cvomme de véritables industries et, à ce titre, de contribuer à leur développement. A cet effet, il faudrait créer, au ministère des Affaires culturelles, une Direction générale de l'assistance technique aux industries oeuvrant dans les divers domaines de la culture, qui aurait pour mandat notamment: 1) de mettre en oeuvre un régime de subventions et d'assistance technique aux agences de distribution et aux éditeurs d'imprimés populaires dont la propriété est canadienne ou québécoise, pour défrayer la partie non rentable des opérations de distribution dans les régions éloignées du Québec; 2) d'élaborer un projet de loi des Sociétés coopératives des messageries pour encourager la rationalisation de la distribution, réduire les frais de distribution et permettre aux éditeurs québécois d'atteindre de plus forts tirages.
PERIODIQUE; LIVRE DE POCHE; SYSTEME DE DISTRIBUTION; DEVELOPPEMENT CULTUREL; DISTRIBUTION COMMERCIALE

355 GOUSSE, Claude. **Une agence de presse au Québec? nécessité, utilité et viabilité économique (rapport).** — Québec : Ministère des Communications, Service des communications, [1978]. — 56 p. : tableaux ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie fait l'état de la question sur les agences de presse à l'étranger et au Québec et évalue l'utilisation de celles-ci par les médias québécois et les besoins d'information. La deuxième partie présente l'étude de marché. Cette section analyse la demande, les revenus, les dépenses et l'organisation administrative d'une éventuelle agence de presse québécoise. La troisième partie présente les conclusions. Un deuxième volume comprenant les annexes est analysé séparément. (S. Be.)
AGENCE D'INFORMATION; BESOIN D'INFORMATION; SOURCE D'INFORMATION; ETUDE DE MARCHE

356 GOUSSE, Claude. MULTI-RESO INC. **Une agence de presse au Québec? nécessité, utilité et viabilité économique (rapport) : annexes.** — Québec: Ministère des Communications, Service des communications, [1978]. — xi-294 p. : tableaux ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Complétant le rapport du même titre, ces annexes fournissent les données détaillées ayant servi à la rédaction: a) bibliographie sur les agences de presse et bibliographie générale; b) l'Agence Presse Sud (APS); c) les agences de presse dans le monde et données sur la Presse Canadienne; d) méthodologie et tableaux se rapportant à l'utilisation des agences de presse au Québec et à l'information québécoise à l'étranger, à l'organisation comparée des médias de masse au Québec et dans le monde, à la demande d'une nouvelle agence de presse au Québec; e) exposé des coûts et recommandations technologiques relatifs à la création d'une agence de presse au Québec. Liste des responsables rencontrés et exemplaires du guide d'entrevue (marché primaire) et des questionnaires (marché secondaire et tertiaire). (N. T.)
AGENCE D'INFORMATION; PRESSE; UTILISATION DE L'INFORMATION

357 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **De la précarité de la presse ou le citoyen menacé : rapport.** — Québec : Ministère des Communications, [1977]. — 125 p. : tableaux ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La baisse globale du tirage des quotidiens québécois francophones est d'environ 200 000 exemplaires. La situation de la presse devient de plus en plus précaire et le citoyen se voit menacé dans son droit à l'information. Afin de suggérer au gouvernement des mesures de nature à garantir le droit du public à une information complète et diversifiée, on étudie la concentration de la presse, en France, au Canada anglais et au Québec. On retrace l'historique de la formation des groupes de presse au Québec, puis on examine les fusions, disparitions et naissances de journaux entre 1960 et 1977. Bibliogr.: pp. 112-125. (D. T.)
CONCENTRATION ECONOMIQUE; DROIT A L'INFORMATION; PRESSE; GROUPE DE PRESSE

358 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **La Documentation française et l'Editeur officiel du Québec : rapport 2.** — Québec : Ministère des Communications, 1974. — 22 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude des rapports commerciaux entre l'Editeur officiel du Québec et la Documentation française. Le chapitre 1 fait le point sur les modalités relatives au transport (remise et frais, douane), à l'abonnement, aux commandes, au choix des publications et aux "retours". Le chapitre 2 fait un rappel des principes de l'entente entre les 2 pays et expose une nouvelle avenue pour la diffusion hors-Québec des publications de l'Editeur officiel. Le chapitre 3 porte sur la librairie de la Documentation française. (S.Be.)
ECHANGE DE PUBLICATIONS; PUBLICATION OFFICIELLE; ACCORD COMMERCIAL; EDITEUR OFFICIEL DU QUEBEC; DOCUMENTATION FRANCAISE, LA

359 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS. DIVISION DES PUBLICATIONS. **Le quatrième pouvoir en question.** — Québec : Ministère des Communications, [1978]. — 59 p. : photogr. ; 22 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Condensé de 5 articles sur la presse parus dans *Antennes*, revue québécoise des communications. Les textes, extraits des numéros 5, 6, 7, 8 de la revue, sont signés par: Michel Vastel, "On demande des lecteurs"; Pierre Pourchelle, "Des lecteurs déserteurs"; Michel d'Astous, "Pour une presse régionale forte"; Pierre Pourchelle et Michel D'astous en collaboration, "L'initiative régionale à l'assaut des carences de l'information", "L'écriture de presse - de l'identité à l'inspiration d'une société". (S. Be.)
LANGUE FRANCAISE; PRESSE REGIONALE; LECTEUR; NON-LECTEUR

360 MORGAN, Janet; SPICER, Joanne. **La presse et l'état : la réglementation de la presse écrite dans douze pays occidentaux.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 411 p. ; 28 cm. — ISBN 2-551-04739-0.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A31 R43

Rapport dressant un tableau de la législation régissant la presse dans 12 pays: République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Norvège, Suède, Suisse. Dans un premier temps, on résume les termes des ententes et conventions internationales concernant la liberté d'expression et de communication et ses limites, ententes diverses auxquelles souscrivent les pays étudiés. Les différents thèmes suivants sont ensuite abordés: le droit à l'information, la liberté de la presse, la réglementation régissant la circulation et la publication de l'information officielle, le statut des journalistes, le secret professionnel, l'éthique journalistique, le droit de réponse et de rectification, la concentration de la presse et la propriété étrangère d'un journal, l'aide de l'état. Bibliogr.: pp. 403-471. Traduit de l'anglais par Suzanne Leatherbarrow. (N. T.)
DROIT A L'INFORMATION; PRESSE; LEGISLATION; AIDE DE L'ETAT; JOURNALISTE

361 MULTI-RESO INC. **La presse écrite au Québec : bilan et prospective.** — Québec : Ministère des Communications, Service des communications, 1977. — x-277 p. : graph., tableaux ; 30 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie de l'étude est l'analyse de contenu de 63 journaux québécois, quotidiens et hebdomadaires: source et traitement de l'information, espace publicitaire, espace rédactionnel. On présente ensuite des données sur la proportion du tirage total occupé par chacun des quotidiens du Québec pendant la pénode 1960-1976. L'analyse du tirage des hebdomadaires nationaux (1960-65) et régionaux ABC francophones (1970-1976) est également fournie. La pénétration des journaux par région est établie selon leur mode de distribution. Des données sur la lecture des quotidiens et de certains hebdomadaires sont également organisées par région. On fournit enfin un estimé des revenus et on établit pour chaque titre la compagnie de publication et le groupe financier. Des suggestions sont émises concernant les actions à entreprendre par le ministère des Communications du Québec (MCQ). En annexe: présentation

des groupes de presse, énumération des quotidiens et hebdos du Québec selon les diverses régions administratives, données statistiques et description des catégories de journaux étudiés. (S. Be.)
PRESSE; QUOTIDIEN; HEBDOMADAIRE; TIRAGE

362 SAVARD, Jean; VOYER, Pierre. **Revue de presse spéciale Commission Kent.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1981. — 378 p. : ill.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La Commission royale sur les quotidiens (Canada) est chargée d'étudier les effets de la concentration de la propriété de la presse écrite et des moyens de diffusion de l'information. Des audiences publiques donnent lieu à la présentation de mémoires par les organismes de presse. Des recommandations sont émises concernant l'intervention de l'Etat pour protéger le droit du public à l'information. Les articles sont tirés principalement d'une douzaine de quotidiens canadiens et québécois (février-août 1981). (S.Be.)
CONCENTRATION ECONOMIQUE; PRESSE; COMMISSION ROYALE SUR LES QUOTIDIENS

363 SOCIETE DE RECHERCHES EN SCIENCES DU COMPORTEMENT. **La distribution des journaux et des périodiques au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1979. — 2 vol. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse de l'état de la distribution des diverses catégories d'imprimés au Québec en fonction des facteurs de développement culturel, d'accessibilité et de participation de l'entreprise privée. Les catégories d'imprimés sont: les quotidiens, les périodiques de masse, les revues spécialisées , les hebdomadaires nationaux et régionaux. Les questions posées touchent principalement les intervenants (agents distributeurs) et les pratiques commerciales en fonction du mode de distribution (points de vente) et du territoire à couvrir. Dans les cas des revue spécialisées et des hebdos, des analyses de cas et des entrevues ont été effectuées. En regard des objectifs mentionnés, il appert que l'accès des citoyens à l'imprimé dépend d'un certain nombre de facteurs dont la distribution. Les facteurs d'évolution sont relatifs à la demande (segmentation du marché, concurrence des autres médias), à l'offre (goûts des lecteurs, politiques des éditeurs, concurrence étrangère) et aux modes de diffusion (mise en marché, publicité, distribution). Recommandations. 16 annexes. (S. Be.)
DISTRIBUTEUR; PERIODIQUE; JOURNAL; DISTRIBUTION COMMERCIALE

650 Cinéma

364 ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES. **Recherche sur la diffusion du long métrage et sur les considérations financières d'une nouvelle formule de visa favorisant le développement de l'industrie québécoise du cinéma.** — Montréal : Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1979. — 131 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude a comme point de départ les propositions contenues dans le document *Vers une politique du cinéma au Québec*, de la Direction générale du cinéma et de l'audiovisuel. On y évalue l'impact économique et culturel sur l'industrie cinématographique, de l'implantation d'une formule de visa dont l'objectif fondamental est de créer une masse monétaire pouvant servir au développement de l'industrie cinématographique et du cinéma québécois. En effet, les sommes générées par le visa seraient redistribuées à l'industrie selon 2 programmes d'aide incitative au développement, l'aide sélective et l'aide automatique. L'étude comprend aussi une recherche sur la diffusion du long métrage au Québec. (D. T.)
LONG METRAGE; INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE; PROGRAMME D'AIDE; DIFFUSION

365 HARDY, Denis. **Notes pour l'allocution du ministre des Communications Monsieur Denis Hardy à l'occasion du banquet d'ouverture du Congrès de l'Association des producteurs de films du Québec, Centre municipal des congrès, Centre Ville, Québec, le vendredi 9 avril 1976.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 30 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 H304

La loi sur le cinéma prévoit la création de 2 structures responsables de la politique cinématographique au Québec: la Direction générale du cinéma et de l'audio-visuel et l'Institut québécois du cinéma. Un contrat doit être conclu entre ce dernier et le ministre. Cette convention pourra être annuelle bien qu'un plan triennal soit souhaitable. Dans le secteur de la création, il est suggéré que le ministre envisage la possibilité de bourses d'études, de prix, de primes, de subventions et même la création d'une école de cinéma. En matière de production, l'Institut québécois du cinéma devrait se préoccuper des problèmes de doublage et de sous-titrage, ne pas engager toutes les ressources dans le financement de longs métrages dramatiques mais s'intéresser plutôt aux films et séries de télévision, aux courts métrages et aux longs métrages pour enfants. Dans les secteurs de la distribution et de l'exploitation, une stratégie de pénétration des marchés étrangers devrait être développée; on devra se pencher sur la question de l'accessibilité de l'ensemble des citoyens à un cinéma de qualité et envisager favorablement la possibilité d'un regroupement des exploitants indépendants.
INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; INSTITUT QUEBECOIS DU CINEMA; QUEBEC

366 HOULE, Michel. **Evolution de l'industrie de la production cinématographique indépendante.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 24 p. : 12 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12520-7.
Direction de la planification et de la recherche

La situation de l'industrie de la production indépendante au Québec en 1983-1984 est décrite à partir de données sur le nombre d'entreprises, leur statut légal, leur taille, leurs revenus, le nombre d'employés et le nombre de productions. La participation des télédiffuseurs privés au financement des productions indépendantes est étudiée ainsi que le rôle de Téléfilm Canada. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (N.T.)
PRODUCTEUR DE FILM; ENTREPRISE PRIVEE; PRODUCTION INDEPENDANTE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

367 LAGUEUX, Michèle; CHARRON, Danielle. **Le doublage.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 24 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-12425-1.
Direction de la planification et de la recherche

L'Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision (AQITCT) regroupe la majorité des studios de doublage et de postsynchronisation ainsi que des maisons d'optique du Québec. Les 8 sociétés membres sont présentées. Les aspects économiques et culturels du doublage sont ensuite abordés. Les importations et exportations de production doublées entre le Canada et la France sont disproportionnées, répercussion des mesures législatives imposées par la France; l'historique des pourparlers avec la France sur cette question est retracé. On décrit enfin la situation des distributeurs et télédiffuseurs canadiens et le cas du doublage des coproductions. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 6 réf. bibl. (N.T.)
DOUBLAGE; FILM; PROGRAMME DE TELEVISION; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

368 LAMONDE, Yvan; HEBERT, Pierre François. **La statistique du cinéma au Québec (1896 à nos jours).** — [s.l.] : [s.n.], 1980. — 320 p. : 182 tableaux, 42 graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'histoire du cinéma au Québec est retracée à partir de séries statistiques portant sur l'exploitation commerciale, la distribution, la production et la consommation de films. Deux époques sont identifiées: avant et après 1930. Les besoins de la statistique cinématographique sont évoqués, des sujets de recherche sont identifiés. Deux annexes: 1) démarche documentaire et avertissement méthodologique; 2) liste des salles de vaudeville et de vues animées à Montréal de 1896 à 1920. (S.Be.)
FREQUENTATION; SALLE DE CINEMA; PRODUCTION DE FILM; HISTOIRE DU CINEMA; DISTRIBUTION COMMERCIALE

369 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL. **Pour une politique du cinéma au Québec**. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1978. — 324 f., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude préliminaire au développement d'une politique du cinéma, examine la situation passée et présente du cinéma québécois. Les problèmes et besoins du cinéma québécois sont passés en revue. On s'attarde ensuite aux lois régissant le cinéma et à leur refonte éventuelle. Des éléments de solution pour le secteur public et le secteur privé sont proposés. On trouve en annexe, une liste chronologique des longs métrages québécois (1937-1978). (D. T.)

CINEMA; INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

370 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL. **Vers une politique du cinéma au Québec : document de travail**. — Québec : Ministère des Communications, [1978]. — 213 p. : tableaux ; 21 cm.
Direction de la planification et de la recherche

On analyse la situation de l'industrie cinématographique québécoise, d'abord par une synthèse de type historique des aspects économique, politique et culturel du cinéma au Québec, puis par une description de l'état socio-économique actuel des divers secteurs du cinéma. L'analyse conduit à une identification des besoins, des éléments de solution et des actions à entreprendre dans les secteurs public et privé. Les insuffisances de la loi sur le cinéma de 1975 sont mises en évidence et la nécessité d'une loi-cadre qui embrasse l'ensemble des activités de l'univers cinématographique est évoquée. Une liste de recommandation, une annexe sur le cinéma et la fiscalité, une liste des longs métrages québécois de 1937 à 1978, un lexique des principaux sigles utilisés et une bibliographie complètent le document. (D. T.)

INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE; CINEMA; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

660 Radio et télévision

371 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : radio-télévision**. — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 65 p. : ill. ; 28 cm. — ISBN 2-550-02374-9.
Direction de la planification et de la recherche

Au moins 40% des radios sont déficitaires. Pour survivre, les radios locales ou régionales doivent s'affilier aux grands réseaux, ce qui a pour effet de réduire la part de contenu régional. Les revenus publicitaires ont quasi doublé au cours de la période 1975-1979 tandis que les bénéfices diminuaient de 19%. Les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en radio sont inefficaces ou inutiles; les politiques québécoises peu articulées ou inexistantes. Pour la télévision, on constate un transfert de l'écoute francophone vers les stations anglaises. Les ressources humaines dans le domaine de la production sont limitées. Le Québec n'exporte pas ou peu de ses productions audio-visuelles. Une fragmentation des auditoires est à prévoir avec la venue de la télévision payante et des nouvelles technologies. La recherche en radio-télévision au Québec se caractérise par une absence de concertation entre les divers intervenants. La recherche et le développement en radio-télévision doit s'articuler autour de questions économiques (coûts de production, études de marché) culturelles (production, création) politiques (réglementation) et sociale (comportement du public). (S. Be.)

TELEVISION; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; RADIO; INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION; BATIR L'AVENIR

372 **La radio au Québec**. — [s.l.] : [s.n.], [1975?]. — 262 f. : 43 tableaux, 7 graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans un premier temps, les grandes lignes de l'industrie de la radio canadienne sont tracées; l'évolution de la valeur de la production et la répartition des revenus èt de la main-d'oeuvre sont présentées. Les lois qui sous-tendent la conception d'un contenu publicitaire sont passées en revue. Les principes de l'offre et de la demande et de la concurrence entre les médias sont exposés. On trace ensuite un portrait de la situation financière des stations de radio privées et publiques canadiennes. Un bilan des revenus et opérations de 3 stations pour l'année 1971 est annexé. On dresse un inventaire des postes de radio sur le territoire du Québec: localisation et propriété, taux de pénétration et concentration. L'action du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) face à l'attribution de licences MF, le dossier de la radio à Montréal et les principes directeurs de la radio communautaire, constituent les 3 volets d'une 2e partie sur les aspects culturels de la radio. En conclusion, le développement accéléré de l'industrie de la radiodiffusion privée marque un déséquilibre au niveau du service à la communauté et présente une atteinte à la culture québécoise. Une intervention de l'Etat québécois s'avère souhaitable. Bibliogr.: pp. 260-262. (S.Be.)

STATION DE RADIO; CULTURE; ECONOMIE

373 **Rapport du comité de travail du C.M.P.D.C. sur le développement de Radio-Québec**. — Québec : Editeur officiel du Québec, 1979. — 67 p. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : A11 D35 A29 R33

A la suite des événements entourant le développement d'une politique de régionalisation de Radio-Québec, un groupe formé de fonctionnaires du gouvernement du Québec et de représentants de Radio-Québec s'interroge sur les différents aspects de développement futur de Radio-Québec. L'étude porte sur des questions relatives au développement, au concept de mission éducative, à la régionalisation (processus, modalités techniques et aspects financiers), aux possibilités d'intervention dans le domaine de la radio, aux relations entre Radio-Québec et le gouvernement du Québec. Le groupe soumet des recommandations pour chacun des points soulevés. Bibliogr.: pp. 64-67. (S. Be.)

POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT; RADIODIFFUSION REGIONALE; RADIO-QUEBEC

374 **Recueil de textes sur la radio au Québec**. — [s.l.] : [s.n.], [197s?]. — 3 vol. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Quelques 180 articles tirés de revues spécialisées et de journaux en majorité de langue française et d'origine québécoise, sont regroupés: volume 1 1941-1970, volume 2 1971-1975, volume 3 1976-1978. La programmation, la production, la propriété, le financement, le personnel, la radio éducative, la radio communautaire, les cotes d'écoute et l'historique de la radio au Québec constituent les principaux points couverts. (S.Be.)

FINANCEMENT; PRODUCTION; RADIO; CHOIX DE PROGRAMME; ETENDUE DU PUBLIC

375 BEAUCHAMP, Colette. **Rapport sur les politiques de services et de développement de la Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 46 p. pagination multiple ; 28 cm. — ISBN 2-550-10205-3.
Direction de la planification et de la recherche

Compte tenu de ses besoins modestes en équipement de transmission et de production, il appert que la Société Radio-Québec n'est pas en mesure de jouer un rôle déterminant dans le développement de l'industrie manufacturière électronique québécoise. Par contre, la politique de Radio-Québec vise à favoriser la coproduction de programmes, ce qui contribue au développement de l'industrie québécoise de production de films et de programmes de télévision. Pour des raisons d'ordre culturel et financier Radio-Québec n'entend pas augmenter la vente de ses programmes à l'étranger pas plus qu'elle ne prévoit expérimenter de nouvelles technologies comme le vidéotex. 5 annexes. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; POLITIQUE DES PROGRAMMES; RADIO-QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

376 BERTRAND, Jean-François. **Déclaration du ministre des Communications M. Jean-François Bertrand : la télévision payante au Québec, Québec, le 3 février 1983**. — [s.l.] : [s.n.], 1983. — 13 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1983, B

A la lumière des événements qui ont marqué le débat de la télévision payante sur la scène fédérale-provinciale, le Québec réitère sa

position en faveur d'une compétence exclusive en matière de programmation et d'attribution de permis. A la suite d'une décision d'un certain nombre d'entreprises de télévision payante de passer outre l'ordonnance rendue par la Régie des services publics, le Québec entend entreprendre des actions concrètes. (S.Be.)

TELEVISION PAYANTE; POUVOIR JURIDICTIONNEL; REGIE DES SERVICES PUBLICS; QUEBEC

377 BERTRAND, Jean-François. **L'improvisation et l'incohérence sont à la base de la politique fédérale en matière de télévision : déclaration du ministre des Communications du Québec Jean-François Bertrand, Québec, le 10 avril 1984.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 9 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, G

A la suite de l'annonce simultanée de la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) d'accorder des permis pour l'ouverture de 2 canaux spécialisés en langue anglaise et de l'approbation du ministre fédéral des Communications en faveur d'une deuxième chaîne privée de télévision francophone, le ministre québécois exprime son étonnement et son indignation. Le Québec craint, d'une part, que l'ouverture des canaux spécialisés viennent accentuer le phénomène de transfert d'écoute vers les stations anglophones; d'autre part, le Québec conteste l'interprétation abusive que tire le Gouvernement fédéral d'une étude de "faisabilité" sur la deuxième chaîne de télévision francophone. Les options du Québec à ce sujet sont exprimées. Les positions souverainistes du Québec en matière de communication sont rappelées. (S.Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; TELEVISION; CANADA; QUEBEC

378 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'intervention du ministre des Communications du Québec M. Jean-François Bertrand au Congrès de l'Association canadienne de radio-télédiffusion française "ACRTF" : Ville d'Estérel, Québec, 24 septembre 1984.** — [s.l.] : [s.n.], 1984. — 14 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1984, M

La multiplication des services, surtout en langue anglaise, amène une fragmentation et un transfert de l'écoute des auditoires francophones, ce qui occasionne un manque à gagner dans les recettes publicitaires des télévisions québécoises. Le rétablissement de cette situation passe davantage par l'amélioration des contenus des programmations existantes que par la multiplication des infrastructures, comme le fait valoir le gouvernement canadien en favorisant l'ouverture de canaux spécialisés et la mise sur pied d'une deuxième chaîne de télévision privée francophone. Par ailleurs, le ministre souligne l'importance accordée à l'exportation des productions audiovisuelles et l'informatisation des entreprises de communication à l'intérieur de la stratégie de développement du secteur de la radio-télévision. (S.Be.)

TELEVISION; LANGUE FRANCAISE; PLAN DE DEVELOPPEMENT

379 BERTRAND, Jean-François. **Pour une radio à l'image du Québec: allocution prononcée par le ministre des communications du Québec, Monsieur Jean-François Bertrand, le 19 mars 1982, aux Etats généraux de l'information régionale tenus à Jonquière les 19, 20 et 21 mars 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 13 p.; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, D

La réglementation actuelle du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en matière de radiodiffusion contribue à accentuer le déséquilibre économique du secteur de la radio. En guise de solutions aux problèmes financiers des radios, liés à la concentration économique et à la concurrence, le Québec suggère: une diminution de la puissance de diffusion des stations urbaines, une spécialisation des contenus de programmation des stations concurrentielles, l'abolition des règles de programmation en fonction du type de fréquence, l'intégration des radios communautaires au marché de la radiodiffusion. (S.Be.)

REGLEMENTATION; STATION DE RADIO; RADIODIFFUSION; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES; QUEBEC

380 CANTIN, Hélène. **Les programmes des stations de radio au Québec.** — [s.l.] : [s.n.], [1980?]. — 7 f. : 3 tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résumé des conclusions de l'étude de la firme Sorécom *Analyse des programmes de la radion et de la télévision au Québec* (Montréal, sept. 1980) concernant la radio. Les stations de radio du Québec consacrent dans l'ensemble 45% de leur horaire à la musique et 13% à la publicité. Les stations publiques offrent une plus grande diversité de contenus que les stations privées. Les 3/4 de l'horaire sont consacrés à des productions locales et 20% à des productions réseaux. En comparaison avec les stations anglaises, les stations de langue française consacrent plus de temps à la musique et à la publicité et moins à la documentation. Trois tableaux présentent la répartition des contenus de programme selon la région administrative, selon le type technique (MA, MF et MF stéréo), le mode de propriété (public ou privé) et la langue (français ou anglais). (S.Be.)

STATION DE RADIO; PROGRAMME DE RADIO; CONTENU DE PROGRAMME; GRILLE DE PROGRAMMES

381 CANTIN, Hélène; GIROUX, Daniel; MICHAUD, Denis; NOREAU, Francine. **La radio au Québec : rapport présenté au sous-comité no 1 sur la radio éducative.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — 2 vol. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir défini les différents types de radio existant au Québec, on examine la répartition des stations de radio sur le territoire. On établit une distinction entre les stations selon leur mode de propriété: étatique, privé à but lucratif, privé sans but lucratif. Des données sur l'écoute des stations sont fournies pour différentes catégories de stations (MA, MF, langue française, langue anglaise, locales, non locales), puis on dresse un inventaire des sondages de satisfaction. Les programmes des stations de radio MA et MF du Québec sont analysés selon les promesses de réalisation des stations. Une analyse bibliographique de la radio au Québec complète cette étude. Bibliogr.: pp. 364-381. (D. T.).

RADIO; STATION DE RADIO

382 CARRIER, Denis; LABRECQUE, René. **Etude en programmation : 1ère partie : perspectives.** — Québec : [s.n.], 1975. — 92 f. pagination multiple : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En première partie, on identifie les principes et les normes auxquels la télédistribution doit répondre en tant que service public. Les ordonnances de la Régie des services publics sont analysées. Un portrait général de l'industrie québécoise de la télédistribution est tracé. La programmation est étudiée sous les aspects de financement et de production. Des questions sont soulevées. L'apport du ministère des Communications (MCQ) est évalué. Des suggestions sont apportées quant aux formules de financement et à l'accréditation des groupes communautaires. Des perspectives futures sont tracées. En 2e partie, il est question des nouvelles possibilités de communication du câble, du convertisseur, du droit d'auteur et des services de la télévision payante. Les axes de développement sont identifiés. En annexe, une étude sur les applications du convertisseur. Bibliogr.: pp. 33-34. (S.Be.)

PROGRAMME DE TELEVISION; TELEVISION COMMUNAUTAIRE; TELEVISION PAR CABLE

383 COMITE FEDERAL-PROVINCIAL SUR L'AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE. **L'avenir de la télévision francophone: rapport du comité fédéral-provincial sur l'avenir de la télévision francophone.** — Ottawa : Ministère des Communications; Québec : Ministère des Communications, 1985. — 98 p.: tableaux; 28 cm. — ISBN 2-550-12096-5.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie du rapport présente l'état de la situation. L'importance de la télévision francophone au Canada est soulignée. Le nombre restreint de canaux francophones disponibles et la concurrence croissante des canaux de langue anglaise caractérisent la programmation. Les contraintes du marché canadien sont évoquées. L'apport des gouvernements d'une part, l'état financier des entreprises impliquées, d'autre part, font l'objet d'études sommaires. La deuxième partie résume les points importants qui ressortent des rencontres avec des téléspectateurs francophones du Québec et hors Québec. Ces rencontres ont porté sur les intérêts et l'écoute, les nouvelles technologies, le rôle des gouvernements et la culture francophone, l'avenir de la télévision francophone. La troisième partie porte sur les orientations et les

axes de développement. Les objectifs pour l'évaluation de la télévision francophone sont énoncés. Le financement du système constitue la principale contrainte. Deux scénarios d'évolution sont présentés: 1) statu quo amélioré, 2) rôle accru du secteur privé et redéfinition du secteur public. L'accroissement de la compétition et l'attrait de la télévision francophone passent, entre autres, par un accroissement de l'aide à des producteurs indépendants. La concertation entre les télévisions francophones, la mise en oeuvre d'une politique francophone du câble et le développement de services spécialisés francophones sont quelques-uns des facteurs d'augmentation de la diversité et de la disponibilité des produits francophones. Les domaines pour lesquels une action concertée des gouvernements s'avère souhaitable sont identifiés. Le Comité soumet ses recommandations. (S.Be.)

LANGUE FRANCAISE; TELEVISION; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

384 DAIGNEAULT, Pierre; GOUSSE, Claude. **Les Québécois et la télévision: la place de Radio-Québec.** — [Montréal : Radio-Québec], Service de la recherche, 1980. — 2 vol. : ill., graph.
Direction de la planification et de la recherche : GA-Q42

Le téléspectateur type de Radio-Québec est une femme, possède une scolarité élevée, apprécie les émissions d'affaires publiques et n'aime pas les émissions de variétés, sportives et d'aventure policière. On partage les auditeurs québécois en 6 groupes, et on analyse les facteurs influençant l'écoute de la télévision de Radio-Québec: attitudes, opinions, attentes des téléspectateurs et comportements réels vis-à-vis de la télévision. La notoriété de Radio-Québec et les perceptions des réseaux de télévision TVA et Radio-Canada font l'objet d'une analyse comparative. On se questionne sur la spécialisation et le développement des services de télévision éducative et culturelle. Radio-Québec devrait tenir compte des caractéristiques des auditeurs actuels dans l'élaboration de sa grille et de ses mandats d'émission; l'organisation d'une campagne de sensibilisation auprès des groupes qui ignorent son existence est à envisager. (M.P.)

POLITIQUE DES PROGRAMMES; COMPOSITION DU PUBLIC; RADIO-QUEBEC

385 DESCHENES, Pierre-A. **Allocution de Monsieur Pierre-A. Deschênes, sous-ministre des Communications, à l'occasion du Congrès annuel de l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française: la radio-télévision au Québec et les années 80, Montréal, le 23 septembre 1980.** — [s.l.] : [s.n.], 1980. — 21 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1980, G

Evoquant le lien historique existant entre l'éducation et la radio-télévision, l'auteur rappelle les questions de partage des juridictions entre le Québec et le gouvernement fédéral. La télévision des années 1980 sera marquée par un rapprochement de l'industrie de la câblodistribution et de la radiodiffusion, par l'émergence de nouveaux services et par l'augmentation des coûts de production de programmes de télévision. Du côté de la radio, on prévoit un plafonnement du nombre des stations et un transfert des recettes publicitaires vers les grosses stations et les entreprises pourvoyeuses de nouveaux services. Dans ses orientations futures, le Québec devra se donner des moyens pour maintenir son volume de productions télévisées et pour stimuler la création musicale. La mise en place d'un programme d'aide à la programmation à caractère éducatif est annoncée. (S.Be.)

INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION

386 EDDIE, Christine. **Programmations francophones et anglophones: le jeu de la concurrence.** — Québec: Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 76 p. : 14 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12434-0.
Direction de la planification et de la recherche : 1190

Pour quelles raisons les francophones de Montréal se tournent-ils, à certains moments, massivement vers les télévisions de langue anglaise? L'auteure tente d'apporter des éléments de réponse par l'examen des données publiées par Sondages BBM pour les années 1981, 1982 et 1983, et par l'observation des auditoires en fonction des grilles horaires. Des mises à jour pour l'année 1984 constituent la deuxième partie du rapport. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 5 réf. bibl. (S.Be.)

CONCURRENCE; LANGUE ANGLAISE; LANGUE FRANCAISE; PROGRAMME DE TELEVISION; HABITUDE D'ECOUTE; MONTREAL; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

387 EDDIE, Christine. **Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 24 p. : 12 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12433-2.
Direction du développement des médias

L'évolution des habitudes d'écoute des francophones québécois est analysée en fonction de 3 critères: 1) le temps consacré à l'écoute de la télévision, 2) l'écoute selon le type de service, 3) l'écoute selon la langue. L'étude révèle que les Québécois passent en moyenne entre 22 et 26 heures par semaine devant la télévision. Leur écoute est massivement centrée sur les télévisions conventionnelles; leur engouement pour les nouveaux services est plutôt timide et leur attirance pour les télévisions de langue anglaise a été grandissante jusqu'en 1983. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 7 réf. bibl. (S.Be.)

LANGUE FRANCAISE; PUBLIC; PROGRAMME DE TELEVISION; HABITUDE D'ECOUTE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

388 GAGNE, Richard; BONNEAU, Michel. **Profil économique de la radiodiffusion privée au Québec (document de travail).** — Québec : Ministère des Communications, 1979. — circa 106 p. : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Document portant sur les caractéristiques des revenus et des frais directs d'exploitation, sur les frais de programmation, de rémunération et d'immobilisations, ainsi que sur la rentabilité des entreprises qui composent cette industrie. Les thèmes présentés sont les suivants: d'abord, la situation économique générale de l'industrie, ensuite le profil économique de la télévision et de la radio privée, profil présenté par la suite sur la base des régions administratives du Québec. En plus des différents tableaux afférents à chacun des chapitres, des renseignements additionnels sur le nombre de stations, sur leur couverture respective et sur la publicité se trouvent en annexe. 9 réf. bibl. (S. Be.).

RADIODIFFUSION; INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; ENTREPRISE PRIVEE

389 GAGNON, Camille; LABRIE, André. **Le contenu de la programmation du canal local des quatre plus importantes entreprises de câblodistribution du Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1977. — 195 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse de contenu repose sur un échantillon de 107 programmes diffusés dans le cadre de la programmation d'été (2 jours) et d'hiver (2 jours) de chacune des entreprises sélectionnées. On donne d'abord un aperçu de la programmation chez les différents producteurs (local, réseau, autres) et des genres de programmes produits (magazines, programmes éducatifs, etc.). Trois questions sont posées: qui parle (émetteur), de quoi parle-t-on (sujet), comment parle-t-on (forme). Les auteurs examinent ensuite les différences entre la programmation d'été et celle d'hiver. En troisième lieu, une analyse du contenu des 2 programmations est effectuée en tenant compte du type de présentation visuelle et des buts visés. On fait état d'une comparaison entre la programmation locale des télédistributeurs et celle des télévisions communautaires. On remarque que les 2/3 des programmes analysés ont des sujets qui ne concernent pas spécifiquement la communauté visée; les télévisions communautaires semblent plus aptes à remplir ce mandat. (S. Be.).

PROGRAMME DE TELEVISION; CONTENU DE PROGRAMME; TELEVISION LOCALE; TELEDISTRIBUTION; CABLEVISION NATIONALE; TELECABLE; BELLE-VISION, LA; LAURENTIEN CABLEVISION

390 GARON, Claude. **Economie de l'industrie de la télévision privée au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 29 p. : 13 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12432-4.
Direction de la planification et de la recherche : 1187

L'importance et l'évolution de l'industrie de la télévision privée sont évaluées à partir des recettes, des dépenses et de la valeur ajoutée;

des comparaisons avec l'Ontario et le Canada sont établies. Les impacts économiques de la télévision privée sur l'économie du Québec sont définis à l'aide du modèle économique intersectoriel; le secteur manufacturier sert de point de comparaison. On estime la rentabilité de l'industrie et le degré de risque d'investissement à partir des états financiers de 1981. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 2 réf. bibl. (S.Be.)

ANALYSE ECONOMIQUE; TELEVISION COMMERCIALE; PROPRIETE PRIVEE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

391 GIROUX, Luc; CARON, André H. **Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision de langue anglaise: 1976-1984.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 34 p. : tableaux, graph. : 28 cm. — ISBN 2-550-12439-1.
Direction des communications

Analyse de données (région de Montréal et reste du Québec) sur l'écoute des stations de télévision (1976-1984) portant tout d'abord sur l'écoute dans son ensemble, puis sur l'écoute des postes francophones, canadiens-anglais et américains. Quatre indices de consommation sont rapportés: pourcentage d'écoute, portée, nombre d'heures/population, nombre d'heures/auditoire. Alors que de 1976 à 1983 on observe dans tout le Québec une baisse constante de l'écoute francophone accompagnée d'une progression parallèle de l'écoute anglophone, l'année 1984 donne lieu à une inversion de l'évolution. Étude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (S.Be.)

LANGUE ANGLAISE; TELEVISION; LANGUE FRANCAISE; ETENDUE DU PUBLIC; HABITUDE D'ECOUTE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

392 GOUSSE, Claude; LAFRANCE, Jean-Paul; BENOIST, Bernard; LAPOINTE, Alain; TREMBLAY, Gaétan; TRUDEL, Pierre. **La télévision à péage : payante?.** — Montréal : Association de recherche en communication du Québec, 1981. — 169 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A l'occasion du 2e congrès annuel de l'Association de recherche en communication du Québec (30 avril au 2 mai 1981), 4 chercheurs présentent leur étude sur un aspect de la télévision payante (TVP). Suite à l'introduction de C. Gousse et J.-P. Lafrance, B. Benoist dans "Historique de la télévision à péage dans le contexte des communications et de la diffusion" (pp. 16-45) situe la place de la télévision à péage dans le développement des télécommunications et de la radiodiffusion nord-américaines. L'évolution de la législation et de la réglementation est tracée. A. Lapointe étudie les méthodes de financement et les modes de paiement de la télévision payante dans "La télévision à péage: les aspects technico-économiques" (pp. 47-90). Il examine les contraintes liées à la fragmentation des auditoires et au détournement d'émissions. A partir de l'analyse de scénarios du côté de la demande en fonction des différents modes de paiement, la rentabilité de la TVP est évaluée. Enfin, la question du partage des rentes en fonction de l'organisation de la TVP et des dépenses en équipements est abordée. Dans "Aspects socio-culturels de la télévision à péage (pp. 92-121), G. Tremblay soulève les questions de la standardisation et de la "ghetthoïsation" culturelle et celle de la concentration de la propriété, dans le contexte québécois. Pierre Trudel dans "Les conflits et enjeux juridico-politiques de l'implantation de la télévision à péage" (pp. 123-167) analyse les conséquences de la TVP sur la réglementation des télécommunications au Canada à partir de la terminologie de ce nouveau service, de son historique, des options retenues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), des conflits latents que ce nouveau service risque de provoquer parmi les exploitants, producteurs, radiodiffuseurs et gouvernements fédéral et provinciaux. (S.Be.)

TELEVISION PAYANTE; FINANCEMENT; REGLEMENTATION; NIVELLEMENT CULTUREL; CONCURRENCE; CANADA

393 HAUBERT, Jean-Pierre; CHAURETTE, Jacques; BROUSSEAU, Guy G. **Etude de coûts de fonctionnement (de stations de radio) : rapport du sous-comité des coûts de fonctionnement au Groupe d'étude en communication.** — [s.l.] : [s.n.], 1971. — 45 f. ; graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'étude porte sur 4 stations radiophoniques : la station CHRD (MA) et CFDM (MF) de Drummondville, la station CHLC de Haute-Rive, la station CJMT de Chicoutimi. Un compte rendu des visites, un organigramme et les listes de personnel sont fournis pour chaque station. Le rapport financier cumule les états financiers, les états des bénéfices et l'état d'exploitation. (S.Be.)

REVENU; STATION DE RADIO; COUT; CJMT; CHRD; CFDM; CHLC

394 LAGUEUX, Michèle. **Evolution des exportations, des importations et des coproductions.** — Québec: Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 39 p. : tableaux; 28 cm. — ISBN 2-550-12436-7.
Direction de la planification et de la recherche

Les activités d'exportation, d'importation et de coproduction des stations de télévision de langue française, au Québec et au Canada, sont évaluées en termes de volume, de nombre d'heures et de coûts. Les accords et traités de coproduction (programme de télévision et film) sont ensuite présentés par pays. Entre 1980 et 1983, un nombre total de 12 coproductions ont été réalisées. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (N.T.)

EXPORTATION; IMPORTATION; COPRODUCTION; PROGRAMME DE TELEVISION; FILM; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

395 LAHAIE, Jacques. **Le développement et la régionalisation de l'Office de radio-télédiffusion du Québec : rapport synthèse des audiences publiques de Radio-Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1975. — 31 f. pagination multiple ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'émergence de groupes populaires de communication, la multitude d'institutions d'enseignement impliquées dans la production et la diffusion de documents audiovisuels et les disparités régionales constituent les traits marquants du contexte dans lequel s'inscrit le développement de Radio-Québec. Radio-Québec doit assumer 4 rôles : 1) promouvoir le développement social, 2) stimuler la conscience régionale, 3) favoriser la communication intra et interrégionale, 4) contribuer au développement régional. Les moyens suggérés à Radio-Québec pour réaliser une régionalisation véritable impliquent un partage des pouvoirs, une autonomie régionale, l'établissement de centres régionaux de production, une participation accrue des intervenants, enfin une planification élargie de l'ensemble des secteurs impliqués. En annexe, compte rendu d'une rencontre entre les représentants du Cégep de Jonquière et du gouvernement du Québec au sujet de la mise sur pied d'un émetteur UHF. (S.Be.)

TELEVISION REGIONALE; DEVELOPPEMENT REGIONAL; RADIO-QUEBEC

396 LANGLOIS, Christian. **La télévision payante au Canada : vision économique et politique.** — Montréal : Université du Québec à Montréal, 1983. — 28 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Une première partie fait un bref historique de la politique de diffusion du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et de la télévision payante, à partir de l'étude du contexte culturel canadien. Une chronologie détaillée des débats qui ont marqué l'implantation de la télévision payante accompagne cette partie: le rôle des intervenants est défini, les activités entourant l'attribution de permis sont expliquées. Une 2e partie trace le portrait de la situation actuelle en mettant l'accent sur les structures de propriétés de TVEC et de First Choice, et sur les difficultés des réseaux de télévision payante national et provinciaux. Les perspectives d'avenir sont esquissées sous forme de scénarios. La questions de la concentration est soulevée. 16 réf. bibl. (S.Be.)

TELEVISION PAYANTE; CONCENTRATION ECONOMIQUE; REGLEMENTATION; TVEC; FIRST CHOICE; CANADA

397 LAPOINTE, Alain. **La télévision francophone au Québec : structure, comportement et performance.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, [1985]. — 33 p. : 8 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12435-9.
Direction de la planification et de la recherche

On examine dans un 1er temps les conditions de base du marché: l'offre télévisuelle, les auditoires potentiels et les sources de financement de l'ensemble du système. Les principaux éléments de

structure et de comportement, soit les facteurs explicatifs du fort degré d'intégration verticale et les contraintes économiques régissant les choix de programmes, sont exposés. La performance de la télévision francophone est évaluée en fonction de critères tels la diversité et la qualité de la programmation offerte, le niveau d'emploi et de valeur ajoutée, la rentabilité. Malgré une performance relativement bonne, la télévision francophone devra se modifier sensiblement au cours des prochaines années si elle veut maintenir ou améliorer sa performance. L'arrivée sur le marché privé d'une nouvelle chaîne et le rôle des télévisions publiques sont discutés. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 2 réf. bibl. (N.T.) .

OFFRE ET DEMANDE; PROGRAMME DE TELEVISION; LANGUE FRANCAISE; MARCHE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L

398 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Les canaux spécialisés au Québec : commentaires du ministère des Communications du Québec (MCQ) présentés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 20 p. : 2 tableaux; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse de la situation révèle à la fois une baisse et un transfert d'écoute de la télévision québécoise vers les canaux anglophones. Les liens de dépendance technologique qu'entretient le Québec avec les Etats-Unis de même que l'étroitesse du marché québécois sont vérifiés. Les difficultés rencontrées par le CRTC dans l'application de ses politiques tarifaires sont expliquées. Conséquemment, le MCQ s'oppose à la venue de canaux spécialisés en général parce qu'ils ne répondent pas aux objectifs culturels et économiques du Ministère et parce qu'ils accentuent le déséquilibre entre services francophones et anglophones. Par contre, le MCQ favorise la venue d'un canal à l'intention des jeunes de moins de 18 ans. Ce canal devrait être francophone, offert sur une base quasi-universelle (à la discrétion du câblodistributeur) et devrait utiliser les structures existantes. 4 annexes. (S.Be.)

TELEVISION PAYANTE; PROGRAMME DE TELEVISION; JEUNESSE; TARIFICATION; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

399 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Liste des stations de télévision et de radio MA et MF du Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1978. — 22 f. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La liste comprend 23 stations de télévision, 82 stations de radio MA et 25 stations de radio MF réparties dans les 9 régions administratives du Québec. La langue de diffusion, le statut de la station (affiliée ou indépendante), l'adresse et le numéro de téléphone sont indiqués. (S. Be.)

STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION

400 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Notes pour l'allocution sur l'économie des médias: Publicité Club de Montréal, 2 mars 1982 à 9h30 (prononcée par Richard Gagné).** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 13 f. : 6 tableaux, 6 graph. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, Mc

L'exposé porte sur l'économie de la radio privée québécoise. Le premier volet traite de la structure des recettes et des dépenses du secteur, et des facteurs qui modèlent cette structure. L'existence d'un lien d'affiliation et les conditions économiques régionales constituent les facteurs prépondérants. Le deuxième volet fait le point sur la situation économique précaire de certains radiodiffuseurs. En dernière partie, l'auteur jette un regard sur l'avenir de ce média. (S.Be.)

CONDITIONS ECONOMIQUES; RADIO COMMERCIALE; STATION DE RADIO

401 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Radio-Québec , TV Ontario et PBS : quelques éléments de réflexion.** — 2e version. — [s.l.] : [s.n.] , 1984. — vii-47 f.: 20 tableaux, 1 graph. ; 35 cm.
Direction des politiques de télécommunications

L'analyse comparative des 3 télévisions s'organise autour de 4 grands thèmes: 1) les principes et structures de fonctionnement, 2) les activités liées principalement à la programmation, 3) la performance au niveau des auditoires, 4) les aspects financiers. De façon globale, il semble que Radio-Québec fasse trop peu à des coûts trop élevés. Radio-Québec est la télévision éducative qui jouit du plus haut pourcentage de financement en provenance de l'Etat, qui diffuse le moins d'heures par semaine, qui accuse le plus faible taux de rentabilité par dollar investi en publicité et promotion, et qui alloue le plus fort pourcentage de ses dépenses en salaires et bénéfices marginaux. Par ailleurs, considérant l'ampleur du phénomène de transport de l'écoute des auditoires francophones vers des stations de langue anglaise, les auteurs invitent le ministère des Communications et Radio-Québec à s'interroger sur le rôle culturel et économique de Radio-Québec. Des objectifs reliés à l'efficacité et à l'efficience de la station sont suggérés. Bibliogr.: pp. 44-47. (S.Be.)

FINANCEMENT; CHOIX DE PROGRAMME; ETENDUE DU PUBLIC; RENTABILITE; TV ONTARIO; RADIO-QUEBEC; PUBLIC BROADCASTING SERVICE

402 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **La télévision à péage au Québec : éléments d'une politique.** — Québec : Ministère des Communications, [1977?]. — 72 p. : tableaux ; 25 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce compte rendu d'une étude sur les modalités d'implantation de la télévision à péage au Québec, constitue un cadre de référence. Après y avoir établi les principes directeurs de l'opération, on considère l'organisation du réseau, les aspects technologiques et le contenu de la programmation en termes de langue d'origine et de genre des émissions. On suggère une réglementation et des moyens de contrôle efficaces, gérés par la Régie des services publics. (D. T.)

TELEVISION PAYANTE; REGLEMENTATION; QUEBEC

403 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS. **Radio MA et MF : tableaux descriptifs des programmes selon les promesses de réalisation.** — [s.l.] : [s.n.], 1979. — 71 f. : tableaux; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

On indique le temps, en minutes et en pourcentages, accordé aux différents types de contenu de programmes présentés dans 94 stations de radio réparties dans les régions du Québec (73 stations MA et 21 stations MF). Les données portent sur les programmes diffusés entre 6h et 24 h au cours d'une semaine, soit 126 heures de diffusion. (S.Be.)

STATION DE RADIO; CONTENU DE PROGRAMME; TEMPS

404 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Etude technique et économique sur les moyens de production de la radio : tome 5.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 30 f. : 1 tableau, 3 ill. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Ce document rend compte des exigences techniques et humaines qu'implique le processus de la production radiophonique. Une première partie fait l'inventaire des métiers, professions et des équipements utilisés en production radiophonique éducative. Les méthodes et techniques de production et les types de programmes sont décrits dans une 2e partie. Enfin, on indique les ressources humaines, techniques et financières qu'exige une radio de qualité. Les différentes formes de mise en ondes sont présentées. (S.Be.)

SYSTEME DE PRODUCTION; PROGRAMME DE RADIO; EQUIPEMENT

405 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Etude technique et économique sur les moyens de production de la télévision: tome 4.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 88 f. : 5 schémas, 5 tableaux ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Ce document rend compte des exigences techniques et humaines qu'implique le processus de la production audiovisuelle. Une première partie présente sommairement les métiers, les professions et les équipements usuels de la télévision. Les méthodes et techniques de production et les étapes de production selon les types de programmes sont décrites dans une 2e partie. Enfin, on indique les ressources humaines, techniques et financières qu'exige une télévision de qualité; les exigences de chacune des catégories de production sont précisées. Les formes et coûts de mise en ondes

sont examinés. L'annexe 1 fournit une liste des métiers et profession; l'annexe 2 présente 3 exemples de plans de production (conception, préparation, production, divers) en indiquant pour chaque genre de programme retenu (dramatique, reportage, entrevue avec support visuel) le nombre d'heures/personne et les coûts. L'annexe 3 constitue un bilan québécois des studios de production télévision. (S.Be.)

EQUIPEMENT; SYSTEME DE PRODUCTION; PROGRAMME DE TELEVISION

406 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES. **Pour une politique québécoise de la radio.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 190 f. : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le rôle essentiel de la radio aux points de vue culturel et économique incite la société québécoise à se pourvoir de sa propre politique de développement des communications. On constate que le contenu des programmes de radio est peu diversifié et que la programmation régionale est relayée au second plan. Le réglementation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) ne favorise pas l'épanouissement du dynamisme culturel québécois; la situation de l'industrie de la musique en est un exemple. A ce jour, le gouvernement québécois est intervenu auprès de la radio communautaire et des services aux populations autochtones et groupes ethniques. La politique québécoise de la radio devra tenir compte des nouveaux moyens de diffusion. Par ailleurs, des organismes gouvernementaux de rège et de surveillance seront instaurés. (S. Be.)

POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; RADIO; DEVELOPPEMENT CULTUREL; QUEBEC

407 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. **La télévision payante : propositions de modèles et commentaires.** — [s.l.] : [s.n.], [1980]. — 50 f., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Résumé des positions des principaux intervenants et intéressés, québécois et canadiens, sur la télévision payante. La première partie fait l'historique des démarches entreprises par les industnes et gouvernements auprés du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en matière de télévision payante; cette partie présente également un historique du développement commercial de la télévision payante en Amérique du Nord. La deuxième partie est un résumé des positions des intervenants sur 23 thèmes définis. Les principaux intervenants sont: l'Association des câblodistributeurs du Québec, le Ministère des communications du Québec, le Comité Themen, les Sociétés de radiodiffusion, le Réseau de télévision à péage et le Réseau de câble-satellite, le Réseau téléphonique transcanadien, le Comité des producteurs indépendants et l'Office national du film. Les thèmes discutés ont trait, de façon générale, à la production, à la programmation et à la distribution. La troisième partie présente les modèles de télévision payante, en termes de structure organisationnelle et de modèle de distribution, suggérés par chacun des intervenants. (S. Be.).

TELEVISION PAYANTE; PROGRAMME DE TELEVISION; SYSTEME DE DISTRIBUTION; CHOIX DE PROGRAMME; PRODUCTION

408 MULTI-RESO INC. **La télévision à péage au Québec : un diagnostic de la demande et de l'impact financier de la télévision à péage.** — Montréal : Multi-réso inc., 1976. — iv-136 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Afin d'analyser la demande du marché, 2 options ont été retenues: l'option universelle (où l'abonnement au câble comprend nécessairement le service de la télévision à péage) et l'option à la demande (où l'abonné doit payer spécifiquement pour le service en plus du service de base). Pour l'ensemble de l'échantillon (population francophone de Montréal et de Québec, anglophone de Montréal), la demande du service de télévision à péage est influencée d'abord par les variations de prix, ensuite par les variations de langue de programmation et en dernier lieu par la durée de la programmation. De nombreux tableaux commentés donnent les détails de ces résultats. La seconde partie du rapport vise à identifier les conséquences économiques et financières de la télévision à péage pour les câblodiffuseurs du Québec. Le modèle d'analyse financière retenu permet d'effectuer des calculs sur 60 périodes mensuelles. On calcule entre autres les postes suivants: revenus, coûts d'exploitation, bénéfice net, dépréciation, impôts, mouvement de trésorerie, bénéfice actualisé, taux de rendement, produit de la taxe. Les simulations ont été effectuées pour 3 marchés: National Cablevision et Cable TV à Montréal, National Cablevision à Québec. En annexe: comportements et attitudes des personnes interrogées face à la télévision, dépouillement des entrevues de groupe, méthodologie et instruments. (N. T.)

TELEVISION PAYANTE; ETUDE DE MARCHE; ANALYSE ECONOMIQUE

409 PERRON, Céline. **Importance de la télévision au Québec.** — Québec: Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 15 p.: 5 tableaux; 28 cm. — ISBN 2-550-12438-3.
Direction de la planification et de la recherche

Aperçu de l'importance culturelle, sociale et économique de la télévision à partir de données quantitatives issues de sondages et de relevés statistiques. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 14 réf. bibl. (S.Be.)

INDUSTRIE CULTURELLE; ACTIVITES CULTURELLES; TELEVISION; VALEUR SOCIALE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

410 SAVARD, Jean; VOYER, Pierre. **Revue de presse spéciale sur la télévision payante.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 4 vol. : photogr. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative

Dossier de presse sur la télévision payante regroupant des articles de fonds, des éditoriaux, des déclarations du ministre des Communications, des articles concernant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), tirés des quotidiens et hebdos francophones et anglophones accessibles au Québec. Période couverte: vol. 1: printemps-été 1981; vol. 2: automne 1981; vol. 3: hiver 1982; vol. 4: printemps 1982 (S. Be.)

TELEVISION PAYANTE; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES

411 SIMARD, Gisèle; CARON-BOUCHARD, Monique. **Les goûts et les besoins des téléspectateurs: compte rendu des consultations de groupes de téléspectateurs.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communicatons, 1985. — 37 p. : 1 tableau ; 28 cm. — ISBN 2-550-12428-6.
Direction de la planification et de la recherche : 1189

Résultats de 6 rencontres de consultation sur l'avenir de la télévision, organisées à Montréal et en province. Les thèmes abordés sont: 1) les intérêts, la perception et le transfert d'écoute, 2) les effets des nouvelles technologies, 3) le rôle des gouvernements vis-à-vis la culture francophone, 4) l'avenir de la télévision francophone. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). Bibliogr.: annexe C. (S.Be.)

EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; TELEVISION; ETAT; TELESPECTATEUR; CONSULTATION DU PUBLIC; HABITUDE D'ECOUTE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

412 SIMARD, Gisèle; CARON-BOUCHARD, Monique. **La situation de la télévision francophone : compte rendu des consultations des spécialistes en télévision.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 62 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-12427-8.
Direction de la planification et de la recherche

Quarante-deux spécialistes ont participé aux consultations organisées les 25, 26 et 27 février 1985 à Montréal. Si les sujets abordés ont varié d'un groupe à l'autre, 2 thèmes ont été discutés par tous: le rôle des gouvernements et les mesures à envisager pour l'avenir de la télévision francophone. La 1ère journée réunissait des chercheurs en télévision autour des thèmes suivants: qualité et compétitivité des télévisions francophones, quantité et diversité des services francophones, financement des télévisions, contenu canadien (télévisions publiques et privées). La réunion du 26 février, regroupant des spécialistes en infrastructures de télévision, a porté sur la disponibilité des produits francophones, la réglementation/déréglementation, l'expansion des marchés domestiques via les nouvelles technologies. Le 3e groupe consulté, spécialistes en télévision, production, distribution et représentants d'agences

gouvernementales, s'est penché sur les questions de financement, d'expansion du marché, des télévisions publiques et privées, de la qualité et compétitivité des télévisions francophones. En annexe: listes des participants et des thèmes de discussion. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). (N.T.)

AVENIR; TELEVISION; LANGUE FRANCAISE; ETAT; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

413 SOCIETE DE RECHERCHES EN SCIENCES DU COMPORTEMENT. **Analyse des programmes de la radio et de la télévision du Québec : rapport**. — Québec : SORECOM, 1980. — 217 f. : 66 tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

Panorama général de l'offre de programmes de radio et de télévision au Québec, pour une semaine-horaire type. Les méthodes de collecte de données utilisées sont précisées pour chacun des médias (entrevues, recherche documentaire, "monitoring", etc.). Outre l'analyse des résultats, le contenu, la formule, la source de production, l'aire de diffusion et la périodicité sont les points abordés. Quelques variables sont retenues concernant l'offre de programmes (générale, régionale, selon la langue, le mode de propriété, l'affiliation). Conclusions et recommandations méthodologiques. (S. Be.)

PROGRAMME DE TELEVISION; PROGRAMME DE RADIO; OFFRE; RECHERCHE SUR LES PROGRAMMES

414 ST-AMAND, Reynald. **Découpage des bulletins de nouvelles TVA et Radio-Canada : du 5 au 30 mars 1979**. — [s.l.] : [s.n.], 1979. — [159 f.] : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le tableau comporte 2 parties principales : un résumé de la nouvelle et une description visuelle qui distingue le temps alloué aux segments audio et vidéo. (S.Be.)

PRESENTATION DE L'INFORMATION; JOURNAL TELEVISE; SOCIETE RADIO-CANADA; RESEAU TVA

415 ST-AMAND, Reynald. **Etude comparative des nouvelles télévisées du réseau français de Radio-Canada et du réseau de TVA**. — [s.l.] : [s.n.], 1979. — 25 f. : graph., tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Des précisions sont apportées sur l'échantillon, la cueillette et la classification des données. Les résultats de l'étude révèlent que TVA accorde 61,6% de son temps aux nouvelles québécoises par comparaison à 35,3% pour Radio-Canada; pour les nouvelles canadiennes et étrangères, les pourcentages de Radio-Canada sont supérieurs à ceux de TVA dans des proportions de 42,6% contre 29,5% (canadiennes) et de 22,1% contre 8,9% (étranger). Par ailleurs, Radio-Canada alloue un pourcentage supérieur aux nouvelles politiques, économiques, judiciaires, de l'éducation et autres; par contre dans les domaines du travail, des accidents et catastrophes et des faits divers, le pourcentage accordé par TVA est supérieur. (S.Be.)

NOUVELLES; JOURNAL TELEVISE; SOCIETE RADIO-CANADA; RESEAU TVA

416 STEPHENNE, Hubert; HALLE, F; REMILLARD, G; SIMONEAU, J.-L. **La télévision à péage, deuxième rapport : le modèle québécois**. — Québec : Ministère des Communications, 1977. — v-117 f., pagination multiple : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les principes retenus pour la conception d'un modèle québécois de télévision payante ont trait à l'accessibilité, à l'usage rationnel des infrastructures, à la concurrence, à la propriété, à la rentabilité du système, aux priorités socioculturelles. On recommande, dans un premier temps, que l'organisation de la télévision payante (TVP) soit établie sous la forme d'un réseau obligatoire pour tout diffuseur du service. Ce réseau serait sous l'administration générale d'une agence centrale en ce qui regarde les intérêts communs de tous les diffuseurs. Cet organisme administratif serait une corporation privée à but non lucratif, incorporée au Québec et appartenant aux diffuseurs associés. Les aspects techniques de la TVP sont étudiés à 2 niveaux, la transmission des émissions de l'agence centrale à l'entité responsable de la diffusion de la programmation aux abonnés, la transmission du diffuseur à l'abonné. Le modèle retenu propose une infrastructure de distribution mixte entre l'agence et le diffuseur et une diffusion sélective aux abonnées. Le Québec ayant comme objectif de promouvoir et de protéger la culture et l'identité québécoises, on se questionne sur le type de programmes que la TVP devra présenter et sur l'origine et la langue de sa programmation. Les aspects économiques de la programmation de la TVP sont abordés. Une dernière partie présente les modalités possibles d'intervention de l'Etat dans le secteur de la TVP. Le rôle de surveillance et de contrôle de ce nouveau secteur de communication devrait être dévolu à la Régie des services publics. En annexe: liste des réseaux considérés pour le développement de la TVP, calculs des investissements et coûts d'opération du modèle proposé, brève présentation du réseau micro-ondes Microbec Inc. et statistiques sur la télédistribution. (N. T.)

TELEVISION PAYANTE; PLAN DE DEVELOPPEMENT; RESEAU REGIONAL

417 STEPHENNE, Hubert; HALLE, F; REMILLARD, G; SIMONEAU, J.-L. **La télévision à péage, premier rapport : les éléments du dossier**. — Québec : Ministère des Communications, 1977. — iii-147 p., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A travers l'étude des 105 mémoires sur la télévision à péage présentés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), de documents divers et de dossiers internes du ministère des Communications, on fait le point sur le dossier de la télévision à péage au Canada. Après un résumé et une analyse statistique et synthétique des mémoires présentés au CRTC, les éléments utiles à l'élaboration d'un modèle québécois de télévision à péage sont dégagés. On trouve en annexe, une liste complète des mémoires, leur résumé, ainsi qu'une liste des documents de référence sur la télévision à péage. (D. T.)

TELEVISION PAYANTE

418 TAMEC INC. **Etude de marché d'un service de télévision à péage régional**. — Verdun (Québec) : Tamec Inc., 1982. — 54 f. : 29 tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias : I E88

On présente d'abord les résultats d'un sondage réalisé par la firme Multi-Réso Inc. auprès de 176 abonnés au câble de la région de Montréal. Le questionnaire vise 3 objectifs: connaître le niveau de connaissance de la télévision payante (TVP), évaluer la motivation à s'abonner, identifier la catégorie de programmes souhaitée. Soixante-deux pour cent (62%) des individus interrogés ont entendu parler de la télévision payante; 9% des individus ont manifesté l'intention de s'abonner au cours des 3 premiers mois de services et 11% au cours des 6 premiers mois. Trois méthodes permettent d'évaluer le taux de pénétration de la TVP pour la première année. La méthode du taux de pénétration effectif, la plus conservatrice des 3, porte à 16% le taux de pénétration de la TVP pour la région de Montréal moyennant un tarif mensuel de 15 $; ce pourcentage est de 19% en régions. La majorité des interviewés préfèrent un canal en langue française (65%). Les films récents (65%) et les spectacles de variétés (32%) sont classés aux premiers rangs dans le choix des catégories de programmes. Par ailleurs, 44% favorisent l'introduction de matches sportifs professionnels. Enfin, l'inclusion de messages publicitaires rejoint l'opinion de 72% des interviewés. La pénétration du service français régional de TVP sera affectée par la présence de facteurs concurrentiels difficiles à évaluer. La préférence marquée pour un service français place la société Premier choix / First choice dans une position avantageuse. Des hypothèses sont évaluées en fonction de 2 scénarios. Questionnaire en annexe. (S.Be.)

TELEVISION PAYANTE; ETUDE DE MARCHE

419 TAQRAMIUT NIPINGAT INC. **Proposal : a radio programme production unit : a submission for presentation to the honourable Louis O'Neill, minister of Communications, Government of Quebec**. — Sugluk (Québec) : Taqramiut Nipingat Inc., 1978. — 72 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'importance des communications dans le développement des cultures est d'abord soulignée. Les particularités qui caractérisent les moyens de communication dans le nord québécois sont signalées. Le contrôle exercé par le réseau de radio-télévision CBC est déploré. On présente un plan des activités de production radio de la région ainsi que les groupes impliqués. Le rôle de l'organisme Taqramiut Nipingat Inc (TNI) est précisé. Les ressources humaines et financières requises pour l'exercice de ses activités sont de l'ordre de 160,900 $. Des précisions sont apportées sur les modalités de

distribution des enregistrements et l'utilisation des ressources humaines. (S.Be.)

PROGRAMME DE RADIO; RESSOURCES HUMAINES; RESSOURCES FINANCIERES; PRODUCTION; DEVELOPPEMENT CULTUREL; INUIT; NOUVEAU-QUEBEC

420 TREMBLAY, Yvon. **Télévisions locales et réseaux de communication: allocution de Monsieur Yvon Tremblay, sous-ministre, ministère des Communications du Québec, devant l'Association des maires des grandes villes de France: Nice, le 13 juin 1985.** — Québec : [s.n.], 1985. — [39 p.] ; 28 cm.
Direction des communications : P-1260

Le sous-ministre présente les composantes de l'espace audiovisuel québécois (réseaux hertziens) et aborde les questions d'institutionnalisation des médias, de développement économique et culturel, de services, de programmation et d'investissement. Un document préparatoire à la tenue du colloque, inclus en annexe, fournit des informations complémentaires. (S.Be.)

TELEVISION LOCALE; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; MEDIAVILLE

421 UNIVERSITE CONCORDIA. PROGRAMME DE JOURNALISME. **Etude sur la programmation des média électroniques (radio - télévision) : proposition.** — Montréal : Université Concordia, 1977. — 21 f. : 2 tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'objet de l'étude proposée est d'identifier les caractéristiques de la programmation des stations de radio et de télévision au Québec sous les aspects de contenu, de formules et de sources d'informations. Les étapes du plan d'étude sont identifiées. Présentation de l'équipe de travail, de l'échéancier, des honoraires et coûts et des curriculum vitae. (S.Be.)

PROGRAMME DE RADIO; PROGRAMME DE TELEVISION; CONTENU DE PROGRAMME; SOURCE D'INFORMATION

670 Disques et vidéocassettes

422 CLOUTIER, Daniel. **Le vidéodisque : techniques, potentiels et prévisions.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 20 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10214-2.
Direction de la planification et de la recherche

Description de la technologie du vidéodisque et du magnétoscope et présentation du marché domestique et marché institutionnel. Trois compagnies sont en lice: RCA, Phillips et JVC. Prévisions sur le partage du marché et les normes de production. En conclusion, l'auteur s'interroge sur la production des contenus et recommande la réalisation de 2 études par le ministère de l'Industrie, du commerce et du tourisme et par le ministère de l'Education du Québec. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

VIDEODISQUE; MARCHE; MAGNETOSCOPE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

423 JEAN JOLICOEUR ET ASSOCIES. **Etude sur l'industrie québécoise de la vidéo-cassette.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 157 p. : 39 tableaux; 28 cm. — ISBN 2-550-11561-9.
Direction de la planification et de la recherche

Une vue d'ensemble de l'industrie de la vidéocassette est présentée en 3 volets: l'édition, la distribution et la sous-distribution; les intervenants sont identifiés et une analyse de l'évolution de leur position est fournie. La 2e partie présente les caractéristiques du produit selon son origine, son genre et sa langue de diffusion; la structure de l'offre et la question de l'édition sont étudiées. Les résultats d'enquêtes effectuées auprès des détaillants et des clubs indépendants sur la consommation du produit sont exposés dans la 3e partie. Les caractéristiques des points de vente-location, l'inventaire des titres disponibles, et des informations sur la clientèle complètent le document. 10 annexes; réf. bibl. (S.Be.)

VIDEOCASSETTE; MARCHE

424 PASQUERO, Jean; CHOMIENNE, Martine. **Le vidéo-disque : contexte, besoins et scénario des perspectives au Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1978. — 142 f. : ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette analyse prospective des besoins en vidéodisques au Québec est complétée par la problématique générale du lancement du vidéodisque sur le marché québécois. Le rapport contient 3 niveaux d'analyse: méthodologique, informationnel, décisionnel (rôle de l'Etat et points stratégiques). En conclusion, les auteurs affirment que l'introduction du vidéodisque au Québec ne peut se faire avant 1979 et que la réponse du marché prendra de 2 à 5 ans pour se faire connaître. Trois scénarios de développement du vidéodisque dans les secteurs de l'enseignement, des institutions non-éducatives (entreprises) et du grand public, complètent le document. Bibliogr.: pp. 135-142. (D. T.)

ETUDE DE MARCHE; VIDEODISQUE; LANCEMENT

700 Télécommunications

425 **Prospective en "radio-télévision" : un choix bibliographique.** — [s.l.] : [s.n.] , [1979?]. — circa 250 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Survol de la documentation (livres, articles de périodiques spécialisés, bibliographies), antérieure à 1979, sur divers aspects de la radiodiffusion et des télécommunications. Des résumés et commentaires accompagnent presque toujours les références. La bibliographie comprend 8 sections: 1) ouvrages généraux; 2) câblodistribution; 3) satellites; 4) téléinformatique; 5) communications et comportement; 6) télévision éducative; 7) accessibilité; 8) bibliographies. (S.Be)

RADIODIFFUSION; TELECOMMUNICATION

426 BAZINET, Carole. **Modèle J. Synthèse de la documentation sur le Japon disponible au MCQ.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 66 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10204-5.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse bibliographique de 60 documents dégage les perspectives de changement technologique dans les domaine des communications au Japon. On recherche dans cette prospective les possibilités d'adaptation au Québec du modèle japonais de l'industrie des communications. Parmi les projets nationaux les plus importants pour la décennie 1980-1990, on note le projet de circuit intégré électronique à très haute échelle, la mise au point d'un ordinateur de 5e génération, le développement des réseaux numériques, de la fibre optique et des systèmes d'information vidéo. Par ailleurs, la compagnie nationale de téléphone japonaise (Nippon Telegraph and Telephone) entend étendre son système de communication à d'autres modes de transmission de type numérique. Bibliogr.: pp. 59-66. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). Etude complémentaire à *L'attaque des marchés extérieurs en matière de communications: l'exemple du Japon utile au Québec?* du ministère des Communications du Québec. (S. Be.)

ANALYSE ECONOMIQUE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS; MODELE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

427 BOUCHER, Claude. **La PME québécoise : télécommunications, informatique et secteurs connexes de l'électronique.** — [Québec] : Ministère des Communications, [1982?]. — 30 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Portrait des petites et moyennes entreprises (PME) dans les secteurs de la télédistribution, de la téléphonie, de l'informatique et de la télévision, des équipements de télécommunications. Les informations concernent la répartition du marché, l'infrastructure, les recettes d'exploitation, le nombre de salariés, les fabricants manufacturiers, la recherche et le développement. Bibliogr.: pp. 29-30. Etude contributive au rapport *Le Québec et les*

communications: un futur simple? du Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

INFORMATIQUE; TELEPHONE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; TELEDISTRIBUTION; PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

428 BRUNEAU, Jean-Guy; MENARD, Robert. **Etude des infrastructures de télécommunications au Québec : incidence technologique.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 76 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10211-8.
Direction de la planification et de la recherche

L'introduction des nouvelles technologies dans les télécommunications peut-elle modifier les rapports de force existant entre les secteurs de la téléphonie, de la télédistribution et des communications par satellite? Plusieurs possibilités sont à envisager. Pour ce qui est de la distribution locale, il est possible qu'il y ait concurrence entre les entreprises de télédistribution, lesquelles utiliseraient la technologie de commutation par paquets, et les sociétés téléphoniques, qui feraient appel à la fibre optique. D'autre part, le satellite pourrait en venir à soustraire un volume du trafic des communications acheminées par l'un ou l'autre des réseaux. En milieu rural, il apparait peu probable pour des raisons de coûts, que le câble coxial supplante la ligne téléphonique. Le satellite de diffusion directe relié au réseau téléphonique présente cependant un certain intérêt pour les services d'information vidéo-audio. Trois types de réseaux interurbains pourront se développer: 1) le système micro-ondes à très grande capacité, 2) le satellite de diffusion directe, 3) la fibre optique pour relier les centres urbains en périphérie de Montréal. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

TELECOMMUNICATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; SATELLITE DE COMMUNICATION; TELEPHONE; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

429 CARON, Jean-Lucien. **Compte rendu audiences du C.R.T.C. 1975.** — Québec : Ministère des Communications, Service du développement des média, 1976. — 20 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Sommaire des demandes entendues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) lors de l'audience publique tenue à Québec le 11 décembre 1975. Analyse des positions du CRTC sur les dossiers concernant le Québec dans les secteurs des médias de masse électroniques, de la câblodistribution et de la radio-télédiffusion. Relevé des éléments de convergence et de divergence. L'ordre du jour est annexé. (S.Be.)

REGLEMENTATION; RADIODIFFUSION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES

430 CARON, Jean-Lucien. **Telecommunications regulation and competition: a Quebec perspective: note for a presentation by Jean-Lucien Caron, directeur général, DGDP, ministère des Communications du Québec: to the Telecommunications, regulation and competition Seminar, at Mc Gill University 81-02-18.** — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 10 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1981, B

Le développement des politiques de télécommunications doit s'inscrire dans la poursuite des objectifs du gouvernement du Québec qui sont: 1) l'accessibilité universelle aux services de télécommunications, 2) l'utilisation optimale des infrastructures de télécommunications, 3) le développement économique et industriel pour le bénéfice de la collectivité. (S.Be.)

REGLEMENTATION; ACCESSIBILITE; TELECOMMUNICATION; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; CONCURRENCE; QUEBEC

431 CARRIER, Denis. **Mémoire au sous-ministre concernant l'aide aux entreprises de communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — circa 110 f. : tableaux, graph. ; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Considérant les services de radiodiffusion et de câblodistribution, la faiblesse financière des entreprises et l'état des formes législatives, l'auteur recommande que le ministère des Communications se dote d'une politique de financement aux entreprises et d'un programme d'aide. Six annexes: un rapport sur la disparité des services publics de radiodiffusion et de câblodistribution; un portrait de la situation de la câblodistribution sur la Côte Nord et en Gaspésie; une présentation des lois régissant l'aide aux entreprises; un mémoire concernant la diffusion de la programmation de Radio-Québec par les entreprises de câblodistribution; un rapport sur les aspects politiques de la radiodiffusion. (S.Be.)

RADIODIFFUSION; TELEVISION PAR CABLE; PROGRAMME D'AIDE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; QUEBEC

432 CARTER, Richard. **La déréglementation des communications aux Etats-Unis : son impact effectif et potentiel sur la réglementation canadienne et québécoise.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 36 p. : 28 cm. — ISBN 2-550-10212-6.
Direction de la planification et de la recherche

Etude de la position du Canada et du Québec concernant la politique de déréglementation américaine des télécommunications; analyse des retombées économiques à moyen terme. Considérant le poids des enjeux économique, il s'avère souhaitable que l'activité des groupes de pression (industrie de l'informatique, monde des affaires) soit suffisamment importante pour permettre un minimum de déréglementation nécessaire au développement de l'industrie canadienne et québécoise des télécommunications. Bibliogr.: pp. 33-36. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; REGLEMENTATION; ETATS-UNIS; CANADA; QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

433 CHEVREFILS, Georgette; SIMONEAU, J.-L. **Le fardeau fiscal des entreprises de téléphone et de câblodistribution.** — Québec : Ministère des Communications, [1978?]. — 78 f., pagination multiple : tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La question du fardeau fiscal et de la surtaxation préoccupe les intervenants des secteurs de la téléphonie et de la télédistribution. Pour l'usager, cette situation se traduit par une charge additionnelle, laquelle va à l'encontre des orientations du gouvernement en matière d'accessibilité du citoyen aux médias. Cette étude vise à reconstituer le fardeau fiscal de chacun des secteurs, à identifier les anomalies qui y existent et à apporter des corrections. En annexe: identification des taxes applicables au secteur des télécommunications et références législatives; tableaux des impôts pour chacun des secteurs; considérations sur certaines taxes payées. (S. Be.).

TELEPHONE; FISCALITE; IMPOT; ENTREPRISE; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC

434 COHEN, Paul. **Les télécommunications au Québec : rétrospective et perspectives d'avenir.** — Montréal : Ecole polytechnique, [1980?]. — 90 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les perspectives de développement technologique en téléphonie concernent les supports de transmission (fibre optique et satellites), le développement des modes de commutation (aiguillage d'un abonné vers un autre) et l'informatique au niveau des techniques et des moyens de calcul. L'accroissement de la demande en radio-communications mobiles entraîne la mise au point de nouveaux systèmes (système cellulaire) et de nouvelles techniques de radiodiffusion. Du côté de la télédistribution, l'ouverture de nouveaux canaux audio-vidéo à péage, la mise au point de services de surveillance et de services télématiques est à prévoir. Enfin les systèmes de transmission numérique connaîtront un taux d'achalandage plus élevé. Etude contributive au rapport *Le Québec et la communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). 19 réf. bibl. (S. Be.).

TELEPHONE; TRANSMISSION NUMERIQUE; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE; RADIOCOMMUNICATION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

435 DESCHENES, Pierre-A. **La réglementation des télécommunications québécoises à un tournant.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1983. — 26 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 D473 1983

La spécificité du Québec se retrouve non seulement dans sa culture et dans ses institutions civiles mais dans toute l'organisation de sa société. C'est en 1969 que l'Etat créait le ministère des Communications et en 1973 qu'il publiait la pièce maîtresse de son orientation politique: *Québec maître d'oeuvre de la politique des communications sur son territoire*, lequel document propose un partage des responsabilités entre les 2 paliers de gouvernement. Par ailleurs, la création de Radio-Québec, la mise sur pied d'un programme d'aide aux médias communautaires, la réglementation des services publics sont des actions qui ont marqué l'histoire des communications au Québec. Les télécommunications constituent l'un des poids lourds de la structure économique du Québec (1,5 milliards de revenus d'exploitation). Bien que le Québec possède une solide infrastructure dans le domaine des télécommunications, il accuse un sérieux retard dans la production des équipements de communications informatiques, des logiciels et des contenus. Considérant la tendance actuelle nord-américaine en faveur d'une déréglementation, le Québec a entrepris une vaste réflexion dont l'objectif est de rétablir l'équilibre des tendances engendrées par la réglementation et la concurrence. (S. Be.)
REGLEMENTATION; CONCURRENCE; TELECOMMUNICATION; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC

436 DICKS, Dennis; CROTEAU, Pierre; MALKIN, Marilynne. **Communication et communauté : schémas d'utilisation des télécommunications, transports et services éducatifs dans un centre de banlieue : rapport final sur une étude subventionnée par le Ministère des communications du Québec** / traduit de l'anglais par Janus Translations. — Montréal : Université Concordia, 1978. — 113 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette recherche vise à déterminer les tendances probables du développement des services de télécommunication dans les centres de banlieue. On y étudie les interactions entre ces services et les services éducatifs puis les services de transport de Pointe-Claire (banlieue de Montréal). Un modèle dynamique rudimentaire schématisant ces interactions sert à l'examen critique de 3 scénarios: 1. le prolongement des tendances actuelles, 2. la ville câblée service des télécommunications qui permet le maximum d'interactions humaines, 3. développement sélectif de systèmes de peu d'envergure. Les résultats d'une enquête intensive à Pointe-Claire (187 travailleurs, 300 items d'information par sujet), auxquels on a appliqué une méthode d'analyse déductive, indiquent 2 tendances majeures: 1. la dispersion des emplois, 2. le regroupement des écoles. Les 2 premiers scénarios entraînent une pénurie du transport public local, tandis que le troisième, qui prévoit une collaboration entre l'école locale et les industries d'information, permettrait de développer une programmation éducative à l'intention du public. En annexe, le texte du questionnaire. Bibliogr.: pp. 89-96. (V. H.)
BANLIEUE; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; POINTE-CLAIRE

437 DORNIK, Janez; ALLARD, André. **Etude sur la répartition des coûts entre les différents services de télécommunications.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — [96] f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La question du raccordement des terminaux soulève des problèmes au niveau de la répartition des coûts entre les services et du calcul du prix de revient lesquels sont intimement liés aux facteurs de concurrence, de monopoles et de réglementation. L'expérience américaine de l'organisme fédéral de réglementation (FCC) apporte quelques éclaircissements dans le choix et l'utilisation d'un mode de répartitition des coûts et des autres formes de contrôle de l'interfinancement. De son côté, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a effectué une enquête au cours de laquelle plusieurs méthodes de calcul de prix de revient ont été proposées. A la suite de l'autonsation du raccordement des terminaux et du contrôle de l'interfinancement, les entreprises sous juridiction québécoise ont elles aussi à choisir une méthode appropriée. Bibliogr.: ff. 94-98. (S. Be.).
TELECOMMUNICATION; COUT; FINANCEMENT

438 DORVAL. **Inventaire des moyens de communications au Québec : étude d'options pour doter le Québec d'un système de communications : tome III.** — [s.l.] : [s.n.], 1973. — 93 f. : tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Une première partie dresse l'inventaire des moyens de communication utilisés par le réseau gouvernemental, Hydro-Québec, les compagnies de téléphone et CN/CP, les stations de radio et de télévision et les compagnies privées de télédistribution. Les systèmes de communication sont étudiés. L'utilisation de la bande VHS/UHF à des fin éducatives et du système de diffusion ITFS (Instructionnal Television Fixed Service) font l'objet d'études détaillées. Huit possibilités de réseaux de télécommunication sont étudiées; les coûts sont estimés. Une dernière partie porte sur la réception et la distribution d'émissions télévisées aux écoles. (S.Be.)
RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; SYSTEME DE COMMUNICATION; ENTREPRISE PUBLIQUE

439 GILBERT, Michel. **Sommaire statistique des opérations de CNT et CPT au Canada et au Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1977. — 53 f. : graph., tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Canadian National Telegraph (CNT) et Canadian Pacific Telegraph (CPT) sont des compagnies qui offrent des services de télégraphie, de télex et de transmission de données. Ce document constitue une suite de tableaux et de graphiques compilant, illustrant des données relatives aux revenus d'exploitations, aux dépenses, aux immobilisations nettes, au personnel, aux salaires, aux bureaux de service, au volume de communications, au nombre d'abonnés, aux appareils, aux achats, enfin aux opérations. On compare les données CNT/CPT canadiennes à celles du Québec; l'ensemble des données CNT sont aussi comparées à celles du CPT à l'échelle canadienne (1970-1977). (S. Be.)
TELEGRAPHE; RESEAU TELEX; TRANSMISSION DE DONNEES; CANADIAN NATIONAL TELEGRAPH; CANADIAN PACIFIQUE TELEGRAPH

440 HOULE, Jean-Louis; BLONDEAU, Pierre; HACCOUN, David; SPOONER, Jacques; CONAN, Jean; TURGEON, André. **Utilisation polyvalente des câbles coaxiaux.** — Montréal : Centre de développement technologique, 1977. — x-264 p., pagination multiple : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce projet de recherche a pour mandat de faire une étude complète sur l'état des travaux concernant la polyvalence des moyens techniques de transmission (en particulier le câble coaxial), compte tenu d'une situation de fait et en considération des facteurs techniques et économiques afférents. Les concepts de base sont expliqués et les perspectives technologiques sont étudiées sous l'aspect des méthodes d'utilisation de la largeur de bande et des supports technologiques. Les tendances conceptuelles rattachées à l'utilisation polyvalente des câbles coaxiaux dans 8 pays industrialisés sont dégagés. Finalement, une synthèse des développements technologiques prévus et des services nouveaux que les systèmes de communication à large bande pourraient fournir sont présentés. Bibliogr.: pp. 1-15 (D. T.)
CABLE COAXIAL; SYSTEME DE COMMUNICATION

441 ISFAN, Maria-Ligia. **Les firmes de génie conseil du Québec et le marché international des télécommunications : rapport préliminaire.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 9 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Suite à une première approche des représentants de firmes de génie conseil québécoises en télécommunications, l'auteure élabore la problématique et un plan d'action. Le manque de projets s'avère le problème principal. Le recours du gouvernement aux services des sociétés privées, le prêt de spécialistes gouvernementaux aux sociétés privées et l'accès des firmes aux grands projets constituent les principaux points du plan d'actions à développer. Bibliogr.: p. 9. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)
INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS; CONSULTANT; ENTREPRISE PRIVEE; ASSOCIATION DES INGENIEURS CONSEIL DU QUEBEC; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

442 LAMONTAGNE, Jean. **Inventaire des réseaux de communications existants et proposés sur le territoire de la Baie James et au Nouveau-Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1974. — 13 f. : cartes; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Situation des services et inventaire des infrastructures de télécommunication (téléphone, radio, télévision, téléscripteur) dans le Nord québécois : localités desservies, équipements utilisés. (S.Be.)

EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; NOUVEAU-QUEBEC

443 LIT, John. **Fibres optiques et applications.** — Québec : Université Laval, 1977. — 114 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Mis à part le premier chapitre, consacré à l'évolution historique de la fibre optique, cet ouvrage est une étude des caractéristiques techniques de la fibre optique. A partir de notions physiques, l'auteur explique les mécanismes de la propagation optique guidée. Une description des types de fibre et des propriétés physiques de celle-ci fait l'objet du 3e chapitre. Les propriétés de transmission (atténuation et dispersion) ainsi que les modalités de fabrication sont étudiées. Enfin, l'auteur explique les caractéristiques et le processus de fabrication du câble optique. La question des coûts se limite au choix d'une méthode de prédictions technologiques, soit la méthode Delphi. Un répertoire des compagnies manufacturières engagées dans la fabrication des fibres optiques ainsi qu'un survol des travaux entrepris dans le domaine des communications à travers le monde complètent cette étude. Bibliogr.: pp. 110-114. (S. Be.)

FIBRE OPTIQUE; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; SYSTEME DE COMMUNICATION

444 MARMEN, Louise. **Immobilisations et investissements en télécommunications (séries chronologiques 1971-79).** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 32 f. pagination multiple : tableaux ; 29 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Série de tableaux présentant une information détaillée sur les immobilisations et les investissements de 1971 à 1979: 1) dans les secteurs de la téléphonie et de la télédistribution au Québec, avec des données complémentaires pour le Canada; 2) des sociétés de télécommunications Canadian National/Canadian Pacific, Télésat et Téléglobe. (N. T.)

INVESTISSEMENT; TELECOMMUNICATION; ENTREPRISE

445 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE NORD-OUEST. **Les communications dans le Nord-Ouest.** — Rouyn : Communication-Québec, 1975. — 111 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Description des entreprises de radiodiffusion et de presse écrite: informations générales, contenu et projets. Portrait du service téléphonique à partir de l'étude des plaintes déposées par 2 organismes de pression de la région. Présentation du programme de travaux visant à améliorer la qualité des communications interurbaines et locales soumis par la compagnie Téléphone du Nord à la Régie des services publics. Description des systèmes, de l'équipement et des projets de développement des radio-téléphones utilisés par 4 organismes de la région. Inventaire des équipements informatiques de télécommunication. (S.Be.)

TELECOMMUNICATION; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; MEDIAS; RESEAU DE COMMUNICATION; NORD-OUEST

446 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN TELECOMMUNICATIONS. **Notes au sous-ministre concernant la déréglementation des télécommunications.** — Québec : Ministère des Communications, Direction du développement des politiques en télécommunications, 1983. — 29 f. pagination multiple : graph. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Après avoir établi le pourquoi et le comment de la réglementation, on identifie les forces qui viennent aujourd'hui la contrer. Les problèmes liés à la concurrence sont soulevés, les tendances futures sont dégagées. Les documents en annexe exposent l'état de la déréglementation et de la concurrence dans le contexte des réseaux alternatifs tels les satellites (annexe 1), des services alternatifs tels la radio-mobile cellulaire (annexe 2) et des nouveaux services à valeur ajoutée (annexe 4). La requête de Télécommunications CNCP concernant la concurrence au niveau de l'interurbain public (annexe 3) entraîne un réaménagement des politiques tarifaires en matière de télécommunication, lesquelles visent "historiquement" à maintenir les tarifs des services essentiels à un niveau raisonnable (annexe 6). Par ailleurs, la concurrence incite les organismes de réglementation à adopter une méthodologie de répartition des coûts par service; c'est dans cette optique que se situe l'enquête sur le prix de revient, résumée en annexe 5. (S.Be.)

REGLEMENTATION; TELECOMMUNICATION; CONCURRENCE; TARIFICATION

447 ROBERGE, Fernand. **Evaluation d'une nouvelle méthode pour la transmission numérique des électrocardiogrammes sur le réseau téléphonique commuté : rapport final des travaux.** — [s.l.] : [s.n.], 1977. — 44 f. pagination multiple : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La transmission d'un électrocardiogramme par ligne téléphonique constitue un avancement considérable pour les services hospitaliers; toutefois, son utilisation actuelle présente certains inconvénients dûs au mode de transmission analogique sur bande MF: faible largeur de bande, bruit, nécessité d'une interface, etc. Ce document présente une expérience d'utilisation du prototype d'électrocardiogramme numérique Q-8000. La transmission des signaux s'est effectuée vers le poste de réception situé à l'Ecole Polytechnique à partir de 5 hôpitaux du Québec. Les chercheurs se sont surtout attardés à l'aspect opérationnel du système; une attention particulière est portée aux statistiques de communication et aux problèmes rencontrés. (S. Be.)

TRANSMISSION NUMERIQUE; LIGNE TELEPHONIQUE; EXPERIMENTATION; ELECTROCARDIOGRAMME

448 SIMARD, Yvan. **Les télécommunications au Québec: une étude historique et prospective des principales infrastructures de communications desservant le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1973. — 64f.:graph, tableaux; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude sur l'économie des télécommunications, par secteur d'activités: la téléphonie, les Télécommunications CN-CP, la radiodiffusion, la télédistribution et la télématique; de plus, la Société canadienne des télécommunications transmarines et les manufacturiers d'équipement de télécommunications font l'objet d'une analyse. L'apport économique est évalué en regard avec le produit national brut canadien. De nombreux tableaux cumulent les revenus d'exploitation, dépenses, immobilisations des secteurs impliqués. Les tendances et prévisions des secteurs industriels sont signalées. (S.Be.)

ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS

449 TAMEC INC; GAMMA; LANGLOIS, DROUIN ET ASSOCIES. **Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec : volume 2 : rapport principal.** — Verdu [Québec] : Tamec Inc., [1982?]. — xvii-466 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation des impacts économiques de l'application d'une juridiction provinciale sur les entreprises publiques de téléphone opérant au Québec. Le Québec n'exerce aucun contrôle sur l'évolution technologique à l'échelle mondiale; par contre, il exerce un certain contrôle sur la fiscalité, la politique linguistique et le développement industriel. C'est en fonction de ces variables que les options du Québec doivent être évaluées en vue d'un développement intégré de l'ensemble du secteur des télécommunications. Après avoir brossé un tableau de l'industrie des télécommunications au Québec (recettes et dépenses d'exploitation, investissements) on s'attarde au secteur de la téléphonie. On présente un scénario de développement des télécommunications au Québec pour 1982-1992. L'analyse des impacts économiques du développement des télécommunications et de l'informatique se divise en 2 points: impacts selon leur nature (sectoriels et structurels), impacts selon l'objet PNB, productivité, commerce extérieur, emploi). Dans la 2e partie, l'hypothèse de base retenue est l'existence d'un Bell Québec qui serait détenu par Bell Canada. Tous les actifs directement reliés à l'exploitation de réseaux

situés au Québec seraient toutefois transférés à un Bell Québec. On examine les implications juridiques et fiscales d'un tel transfert et on analyse les ententes de trafic auxquelles un Bell Québec serait susceptible d'être confronté. On intègre les résultats de l'entente précédente à une définition de ce que seraient les revenus et dépenses d'un Bell Québec. Un chapitre porte sur la structure corporative que devrait posséder un Bell Québec. De nombreux tableaux (144) complètent ce rapport. Un rapport sommaire, ainsi qu'une annexe statistique sont analysés séparément. (S. Be.)

STATUT JURIDIQUE; TELEPHONE; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; ENTREPRISE PUBLIQUE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; BELL CANADA; BELL QUEBEC

450 TAMEC INC; GAMMA; LANGLOIS, DROUIN ET ASSOCIES. **Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec : volume 3 : annexe statistique.** — Verdun [Québec] : [Tamec Inc.], [1982?]. — 79 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette annexe fait suite au rapport préliminaire (volume 1) et au rapport principal (volume 2) du même titre. Elle comprend 7 séries de tableaux: statistiques du secteur des télécommunications au Québec et au Canada, statistiques détaillées du réseau Bell Canada par région, des réseaux téléphoniques au Québec, du secteur de radiodiffusion au Québec, des sociétés de télécommunication au Québec, enfin comptes nationaux et statistiques démographiques. Les sources utilisées sont indiquées. (S. Be.)

TELECOMMUNICATION; RESEAU TELEPHONIQUE; RADIODIFFUSION; TELEDISTRIBUTION; BELL CANADA

451 VO, Bach; FISET, Lynda. **La fibre optique : développement et perspectives pour les télécommunications au Québec.** — [Québec] : [Ministère des Communications], 1981. — 86 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les caractéristiques techniques de la fibre optique lui confèrent de nets avantages du point de vue de la capacité de transmission et de la qualité du signal. C'est dans le domaine des télécommunications que les applications de la fibre optique sont le plus probable dans un premier temps. A cause de son coût d'investissement élevé, l'implantation de la fibre au Québec ne se fera qu'à moyen ou long terme (5-10 ans). Elle pourra remplacer les câbles coaxiaux sur les liaisons à très haut débits (antenne récepteur, tête de ligne, centre de distribution), en télédistribution et pour les tronçons téléphoniques entre les grandes villes. Bibliogr.: pp.84-86. (S. Be.).

RESEAU DE TELECOMMUNICATION; FIBRE OPTIQUE; TELETRANSMISSION

452 YIP, G. L. **Etat de la question sur les télécommunications par fibres optiques.** — [Montréal] : Université McGill, [1978?]. — vii-163 f. : photogr., tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude, réalisée dans le cadre du programme d'action concertée sur la câblodistribution, examine l'état du développement des télécommunications par fibres optiques en 1978, dans le but d'aider l'industrie et les organismes gouvernementaux du Québec dans une éventuelle conception de tels systèmes. Elle présente les fibres optiques, les sources émettrices et les détecteurs ainsi que certaines méthodes de modulation (modulation d'amplitude ou de fréquence) et l'état des travaux entrepris par l'Université McGill sur la télécommunication par fibres optiques. Le chapitre 1 porte sur les divers composants électrooptiques, sur les techniques de modulation et de détection déjà mises au point, et sur les divers types de couleurs et de connecteurs permettant le couplage de la lumière entre la fibre et la source ou le détecteur. Dans le chapitre 2, il est question de guides optiques; on y traite de la théorie de la dispersion, des aspects techniques du choix du type de verre, des méthodes de fabrication et de revêtement et des câbles. Le chapitre 3 étudie la modulation de fréquence et les techniques de détection utilisées dans les systèmes optiques de communication, et présente un exemple de réalisation d'un canal audio MF par liaison optique. Le quatrième chapitre constitue une compilation des recherches entreprises à McGill dans le domaine des guides d'ondes optiques et des télécommunications optiques (titres des thèses de cycles supérieurs, des publications et des textes présentés en conférence, et description des projets actuels). Chaque chapitre comprend des études, des références, et des annexes. (V. H.)

INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS; TELECOMMUNICATION; FIBRE OPTIQUE; MODULATION

701 Interventions et plaidoiries du Québec

453 CANTIN, Marc. **[Requête de CN/CP Télécommunications pour la majoration du service télex le 31 janvier 1975 : plaidoirie du Gouvernement du Québec].** — [s.l.] : [s.n.], 1975. — 19 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

L'intervention du Québec dans ce dossier ne vise pas à s'opposer carrément à la requête. Le Québec s'interroge toutefois sur le bien-fondé de la requête. Aussi aborde-t-il la question des relations entre CN/CP et les compagnies de téléphone ainsi que diverses questions liées à la concurrence: l'interconnexion des systèmes télex et TWX, la location des circuits locaux et la duplication des réseaux micro-ondes. Le Québec demande au Comité des télécommunications de faire enquête en présence des principaux intervenants. (S.Be.)

TELEX; CONCURRENCE; TARIFICATION; TELECOMMUNICATIONS CN/CP

454 CANTIN, Marc. **[Requête de CN/CP Télécommunications relative à une majoration tarifaire].** — [s.l.] : [s.n.], 1977. — 11 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Le Québec s'oppose à la requête de CN/CP à cause des divergences qu'affiche chacune des 2 entités administratives dans la poursuite de ses objectifs, et à cause de l'incompatibilité des structures corporatives des entités et de l'incidence de cette incompatibilité sur le plan fiscal et du financement. Considérant qu'il n'est pas de son ressort de proposer une structure corporative aux requérantes ni d'analyser les effets de la concurrence, le Ministère demande au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de se pencher sur ces questions. (S.Be.)

CONCURRENCE; TARIFICATION; TELECOMMUNICATIONS CN/CP; QUEBEC

455 LABERGE, Anne; PELLETIER, Jean. **Requête des Télécommunications CN/CP relative à l'accès au réseau de Bell Canada pour trafic de télécommunications : plaidoirie du Gouvernement du Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — ii-28 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Dans un premier temps, le gouvernement du Québec souligne que la viabilité financière de Télécommunications CN/CP ne doit pas être un facteur à considérer dans l'examen de la désirabilité de l'interconnexion de réseaux. Le Québec s'oppose à la requête de CN/CP parce qu'il doute que cette concurrence (qu'il qualifie de pseudo-concurrence) ait des incidences positives sur les prix des services et sur la recherche et l'innovation. Le Québec revendique une utilisation rationnelle des infrastructures de télécommunication, à plus forte raison dans les régions à faible densité démographique. Devant les craintes de Bell Canada de perdre une part du marché des communications vocales interurbaines, le Québec conserve sa position en faveur du maintien de la situation de monopole. Plusieurs témoignages sont reproduits. (S.Be.)

GOUVERNEMENT; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; MONOPOLE; CONCURRENCE; INTERCONNEXION; BELL CANADA; TELECOMMUNICATIONS CN/CP; QUEBEC

456 LABERGE, Anne. **Requêtes en majoration tarifaire du CNCP et d'approbation d'une entente d'association entre le CN et le CP : plaidoirie du Gouvernement du Québec.** — Hull : [s.n.], 1980. — 15 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Le Gouvernement du Québec déplore l'écart de majoration des tarifs entre les services monopolistiques (14,5%) et les services concurrentiels (2,9%). Qualifiant de fictive la concurrence menée par CN/CP, le Gouvernement s'interroge sur les bienfaits de cette concurrence pour les usagers; les questions des installations aériennes et d'incompatibilité des réseaux sont soulevées. Par ailleurs, le Gouvernement juge insatisfaisante l'entente d'association entre CN et CP et demande au CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) de rejeter cette entente. (S.Be.)

CONCURRENCE; GOUVERNEMENT; QUEBEC; TELECOMMUNICATIONS CN/CP

457 LEMELIN, Jean. **[Requête en majoration tarifaire de Télécommunications CN/CP déposée en mars 1976 : plaidoirie du Gouvernement du Québec].** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 18 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

CN/CP vise à obtenir une hausse des tarifs pour la plupart de ses services afin de maintenir sa situation concurrentielle, de répondre à la demande, de rester à l'avant-garde des innovations techniques. Le principal point en litige concerne la demande de CP (Canadien Pacifique Limitée) de fixer ses objectifs de gains futurs. Le gouvernement du Québec s'oppose à cette façon de procéder, alléguant qu'elle risque de compromettre la rigueur du processus régulatoire. Par ailleurs, le Québec souligne le problème de la dualité de gestion des 2 entreprises (CN et CP) lequel rend impossible la réalisation d'études comparatives des données fournies. Au sujet de la concurrence, le Québec craint une duplication des infrastructures laquelle va à l'encontre du principe d'utilisation optimale des ressources. Rapport des auditions et analyse de la décision rendue en annexe. (S.Be.)
GOUVERNEMENT; TARIFICATION; TELECOMMUNICATIONS CN/CP; QUEBEC

458 MARTIN, Louise. **Requête des Télécommunications CNCP pour la concurrence intercirconscription : plaidoirie du gouvernement du Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 51 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La requête vise à obliger Bell Canada et British Columbia Telephone Company Limited à fournir toutes les installations nécessaires à l'échange de trafic entre le réseau de télécommunications de CNCP et les réseaux téléphoniques commutés publics exploités par Bell et British Columbia Telephone. Deux aspects retiennent l'attention du gouvernement du Québec dans cette requête: l'incidence de la concurrence intercirconscription sur les tarifs et les questions relatives aux avantages de la concurrence par rapport à l'état actuel de monopole. On évalue la concurrence en regard de l'intérêt public sous des dimensions politique et jundique. Les difficultés relatives à la quantification de l'impact de la concurrence par circonscription sont estimées. La formule de restructuration tarifaire proposée par Bell de même que la demande du CNCP sont exposées et analysées. (S.Be.)
CONCURRENCE; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TARIFICATION; BELL CANADA; TELECOMMUNICATIONS CN/CP

703 Réseaux de télécommunications

459 **Evaluation des investissements en réseau micro-onde au Québec.** — [s.l.] : [s.n.], [1979?]. — 30 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Evaluation des investissements à partir de 2 méthodes de calcul portant sur l'analyse des coûts d'un réseau de télécommunications interrégionales. L'analyse tient compte des coûts d'investissements reliés à l'installation des stations et des tronçons, des coûts annuels reliés entre autres à l'entretien et à l'exploitation, du nombre de voies téléphoniques et de la courbe de tendance. Des commentaires sur les résultats obtenus à partir de chacune des méthodes sont présentés. (S.Be.)
INVESTISSEMENT; COUT; RESEAU DE TELECOMMUNICATION

460 DUBE, Guy. **Etude technico-économique sur les implications d'un réseau hertzien en territoire québécois entre Ottawa et Montréal.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 31 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude des coûts d'investissement dans l'infrastructure, de la répartition des revenus, des taxes et impôts et des modes de tarification reliés à l'implantation d'un réseau de télécommunications québécois destiné à l'acheminement des communications téléphoniques et audio-visuelles. Deux possibilités d'implantation sont analysées. On étudie les possibilités de création d'un réseau d'alimentation en canaux de télévision pour les câblodistributeurs de la région de Hull-Gatineau, et celles d'un réseau d'alimentation en canaux vidéo pour les télédiffuseurs de la région. (S. Be.)
RESEAU DE TELECOMMUNICATION; ETUDE DE FAISABILITE; TELEDISTRIBUTION; OTTAWA; MONTREAL

461 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **La télétransmission : mandat du S.D.R. par C.I.T..** — [s.l.] : [s.n.], 1974. — [25] f. : cartes, tableaux, graph. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les territoires desservis au Québec par les sociétés exploitantes en télécommunication sont délimités. Les facteurs intervenant dans la tarification des communications sont étudiés. La disponibilité des services de Bell Canada et de CN/CP est signalée. Au chapitre de la réglementation, les pouvoirs de la Régie des services publics du Québec et de la Commission canadienne des Transports sont définis. Les besoins futurs sont évalués. L'engorgement du spectre de fréquences, les possibilités du câble et du satellite, le partage des réseaux sont des aspects soulevés. 6 réf. bibl. (S.Be.)
TRANSMISSION DE DONNEES; TELETRANSMISSION

710 Radiodiffusion

462 BEAULE, Gérard; LAGANIERE, Roger; LABONTE, Gilbert; . **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services de télécommunications, 1983. — [52 f.] : cartes ; 36 cm.
Direction du développement des médias : F C371

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec (incluant le Nouveau-Québec) et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S.Be.)
STATION DE TELEVISION; STATION DE RADIO; ZONE DE DIFFUSION

463 BERGERON, Sylvie; VO, Bach. **La radiodiffusion au Québec : état du développement actuel et nouvelles perspectives technologiques.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 78 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En mars 1980, on comptait quelques 136 stations MA au Québec et 53 stations MF appartenant aux réseaux publics (Société Radio-Canada (SRC) ou Canadian Broadcasting Corporation (CBC)) privés (Radiomutuel, Télémédia) ou stations indépendantes. Dans l'avenir, l'expansion des stations MA devrait être freinée par la saturation de la bande MA; d'autre part, on assiste à un développement rapide de la radio MF. Cinq réseaux de télévision desservent le Québec. En 1981, ces réseaux regroupaient 23 stations et 145 réémetteurs; 94% de la population québécoise a accès au réseau TVA, 98% à Radio-Canada et 88% à Radio-Québec. Ce sont les applications de la MA-stéréo et des techniques d'exploitation multiplex des communications secondaires (EMCS) qui présentent le plus d'intérêt à court terme; à moyen terme, le télétex et le satellite s'avèrent prometteurs; à long terme, la fibre optique, le vidéodisque et la télévision haute définition seront utilisés. Dans l'ensemble, les radiodiffuseurs reconnaissent le potentiel des nouvelles technologies mais considèrent leur coût d'utilisation encore trop élevé. En annexe, liste des personnes interrogées. Bibliogr.: pp. 20, 25, 31, 33, 40, 51, 58, 68. (S. Be.)
RADIODIFFUSION; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

464 GRENIER, Roland. **Notes explicatives sur le mémoire du ministère des Communications du Québec concernant les attributions de fréquences dans la bande 406 à 960 MHz.** — Québec : Ministère des Communication, Direction générale des services techniques, 1976. — 14 f. : tableaux; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'accroissement de la demande dans le domaine des services radio mobiles terrestres à des fins commerciales entraîne la saturation des bandes de fréquences attribuées à ces fins. Cette situation incite le gouvernement canadien à élaborer des politiques relatives à l'utilisation de la bande UHF (406 à 960 MHz). Les recommandations du Conseil canadien de planification technique de la radio (CCPTR) sont présentées en annexe B. On précise les positions que devrait adopter le ministère des Communications du Québec dans l'attribution des fréquences de la bande UHF à des fins devant servir les intérêts de la collectivité. Le tableau des attributions pour la région 2 (Amérique) de l'Union internationale des télécommunications (UIT) est présenté en annexe A. (S.Be.)

SERVICE RADIO GENERAL; ATTRIBUTION DE FREQUENCES

465 ISFAN, Maria-Ligia. **Le spectre de fréquences des ondes radioélectriques et son utilisation au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 70 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02960-7.
Direction de la planification et de la recherche

Vulgarisation du concept de spectre de fréquence des ondes radioélectriques: notions techniques élémentaires, organismes de gestion du spectre, présentation du tableau canadien d'attribution des bandes de fréquences, utilisation actuelle et future du spectre. En annexe, bref historique de la gestion du spectre de fréquences radioélectriques. Bibliogr.: pp. 14, 21, 32, 44, 53. (S. Be.)

ATTRIBUTION DE FREQUENCES; FREQUENCE RADIO-ELECTRIQUE; RADIODIFFUSION; SPECTRE DE FREQUENCE

466 LABONTE, Gilbert. **Mémoire : attribution des fréquences de la bande MA au Canada : ERT-02-100.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1979. — 16 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après un bref historique de la question, on résume les principales modalités de fonctionnement déterminées par l'accord international d'Arran dont le Canada est signataire. L'attribution des stations de radiodiffusion tient compte de 3 voies de radiodiffusion: voies libres, régionales, locales. On distingue aussi les classes des stations de radiodiffusion. L'état actuel de l'utilisation du spectre des fréquences MA en est un de saturation prononcée dans la majorité des régions habitées du Canada. (N. T.).

ATTRIBUTION DE FREQUENCES; SPECTRE DE FREQUENCE; RADIODIFFUSION

467 LAINE, Pierre. **Analyse des coûts d'investissement en radio MA et MF.** — [s.l.] : [s.n.], [1980?]. — 58 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Tableaux des différents équipements entrant dans la construction d'un poste de radiodiffusion, avec évaluation de leur coût. Chaque type de station de radio a été décomposé en ses principales composantes et une analyse de la puissance par rapport au coût est établie. (N. T.)

EQUIPEMENT; STATION DE RADIO; COUT; RADIODIFFUSION

468 LAMONTAGNE, Jean. **L'évolution technologique de l'infrastructure utilisée par les radiodiffuseurs et les télédiffuseurs : les équipements de production et les moyens techniques d'aide à la production.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 20 p. : 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Compte rendu d'un sondage sommaire auprès des représentants de stations de radio et de télévision et du gouvernement du Québec sur l'utilisation d'équipement de production et de transmission sur courte distance. Aperçu de l'utilisation future des nouveaux supports techniques. De façon générale, l'attitude des personnes rencontrées consiste à attendre et à voir plutôt qu'à innover. Liste des personnes rencontrées en annexe. L'étude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983) (S. Be.)

RESEAU DE TELECOMMUNICATION; PRODUCTION; RADIODIFFUSION; EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

469 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS. **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec: Ministère des Communications, Direction générale des services de télécommunications, 1981. — [40 f.]: cartes; 36 cm.
Direction du développement des médias : F C371

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S. Be)

STATION DE TELEVISION; STATION DE RADIO; ZONE DE DIFFUSION

470 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec: Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1980. — [34 f.]: cartes; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S. Be.)

STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION; ZONE DE DIFFUSION

471 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1975. — [40 f.] : 53 cartes ; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S.Be.)

STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION; ZONE DE DIFFUSION

472 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1977. — [34 f.] : cartes ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S.Be.)

STATION DE TELEVISION; STATION DE RADIO; ZONE DE DIFFUSION

473 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — [34 f.] : cartes; 36 cm.
Direction du développement des médias : F C371

Ensemble de cartes indiquant l'emplacement des stations de radio 1, radio MA, radio MF et télévision desservant le Québec et montrant la localisation des contours de service qui correspondent aux zones de desserte de ces stations sur le territoire québécois. (S.Be.)

STATION DE TELEVISION; STATION DE RADIO; ZONE DE DIFFUSION

474 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Etude technique et économique sur la transmission de la télévision et les modèles utilisables par l'ORTQ.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 40 f. : 2 cartes, ill. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Bilan comparatif des moyens techniques d'alimentation, de diffusion et de distribution des signaux audio-visuels et aperçu des coûts. L'implantation de stations émettrices de télévision s'avère le moyen le plus économique pour rejoindre 95% de la population québécoise. La configuration exacte du réseau d'alimentation et de diffusion ne doit être établie qu'après examen de critères définis (population

desservie, nombre de centres, types de régionalisation). La combinaison de plusieurs techniques présente des avantages. (S.Be.)

EMETTEUR DE TELEVISION; RADIODIFFUSION; PROCEDURE DE TRANSMISSION; RESEAU NATIONAL

475 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Etude technique et économique sur les moyens de transmission de la radio : tome 2.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 9 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

Présentation des techniques d'alimentation, de diffusion et de distribution des ondes radiophoniques et évaluation sommaire des coûts. L'implantation d'un réseau de radiodiffusion MF alimenté en direct s'avère l'hypothèse la plus adéquate pour le Québec. (S.Be.)

RADIODIFFUSION; MODULATION DE FREQUENCE; PROCEDURE DE TRANSMISSION

476 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Mémoire technique pour l'installation d'une station émettrice de télévision pour la région St-Jérôme, comté de Terrebonne, Québec.** — version revisée. — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1974. — 44 f. : 3 cartes, 3 tableaux, 1 graph., 1 plan, 15 ill.; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Version revisée d'un premier mémoire daté du 6 août 1973 (projet 8112). Les principales modifications concernent l'augmentation de la puissance apparente rayonnée de la station, l'utilisation d'une antenne omnidirectionnelle et la sollicitation pour l'attribution du canal 4. Le mémoire contient les spécifications du matériel de diffusion, l'emplacement de la station, le calcul du signal émis, les contours de service anticipés et le calcul des interférences possibles. (S.Be.)

EMETTEUR DE TELEVISION; STATION DE TELEVISION; RADIODIFFUSION LOCALE; ATTRIBUTION DE FREQUENCES; SAINT-JEROME

477 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. **Rapport synthèse du sous-comité technique du CMPDC responsable de fournir un bilan d'ensemble sur les ressources techniques disponibles et les possibilités de croissance des structures de diffusion au Québec: tome 1.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1978. — 26 f. ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications

L'étude des techniques de transmission de la télévision et de la radio se divise en 2 parties: l'alimentation et la diffusion/distribution. La production de programmes de télévision et de radio comporte 3 aspects: les métiers et équipements, les méthodes de production et les exigences professionnelles. On donne un aperçu des coûts de production et des règles du marché. (S.Be)

SYSTEME DE PRODUCTION; PROCEDURE DE TRANSMISSION; PROGRAMME DE RADIO; PROGRAMME DE TELEVISION; RADIODIFFUSION

478 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. SERVICE DU RADIO ET DU VIDEO. **Entreprises de radiodiffusion desservant le Québec.** — [Québec] : Ministère des Communications, Direction générale des services techniques, 1975. — 49 f. : tableaux, cartes ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Répertoire des stations de radiodiffusion fournissant un service sur le territoire québécois. Après une description des caractéristiques techniques de la radio en modulation d'amplitude, en modulation de fréquence, et de la télévision, on présente en tableaux, les chaines de radio et de télévision, le nombre d'entreprises (selon le type d'entreprise, les chaines de radio ou de télévision) et les stations de radiodiffusion (du Québec et d'ailleurs) desservant le Québec. Trois cartes complètent ce répertoire: stations de télévision du Québec, stations de radio en MA, et stations de radio en MF. 14 tableaux. (V. H.)

STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION; CHAINE DE TELEVISION; RADIODIFFUSION

479 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Répertoire de la radio-télévision.** — Québec : Ministère des Communications, Service du développement des réseaux, 1975. — circa 150 f. , tableaux, cartes ; 35 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Inventaire des stations de radio et de télévision au Québec : caractéristiques et population desservie. Sept annexes, dont les cartes illustrant le service en place (1974) et proposé par les stations de radio et de télévision. (S.Be.)

STATION DE RADIO; STATION DE TELEVISION; ZONE DE DIFFUSION

480 ODESSE, Michel; VAN MARSENILLE, Yves. **Rapport des essais sur les télévisionneuses pour handicapés visuels.** — Québec : Ministère des Communications, 1978. — 11 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Quatre systèmes de télévisionneuse ont été soumis à des tests de visionnement et évalués en fonction de caractéristiques techniques permettant de mesurer la qualité de l'image. Une image de qualité se caractérise par sa stabilité, sa netteté, sa capacité de reproduction de l'objet et, dans ce dernier cas, par le grossissement de l'objet. Observations générales et particulières pour chacun des systèmes. Recommandations. (S. Be.).

RECEPTEUR DE TELEVISION; HANDICAPE; PERCEPTION VISUELLE

720 Câblodistribution

481 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : télédistribution.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — iii-140 p. : ill., carte , 28 cm. — ISBN 2-550-02376-5.
Direction de la planification et de la recherche

82% des foyers québécois ont accès au câble; sur ce nombre, 67% sont abonnées à une des 139 entreprises de télédistribution desservant le Québec possède. Plusieurs télédistributeurs sont reliés et forment un réseau s'étendant au niveau local, régional, interrégional et provincial, intégrant les technologies du câble coaxial, des micro-ondes et des satellites. L'industrie manufacturière québécoise de la télédistribution est petite; par contre celle des services (ingénieurs-conseils) possède une expertise valable. Le développement des hautes technologies (techniques numériques, interface) jumelé à l'essor des services télématiques offrent la possibilité d'un nouveau marché, nécessaire au maintien de la croissance du nombre d'abonnés. Le Québec possède une cinquantaine de chercheurs dans le domaine. Recommandations. Bibliogr.: pp. 133-137. (S. Be.)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; TELEDISTRIBUTION; BATIR L'AVENIR

482 ANGERS, Denis; DELISLE, Gilles Y; LECOURS, Michel; TREMBLAY, Yves. **Suppression partielle de la porteuse en câblodistribution.** — Québec : Université Laval, 1979. — 72 f. : ill., graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les principales notions portant sur le signal utilisé en télévision et les principales techniques de transmission utilisées dans le domaine de la télédistribution sont passées en revue. Certains aspects spécifiques de bruit parasite généré par les imperfections des systèmes d'amplification, sont étudiés. Une analyse des types de distorsion les plus gênants (transmodulation et intermodulation), est faite. Une solution simle et peu coûteuse pour combattre ces parasites réside dans la technique de suppression partielle de chacune des porteuses présentés dans un réseau. L'impact direct de cette technique est longuement analysé et débouche sur des modes de réalisation sur un réseau réel. Bibliogr.: pp. 67-72.

BRUIT; TELEVISION PAR CABLE; DISTORSION; TELEDISTRIBUTION

483 ASSOCIATION DES CABLODISTRIBUTEURS DU QUEBEC. MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **La câblodistribution : document de réflexion (rapport**

d'étape). — Québec : Ministère des Communications, 1977. — 173 p. : tableaux, cartes, graph. ; 28 cm.
Direction du développement des médias

Document de réflexion d'un groupe de travail formé de représentants de l'Association des câblodistributeurs du Québec et du ministère des Communications du Québec, chargé d'élaborer un outil de travail permettant de guider les actions des différents intervenants susceptibles d'influencer le développement de la télédistribution. Le groupe a d'abord identifié les besoins des individus et des organismes en services de communication transmissibles par câble. Le second chapitre décrit les caractéristiques structurales et organisationnelles de l'industrie de la télédistribution soit: la couverture territoriale, la nature et la propriété des infrastructures, le financement et le mode constitutif des entreprises, les services offerts, le personnel des entreprises et la taille des réseaux. Le groupe élabore ensuite les principes d'orientation devant guider le développement de la télédistribution. Ces principes s'articulent autour des concepts d'accessibilité, de complémentarité, de contrôle québécois et de rentabilité. Le chapitre suivant est consacré à l'examen des méthodes de réalisation. Il est question de langages, de services, de méthodes de distribution, de configuration des systèmes, d'échéanciers et d'implications financières et réglementaires. Enfin, à la lumière des conclusions émises, quelques recommandations terminent l'étude. (S. Be.)
TELEDISTRIBUTION

484 BEAUDET, Mireille; TRUDEL, Pierre. **Etude sommaire du projet de règlement sur la télédistribution et la télévision par abonnement.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des Communications, [1985]. — 45 p. : 2 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12429-4.
Direction de la planification et de la recherche

Le 12 décembre 1984 le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) rendait public un projet de règlement sur la télédistribution et la télévision par abonnement. Afin de pouvoir présenter un avis au ministère des Communications du Québec (MCQ) sur ce règlement, on identifie ce qu'il apporte de nouveau et on relève les aspects du régime proposé qui paraissent susceptibles de comporter des effets à l'égard de l'offre de services de télévision en français. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985).
REGLEMENTATION; TELEVISION PAR CABLE; TELEDISTRIBUTION; CANADA; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

485 BOUCHER, Jacques; BICH, Marie-France; TRUDEL, Pierre. **Le système de réglementation de la programmation et de la tarification des entreprises de câblodistribution au Québec.** — Montréal : Université de Montréal, Centre de recherche en droit public, 1977. — 353 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude identifiant les facteurs de réglementation et les critères d'évaluation des programmes ainsi que des tarifs des compagnies de câblodistribution par les organismes de surveillance dans la province de Québec. Revue des législations récentes, des champs de compétence et des pouvoirs reconnus aux gouvernements provinciaux et fédéral au Canada.
REGLEMENTATION; POLITIQUE DES PROGRAMMES; TARIFICATION; POUVOIR JURIDICTIONNEL QUEBEC

486 BOUTIN, Noel; DUMONT, François; ADOUL, Jean-Pierre; MORISSETTE, Sarto. **Rapport final sur les problèmes techniques reliés à l'utilisation des réseaux de cablevision pour la transmission d'informations numériques à destination spécifique.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1978. — 34 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude préliminaire d'un système de transmission d'informations numériques à destination spécifique utilisant comme support les réseaux de télédistribution et accessible par téléphone. Le système proposé permet la transmission de 3 catégories d'informations: information gratuite accessible à tous, information accessible sur demande et facturée suivant l'utilisation, et information confidentielle à diffusion limitée. Description du centre de diffusion, à partir duquel les informations sont transmises sur câble coaxial, de 2 versions du récepteur chez l'usager (ajouté entre l'arrivée du câble et son récepteur de télévision) et des mesures de protection à envisager pour un tel système. Présentation du fonctionnement (système de transmission, modulateur, démodulateur) du système et de ses particularités techniques. (V. H.)
TRANSMISSION NUMERIQUE; TELEDISTRIBUTION

487 CHAMPAGNE, Roger; SIMARD, Yvan. **Relevé statistique des systèmes de télédiffusion par câble au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Direction de la planification, 1972. — 25 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Un tableau présente les données relatives aux entreprises de télédistribution par régions : abonnés, services, équipement, tarifs. Des statistiques sur les coûts d'utilisation, les taux de croissance et la concentration des abonnés sont fournies. 4 réf. bibl. (S.Be.)
ENTREPRISE; TELEDISTRIBUTION

488 CHICOINE, André; HILLGARTNER, William P. **Le développement de l'accès à la câbiodistribution : analyse comparative de contrôles gouvernementaux québécois, canadien, américain et anglais.** — Québec : [Ministère des Communications], 1980. — 59 p. : tableau ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse comparative de l'approche réglementaire de 4 organismes de contrôle gouvernemental en matière de télédistribution au Québec, la Régie des services publics (RSP), au Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), aux Etats-Unis, la Federal Communication Commission (FCC) et en Grande-Bretagne, le Home Office. L'objectif premier de l'analyse est de déterminer si les approches des organismes de contrôle facilitent ou nuisent à l'accès à la télédistribution. L'accessibilité pourrait être davantage favorisée par la RSP en autorisant la publicité non commerciale et en baissant le standard de qualité des programmes. L'évaluation s'appuie sur les textes politiques et les règlements de chacun des pays. L'étude comprend 4 sections. Dans les 3 premières, les approches réglementaires sont comparées en termes de structure (degré de dépendance du contexte politique), de justification du contrôle et de développement historique (degré de stabilité). La quatrième partie évalue les approches réglementaires en fonction des aspects relatifs à la technologie du câble, aux messages (production, distribution) et aux coûts (frais et financement). Enfin, on note que les approches de la RSP (modèle d'accès communautaire) et du CRTC facilitent l'accès à la télédistribution. L'accessibilité pourrait être davantage favorisée par la RSP en autorisant la publicité non commerciale et en baissant le standard de qualité des programmes. Bibliogr. pp. 57-59. (S. Be.)
REGLEMENTATION; ACCESSIBILITE; TELEDISTRIBUTION; REGIE DES SERVICES PUBLICS; HOME OFFICE; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES; FEDERAL COMMUNICATION COMMISSION

489 DIONNE, Hugues; LEVESQUE, Benoît; CARRIER, Robert; GIGUERE DIONNE, Rita. **La câblodistribution dans l'Est du Québec (les entreprises).** — Rimouski : Université du Québec à Rimouski, 1978. — 193 p. pagination multiple : cartes, graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Portrait de l'industrie de la télédistribution dans l'Est du Québec. En juillet 1977, la région de l'Est comptait 13 entreprises de télédistribution. La démarche méthodologique utilisée comporte les étapes suivantes: cueillette de données (lecture de rapports et autres documents), rédaction d'un questionnaire et d'un schéma d'entrevue, traitement, compilation des données et rédaction du rapport. En ce qui concerne le territoire il est à noter que l'Est du Québec est la région la plus rurale du Québec (53.2% de la population). De 1974 à 1978, la télédistributions a connu une expansion remarquable (10 fois plus d'abonnées). Présentant toutefois de profondes disparités régionales.La télédistribution a connu 2 phases de développement distinctes: première phase (1956-1961), deuxième phase (à partir de 1972). Tant par la structure organisationnelle que par les motifs qui ont sous-tendu leur création, les entreprises de chacune des générations diffère l'une de l'autre. Quatre variables permettent de vérifier cet état de fait: le statut juridique, la taille, le potentiel technique et les services offerts. Alors que les entreprises de première génération assument un service "pionnier", celles de la 2e génération fournissent un plus grand choix de stations. Au point de vue financier, les revenus demeurent relativement élevés; une seule entreprise est en position de déficit. 5 annexes. Bibliogr.: pp. 175-178. (S. Be.)
ENTREPRISE; TAUX DE PENETRATION; TELEDISTRIBUTION; EST DU QUEBEC

490 DUBE, Guy. **Etude technique sur les coûts de la câblodistribution en Gaspésie.** — [s.l.] : [s.n.], 1975. — 54 f., pagination multiple : tableaux, cartes, graph. ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le but de cette étude est de dégager les coûts inhérents à un éventuel service de télédistribution en Gaspésie, en tenant compte du fait qu'il puisse être relié au réseau d'alimentation des câblodistributeurs de l'Est du Québec. Cette étude définit les limites d'étendue d'un tel réseau de câble unifié et intégré en Gaspésie, qui serait optimal en termes de foyers rejoints et de frais mensuels à l'abonné. 8 annexes. (S. Be.).
ANALYSE DE RESEAU; COUT; TELEDISTRIBUTION; GASPESIE

491 DUSSAULT, Claire; DUPOND, Henri; PELLETIER, Jean-Pierre. **Evolution récente de la câblodistribution au Québec: télévision payante, canaux spécialisés, concurrence et infrastructures de redistribution.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, 1985. — 49 p. : 6 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12430-8.
Direction de la planification et de la recherche : 1188

Portrait de l'organisation économique de la câblodistribution au Québec et de son évolution. La venue du câble a amené l'introduction de nouveaux services télévisuels tels la télévision payante, les canaux spécialisés et la chaine française TVFQ 99. L'augmentation de contenus anglophones est soulignée. Enfin, une nouvelle approche pour l'organisation des infrastructures de redistribution est proposée. Celle-ci doit tenir compte des particularités du marché québécois et des technologies existantes. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). 27 réf. bibl. (S.Be.)
TELEVISION PAYANTE; ENTREPRISE; TELEVISION PAR CABLE; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

492 ELASSAL, Ahmed. **Considérations sur l'interconnexion en câblodistribution.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 42 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Brève présentation des normes techniques régissant les équipements et accessoires électroniques de télédiffusion et de télédistribution au Canada. Les organismes édictant les normes sont le Comité consultatif international sur les radiocommunications (CCIR), le ministère des Communications du Canada (MCC), l'Association des industries électroniques du Canada et la Régie des services publics (RSP). Les caractéristiques d'un récepteur TV et récepteur MF, telles que recommandées par le CCIR ainsi que les normes prescrites par la RSP concernant la télédistribution font l'objet d'annexes. Bibliogr.: p. 6, 42. (S. Be.)
NORME; EQUIPEMENT ELECTRONIQUE; RADIODIFFUSION; TELEDISTRIBUTION; INTERCONNEXION

493 GAGNE, Murielle. **L'univers de la télévision payante aux Etats-Unis : les services réseaux et les canaux nationaux de TVP.** — Québec : Ministère des Communications, 1981. — 42 p. : ill., tableaux ; 27 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir défini le terme "télévision payante", on en présente les différentes composantes: télévision payante par abonnement (STV), distribution à points multiples (MDS), diffusion directe par satellite (DBS), services réseaux et canaux nationaux. Huit réseaux et canaux nationaux américains sont décrits. On étudie la situation de concentration économique dans l'industrie du câble aux Etats-Unis. Les problèmes de concurrence sont considérés de 2 points de vue: grille de programmes et clientèle. Une explication des structures tarifaires accompagne la description des services offerts. On fait le point sur l'impact de l'utilisation du satellite sur l'industrie de la télédistribution et de la télévision payante. En annexe, grilles-horaires de 4 services de télévision payante et modèles de contrat. Bibliogr.: pp. 119-121. (N. T.)
TELEVISION PAYANTE; TELEVISION PAR CABLE

494 GASSE, Yvon; NADEAU, Albény. **Attitudes des propriétaires-dirigeants et caractéristiques organisationnelles de la petite et moyenne entreprise de câblodistribution au Québec.** — [s.l.] : [s.n.], [1978]. — 159 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le développemnt accéléré des réseaux de télédistribution, relié aux perspectives technologiques annoncent des changements organisationnels importants pour les entreprises de télédistribution. Il convient de se demander si l'entreprise québécoise est prête à faire face à ces changements. L'analyse de la problématique repose sur un modèle simple comprenant un ensemble de variables mises en relation. Des informations concernant la population, l'échantillon, les méthodes utilisées pour la collecte, l'analyse et le traitement des données et les instruments de recherche utilisés constituent l'ensemble des éléments méthodologiques. Un examen des caractéristiques générales des entreprises de télédistribution et de leurs pratiques administratives constitue la première étape de l'analyse. Il est ensuite question des intentions et opinions des câblodistributeurs vis-à-vis les changements organisationnels et l'expansion de leurs entreprises. Les échanges de service entre câblodistributeurs et regroupements d'entreprises suppose la mise sur pied de stratégies administratives; une présentation commentée des prédispositions des câblodistributeurs à ce sujet et de leurs attitudes face au monde des affaires et de la gestion constituent la dernière partie de l'analyse. Enfin, des suggestions et recommandations sont formulées à partir des résultats observés. 3 annexes. Bibliogr.: pp. 112-113. (S. Be.).
ENTREPRISE PRIVEE; GESTION D'ENTREPRISES; TELEDISTRIBUTION; PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

495 GOULET, Roger; MARCHAND, D; RUDKO, M; MORISSETTE, Sarto. **Le multiplexage et la commutation dans les systèmes interactifs de câblodistribution.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1979. — 99 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Synthèse des techniques de commutation et de multiplexage actuellement utilisées en téléphonie et en transmission de données et pouvant être appliquées aux systèmes de télédistribution. Dans un premier chapitre, une attention particulière est accordée aux techniques numériques de commutation et à la structure des réseaux numériques. Suite à un court rappel des principes généraux de la synchronisation et du contrôle, les notions de transmission par paquets et d'adressage sont étudiées. Le chapitre 2 est consacré aux méthodes de conversion des signaux analogiques en signaux numériques et aux méthodes classiques de modulation numérique. Une revue des concepts de base de multiplexage par partage fréquentiel et par partage temporel dans les canaux de distribution et les canaux de retour fait l'objet du troisième chapitre. Enfin s'appuyant sur les techniques qui semblent les plus prometteuses, les auteurs proposent un système général de commutation et une méthode de multiplexage adaptables à un réseau de télédistribution. Bibliogr.: pp. 97-99. (S. Be.).
COMMUTATION; TELEDISTRIBUTION; MULTIPLEXAGE

496 GRISE, Alain. **L'évolution de la câblodistribution au Québec: étude des mouvements de concentration économique et culturelle.** — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 153 p. : 30 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12574-6.
Direction de la planification et de la recherche

Les conséquences du développement de la concentration économique sur la production et la distribution des services offerts par les entreprises de câblodistribution sont étudiées à travers 3 périodes. La premières (1952-1965) rappelle les conditions et les facteurs d'implantation des premières antennes communautaires et la formation des premiers groupes d'entreprise; la place de l'entreprise Rediffusion est signalée. L'industrialisation de la câblodistribution ouvre la voie au commerce des signaux éloignés; au cours de la seconde période (1965-1975), le marché évolue rapidement vers une situation d'oligopole qui entraine la généralisation et la standardisation des services distribuées par l'industrie. La dernière période (1975-1983) voit l'industrie se structurer en monopole sous le contrôle du groupe Vidéotron, qui impose son modèle de programmation sur le marché câblé. D'une télévision de masse, on passe à une télévision à la demande ou à la carte. Pour chacune des périodes on décrit les modèles économiques et culturels, les marchés concurrents, l'environnement politique et juridique. Bibliogr.: pp. 149-153.
CONCENTRATION ECONOMIQUE; TELEVISION PAR CABLE; MODELE CULTUREL; PRIX JEAN-LUCIEN CARON

497 HARDY, Denis. **Notes pour l'allocution du ministre des Communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion du congrès annuel de l'Associaton des câblodistributeurs du Québec, Château Frontenac, Québec, le mercredi 12 mai 1976.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 16 f. : 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 H305

On peut distinguer 3 phases du développement de la télédistribution: une phase passive pendant laquelle la télédistribution a servi à la simple retransmission des émissions de stations de télévision locales et éloignées, une phase active qui a permis le développment de la production locale et communautaire, une phase technologique plus avancée où s'instaure l'ère de la bi-directionnalité et du véritable échange local. Dès 1972, le Québec a conféré à cette industrie le statut de service public et précisé l'orientation qu'il entendait lui donner dans le règlement relatif aux entreprises publiques de télédistribution, lesquelles sont soumises à l'arbitrage de la Régie des services publics en vertu d'un amendement à la loi régissant cet organisme. Plus encore que dans sa fonction de retransmission permettant un équilibre au niveau de la programmation de langue française, la spécificité et l'avenir de la télédistribution résident dans une progammation préparée et réalisée pour et par la communauté.
TELEDISTRIBUTION; REGIE DES SERVICES PUBLICS; QUEBEC

498 HOULE, Jean-Louis. **Interliaison de systèmes de câblodistribution (phase I) : rapport final.** — Montréal : Ecole polytechnique, 1979. — viii-168 f. pagination multiple : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation de la méthodologie et des résultats principaux de la 1ère phase de la recherche sur l'utilisation des têtes de ligne de système de télédistribution au Québec. On retrouve les principaux éléments mathématiques utilisés lors de la recherche du réseau optimal, ainsi que les outils mathématiques applicables au calcul du rapport signal au bruit pour une liaison par câble coaxial. On explique l'utilisation des programmes d'ordinateur conçus à partir des éléments mathématiques présentés; les données de base du problème sont les noms et coordonnées des différentes localités à relier, les coûts et performances des différents systèmes de communications disponibles actuellement. Une analyse des étapes de la 1ère phase du projet est fournie, ainsi qu'une analyse des résultats finaux présentant les caractéristiques des différents systèmes de transmission étudiés: contraintes technologiques, géographiques, démographiques, de rentabilité. En annexe: énoncé des programmes d'ordinateur, résultats typiques des programmes, énoncé du programme de calcul des distances à l'intérieur d'une région et résultats, fonctions de coût, cartes géographiques. Bibl.: pp. 54-57. (N. T.).
RESEAU DE TELECOMMUNICATION; INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS; MODELE MATHEMATIQUE; INFORMATIQUE; TELEDISTRIBUTION

499 HOULE, Jean-Louis. **Interliaison de systèmes de câblodistribution (phase II) : version préliminaire.** — Montréal : Ecole polytechnique, 1980. — 289 f. pagination multiple : cartes, tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En s'appuyant sur les infrastructures de communication actuelles au Québec, on présente un projet de réseau d'interliaison des systèmes de câblodistribution. Un programme d'ordinateur a été développé pour résoudre les problèmes posés et des données de base ont permis d'exécuter une simulation afin d'évaluer le logiciel. Les différentes phases de la recherche sont exposées: analyse opérationnelle, analyse technique, étude économique. La structure de la banque de données constituée est décrite, ainsi que les algorithmes et procédures de calcul du réseau d'interliaison. Bibl.: ff. 167-171. (N. T.).
RESEAU DE TELECOMMUNICATION; INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS; LOGICIEL; TELEDISTRIBUTION

500 INSTITUT INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION. **Rapport soumis au Ministère des communications dans le cadre du projet d'expérimentation d'une forme nouvelle d'information via les réseaux de câblodistribution.** — Montréal : Institut international de la communication, [1978?]. — circa 200 f., pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

En janvier 1978, l'Institut international de la communication, en collaboration avec Télécâble Vidéotron Ltée, présente un projet au ministère des Communications du Québec. L'objectif de ce projet est de tester, grâce à certaines expériences pilotes, un processus de communication utilisant la câblodistribution permettant, d'une part, une meilleure rétroaction du milieu et, d'autre part, une utilisation optimale des banques de documents audiovisuels déjà existants. Trois modules vidéo portant sur l'auto-médication sont produits en juin 1978. Chacun débute par une mise en situation suivie d'une série de questions posées par un auto-test (distribué préalablement à la diffusion) auxquelles répondent des spécialistes avec le support d'un animateur professionnel. Les projets-pilotes portent sur les anti-grippes, les anti-acides et les laxatifs. Le modèle théorique élaboré par l'Institut est basé sur le concept de "narrowcasting" pris dans le sens de communication locale. Il comprend 3 éléments complémentaires: l'auto-test, instrument d'information et d'animation, le module-vidéo, porteur d'une information sûre et structurée, et l'émission locale, à laquelle le public peut participer grâce à des lignes ouvertes. La diffusion des modules-vidéo a eu lieu dans 6 régions en octobre 1978. L'évaluation effectuée auprès du public démontre que les objectifs de communication ont été atteints et que la formule utilisée est efficace. En annexe, les textes des projets soumis, lettres d'ententes et contrats, auto-tests, émissions, questionnaires aux câblodistributeurs, appels téléphoniques et évaluation de groupe. (V. H.)
INFORMATION MEDICALE; SERVICE D'INFORMATION; PROJET PILOTE; TELEDISTRIBUTION

501 JEAN-PAUL L'ALLIER & ASSOCIES INC. **Etude relative à l'impact de la télévision française (TVFQ-99) au Québec dans l'optique du mandat législatif et du plan de développement de la SRTQ (Radio-Québec).** — Québec : Jean-Paul L'Allier & Associés Inc, 1980. — x-104 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Rapport en 5 parties : 1) historique du projet de diffusion TVFQ-99, 2) portrait de la Sette, société regroupant les câblodistributeurs québécois engagés dans la distribution de programmes français, 3) analyse du contenu de la programmation : relevé des éléments de concurrence avec la programmation de Radio-Québec, 4) méthodologie et résultats d'un enquête auprès de téléspectateurs de 5 régions du Québec sur la perception de TVFQ-99, 5) bilan des conséquences et des retombées économiques. Les perspectives de développement de TVFQ-99 sont analysées. Les incidences de ce développement sur Radio-Québec sont évaluées. Recommandations. (S.Be.)
PROGRAMME DE TELEVISION; CONCURRENCE; TELEVISION PAR CABLE; TVFQ-99; RADIO-QUEBEC

502 LALIBERTE, Robert; LAROUCHE, Ruth. **La télévision payante : analyse des demandes de licence au C.R.T.C.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale du développement des politiques, 1981. — [13] f. : 4 tableaux ; 35 cm.
Direction du développement des médias : I T443

Les 12 demandes de licence pour l'établissement d'un réseau national de télévision payante présentent des caractéristiques communes: les actionnaires sont canadiens et détiennent déjà des intérêts dans d'autres entreprises du secteur des communications, la programmation est en langue anglaise principalement, est axée sur le divertissement et n'excède pas 60% de contenu canadien, l'utilisation du satellite pour la diffusion est prévue. Des 3 demandes prometteuses pour le Québec, l'entreprise Première est celle qui offre les garanties les plus sérieuses : contenu québécois, actionnaires déjà impliqués dans le secteur des communications. L'information relative à chaque entreprise qui soumet une demande est présentée sous forme de tableaux. (S.Be.)
TELEVISION PAYANTE; CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES

503 LEVASSEUR, Pierre; CLOUTIER, Jean. **L'université de Montréal et le câble.** — Montréal : Institut international de la communication, 1980. — 131 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette étude a pour but de déterminer s'il existe des points de rencontre entre les télédistributeurs de la région métropolitaine et l'Université de Montréal, points à partir desquels une action conjointe est envisageable à court terme au profit respectif des 2 parties. Afin d'identifier les prérequis de cette action conjointe, des hypothèses ont été émises et des consultations auprès des universitaires et télédistributeurs furent faites. La synthèse des

données préliminaires fournie souligne l'intérêt des 2 parties pour la création d'un "canal universitaire". Les objectifs de l'expérience-pilote sont présentés, ainsi que la programmation du canal TVUM: définition, organisation des contenus, structure de la programmation, grille des programmes, simulation d'une semaine-type. La structure de production est également détaillée. Des données sur la rétroaction ainsi que des suggestions sur la structure de direction du canal sont fournies. Des informations sont apportées sur le type de personnel, les besoins en équipement, les budgets de fonctionnement et d'équipement, les sources de financement possibles. En annexe, des rapports d'entrevues rendent compte des réactions finales au projet TVUM. (N. T.)

PROJET PILOTE; TELEVISION PAR CABLE; TELEVISION D'ENSEIGNEMENT; TVUM; UNIVERSITE DE MONTREAL

504 MARCHAND, D; GOULET, Roger. **Une technique de commutation par paquets adaptée à la câblodistribution : rapport interne.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1980. — vii-191 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude des techniques de commutation et de multiplexage requises pour la transmission de services de vidéotex dans un réseau de télédistribution interactif. En premier lieu, on décrit un système de télédistribution typique pour ensuite exposer les objectifs visés et la problématique. On présente en 2e lieu les techniques de commutation existantes: commutation analogique, numérique, par paquets. On étudie également un système de communication susceptible de répondre aux besoins définis précédemment. Le chapitre 3 détermine les techniques de traitement de signal et de transmission numérique nécessaires à l'implantation des services de vidéotex. On traite enfin des principales méthodes de multiplexage ainsi que de quelques protocoles de communication moins courants. Une méthode de multiplexage tenant compte des objectifs fixés et des caractéristiques du système envisagé est présenté. Bibliogr.: pp. 185-191. (N. T.)

COMMUTATION; VIDEOTEX; TRANSMISSION PAR PAQUET; TELEDISTRIBUTION

505 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Entreprises publiques de câblodistribution au Québec: renseignements statistiques généraux.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1975. — 18 f. : 7 tableaux; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Données statistiques (31 août 1974) concernant 113 entreprises publiques de câblodistribution opérant 146 systèmes. Une première partie fournit des données sur la clientèle, sur les entreprises et sur la programmation par région administrative. Une deuxième série de données évalue la taille des réseaux en fonction de la clientèle, des entreprises et de la programmation. (S.Be.)

ENTREPRISE PUBLIQUE; TELEVISION PAR CABLE; ABONNE; CHOIX DE PROGRAMME

506 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Entreprises publiques de câblodistribution : liste par entreprise et par municipalité.** — 3e éd. — Québec : Editeur officiel du Québec, 1978. — 56 f. : carte ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Cette énumération, par ordre alphabétique, des entreprises publiques de câblodistribution (EPC), comprend les municipalités desservies par une EPC, celles où un permis a été accordé et celles où des demandes ont été présentées à la Régie des services publics. Les différentes municipalités desservies par une même EPC sont regroupées en réseau. On trouve en annexe une carte géographique illustrant l'état du réseau de câblodistribution au Québec. (D. T.).

ENTREPRISE PUBLIQUE; TELEDISTRIBUTION; RESEAU REGIONAL

507 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIVISION CABLODISTRIBUTION. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Le développement des territoires en câblodistribution au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Division de la câblodistribution, 1977. — circa 160f. : tableaux, graph, cartes ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le modèle de regroupement des réseaux de câblodistribution repose sur un découpage du territoire en localités et en régions. Ce rapport présente: 1) une estimation sommaire des investissements relatifs au câblage du Québec; 2) une liste des localités et municipalités du Québec (nombre de foyers total, foyers câblés et non-cablés); 3) des cartes traçant les zones d'influence et le regroupement des pôles d'attraction. (S.Be.)

CABLE COAXIAL; PLANIFICATION REGIONALE; TELEDISTRIBUTION

508 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS. **Décision de la régie des Services publics relativement à la câblodistribution dans les comtés de Rimouski, Matane et Matapédia: revue de presse.** — Québec : Ministère des Communications, Service des Communications, 1974. — 39 f. : photogr. ; 28 cm.
Direction du développement des médias : M D42

Par la décision de la Régie des services publics du Québec d'attribuer un permis de câblodistribution pour un territoire déjà réglementé par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), le Québec affirme son désir de rapatrier le secteur des communications. Cette situation provoque un affrontement entre Québec et Ottawa. Le ministre fédéral des Communications, Gérard Pelletier, entend prendre position. Les articles sont tirés des journaux du Québec (sept. 1974); quelques bulletins de nouvelles du 17 septembre 1974 sont retranscrits et un communiqué de Jean-Paul l'Allier, ministre des Communications du Québec est reproduit. (S.Be.)

REGLEMENTATION; TELEDISTRIBUTION; POUVOIR JURIDICTIONNEL; REGIE DES SERVICES PUBLICS; QUEBEC

509 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Etude technique et proposition sur le réseau d'alimentation aux câblodistributeurs du Québec.** — [s.l.] : [s.n.], 1975. — [66] p. ; pagination multiple : cartes, tableaux ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le but de cette étude est d'élaborer une proposition de réseau d'alimentation en canaux vidéo pour les entreprises publiques de télédistribution du Québec. Il s'agit d'optimiser les divers facteurs à la base de la planification: axes routiers à suivre, investissements, choix de la programmation, localités à desservir. Neuf annexes constituent le corps de ce document. L'annexe 5 présente le réseau tandis que l'annexe 6 décrit les regroupements de localités et de foyers potentiellement impliqués. A l'annexe 7, chaque secteur est présenté individuellement en indiquant la programmation acheminée, les coûts d'investissement et les foyers disponibles. (S. Be.).

RESEAU DE TELECOMMUNICATION; PLANIFICATION; TELEDISTRIBUTION

510 REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE COMMUNICATION. **Projet de réglementation en câblodiatribution présenté au ministère des Communications par le Regroupement des organismes communautaires de communication.** — Québec : [s.n.], 1977. — 90 f. pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le projet comporte 49 points articulés autour de 8 thèmes: définition des termes, autonsation de la Régie des services publics du Québec et propriété des entreprises de câblodistribution, propriété des équipements, programmation, programmation locale, relations avec les abonnés, transactions, rapports et redevances, dispositions diverses. L'annexe 2 traite des aspects financiers (capitalisation et rendement) de la compagnie Cablevision Nationale Ltée et de ses filiales, ainsi que des entreprises Consystel Ltée pour les années 1975 à 1977. Une copie du mémoire présenté par le Conseil de développement des média communautaires du Québec à la Commission parlementaire des communications au sujet du règlement relatif aux entreprises publiques de câblodistribution (août 1973) est présentée en annexe 10. (S.Be.)

REGLEMENTATION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC; REGIE DES SERVICES PUBLICS

511 SIMARD, Yvan; CHARBONNEAU, Michel; MORGAN, Louis. **Etude sur les M.A.T.V. (phase 1).** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1974. — 31 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les MATV (Master Antenna Television) ou antennes collectives ne sont pas soumises au pouvoir jundictionnel de la Régie des services publics du Québec comme les entreprises publiques de câblodistribution. Cette situation soulève certains problèmes au niveau des normes de distribution et d'équipement, de la planification et du développement du marché et de la qualité du service pour l'usager. Des questions sont soulevées, des recommandations sont émises. (S.Be.)
ANTENNE COLLECTIVE; REGLEMENTATION; QUEBEC

512 VEILLEUX, Jean-Marc. **Portrait de l'industrie de la câblodistribution.** — Québec : Ministère des Communications, Direction des communications, [1985]. — xvii-165 p. : 7 graph., 49 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-12347-5.
Direction de la planification et de la recherche

En 1983, 157 réseaux de câblodistribution desservaient les ménages québécois, comparativement à 122 en 1974. L'expansion de cette industrie en 10 ans a été vigoureuse: 57% des ménages avaient accès au câble en 1974 comparativement à 75,8% en 1983. Le taux d'abonnement, bien qu'ayant progressé (de 27% à 45,2%), demeure cependant de 23% inférieur à celui des réseaux ontariens. Outre cette expansion rapide, l'industrie de la câblodistribution québécoise est caractérisée par un haut degré de concentration: 5 grandes entreprises accaparent 76% des abonnés. Après avoir défini le cadre juridique dans lequel évoluent ces entreprises, on analyse la performance des réseaux afin d'évaluer la rentabilité dans les petites agglomérations et d'estimer les investissements qu'il faudrait encourir pour câbler les municipalités non desservies par les réseaux existant. Etude réalisée dans le cadre du rapport sur *L'avenir de la télévision francophone* (mai 1985). Bibliogr.: pp. 161-165. (N.T.)
TELEVISION PAR CABLE; RENTABILITE; INVESTISSEMENT; TAUX DE PENETRATION; AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE, L'

513 YIP, G. L; CLOWES, K; CHONG, S. N. **Un système expérimental de communication par fibre optique utilisable dans l'industrie de la télévision par câble au Québec.** — [s.l. : [s.n.], 1979. — 16 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce rapport est présenté au Bureau du Québec de la science et de la technologie, dans le cadre du programme "Action concertée sur la câblodistribution". Une étude théorique sur la correction du bruit et la linéarité précède un exposé détaillé sur la construction d'un petit système à bande de base de 20 MHz à diode luminescente. Ce système constitue un dispositif simple et portatif pour démontrer la capacité des communications par fibre optique. Le travail le plus récent du groupe de recherche porte sur les possibilités d'une source par diode laser linéaire. La transmission de 18 canaux de télévision et de la bande MF a été réussie sur une faible longueur de fibre. Dans le futur, des efforts seront faits pour corriger la non-linéarité et on développera un prototype pratique du laser linéaire à 6 canaux, 40 MHz avec rétroaction et compensation par prédistorsion. (D. T.)
FIBRE OPTIQUE; SYSTEME DE COMMUNICATION; TELEVISION PAR CABLE

730 Téléphonie

514 **Aide-mémoire pour la Commission parlementaire sur Bell Canada du 20 au 22 avril 1983.** — [s.l.] : [s.n.], [1983]. — circa 250 f. : tableaux ; 36 cm.
Direction des communications : P-1104

Dans un premier temps, on trace un portrait des télécommunications au Québec par le biais des sociétés exploitantes et des activités de la compagnie Bell Canada. Les grandes lignes du dossier sur la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada sont exposées. On propose une scission de l'entité Bell Canada et la création d'une nouvelle société-mère, appelée Entreprise Bell Canada, essentiellement affectée à la gestion de portefeuille. Cette restructuration entraîne notamment un processus d'échange d'actions. Les principales questions soulevées par les intervenants de même que les arguments défavorables à l'arrangement proposé sont présentés. Les conséquences de cette réorganisation pour le Québec sont analysées. La québécisation des activités de Bell Canada constitue un moyen d'intervention "optimal" en vue de la concrétisation des objectifs d'accessibilité aux services et d'accroissement des retombées économiques pour le Québec. Enfin, 3 grands dossiers touchant Bell Canada sont présentés: 1) la Commission sur les pratiques restrictives du commerce; 2) l'enquête sur les prix de revient; 3) le raccordement des terminaux. En annexe: données statistiques sur le secteur des télécommunications; chronologie des événements liés au dossier de la réorganisation de Bell Canada et pièces connexes. (S.Be.)
TELEPHONE; GESTION D'ENTREPRISES; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; ADMINISTRATION DES TELECOMMUNICATIONS; BELL CANADA; QUEBEC

515 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : téléphonie.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 74 p. ; tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02379-4.
Direction de la planification et de la recherche

Résumé d'informations recueillies auprès de différents groupes d'intervenants dans le secteur de la téléphonie au Québec: fournisseurs de services aux abonnés, fournisseurs de services techniques et professionnels, fabricants d'équipement, universités, gouvernements. Afin de dresser un état de la recherche et du développement (R/D) dans ce secteur, les informations suivantes ont été fournies: type de participation de chaque intervenant, ressources humaines et financières, champs d'activités, besoins, environnement. Les différents problèmes soulevés sont brièvement présentés. (S. Be.)
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; TELEPHONE; RESSOURCES FINANCIERES; RESSOURCES HUMAINES; BATIR L'AVENIR

516 BERTRAND, Jean-François. **Notes pour l'allocution de M. Jean-François Bertrand, ministre des Communications, au Congrès annuel de l'Association des compagnies de téléphone du Québec: la téléphonie face au choc du futur, 10 octobre 1981.** — [s.l.] : [s.n.], 1981. — 13 f.; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1981, S

En offrant un service adéquat, accessible et à des taux justes et raisonnables, les entreprises de téléphone du Québec participent à l'objectif fondamental du Québec qui est le droit pour tous les citoyens aux services de communication. Après avoir exposé brièvement le contexte de réglementation nord-américain, l'auteur livre les 3 points majeurs de l'avis de la Régie des services publics sur le raccordement des terminaux et des réseaux de télécommunication. Essentiellement, l'avis de la Régie recommande: 1) une libéralisation des règles actuelles du raccordement des terminaux téléphoniques, 2) l'interdiction d'interconnecter un réseau avec un réseau commuté, 3) l'exclusivité des entreprises de téléphone sur les activités de commutation. Les modalités de raccordement pour chaque type d'équipement et de service sont données. Dans un troisième temps, le ministre s'interroge sur les retombées économiques pour l'activité manufacturière du Québec, sur la façon dont les compagnies vont intégrer ce changement, sur le potentiel du marché québécois. (S.Be.)
RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TELEPHONE; REGLEMENTATION; COMMUTATION TELEPHONIQUE; INTERCONNEXION; REGIE DES SERVICES PUBLICS, QUEBEC

517 BERTRAND, Jean-François. **Le Québec et la réorganisation corporative de Bell Canada : déclaration du ministre des Communications monsieur Jean-François Bertrand, Québec, le 7 octobre 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — [10 f.] ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, T

A l'annonce de l'intention de Bell Canada de procéder à une réorganisation majeure de sa structure corporative, le Québec s'interroge sur les impacts de cette réorganisation sur le développement des communications et de l'économie du Québec et sur les conséquences pour les consommateurs. Considérant l'érosion des activités de Bell au Québec, le Québec désire inverser les tendances tout en maintenant ses positions en faveur des intérêts des abonnés, du contrôle des télécommunications sur son

territoire et de la croissance économique. L'ouverture d'un débat public est souhaitée. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION; ABONNE; BELL CANADA

518 BRISSON, Louise; CLOUTIER, Daniel. **Le raccordement des terminaux : perspectives de marché et impact sur les entreprises de téléphone.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 151 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La libéralisation du droit de propriété des équipements téléphoniques associée à celle du raccordement des appareils chez l'abonné entraîne des changements importants au niveau des revenus et du mode de fonctionnement des entreprises de téléphone. D'autre part, la libéralisation suscite une concurrence très vive entre les différents fournisseurs d'équipements. L'expérience de Bell Canada constitue un exemple indicatif pour les entreprises sous juridiction québécoise. L'envergure des firmes de fournisseurs d'équipements, la part qu'elles occupent sur le marché, leur distribution géographique sur le territoire canadien et québécois, les stratégies commerciales qu'elles utilisent sont autant d'éléments qui caractérisent ce marché encore nouveau. Enfin, un intérêt particulier est accordé à l'usager à savoir ses motivations d'achats et sa satisfaction face au choix du fournisseur et de l'équipement. 6 annexes. (S. Be.)
EQUIPEMENT ACOUSTIQUE; TELEPHONE; ENTREPRISE PRIVEE; BELL CANADA

519 DESCHENES, Pierre-A. **Projet d'étude sur la québécisation de Bell Canada.** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des télécommunications, 1975. — 12 f. : 1 graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

On propose de dresser un bilan factuel complet de Bell Canada sur les plans de la famille corporative et de la société exploitante de services de télécommunication. Le projet d'étude comporte plusieurs hypothèses de québécisation: la prise en charge par Télébec de toutes les opérations de Bell Canada sur le territoire québécois; la mise au point d'un système comptable permettant de grouper les actifs et les opérations selon les provinces; la création d'une nouvelle corporation juridiquement autonome et soumise à la Régie des services publics. Des modifications à la juridiction fédérale sont prévues. Les modalités de l'étude proposée font l'objet d'une 2e partie. (S.Be.)
STATUT JURIDIQUE; BELL CANADA; QUEBEC

520 GREGORY, John S. **La régie des services publics du Québec et le contrôle des services téléphoniques.** — Québec : Editeur officiel du Québec, 1975. — 134 p. ; 21 cm. — ISBN 0-7754-2185-5.
Direction des politiques de télécommunications

On évalue le rôle joué par la Régie des services publics du Québec dans le contrôle de la téléphonie. On établit dans un premier temps des normes concernant le contrôle des services publics, puis on examine le fonctionnement de la Régie depuis sa création, ainsi que le cadre légal dans lequel elle évolue et la juridiction dont elle dispose. On trouve en annexe la loi des compagnies de télégraphe et de téléphone et celle de la Régie des services publics, une liste des compagnies de téléphone réglementées par le Québec et un historique de la Régie. (D. T.).
TELEPHONE; REGLEMENTATION; SERVICE PUBLIC; REGIE DES SERVICES PUBLICS; QUEBEC

521 HARDY, Denis. **Notes pour l'allocution du ministre des communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion des assises annuelles du Conseil régional de développement des Laurentides, Club de golf de Lachute, le 16 mai 1976.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 17 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 H303

Il y a au Québec 3,5 millions d'appareils téléphoniques desservant 96,6% des foyers. Bell Canada fournit 88% des appareils, Québec-Téléphone 6%, Télébec/Téléphone du nord 3,5% et 24 autres entreprises 2%. Or, Bell Canada ne relève que de l'organisme régisseur fédéral le CRTC ou, avant le 1er avril 1976, de la Commission canadienne des transports. Cette situation rend difficile, voire impossible, la planification du développement du secteur téléphonique québécois. C'est pourquoi le Québec souhaite qu'il n'y ait qu'un seul organisme régisseur.
TELEPHONE; REGLEMENTATION; SERVICE PUBLIC; QUEBEC; BELL CANADA

522 KRISTEN, Christian. **Bibliographie sur le phénomène des téléconférences.** — Montréal : [s.n.], 1975. — [71] f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bibliographie couvrant la production scientifique de langues française et anglaise parue principalement au cours de la période 1965-1975. Les sujets traités sont classés suivant 2 axes: le premier comprend 4 dimensions: recherche appliquée (ou opérationnelle) aux domaines des sciences sociales et humaines, recherche sur l'influence de paramètres techniques sur le comportement humain, recherche en technologie, recherche fondamentale portant sur l'élaboration de modèles ou de systèmes de téléconférence. Le 2e axe comprend 11 catégories faisant état du champ d'activité dans lequel peut être utilisé le système de téléconférence examiné ou proposé. (S. Be.).
TELECONFERENCE; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

523 LAPRISE, Yvon. **Les activités de Bell Canada au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, Service de développement des réseaux, 1978. — x-117 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Bell Canada est la plus importante société de télécommunications au Canada et l'une des plus importantes corporations canadiennes. Ce rapport fait l'analyse de certaines données concernant les activités de Bell Canada au Québec par rapport à l'Ontario et tente d'évaluer la rentabilité d'un Bell Québec. On y constate que, au Québec: 1. les revenus générés par téléphone sont inférieurs de 9.3% à ceux de l'Ontario, dû aux revenus de l'interurbain, 2. les dépenses d'exploitation pas poste principal sont à peu près identiques à celles de l'Ontario, 3. au niveau des immobilisation, la modernisation a subi un certain retard par rapport à l'Ontario, surtout dans la catégorie équipement de commutation, 4. certains indices de qualité de services sont inférieurs à ceux de l'Ontario. Il existe plusieurs options pour le rapatriement de la juridiction sur Bell Canada. Cependant, dans l'hypothèse d'un Bell Québec ayant un taux de rentabilité identique au taux actuel de la compagnie, il faudrait combler annuellement l'effet de l'écart qui existe entre les revenus des 2 provinces. En annexe, les tableaux suivants: téléphones, revenus, dépenses d'exploitation, dépenses de construction, communications locales, communications interurbaines, indices de service, branchements et débranchements. (V. H.).
RENTABILITE; TELEPHONE; BELL CANADA

524 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Mémoire concernant la participation de Québec-Téléphone au trafic interrégional.** — [s.l.] : [s.n.], 1975. — 25 f. pagination multiple ; tableaux, carte ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

A la suite de l'ajout de liaisons téléphoniques par Télécommunications CN/CP et le Réseau téléphonique transcanadien (RTT) dans l'Est du Canada, le ministère des Communications du Québec requiert une participation plus équitable de Québec-Téléphone au trafic interrégional dans le but de réduire les disparités dans la qualité et le coût des services entre les régions du Québec et le Canada. Cinq annexes : a) liste des projets d'ajout de nouvelles voies de transmission interrégionale par CN/CP et RTT pour la période 1972-1980 ; b) lettres à l'appui du MCQ ; c) carte des projets routiers pour la Basse Côte-Nord ; d) tableaux des revenus des principales sociétés exploitantes en téléphonie au Canada pour l'année 1971 ; e) analyse du service entre Bell Canada et New Brunswick Telephone. (S.Be)
RESEAU TELEPHONIQUE; RESEAU REGIONAL; QUEBEC-TELEPHONE

525 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Répertoire de la téléphonie au Québec : 1982.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 164 p. pagination multiple : tableaux, graph., cartes ; 28 cm. — ISBN 2-550-11483-3.
Direction de la planification et de la recherche

Ce répertoire constitue une mise à jour des activités dans le secteur de la téléphonie au Québec au 31 décembre 1982. Le 1er chapitre présente les renseignements généraux sur les 19 entreprises de

téléphone desservant le Québec. Le 2e chapitre fournit des informations plus spécifiques concernant les 3 réseaux: Bell, Québec-Téléphone et Télébec Ltée. Le 3e chapitre trace un portrait de la téléphonie par région administrative. Des versions du répertoire sont aussi disponibles pour les années 1974, 1976, 1977, 1979, 1980. On trouve dans les 4e et 5e chapitres les modes de tarification du service de base et du service interurbain. Enfin les 3 derniers chapitres regroupent diverses informations relatives aux circonscriptions téléphoniques, présentées respectivement par entreprise, par ordre alphabétique et par région administrative. Des versions du répertoire sont aussi disponibles pour les années 1974, 1976, 1977, 1979, 1980. (S.Be.)

TELEPHONE; ENTREPRISE; RESEAU TELEPHONIQUE

526 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN TELECOMMUNICATIONS. **Service téléphonique : habitudes d'appels et choix d'équipements des abonnés résidentiels**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — circa 150 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02698-5.
Direction de la planification et de la recherche

Analyse du sondage réalisé en septembre 1981 par la firme Sorécom Inc. intitulé *Les habitudes d'appels et les choix d'équipements des abonnés résidentiels au service téléphonique*. Ce sondage a été effectué auprès de 1 281 abonnés résidentiels de Bell Canada et des autres entreprises de téléphone de juridiction québécoise, répartis sur tout le territoire québécois. L'analyse est constituée de 3 volets: le choix des équipements des abonnés, l'utilisation du service téléphonique et le coût du service téléphonique, lesquels se subdivisent en plusieurs points analysés en fonction de variables de nature socio-économique: caractéristiques du ménage, de l'utilisation, de la résidence. Un abrégé des résultats du sondage figure en partie préliminaire. 2 annexes. (S. Be.)

TELEPHONE; EQUIPEMENT; ABONNE; TARIFICATION

527 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN TELECOMMUNICATIONS. **Service téléphonique: habitudes d'appels et choix d'équipements des abonnés résidentiels**. — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 153 p. pagination multiple : 75 tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-02698-5.
Direction des communications : P-1102

Analyse du sondage effectué par la firme Sorecom en septembre 1981 auprès de 1 281 abonnés résidentiels, intitulé *Les habitudes d'appels et les choix d'équipements des abonnés résidentiels au service téléphonique*. L'analyse porte sur le comportement des abonnés en ce qui a trait au choix d'équipement, à l'utilisation du service téléphonique et aux coûts du service en fonction des facteurs socio-économiques caractéristiques et de l'entreprise impliquée. Questionnaire en annexe. (S.Be.)

EQUIPEMENT; ABONNE; CONSOMMATION; TELEPHONE

528 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS. **Analyses relatives à Bell Canada**. — Québec : Ministère des Communications, 1973. — circa 186p. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Analyses, mémoires et notes de service entourant la requête B de hausse de tarifs de Bell Canada en 1972: étude de variation des actions ordinaires, dépenses de construction, effets de la variation du taux d'amortissement, instauration de frais de l'assistance annuaire, taux de rendement. (S.Be.)

ANALYSE ECONOMIQUE; TARIFICATION; BELL CANADA

529 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. **Bell Canada au Québec**. — Québec : Ministère des Communications, Service de développement des réseaux, 1979. — 55 f. : 18 tableaux ; 28 cm.
Direction des politiques de télécommunications : F-11

Etude sur les activités de Bell Canada au Québec dans l'hypothèse où celles-ci seraient exercées par une entité distincte. On analyse les répercussions économiques actuelles (1979) et prospectives de la création de Bell Québec. Les caractéristiques du système de juridiction sont examinées, de même que l'état de la téléphonie au Québec. Annexe A: Prévisions du nombre de téléphones et des revenus; méthodologie. (S.Be.)

RESEAU TELEPHONIQUE; BELL CANADA; BELL QUEBEC

530 NADEAU, Albéry; BAZINET, Raymond. **La réglementation de la téléphonie et de la câblodistribution**. — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1980. — 294 p. : tableaux, graphiques ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le premier chapitre consiste en l'examen des fondements de la théorie traditionnelle de la réglementation (développements récents, critiques). Un survol des industries de la téléphonie et de la télédistribution aux Etats-Unis, au Canada et au Québec révèle, dans le premier cas, une forte concentration de grandes entreprises à côté desquelles survivent de nombreuses petites firmes locales; dans le deuxième cas, les données concernant les taux d'accroissement des abonnés, des investissements et des revenus rendent compte d'une industrie en pleine croissance. La réglementation de type base tarifaire-taux de rendement se révèle d'application universelle pour le secteur de la téléphonie. Toutefois, un examen des pratiques des entreprise démontre une grande diversité dans les modalités d'application de ce type de réglementation. D'autre part, l'absence de réglementation rigide caractérise le secteur de la télédistribution. L'industrie de la téléphonie jouit d'un rendement financier pour le moins enviable. Du côté des entreprises de télédistribution, les inégalités de rendement sont très marquées. Enfin, après examen de la réglementation économique de la Régie des services publics du Québec, les auteurs évaluent cette réglementation en téléphonie et en télédistribution. 3 réf. bibl. (S. Be.)

REGLEMENTATION; TELEPHONE; TARIFICATION; TELEDISTRIBUTION; QUEBEC

531 SAVARD, Jean. **La réorganisation de Bell Canada : revue de presse**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 2 vol. : photogr., tableaux ; 28 cm.
Direction du développement des médias

Articles tirés des quotidiens francophones et anglophones du Canada et couvrant la période allant de juin 1982 à mars 1983. En introduction au deuxième volume, on trouve 2 déclarations du ministre des Communications du Québec, Monsieur Jean-François Bertrand, concernant l'ouverture d'un débat public sur le dossier de la réorganisation corporative de Bell Canada. (S. Be.).

TELEPHONE; ADMINISTRATION DES TELECOMMUNICATIONS; BELL CANADA

532 TAMEC INC; LANGLOIS, DROUIN ET ASSOCIES // R=collaborateur; GAMMA //R=collaborateur. **Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec: volume 1 : rapport sommaire**. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1982. — 75 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'apport socio-économique de la téléphonie dans le secteur des télécommunications est évalué. L'évolution des télécommunications sera marquée par des changements d'ordre structurel. Dans l'éventualité d'un Bell Québec, les questions relatives aux ententes de trafic et au partage des revenus interurbains soulèvent des interrogations. Des prévisions sur les revenus et dépenses d'un Bell Québec sont faites en fonction d'hypothèses. La législation, la réglementation, le financement et les incidences fiscales sont analysés en regard des implications juridiques. Les secteurs d'activités de Bell Canada présentant un intérêt pour Bell Québec sont pointés et associés à une structure corporative. La croissance rapide des secteurs autres que la téléphonie et les impacts de la recherche et du développement constituent 2 constats de base. Les variables sur lesquelles le Québec exerce un contrôle sont définies. Les étapes d'une stratégie de développement des télécommunications sont exposées. (S.Be.)

TELEPHONE; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; PLAN DE DEVELOPPEMENT; TELECOMMUNICATION; BELL CANADA; BELL QUEBEC

740 Téléinformatique et vidéotex

533 **Bâtir l'avenir : recherche et développement : télématique.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — 98 p. : tableaux : 28 cm. — ISBN 2-550-02377-3.
Direction de la planification et de la recherche

Dans le domaine de la bureautique, le Québec occupe une position assez confortable. Toutefois, du point de vue électronique, les fabricants québécois dépendent presque exclusivement de produits importés, surtout des Etats-Unis. Pour ce qui est de l'industrie des circuits électroniques (haute technologie), la situation est encore pire. Le système d'éducation détient sa part de responsabilités. Enfin, l'industrie québécoise de la télématique axe surtout ses efforts du côté du développement et de la mise au point de produits, plutôt que de la recherche. Des recommandations sont regroupées en fonction des intervenants auxquels elles s'adressent: industries, universités, gouvernement. En annexe, liste des compagnies consultées et compte rendu de l'enquête. Bibliogr.: pp. 93-98. (S. Be)
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; TELEMATIQUE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS; BUREAUTIQUE; BATIR L'AVENIR

534 **Dimensions d'une politique de téléinformatique pour le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, [1976]. — 2 vol., 193 p., pagination multiple : tableaux, graph. ; 25 cm. — ISBN 0-7754-2479-X.
Direction de la planification et de la recherche

Le premier volume contient une analyse générale de la téléinformatique et de ses répercussions aux plans industriel, social, économique et culturel. Le deuxième est divisé en 2 sections. La section A fait le point sur l'état de la téléinformatique au Québec et sur ses principales tendances. La section B contient le projet de politique proposé par le Comité interministériel. Des données statistiques sont citées pour appuyer le rapport. 15 réf. bibl. (D. T.)
POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; TELEMATIQUE; QUEBEC

535 **Rapport intérimaire.** — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 90 f., pagination multiple : ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La téléinformatique est définie et la problématique de son développement au cours des 5 dernières années est résumée. Les principes directeurs d'une politique éventuelle sont établis. La situation de la téléinformatique au Québec est présentée. Finalement, on trouve une brève analyse des problèmes sur lesquels porteront les travaux subséquents du comité interministériel sur la téléinformatique. Une dizaine d'annexes complètent le document. (D. T.)
TELEMATIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

536 **Vers une politique québécoise de la téléinformatique.** — [s.l.] : [s.n.], [1973?]. — 71 f. pagination multiple : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La téléinformatique est-elle en voie de devenir un élément de l'infrastructure économique? L'auteur s'interroge sur les orientations futures du Québec. Les résultats d'une enquête visant à évaluer l'ampleur de la consommation des biens et services télématiques au Gouvernement du Québec sont présentés. Des prévisions sont avancées dans les domaines de l'éducation de la santé et des transactions financières. Des commentaires et recommandations sont apportés relativement au rapport fédéral sur la téléinformatique *L'Arbre de Vie*. Les objectifs et le plan de travail en vue de la préparation d'une politique québécoise de la téléinformatique sont exposés. (S.Be.)
TELEMATIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; QUEBEC

537 ARENA, Francesco; ROY, Jules; VO, Bach. **Proposition d'un programme de recherche et développement sur les services télématiques et les technologies d'information.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1982. — [28] p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Afin de déterminer des objectifs en matière de recherche et/ou de développement, les services télématiques sont identifiés en terme de services prioritaires, services à priorité secondaire et services non-prioritaires. Différents types de problèmes interviennent dans l'implantation et le fonctionnement des services télématiques; ces problèmes sont d'ordre technologique économique, socio-culturel, politique et juridique. Une liste comprenant 13 sujets de recherche prioritaires, 9 activités d'interventions ainsi que 6 sujets pouvant faire l'objet de dossiers ou de recherches futures constituent la partie principale de la proposition. Enfin, les auteurs fournissent un plan sommaire d'attribution des tâches. (S. Be.)
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT; PROGRAMME DE RECHERCHE; TELEMATIQUE; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

538 BERGERON, Philippe; MAGNENAT-THALMANN Nadia; THALMANN, Daniel. **Le système INVIDO : les langages dans les nouveaux services d'INformation Visuelle à DOmicile.** — Montréal : Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 1981. — 29 f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Description du système vidéotex INVIDO (Information visuelle à domicile) et des présentations visuelles se rapportant aux domaines suivants: météorologie, résultats sportifs du baseball, résultats de la mini-loto. Pour chacune des présentations, on fournit une liste des possibilités, la syntaxe du ou des fichiers de données à soumettre, les cas d'erreur, les avantages et désavantages d'une telle présentation, un exemple de fichier de données et du résultat visuel correspondant. 6 réf. bibl. (S. Be.)
VIDEOTEX; VISUALISATION; LANGAGE SYMBOLIQUE; GRAPHISME

539 BERTRAND, Jean-François. **Allocution prononcée par le ministre des Communications du Québec, Monsieur Jean-François Bertrand, dans le cadre du collogue "Les états généraux de la télématique au Québec" la révolution de l'information et sa signification pour le Québec: options et conséquences, organisé par l'Association de la recherche en communication du Québec, Montréal, le 30 avril 1982.** — [s.l.] : [s.n.], 1982. — 16 f. ; 28 cm.
Direction des communications : cahier 1982, K

Devant l'ampleur de la révolution informatique, on s'interroge sur les conséquences de cette révolution sur l'emploi, la culture et le développement économique. Après avoir précisé les nouvelles orientations de l'Etat en matière de communication, le Ministre lance un appel à la concertation. Enfin, les activités du ministère des Communications en vue de la tenue de la Conférence socio-économique sur les communications sont annoncées. (S.Be.)
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE; TELEMATIQUE; CULTURE; EMPLOI; POLITIQUE DE LA COMMUNICATION; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

540 CARON, Jean-Louis. **Vidéotex : chaînon manquant de la vidéosphère? ou almanach du peuple "électronifié"?.** — Québec : Ministère des Communications, 1980. — 30 p. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Texte d'une conférence présentée au séminaire sur "Les communications et les développements technologiques reliés aux systèmes vidéotex", organisé par la société Seca. Après avoir énuméré diverses fonctions et caractéristiques du vidéotex et du télétex, on évoque l'importance d'une concertation entre les producteurs d'information, l'industrie manufacturière et les responsables de la diffusion. Pour chacune des fonctions du vidéotex et du télétex, des guides, principes directeurs et contraintes sont en préparation dans les bureaux gouvernementaux. Un exemple de balise est donné pour la fonction fourniture d'informations. On tente de cerner la spécificité des systèmes vidéotex et télétex et on présente le point de vue de l'Etat québécois sur les modalités d'implantation de ces nouveaux systèmes. 7 réf. bibl. (N. T.).
VIDEOTEX; TELETEX; PLANIFICATION

541 CHAREST, Bernard. **La bureautique : impact sur les services de télécommunications au Gouvernement : partie I : une vue macroscopique (document de travail).** — Québec : Ministère des Communications, Direction générale des services de télécommunications, 1983. — 59 f. : 1 tableau, 1 fig. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie présente les positions d'une dizaine d'intervenants sur les questions de déréglementation, de

numérisation de l'information, d'interconnexion des réseaux et d'intégration des services. Les principaux intervenants sont : American Telephone and Telegraph (ATT), Bell Canada, Northern Télécom, CNCP et les gouvernements du Canada et du Québec. Dans un deuxième temps, l'auteur signale les facteurs positifs et négatifs qui influencent le développement de la bureautique et suggère un scénario pour le gouvernement du Québec. Des problèmes potentiels sont signalés. L'interconnexion des réseaux et le filage intérieur sont l'objet d'une attention particulière. Des recommandations sont émises quant à la mise en valeur des ressources du ministère des Communications, la rédaction d'une politique d'achat gouvernementale, la surveillance des normes et la constitution d'un réseau de services intégré. 26 réf. bibl. (S.Be.)

GOUVERNEMENT; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT; BUREAUTIQUE; INTERCONNEXION; QUEBEC

542 DUCROS, MEILLEUR, ROY ET ASSOCIES LTEE. **La télécommunication et le domaine des institutions financières.** — Montréal : DMR et Associés, 1974. — circa 130 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans une 1ère partie, on brosse un portrait général de l'état d'utilisation de la téléinformatique dans les institutions financières au Canada. Les dépenses en équipement et les investissements en personnel sont quantifiés. Quatre facteurs marqueront l'évolution de la téléinformatique: la carte de crédit, les réseaux universels, les grands service bureaux et les logiciels d'application. Des perspectives quant à l'évolution de la téléinformatique à court, moyen et long termes sont esquissées. Les 2e et 3e parties fournissent le détail des informations recueillies dans les institutions financières visitées: caractéristiques de l'entreprise, fonctions informatisées, taux d'équipement manufacturiers impliqués, dépenses, configuration et évolution des réseaux, perspectives. (S.Be.)

INSTITUTION FINANCIERE; TELEMATIQUE

543 HARDY, Denis. **Notes pour l'allocution du ministre des Communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion du congrès national de l'Association canadienne de l'informatique, hôtel Reine Elizabeth, Montréal, le lundi 17 mai 1976.** — [s.l.] : [s.n.], 1976. — 12 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative : C6 A1 A16 H306

Quatre raisons principales motivent le gouvernement du Québec à s'intéresser à la téléinformatique: l'importance de cette industrie sur le plan économique, l'utilisation abondante de l'informatique par l'Etat qui occupe le tiers de l'activité informatique au Québec, la participation du Québec au processus d'élaboration des politiques fédérales en matière de téléinformatique et la dimension culturelle de la téléinformatique surtout dans les domaines de l'information et de l'éducation. Des efforts ont été entrepris par le Québec en vue de l'élaboration d'une politique de la téléinformatique: 1) la formation d'un comité interministériel sur la téléinformatique (C.I.T.) qui vient de remettre son rapport et dont les recommandations visent essentiellement à protéger la vie privée des citoyens, à favoriser l'épanouissement de l'entité culturelle du Québec et à assurer un développement régional de ce secteur sur tout le territoire du Québec; 2) la préparation d'une étude portant sur l'administration de l'informatique au sein de l'appareil gouvernemental; 3) la formation d'un groupe de travail interministériel sur le paiement électronique chargé de coordonner les vues et les actions des organismes intéressés par le paiement électronique, de définir les objectifs du Québec et les principes directeurs concernant le développement d'un système de paiement électronique.

TELEMATIQUE; POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT; QUEBEC

544 HOULE, Jean-Louis; GOULET, Roger; CAMPAGNA, Michel. **Devis de recherche pour un terminal domestique : rapport final.** — Montréal : Ecole polytechnique, Centre de développement technologique, 1978. — 76 f. : ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce projet a pour objet la planification et la mise en oeuvre d'une expérience pilote québécoise dont les résultats permettront la conception d'un terminal domestique interactif canadien. Un devis détaillé des travaux prévus et de leur coût est fourni. On décrit ensuite succintement la phase de cueillette et d'interprétation des données, puis celle de la conception et de la matérialisaton d'un terminal domestique, en collaboration avec l'industrie manufacturière canadienne. On conclue sur des recommandations pour que ce projet aboutisse à des résultats valables. (D. T.).

TERMINAL D'ORDINATEUR; PROJET PILOTE

545 HOULE, Jean-Louis. GAMMA. **Poussée technologique et coûts décroissants en téléinformatique.** — Montréal : Gamma, 1979. — 67 p. : graph., ill., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La révolution technologique a une influence directe et fondamentale sur la société. Elle est marquée par un phénomène de synergie (pouvoir d'entraînement sur les autres secteurs économiques). L'évolution des communications et de l'informatique se caractérise par une décroissance des coûts des composantes informatiques et une augmentation des capacités et performances des systèmes. Par ailleurs, le potentiel de la fibre optique assure une diminution des coûts unitaires dans les systèmes de communication. Le chapitre 4 traite notamment du problème de l'augmentation, sinon du maintien des coûts globaux des systèmes alors que les coûts des composantes diminuent. Enfin, on analyse le rôle du gouvernement au niveau national et international. Le Canada devrait se doter d'une politique vigoureuse et agressive dans le domaine de la micro-électronique. (S. Be.)

TELEMATIQUE; MATERIEL INFORMATIQUE; COMPOSANT ELECTRONIQUE; COUT

546 JOUANDET-BERNADAT, Roland. **Macroéconomie de la société informatisée.** — Montréal : Gamma, 1979. — 63 p. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Au moyen d'instruments d'analyse traditionnels (méthode de la comptabilité nationale de M. Purat notamment) l'auteur tente de définir les grandes structures de l'économie de l'information et de la télématique au Canada. Des données statistiques sur la main-d'oeuvre, les salaires et l'emploi permettent de mesurer l'importance de l'information dans l'économie. On détermine quelles industries achètent des biens et services télématiques et quels biens et services sont utilisés par le complexe télématique. Un schéma résume le complexe télématique. Les principaux problèmes de l'industrie télématique canadienne sont la taille des entreprises, son faible taux de production en terme de produit national brut, son degré d'appartenance étrangère. Ces problèmes se traduisent par des difficultés dans le domaine de l'emploi. Enfin, l'auteur tente de définir un cadre d'analyse macroéconomique pour la télématique à long terme, celui-ci devant permettre d'évaluer les effets globaux sur la productivité, l'emploi et la demande. 15 réf. bibl. (S. Be.).

TELEMATIQUE; ANALYSE ECONOMIQUE

547 LAPOINTE, Alain; LEGOFF, Jean-Pierre; POIRIER, René; THERRIEN, Diane; VOYER, Odette. **Les industries québécoises de services télématiques : analyse économique.** — Québec : Ministère des Communications, 1984. — 305 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-551-06190-3.
Direction de la planification et de la recherche

L'industrie des services télématiques comprend les industries de production de contenu et les industries de distribution. Du côté de l'offre, les industries de distribution (télédistributeurs, entreprises de téléphone, sociétés de télécommunication et entreprises de diffusion) jouissent en général d'une situation financière saine. L'industrie de production, quoique plus faible au Québec (18% de l'activité canadienne), détient un chiffre d'affaires étonnant pour le Canada. Du côté de la demande, l'analyse laisse voir une croissance générale forte et stable depuis les 20 dernières années. La télédistribution voit toutefois sa demande plafonner depuis 1980; la téléphonie jouit d'un taux de croissance de ses recettes de 4%. Les services informatiques présentent un taux de croissance de 20%. Quant aux services télématiques, la demande est satisfaite par les entreprises internes et par l'importation. L'avènement des nouveaux services implique un partage des tâches et du marché pour les entreprises de télécommunication. Alors que la téléphonie se voit interdire l'image télévision, les entreprises de télédistribution n'offrent pas la possibilité d'un réseau bidirectionnel et commuté. Enfin, on remet en question les modes de tarification ainsi que les fondements actuels de la réglementation du secteur des communications. Bibliogr.: pp. 257-266. (S. Be.)

TELEMATIQUE; ANALYSE ECONOMIQUE; OFFRE ET DEMANDE; INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS

548 LAROCHELLE, Maurice. **Impacts socio-culturels de l'usage de la télématique par le citoyen : I-SC-4.** — version revue et corrigée. — [Québec] : [Ministère des Communications], 1982. — 20 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La généralisation de l'usage de la télématique par le grand public est prévisible à court terme. La résistance à l'informatisation diminue et la télématique transformera la vie quotidienne et le monde du travail. Actuellement le téléenseignement est une des applications les plus populaires. Des développements rapides sont prévus dans le domaine médical. D'autre part, les industriels y voient une possibilité de réduire leurs coûts. La politisation de la télématique est inévitable, l'état doit intervenir pour légiférer et gérer les conflits citoyens-industries engendrés par la télématique. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?* (MCQ, 1983). 9 réf. bibl. (D.T.)

TELEMATIQUE; CHANGEMENT SOCIAL; VIE QUOTIDIENNE; INFORMATISATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

549 LAROCHELLE, Maurice. **Le traitement télématique transfrontière des données : état de la situation et problématique pour le Québec.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 31 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10227-4.
Direction de la planification et de la recherche

Environ 80% des données en provenance du Canada et du Québec sont acheminées par voie de télécommunication vers les Etats-Unis pour y être traitées. Cette situation entraîne des pertes énormes au niveau de la balance commerciale (déficit prévisible de 300 millions en 1985 pour le Québec) et de l'emploi (perte de 5 000 emplois). Les gouvernements réagissent avec la plus grande prudence devant cette situation. Il importe d'examiner de près ce problème, notamment au niveau du flux interprovincial des filiales de compagnies et de dégager des options pour le Québec. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

TELEMATIQUE; TRAITEMENT DES DONNEES; ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

550 MARCHAND, D; MORISSETTE, Sarto. **La télématique : aspects techniques et nouveaux services : rapport final.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1982. — ii-305 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Après avoir cerné les secteurs d'application de la télématique et ses origines, on procède à l'analyse des services qu'on regroupe sous ce vocable: service d'information, de bureautique, de transactions, de télé-surveillance et télé-contrôle, de communications. Les systèmes de vidéotex et télétex sont étudiés plus en détails. On effectue un bref tour d'horizon de la télématique au Québec. On discute des aspects techniques et technologiques importants dans la mise sur pied de nouveaux services de télématique; on aborde le champ des télécommunications et de l'informatique, les développements des fibres optiques et des satellites de communication. On traite enfin des implications sociales, économiques et culturelles de la télématique. Quelques recommandations sur les actions à prendre au Québec sont proposées. En annexe: 1) brève présentation du projet pilote INET, réseau intelligent national de communication, 2) vue générale des différentes techniques de circuits électroniques, 3) lexique de termes électroniques, 4) glossaire, 5) inventaire préliminaire des bases d'information documentaire québécoises, 6) objectifs, actions entreprises et retombées industrielles du projet pilote NADIR explorant les possibilités de l'utilisation informatique des satellites de télécommunication. Bibliogr.: pp. 298-305. (N. T.)

TELEMATIQUE; SERVICE D'INFORMATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS

551 MINEAU, ALLARD ET ASSOCIES. **Les PME et la téléinformatique.** — Québec : Mineau, Allard et Associés, 1975. — 39 f. : tableau ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Description d'une expérience de conception d'un réseau télématique réalisée par la Coopération Fédérée de Québec avec la participation de 7 coopératives agricoles locales. Une description de la structure organisationnelle de chacune des coopératives participantes, un aperçu de la conception du réseau SICA (services informatiques aux coopératives agricoles), de l'équipement utilisé et des services offerts, enfin quelques prévisions sur les perspectives d'avenir du réseau résument le contenu de la première partie. En deuxième partie, l'auteur décrit 3 associations sectorielles, (organismes chargés d'aider les petites et moyennes entreprises dans leurs opérations de production et de commercialisation); il donne un aperçu des connaissances et de la perception qu'ont ces associations de l'informatique. (S. Be.)

TELEMATIQUE; RESEAU DE COMMUNICATION; COOPERATIVE AGRICOLE; PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

552 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Les nouveaux services de communications.** — Québec : Ministère des Communications, 1983. — 70 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Document synthèse présentant l'état de développement et les enjeux des nouveaux services de communication offerts par la télématique. Proposition de 24 recommandations d'actions pour le Québec. Par ordre prioritaire, les nouveaux services qu'il conviendrait de privilégier sont: 1. courrier électronique, transfert électronique de fonds, services d'accès aux banques d'information, télétex et vidéotex; 2. radiodiffusion directe par satellite, téléconsommation; 3. services télématiques de prestation. (S. Be.).

TELEMATIQUE; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

553 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. **Situation de la télématique au Québec : à l'intention du Comité ministériel permanent du développement culturel.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 17 p. ; 28 cm.
Direction des communications : P-1087

Après avoir défini la télématique et fait quelques constatations sur son évolution dans divers pays, le Groupe de travail sur la télématique fait état de la situation au Québec et identifie quelques pistes à explorer. Un examen des conséquences sociales, économiques, culturelles et politiques de la télématique au Québec amène le Groupe à réclamer une intervention de l'Etat orientée vers une concertation des milieux financiers, industriels et gouvernementaux et une concentration des programmes d'investissements et d'achats d'équipements et services vers des secteurs technologiques spécifiques. (S.Be.)

TELEMATIQUE; DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

554 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE; MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS. **Document d'information sur l'architecture de réseau SNA.** — Québec : [Ministère des Communications], 1981. — 124 p. : ill., tableaux ; 28 cm.
Bureau Central de l'informatique

Le System Network Architecture (SNA) est un système de transmission de données en réseaux. Le concept SNA est développé par IBM. On expose les généralités du système, les fonctions disponibles au niveau de l'ordinateur central et des terminaux de la série 3270, les protocoles de transmission SDLC (Synchronous Data Link Control) et SNA, enfin les principes de fonctionnement des terminaux SNA/SDLC versus SDLC. Des commentaires des utilisateurs d'un système SNA complètent le document. Bibliogr.: pp. 123-124. (S.Be.)

TRANSMISSION DE DONNEES; ANALYSE DE RESEAU; SYSTEM NETWORK ARCHITECTURE

555 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS. **Réseau intégré de communications informatiques "phase 1" : présentation aux membres du Comité des responsables de l'informatique du secteur public.** — Québec : Ministère des Communications, 1985. — 10 f. : 4 ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Le réseau intégré des communications informatiques du gouvernement du Québec consiste essentiellement en la concentration des communications informatiques dans des liens de haute capacité lorsque cette technologie permet une réduction des frais de transmission. Ce réseau affectera tous les liens téléinformatiques dédiés synchrones qui se situent dans l'axe Québec-Montréal. On présente la clientèle desservie, la technologie

utilisée, la configuration du réseau, les particularités techniques, les coûts et l'échéancier du projet. (S.Be.)

TRANSMISSION DE DONNEES; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TELEMATIQUE

556 PARENT, Richard; ARENA, Francesco; ROY, Jules; VO, Bach. **Prolégomènes à un programme de recherche et développement sur les "nouveaux systèmes et services d'information et de communication" (NSSIC).** — [Québec] : Ministère des Communications, 1982. — 30 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Considérant les dossiers et engagements du Ministère des communications dans son programme de recherche et développement en communication, les auteurs présentent une définition des objectifs du programme et la classification retenue des services télématiques selon la fonction assumée. Plusieurs aspects importants du développement de la télématique sont abordés: équipement, services bureautiques, industrie de microélectronique, tarification, droit d'auteur, contrôle de la communication, réseaux de télécommunications, vidéotex, logiciels. A la lumière de l'examen de 40 projets de recherche et en fonction des rôles dévolus au gouvernement et au Ministère des communications, on propose des priorités de recherche et d'intervention. Document complémentaire à *Proposition d'un mandat et d'un plan d'action pour un groupe de travail sur les nouveaux services de communications*, document de travail du Ministère des communications (sept. 1982). (S. Be.)

TELEMATIQUE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, POLITIQUE DE LA RECHERCHE, MINISTERE DES COMMUNICATIONS, QUEBEC

557 PARENT, Richard; ARENA, Francesco; GAGNE, Murielle; ROY, Jules; SAINT-JEAN, Jocelyn; VO, Bach. **La télématique en devenir : rapport-synthèse du programme de recherche prospective en communications.** — Québec : Ministère des Communications, [1982]. — xvii-234 p. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La télématique offre l'opportunité d'une reprise économique en améliorant la productivité, en stimulant un accroissement de la consommation et en diminuant les coûts des services publics. D'autre part, elle remet en cause un certain nombre d'équilibres: substitution partielle à d'autres médias, modification du fonctionnement des réseaux de télécommunication. La télématique s'avère un outil assez souple pour donner lieu à des choix sociaux, économiques et politiques. Toutefois, un réajustement de l'appareil de production est nécessaire: production de logiciels, recyclage de la main-d'oeuvre, utilisation accrue des systèmes informatiques. Bibliogr.: pp. 229-234

ECONOMIE DE LA COMMUNICATION; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE, TELEMATIQUE; ADAPTATION AU CHANGEMENT

558 SALVADOR, Jean-Michel. **Le Québec face à Télidon.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 40 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10233-9
Direction de la planification et de la recherche

Quelles sont les possibilités pour l'industrie informatique québécoise de tirer profit du développement commercial du système vidéotex Télidon? Après un survol des marchés du vidéotex, on dresse un inventaire des entreprises québécoises impliquées dans l'industrie du vidéotex et on analyse les possibilités de développement de ces entreprises. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications : un futur simple?* du ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL; VIDEOTEX; COMMERCIALISATION; TELIDON; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS, UN FUTUR SIMPLE?, LE

559 SALVADOR, Jean-Michel. **La télématique au Québec.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 30 p. : tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10235-5.
Direction de la planification et de la recherche

Inventaire des réalisations télématiques au Québec. On donne une liste des entreprises liées au développement de ce secteur. On présente une chronologie du projet Télidon et une description des projets Vista, Service d'information à domicile (SID), Médiatex, Agora, Inet: contenus, investissements, applications, équipement, emplois prévus. Sept annexes. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

VIDEOTEX; TELEMATIQUE; TELIDON; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS, UN FUTUR SIMPLE?, LE

560 SAVARD, Jean. **Revue de presse spéciale sur la télématique.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 2 vol. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Les articles sont tirés de journaux et périodiques canadiens et portent sur le vidéotex, les banques de données, le vidéodisque, les réseaux de télécommunication et le marché des produits télématiques. Période couverte: vol. 1, février 1981 à octobre 1981; vol. 2, octobre 1981 à février 1982. (S. Be.)

TELEMATIQUE

561 TEVICORE INC. **Un nouveau moyen d'accès à l'information gouvernementale : réseau interactif de télécommunication vidéotex.** — Montréal : Tévicore Inc., [1983?]. — [21] f. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Présentation du projet "Consort" mené par la firme québécoise Tévicore Inc. Ce projet consiste en un service d'informations commerciales, industrielles, touristiques et gouvernementales pour les Québécois, utilisant les réseaux de télécommunication. Le calendrier d'implantation du projet "Consort" comporte 4 phases. Les activités ont trait à la production de contenu, à l'installation de terminaux, à la formation de personnel, à la programmation des données, à l'achat et à l'installation des têtes de lignes provinciales et régionales et au raccordement des réseaux. (S. Be.).

VIDEOTEX; SERVICE D'INFORMATION; RESEAU DE TELECOMMUNICATION

562 TRUONG, A. T; MORISSETTE, Sarto. **Etude portant sur la conception d'un réseau de téléinformatique : rapport final.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1978. — IV-89 f. : tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Un réseau de télématique est composé de 2 sous-réseaux, soit un réseau de communication et un réseau d'informatique. On résume les objectifs d'un réseau d'ordinateurs et on fournit un inventaire des réseaux existants. On précise quels sont les éléments d'un réseau de communication (liaison, noeuds, architecture) et d'un réseau d'informatique (équipements terminaux, structure d'un réseau d'accès). Une 3e partie donne une vue d'ensemble d'un réseau à commutation de paquets, en résumant les fonctions de gestion de transport dans ce type particulier de réseau. On discute ensuite de la performance, des méthodes d'évaluation et de problèmes reliés au développement d'un réseau. On retient à titre d'exemple les expériences du réseau Advanced Research Project Agency (ARPA). Bibl.: pp. 69-81. (N. T.).

RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TELEMATIQUE; ANALYSE DE RESEAU

750 Satellites de communication

563 BELANGER, Guy; POULIN, François; BERUBE, Jean-Paul. **Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 2. analyse des coûts et aspects économiques.** — Québec : Université du Québec, vice-présidence aux communications, [1977?]. — 62 f. : tableaux, graph. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'analyse repose sur la comparaison entre 2 techniques de communication, le micro-ondes et le satellite, du point de vue des coûts d'investissement (amortissement, maintenance et coût du capital), ramenés sur une base de coûts annuels. Une première série d'hypothèses, basées sur la centralisation des services, donne préférence à un réseau de communications par micro-ondes pour l'acheminement des communications bidirectionnelles entre les grandes villes du Québec. Une deuxième série d'hypothèses, basées sur la décentralisation, reconnaît la pertinence d'un réseau multi-point, faisant appel au satellite. L'analyse des retombées économiques révèle que le micro-ondes aura un effet d'entraînement plus grand que celui du satellite à cause du niveau de fuite (production hors Québec) très bas (10%). Sur le plan financier,

l'investissement nécessaire à la mise en place d'un système micro-ondes ne représente que 60% des coûts d'un réseau satellite de capacité similaire. Bibliogr.: pp. 47-48 (S. Be.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; ONDES ULTRA-COURTES; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; SYSTEME DE COMMUNICATION; ANALYSE COUT-AVANTAGE

564 BERGERON, Sylvie; VO, Bach. **Les applications du satellite de communication.** — Québec : Ministère des Communications, 1982. — 131 p. : ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Portrait de l'utilisation du satellite pour la communication. On dresse d'abord un historique des communications par satellite et expose les notions techniques élémentaires. Un chapitre est consacré aux utilisations du satellite à des fins scientifiques (marine, aviation, télédétection). On fait un exposé des expériences de diffusion en médecine et en éducation au Québec, en France, au Canada et dans les pays en voie de développement et une description des réseaux américains (nombre, disponibilité et coûts de location des répéteurs, développement des réseaux). L'utilisation des satellites pour les communications téléphoniques et pour la diffusion d'émissions de télévision fait également l'objet de 2 chapitres. On donne un aperçu des projets de diffusion directe en Amérique et ailleurs dans le monde ainsi que des développements des services télématiques. 13 annexes. Bibliogr.: pp. 125-130. (S. Be.)

RESEAU DE TELECOMMUNICATION; SATELLITE DE COMMUNICATION

565 BORDUA, Jean-Marc; DUPOND, Henri; LABRIE, André; LAROUCHE, Ruth; PELLETIER, Jean-Pierre. **Service de radiodiffusion par satellite (SRS) : état de la situation.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 123 p. : cartes, graph., tableaux ; 28 cm. — ISBN 2-550-10210-X.
Direction de la planification et de la recherche

La question d'un SRS se développe à l'intérieur d'un contexte juridique particulier s'articulant autour des principes de liberté d'utilisation et d'exploitation de l'espace et de souveraineté nationale. Plusieurs projets ont déjà été réalisés aux Etats-Unis, au Canada et dans plusieurs pays européens. L'élaboration d'un SRS implique la connaissance de paramètres techniques orbitaux (diffusion) et terrestres (réception). L'évaluation d'un marché potentiel tient compte de critères de demande relatifs à la clientèle. Plusieurs facteurs techniques font varier les coûts de construction d'un SRS. C'est la densité de population qui détermine le type de distribution des signaux. L'ouverture d'un SRS soulève la question de propriété du système de production et du système de transmission; d'autre part, elle présente une menace pour les radiodiffuseurs privés. Des modèles de programmation sont suggérés. Recommandations. Bibliogr.: pp. 121-123. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

RADIODIFFUSION; SATELLITE DE COMMUNICATION; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

566 BOUTIN, Noël; MABILLEAU, Philippe; MORISSETTE, Sarto; DEFLY, Koffi; DIDELOT, François. **Encodage et modulation de la parole en radio-mobile par satellite: phase II : rapport final.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1985. — 145 f. : graph., ill. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'étude comporte 2 volets : l'encodage et la modulation. Les principes de l'encodage et les facteurs de réduction du débit numérique sont exposés. Les méthodes et outils développés pour la mise au point des techniques d'encodage utilisées sont présentés. Les méthodes proposées sont basées sur la quantification vectorielle. La modulation peut être de type cohérente ou non-cohérente. On présente les similitudes existant entre 2 types de démodulation non-cohérente: au moyen d'un détecteur différentiel et d'un détecteur par discrimination. Les performances d'un démodulateur différentiel sont démontrées à partir d'un cas simple. Les cas de démodulation différentielle d'un signal QPSK (Quaternary Phase Shift Keing), OQPSK (Offset Quaternary Phase Shift Keing) et MSK (Minimum Shift Keing) sont décrits. Présentation du modèle de simulation retenu et des résultats préliminaires de simulation. 9 réf. bibl. (S.Be.)

CODAGE; RADIODIFFUSION EN EXTERIEUR; SATELLITE; MODULATION; SYNTHESE DE LA PAROLE

567 DESCHENES, Pierre-A. **Symposium sur les activités spatiales et leurs implications : d'où vient-on et où va-t-on à l'aube des années '80 : le Québec et les satellites de communication au seuil des années '80.** — [Québec] : Ministère des Communications, 1980. — 34 f. ; 28 cm.
Bibliothèque administrative

Incidences des politiques québécoises de développement culturel, économique et de recherche scientifique sur les communications. On présente brièvement les expériences à caractère technologique et socio-culturel auxquelles le Québec a participé en utilisant des satellites canadiens et étrangers; on donne les caractéristiques de l'industrie québécoise de production spatiale et fait état des problèmes politiques qui la caractérisent. A la lumière des développements technologiques à venir, notamment concernant la diffusion directe, les impacts possibles du satellite sont étudiés. Les responsabilités qui incombent au Québec dans la planification de son avenir économique et culturel sont identifiées. (S. Be.)

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE; SATELLITE DE COMMUNICATION; PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT; QUEBEC

568 DUPUY, J.-Robert. **Réseaux privés de communication par satellite : description et extension extra-territoriale.** — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 46 p. : cartes ; 28 cm. — ISBN 2-550-10219-3.
Direction de la planification et de la recherche

Les développements technologiques à venir (numérisation des signaux) assurent une utilisation accrue des satellites dans la transmission des signaux de communication. Le rôle, les missions et fonctions d'Intelsat, de Telecom 1 (France) et de Satellite Business System (SBS, Etats-Unis) sont présentés. Le Canada s'est donné une structure très précise en ce qui a trait à la communication par satellite: le Réseau Téléphonique Transcanadien (RTT). Tout le système satellite canadien est confié à Télésat qui en est le seul exploitant. L'intérêt du marché américain est évoqué. Bibliogr.: pp. 45-46. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, ministère des Communications du Québec (1983). (S. Be.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; INTELSAT; TELECOM; SATELLITE BUSINESS SYSTEM; TELESAT; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

569 GOULET, Roger; ADOUL, Jean-Pierre; DIDELOT, François; DEFLY, Koffi. **Encodage et modulation de la parole en radio-mobile par satellite : rapport final.** — Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 1984. — 93 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude des paramètres techniques comportant 2 volets. Le premier volet traite de l'encodage de la parole au moyen de techniques de prédiction linéaire (codage à bas débit); elle traite notamment du codage en sous-bande, en bande de base et multi-impulsionnel. Une section porte sur l'étude du principe de quantification vectorielle et sur une évaluation des différents types de codeurs à 2 400 bits/seconde. Le deuxième volet présente les 3 étapes qui ont marqué l'évolution des méthodes de modulation applicables à la transmission de la voix sur un canal de radio-mobile par satellite. Plus précisément, cette partie porte sur les résultats obtenus avec les méthodes BPSK (Binary Phase Shift Keing), OQPSK (Offset Quadrature Phase Shift Keing) et MSK (Minimum Shift Keing) ainsi qu'avec 2 méthodes de démodulation non-cohérentes. Bibliogr.: ff. 79-93 (S. Be.)

CODAGE; RADIOCOMMUNICATION; SATELLITE; SYNTHESE DE LA PAROLE; MODULATION

570 LABRIE, André. **Les satellites de télécommunication couvrant le Québec : situation actuelle et perspectives.** — [Québec] : [Ministère des Communications], 1981. — 145 p. : ill. ; 28 cm. — ISBN 2-550-02356-0.
Direction de la planification et de la recherche

Plus que jamais, les perspectives d'évolution des systèmes de communication par satellite présentent un intérêt pour le Québec puisque celui-ci se trouve sous la couverture des grands réseaux canadiens et américains. Cette situation entraîne des conséquences importantes entre autres sur l'industrie de la radiodiffusion, de la télédistribution et des services informatiques. A mesure que les antennes de réception deviendront plus abordables (coût, dimension), le problème de débordement des signaux à l'extérieur

des frontières s'accroîtra, entraînant ainsi la création de nouveaux règlements. L'auteur décrit les systèmes de satellites actuellement en orbite et ceux qui seront lancés d'ici 1985. Deux annexes: repères chronologiques de l'histoire spatiale canadienne, glossaire. Bibliogr.: pp. 141-145. (S. Be.)

COMMUNICATION PAR SATELLITE; SATELLITE DE COMMUNICATION; RESEAU DE TELECOMMUNICATION

571 MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU DU SOUS-MINISTRE. **Notes pour une allocution de Monsieur Pierre-A. Deschênes, sous-ministre, présentée au Symposium sur le droit spatial le 17 octobre 1980 à l'Université McGill, Montréal**. — [Québec] : [Ministère des Communications], [1980?]. — 29 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Position du gouvernement québécois sur les satellites de communication: mention des politiques relatives aux communications sur le territoire québécois, rôle de l'Etat, expérience du Québec en la matière tant du point de vue utilisateur de satellites de communication que producteur de systèmes de communication. On fait le point sur l'industrie spatiale au Québec, la diffusion directe par satellite et les réseaux de télécommunications. On établit les grandes lignes d'un plan d'action propre à doter le Québec des moyens nécessaires à son développement tout en s'inscrivant dans l'évolution de la conjoncture à l'échelle mondiale. (N. T.).

COMMUNICATION PAR SATELLITE; SATELLITE DE COMMUNICATION; QUEBEC

572 REID, J. B; HACCOUN, David. **Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 1. études technologiques**. — Québec : Université du Québec, vice-présidence aux communications, [1977?]. — 138 f. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce document comporte 2 parties principales. La première étudie la technologie spatiale sous l'angle des problèmes opérationnels qu'elle soulève. Elle comprend un bref historique des développements en matière de communication spatiale, une définition des notions de base de même qu'un exposé des problèmes reliés d'une part à la technologie spatiale en général (lancement et mise en orbite) et d'autre part, à la technologie des télécommunications. La deuxième partie de l'étude porte sur les aspects fondamentaux des systèmes de communication par satellite. On y traite de l'aspect énergétique des liaisons satellite-station terrestre (propagation et bruit) des procédés de modulation et des techniques d'accès multiple. Un survol des projets en matière de communication par satellite est présenté en annexe. 12 réf. bibl. (S. Be.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; TELECOMMUNICATION; RECHERCHE SPATIALE

573 STEPHENNE, Hubert. **Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 5. synthèse**. — Québec : Université du Québec, vice-présidence aux communications, [1977?]. — 37 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

L'évolution récente des technologies de communication spatiale est marquée par le passage des systèmes de liaisons point à point vers le multi-points. En terme d'applications, cette nouvelle technologie entraîne un nouveau concept de communication impliquant la participation simultanée de plusieurs individus. La téléconférence est un exemple de communication multidirectionnelle. Au Québec, les services de communications gouvernementales, de l'éducation et des affaires sociales répartis à travers les régions, présentent les caractéristiques fonctionnelles adéquates à la mise sur pied d'un tel système. Le Québec a tout intérêt à mettre sur pied un grand réseau polyvalent de communication intégrant les possibilités du système Intelsat pour les liaisons internationales (ce qui inclut les possibilités d'échanges culturels avec les pays francophones), du système Télésat pour relier les localités isolées du Nord et assurer les services de télédistribution pour l'ensemble du territoire, enfin, des systèmes de micro-ondes en boucles pour la communication multidirectionnelle et la distribution des signaux divers dans les régions peuplées. Recommandations. (S. Be.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; RESEAU DE TELECOMMUNICATION; TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS; SYSTEME DE COMMUNICATION; COMMUNICATION MULTIDIRECTIONNELLE

574 STEPHENNE, Hubert. **Les satellites au-delà de 1980: l'intérêt pour le Québec**. — Québec : Université du Québec, vice-présidence aux communications, [1977?]. — 5 vol. : graph., tableaux ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Etude prospective sur les satellites de communication comprenant 5 volets: le volume 1 concerne les aspects technologiques, les volumes 2 et 3 l'analyse des coûts et les aspects économiques, le volume 4 rend compte d'une consultation avec les milieux concernés, le volume 5 fournit une synthèse. Chacun des volumes est analysé individuellement. (N. T.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

575 VILLEDIEU, Yanick; REID, J. B; LEDUC, Nicole. **Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 4. consultation du milieu**. — Québec : Université du Québec, vice-présidence aux communications, [1977?]. — 193 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

La première partie donne un aperçu des réunions du comité d'experts tenues le 1er et le 22 décembre 1975, le 16 février et le 5 mars 1976. Ces rencontres réunissaient divers membres d'organismes canadiens de communications appelés à discuter et critiquer le plan de travail de la recherche en cours sur les satellites. La deuxième partie résume les propos recueillis au cours d'entrevues accordées aux chercheurs du projet par des spécialistes des télécommunications et des communications spatiales. La troisième partie regroupe des notes prises à l'occasion de 2 colloques. La première conférence, tenue au Canada les 6 et 7 février 1976 a permis l'identification des recherches prospectives en cours au Canada et surtout au Québec, recherches ayant un intérêt pour les chercheurs du présent projet. La conférence de l'Institute for Graphic Communications s'est tenue le 27 et 29 janvier 1976 à Andover (Massachusetts) sur le thème "The home market place of the future for visual communications and information products". 6 réf. bibl. (V. H.)

SATELLITE DE COMMUNICATION; TENDANCE DE RECHERCHE; RECHERCHE SPATIALE

576 WILLETT, Gilles. **Propositions pour la mise en oeuvre d'un "Programme de développement des modes d'utilisation des satellites de communication et des systèmes de téléconférence"**. — [s.l.] : [s.n.], 1974. — 40 f. ; 28 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Dans le but de systématiser et de rationaliser les actions entreprises et futures du ministère des Communications (Québec) relativement aux téléconférences et à l'utilisation des satellites de communication, l'auteur soumet une série de recommandations touchant la mise en oeuvre du programme de développement et l'entente de collaboration Comminsat Frabec. (S.Be.)

TELECONFERENCE; SATELLITE DE COMMUNICATION; PLAN DE DEVELOPPEMENT; MINISTERE DES COMMUNICATIONS; QUEBEC

760 Poste. Télex. Télégraphe

577 DESCHENES, Pierre-A. **Mémoire au sous-ministre concernant un système de paiements électronique et la fourniture de services publics de traitement de données**. — Québec : Ministère des Communications, 1975. — 50 f., pagination multiple : tableau ; 36 cm.
Direction de la planification et de la recherche

Ce mémoire réfère à 2 documents fédéraux (se trouvant en annexe) intitulés: *Vers un système de paiements électronique*, (document F2-37/1975, Information Canada) et *Participation des sociétés exploitantes réglementées par le Gouvernement fédéral et des langues à charte à la fourniture de services publics et de traitement de données*. On présente d'abord un résumé du premier document ainsi qu'un énoncé des objectifs relatifs d'une part, à un système de paiements électronique québécois, d'autre part, à un réseau de télécommunications à utilisation commune pour le Québec. Pour faire suite au résumé du 2e document mentionné, la position du Ministère des communications (MCQ) est la suivante: "... nous sommes d'accord avec la position du fédéral relativement - au fait

que les banques à charte ne doivent pas accroître leurs opérations dans le domaine des services informatiques offerts au public - mais non pas avec la décision du fédéral de permettre aux sociétés de télécommunications de former des succursales pour offrir des services publics de traitement de données" (p. 15). Le gouvernement du Québec possède un instrument approprié (le Comité interministériel sur la téléinformatique) pour traiter des questions sur la téléinformatique, instrument que le MCQ devrait utiliser. Le MCQ devrait aussi veiller à ce que les organismes québécois concernés soient adéquatement représentés aux comités que le fédéral entend former. (S. Be.)

TRAITEMENT DES DONNEES; SERVICE PUBLIC; TELEPAIEMENT; QUEBEC; MINISTERE DES COMMUNICATIONS

578 LADOUCEUR, Antoine; REGNIER, Pierre; MARQUIS, Roger; BOUCHARD, Lucien. **Postel : une expérience pilote de la messagerie électronique dans le réseau de Communication-Québec : rapport synthèse**. — Québec : Ministère des Communications, 1983. — [72] f., pagination multiple : tableaux ; 35 cm.

Direction de la planification et de la recherche

L'expérience Postel a été amorcée à la suite de l'invitation du Groupe des Communications informatiques de Bell Canada à expérimenter son système de messagerie électronique Envoy 100. Le projet a été piloté conjointement par la Direction générale des services de télécommunications (DGST) et la Direction générale de Communication-Québec (DGCQ). Les usagers ont participé à une session de formation. Les équipements utilisés sont mentionnés de même que les raisons qui ont justifié le choix de ces appareils. L'évaluation du projet est faite, d'une part, à partir des objectifs fixés, d'autre part, à partir des résultats obtenus par un questionnaire complété par les usagers. Les coûts de l'opération Postel sont présentés sous forme de tableaux. 4 annexes. (S. Be.)

PROJET PILOTE; COURRIER ELECTRONIQUE; COMMUNICATION-QUEBEC; POSTEL; BELL CANADA

579 SALVADOR, Jean-Michel. **Nouveaux services de communications informatiques au Québec**. — Québec : Ministère des Communications, [1983]. — 23 p. ; 28 cm. — ISBN 2-550-10236-3.

Direction de la planification et de la recherche

Le coût élevé des équipements, l'absence de normalisation et l'infrastructure actuelle des télécommunications au Québec empêchent l'expansion grand public des services de communication point à point de type télématique. On présente l'état d'avancement et la disponibilité des services suivants: courrier électronique, transfert électronique de fonds, services informatisés de communications de voix. Etude contributive au rapport *Le Québec et les communications: un futur simple?*, Ministère des communications du Québec (1983). (S. Be.)

SYSTEME ELECTRONIQUE DE TRANSFERT DE FONDS; COURRIER ELECTRONIQUE; QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE?, LE

Index des sujets

A

ABITIBI-TEMISCAMINGUE 220.
ABONNE 343, 348, 350, 505, 517, 526, 527.
ACCES A L'INFORMATION 63, 119, 231, 243, 257, 259, 266, 268, 272, 273, 274, 275, 276, 279, 319.
ACCES AU PUBLIC 270.
ACCES AUX DOCUMENTS OFFICIELS 129, 259, 275.
ACCES ET PARTICIPATION 196.
ACCESSIBILITE 430, 468.
ACCORD COMMERCIAL 358.
ACHAT 82, 301.
ACTION CONCERTEE LA CABLODISTRIBUTION 14, 24, 26, 27, 28, 29.
ACTIVITES CULTURELLES 409.
ACTIVITES DE LOISIR 347.
ADAPTATION AU CHANGEMENT 557.
ADMINISTRATION 65, 79.
ADMINISTRATION DE LA COMMUNICATION 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318.
ADMINISTRATION DES TELECOMMUNICATIONS 514, 531.
ADMINISTRATION LOCALE 273.
ADMINISTRATION PUBLIQUE 60, 64, 70, 83, 84, 85, 95, 113, 116, 119, 121, 126, 139, 142, 143, 144, 145, 266, 272, 279, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318.
AGENCE D'INFORMATION 385, 386.
AGENCE DE PUBLICITE 102, 111.
AGENT D'INFORMATION 119.
AIDE DE L'ETAT 41, 89, 234, 260, 262, 331, 369.
AMENAGEMENT 200.
ANALYSE COUT-AVANTAGE 153, 563.
ANALYSE DE BESOINS 38, 81, 144, 148.
ANALYSE DE RESEAU 490, 564, 562.
ANALYSE ECONOMIQUE 333, 360, 408, 436, 539, 546, 547.
ANNONCEUR PUBLICITAIRE 102.
ANTENNE COLLECTIVE 511.
ARCHIVES AUDIOVISUELLES 58, 170.
ASSOCIATION 99.
ASSOCIATION DES CABLODISTRIBUTEURS DU QUEBEC 229.
ASSOCIATION DES INGENIEURS CONSEIL DU QUEBEC 441.
ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC 36.
ATTRIBUTION DE FREQUENCES 484, 485, 486, 478.
AUTOCHTONE 216, 236.
AVENIR 412.
AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE L' 197, 282, 366, 367, 383, 386, 387, 390, 391, 394, 397, 409, 411, 412, 484, 491, 512.

B

BANLIEUE 436.
BANQUE DE DONNEES 47, 48, 49, 50, 51, 53, 55, 58, 62, 270, 271.
BARRIERE LINGUISTIQUE 59.
BAS SAINT-LAURENT-GASPESIE 236, 237.
BASE DE DONNEES 46, 50, 59, 62, 196.
BATIR L'AVENIR 8, 9, 351, 371, 481, 515, 533.
BELL CANADA 269, 449, 450, 455, 458, 514, 517, 518, 519, 521, 523, 526, 529, 531, 533, 576.
BELL QUEBEC 449, 529, 532.
BELLE-VISION LA 388.
BELLECHASSE 117.
BESOIN 206.
BESOIN D'INFORMATION 116, 265.
BIBLIOTHEQUE ADMINISTRATIVE 60.
BRUIT 462.
BUDGET DE L'ETAT 298, 299, 300, 303.
BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE 79, 83, 84, 85.
BUREAUTIQUE 25, 142, 143, 144, 145, 148, 152, 154, 181, 184, 185, 533, 541.

C

CABLE COAXIAL 446, 507.
CABLEVISION NATIONALE 389.
CAMPAGNE D'INFORMATION 116, 127.
CAMPAGNE PUBLICITAIRE 106.
CANADA 67, 68, 279, 282, 294, 326, 327, 329, 329, 330, 331, 333, 336, 377, 392, 394, 432, 484.
CANADIAN NATIONAL TELEGRAPH 439.
CANADIAN PACIFIQUE TELEGRAPH 439.
CARACTERE NATIONAL 105, 110.
CENTRAAL BOEKHUIS 353.
CENTRE DE DOCUMENTATION 124.
CENTRE DE RECHERCHE 15, 18, 20, 25.
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 30.
CFDM 393.
CHAINE DE TELEVISION 478.
CHANGEMENT SOCIAL 548.
CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE 67, 94, 118, 138, 140, 162, 224, 231, 434, 557.
CHERCHEUR 19, 20.
CHLC 393.
CHOIX DE PROGRAMME 374, 401, 407, 506.
CHRD 393.
CINEMA 200, 369, 370.
CITOYEN 121.
CJMT 393.
CLASSIFICATION 7.
CODAGE 506, 509.
COMMERCE INTERNATIONAL 62.
COMMERCIALISATION 90, 204, 558.
COMMISSION ROYALE SUR LES QUOTIDIENS 382.
COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION 257, 279, 319.
COMMUNICATION 3, 43, 94.
COMMUNICATION INTERPERSONNELLE 16.
COMMUNICATION MULTIDIRECTIONNELLE 573.
COMMUNICATION PAR SATELLITE 332, 570, 571.
COMMUNICATION-QUEBEC 61, 113, 115, 117, 120, 123, 139, 173, 578.
COMMUTATION 495, 504.
COMMUTATION TELEPHONIQUE 516.
COMPORTEMENT 200.
COMPOSANT ELECTRONIQUE 548.
COMPOSITION DU PUBLIC 394.
CONCENTRATION ECONOMIQUE 357, 362, 366, 496.
CONCERTATION 248.
CONCURRENCE 366, 382, 430, 436, 446, 453, 454, 455, 486, 488, 501.
CONDITIONS DE TRAVAIL 137, 140.
CONDITIONS ECONOMIQUES 406.
CONFERENCE DES MINISTRES DE LA COMMUNICATION 233.
CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE 324, 329, 334, 336.
CONFERENCE INTERPROVINCIALE 322, 323, 329, 332.
CONFERENCE SOCIO-ECONOMIQUE SUR LES COMMUNICATIONS 248, 251, 253, 255, 260, 263, 266.
CONFERENCE SUR L'ELECTRONIQUE ET L'INFORMATIQUE 132, 136, 139, 140, 141.
CONFLIT DU TRAVAIL 349.
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TELECOMMUNICATIONS CANADIENNES 167, 379, 396, 418, 439, 466, 502.
CONSERVATION 58.
CONSOMMATION 187, 527.
CONSOMMATION DE MASSE 347.
CONSULTANT 98, 441.
CONSULTATION DU PUBLIC 411.
CONTENU DE PROGRAMME 380, 389, 403, 421.
CONTROLE DE LA COMMUNICATION 234, 236.
COOPERATION INTERNATIONALE 233.
COOPERATIVE AGRICOLE 551.
COPRODUCTION 394.
COURRIER ELECTRONIQUE 578, 579.
COURS 154, 155, 156, 157.
COUT 172, 270, 271, 383, 437, 488, 497, 498, 543.
COUVERTURE 46.
CROC 146.
CULTURE 16, 75, 372, 539.

D

DECENTRALISATION 113, 266.
DELIT 71.
DEMANDE 107.
DEVELOPPEMENT CULTUREL 226, 354, 405, 419.
DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION 15, 173, 230, 236, 237, 241, 251, 253, 254, 258, 266, 517.
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 93, 97, 226, 234, 244, 430, 517, 539.
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL 69, 70, 92, 183, 184, 186, 262, 385, 286, 327, 336, 446, 553, 558.
DEVELOPPEMENT REGIONAL 173, 230, 236, 237, 266.
DIFFAMATION 100.
DIFFUSION 364.
DIFFUSION DE L'INFORMATION 114.
DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE 39.
DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL 247.
DISCRIMINATION SEXUELLE 3, 125.
DISTORSION 482.
DISTRIBUTEUR 363.
DISTRIBUTION COMMERCIALE 129, 354, 363, 368.
DOCUMENT AUDIOVISUEL 57, 63, 169, 217.
DOCUMENTATION 54, 60, 63, 66.
DOCUMENTATION FRANCAISE, LA 388.
DOUBLAGE 367.
DROIT 100.
DROIT A L'INFORMATION 240, 266, 277, 278, 357, 360.
DROIT A LA VIE PRIVEE 243, 257, 259, 266, 268, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 279, 319.
DROIT D'AUTEUR 67, 68, 211.
DROITS DE REPRODUCTION 211.
DROITS DU CITOYEN 270, 271.

E

ECHANGE DE PUBLICATIONS 358.
ECHANTILLONNAGE 2.
ECONOMIE 134, 372.
ECONOMIE DE LA COMMUNICATION 12, 91, 93, 96, 232, 242, 254, 379, 388, 448, 514, 532, 548, 557.
ECONOMIE INTERNATIONALE 62.
ECONOMIE NATIONALE 88.
EDITEUR OFFICIEL DU QUEBEC 129, 388.
EDITION 130, 351.
EDUCATION 47.
EDUCATION DES ADULTES 208.
EDUCATION PERMANENTE 212.
EFFET SUR LE PUBLIC 348.
EFFICACITE 126.
ELECTROCARDIOGRAMME 447.
ELECTRONIQUE 132, 136, 162.
EMETTEUR DE TELEVISION 474, 475.
EMPLOI 75, 133, 137, 182, 188, 192, 539.
ENFANT 194, 199.
ENREGISTREMENT DU SON 168.
ENREGISTREMENT SUR MAGNETOSCOPE 211
ENSEIGNEMENT 141.
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE 199.
ENTREPRISE 136, 139, 182, 433, 444, 487, 489, 491, 525.
ENTREPRISE PRIVEE 183, 243, 270, 271, 298, 360, 366, 441, 494, 518.
ENTREPRISE PUBLIQUE 382, 383, 229, 257, 274, 434, 449, 505, 506.
EQUIPEMENT 161, 218, 404, 466, 467, 536, 537.
EQUIPEMENT ACOUSTIQUE 518.
EQUIPEMENT AUDIOVISUEL 266.
EQUIPEMENT DES COMMUNICATIONS 215, 223, 239, 241, 347, 411, 442, 445, 463, 469.
EQUIPEMENT ELECTRONIQUE 98, 144, 158, 184, 187, 375, 482.
EST DU QUEBEC 136, 231, 499.
ESTRIE 222, 226.
ETAT 121, 122, 240, 411, 412.
ETATS-UNIS 279, 325, 432.
ETENDUE DU PUBLIC 374, 391, 401.
ETUDE DE FAISABILITE 90, 55, 56, 466.
ETUDE DE MARCHE 97, 187, 342, 355, 406, 418, 434.
ETUDIANT 99.
EVALUATION 1, 2, 3, 4, 8, 57, 87, 115, 171, 198, 297.
EVALUATION DE PROJETS 163.
EXPERIMENTATION 38, 447.
EXPORTATION 90, 188, 217, 364.

F

FEDERAL COMMUNICATION COMMISSION 488.

FEUILLETON TELEVISE: 23.
FIBRE OPTIQUE: 12, 443, 451, 452, 513.
FILM: 217, 262, 267, 294.
FILM D'ENSEIGNEMENT: 188.
FILM DOCUMENTAIRE: 189.
FILM PUBLICITAIRE: 105, 110.
FILM SUPER 8: 186.
FINANCEMENT: 1, 187, 188, 229, 374, 393, 401, 437.
FINANCES PUBLIQUES: 101.
FIRST CHOICE: 386.
FISCALITE: 112, 433.
FONCTION PUBLIQUE: 113.
FORMATION: 154, 155, 156, 157, 200.
FORMATION AUX MEDIAS: 199.
FORMATION PROFESSIONNELLE: 43, 44, 140, 141, 149.
FRANCE: 279, 325.
FREQUENCE RADIO-ELECTRIQUE: 486.
FREQUENTATION: 388.

G

GASPESIE: 178, 490.
GESTION: 116, 129, 131.
GESTION D'ENTREPRISES: 146, 494, 514.
GOUVERNEMENT: 57, 98, 101, 108, 109, 114, 119, 125, 127, 151, 183, 185, 456, 456, 457, 541.
GRAND-MERE: 343.
GRAPHISME: 536.
GRILLE DE PROGRAMMES: 380.
GROUPE DE MEDIAS: 219.
GROUPE DE PRESSE: 357.
GROUPE MINORITAIRE: 337, 339.

H

HABITUDE D'ECOUTE: 340, 344, 346, 349, 350, 386, 387, 391, 411.
HABITUDE DE LECTURE: 349.
HANDICAPE: 480.
HEBDOMADAIRE: 361.
HISTOIRE DU CINEMA: 388.
HOME OFFICE: 488.

I

IDENTITE CULTURELLE: 245.
IMPORTATION: 190, 394.
IMPOT: 433.
IMPRIMERIE: 138, 131.
IMPRIMEUR: 131.
INDEX: 53.
INDEX DE L'ACTUALITE: 50.
INDUSTRIE: 106, 136.
INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE: 247, 384, 388, 389, 370.
INDUSTRIE CULTURELLE: 234, 264, 499.
INDUSTRIE DE LA RADIOTELEVISION: 58, 327, 371, 375, 385, 388.
INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS: 8, 9, 10, 90, 91, 92, 188, 234, 242, 244, 251, 282, 284, 288, 294, 295, 331, 426.
INDUSTRIE DES TELECOMMUNICATIONS: 8, 9, 90, 188, 244, 284, 327, 331, 426, 427, 432, 448, 449, 533, 547.
INDUSTRIE GRAPHIQUE: 136.
INFLUENCE CULTURELLE: 341.
INFLUENCE DE LA COMMUNICATION: 40.
INFORMATION DU PUBLIC: 101, 119, 122, 123, 125, 126, 127.
INFORMATION MEDICALE: 509.
INFORMATIQUE: 15, 67, 69, 71, 73, 74, 75, 76, 78, 83, 84, 85, 86, 89, 94, 132, 134, 141, 149, 151, 158, 159, 162, 246, 261, 427, 496.
INFORMATISATION: 73, 122, 132, 134, 136, 137, 139, 140, 145, 152, 160, 162, 353, 545.
INGENIERIE DES COMMUNICATIONS: 96, 149.
INGENIERIE DES TELECOMMUNICATIONS: 96, 441, 452, 498, 499.
INSTITUT QUEBECOIS DU CINEMA: 388.
INSTITUTION FINANCIERE: 542.
INTEGRATION CULTURELLE: 141.
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE: 39, 68.
INTELSAT: 508.
INTERACTION SOCIALE: 23.
INTERCONNEXION: 455, 492, 516, 541.
INUIT: 419.
INVENTAIRE: 52.
INVESTISSEMENT: 9, 444, 499, 512.
ISLET,L': 117.
IST-INFORMATHEQUE INC.: 49.

J

JAPON: 325.
JEUNESSE: 398.
JOURNAL: 46, 218, 363.
JOURNAL TELEVISE: 414, 415.
JOURNALISME: 99, 223.
JOURNALISTE: 44, 100, 360.

L

LANCEMENT: 424.
LANGAGE INFORMATIQUE: 88.
LANGAGE SYMBOLIQUE: 536.
LANGUE ANGLAISE: 388, 391.
LANGUE FRANCAISE: 99, 75, 233, 245, 337, 338, 389, 378, 383, 386, 387, 391, 397, 412.
LAURENTIEN CABLEVISION: 388.
LECTEUR: 389.
LEGISLATION: 68, 71, 104, 257, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 276, 277, 278, 279, 319, 360.
LIBERTE D'EXPRESSION: 231, 240.
LIBERTE DE LA PRESSE: 240.
LIGNE TELEPHONIQUE: 447.
LISIBILITE: 147.
LIVRE: 352.
LIVRE DE POCHE: 354.
LOGICIEL: 53, 66, 77, 80, 87, 130, 196, 163, 499.
LOI SUR L'ACCES AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS: 268, 272, 273, 274, 276, 279, 318.
LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR: 104.
LONG METRAGE: 384.
LONGUEUIL: 344.

M

MAGNETOSCOPE: 171, 173, 201, 422.
MAIN D'OEUVRE: 133.
MARCHE: 48, 103, 111, 131, 138, 188, 161, 163, 397, 422, 423.
MARKETING SOCIAL: 109, 118.
MARQUE COMMERCIALE: 171.
MATERIEL AUDIOVISUEL: 201.
MATERIEL D'ENREGISTREMENT: 172, 201.
MATERIEL INFORMATIQUE: 66, 72, 77, 78, 81, 82, 160, 164, 301, 545.
MEDIAS: 7, 16, 40, 215, 216, 220, 221, 223, 234, 236, 347, 448.
MEDIAS COMMUNAUTAIRES: 173, 175, 178, 179, 180, 182, 194, 198, 199, 199, 191, 194, 216, 238, 263, 396, 397, 398, 296, 296, 297.
MEDIAS DE MASSE: 222, 227, 344.
MEDIAS ELECTRONIQUES: 112, 215, 238.
MEDIAS IMPRIMES: 216, 266, 297, 298, 351.
MEDIAS PUBLICITAIRES: 102.
MEDIAVILLE: 420.
METHODE DE RECHERCHE: 1.
METHODOLOGIE: 2, 3, 5, 48, 182.
MICRO-ORDINATEUR: 158.
MICROINFORMATIQUE: 158.
MIGRATION DE TRAVAIL: 133.
MINISTERE: 64, 82.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS: 6, 11, 13, 17, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 41, 42, 51, 60, 124, 128, 187, 188, 235, 233, 236, 238, 250, 253, 264, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 320, 332, 396, 539, 586, 576, 577.
MINISTERE DU REVENU: 120.
MODELE: 66, 426.
MODELE CULTUREL: 23, 496.
MODELE MATHEMATIQUE: 498.
MODES DE COMMUNICATION: 203.
MODULATION: 462, 505, 509.
MODULATION DE FREQUENCE: 479.
MONOPOLE: 488.
MONTMAGNY: 117.
MONTREAL: 349, 388, 490.
MONTREAL-MATIN: 346.
MOTIVATION: 380.
MOYENS D'ENSEIGNEMENT: 204, 211, 213, 214.
MULTIPLEXAGE: 486.

N

NARRATION: 23.
NIVELLEMENT CULTUREL: 392.
NON-LECTEUR: 388.
NORD-OUEST: 230, 445.
NORMALISATION: 68, 79.
NORME: 216, 492.
NOUVEAU-QUEBEC: 293, 419, 442.
NOUVELLES: 415.
NOUVELLES INTERNATIONALES: 46.

O

OFFICE DU FILM DU QUEBEC: 179.
OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA: 293.
OFFRE: 413.
OFFRE ET DEMANDE: 91, 188, 167, 397, 547.
ONDES ULTRA-COURTES: 563.
ONTERIS: 47.
OPINION: 343, 345.
OPINION PUBLIQUE: 188, 127.
ORGANISATION REGIONALE: 191.
OTTAWA: 488.

P

PARTICIPATION DE L'ETAT: 231.
PARTICIPATION SOCIALE: 183.
PATRIMOINE CULTUREL: 58.
PERCEPTION VISUELLE: 488.
PERIODIQUE: 354, 363.
PERSONNE AGEE: 348.
PERSONNEL DE COMMUNICATION: 95.
PERSONNEL TECHNIQUE: 199, 200.
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES: 427, 494, 551.
PHOTOGRAPHIE: 200.
PLAN DE DEVELOPPEMENT: 114, 151, 175, 235, 242, 248, 264, 330, 338, 375, 416, 532, 576.
PLANIFICATION: 6, 208, 540.
PLANIFICATION DE LA COMMUNICATION: 45.
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT: 144, 247, 541, 543, 552, 567.
PLANIFICATION REGIONALE: 136, 226, 307.
POINTE-CLAIRE: 436.
POLITIQUE D'INFORMATION: 54, 122.
POLITIQUE D'INVESTISSEMENT: 563.
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT: 74, 86, 142, 143, 145, 186, 188, 272.
POLITIQUE DE L'EDUCATION: 212.
POLITIQUE DE LA COMMUNICATION: 72, 74, 75, 76, 86, 89, 232, 253, 246, 248, 250, 251, 252, 253, 254, 262, 322, 323, 325, 326, 329, 330, 332, 333, 334, 338, 369, 370, 496, 436, 536.
POLITIQUE DE LA RECHERCHE: 10, 11, 13, 25, 30, 33, 41, 42, 506.
POLITIQUE DES PROGRAMMES: 167, 375, 394, 485.
POLITIQUE ECONOMIQUE: 76, 248, 395.
POLITIQUE GOUVERNEMENTALE: 69, 88, 70, 89, 100, 241, 247, 248, 281, 301, 302, 321, 327, 333, 365, 377, 430, 431, 534, 536, 536, 543, 567.
POLITIQUE INTERNATIONALE: 62.
POLITIQUE SCIENTIFIQUE: 30.
POSTEL: 576.
POUVOIR JURIDICTIONNEL: 239, 252, 322, 324, 326, 328, 330, 334, 376, 485, 508.
PRESENTATION DE L'INFORMATION: 414.
PRESSE: 188, 235, 227, 353, 356, 357, 360, 361, 362.
PRESSE, LA: 349.
PRESSE ETUDIANTE NATIONALE: 99.
PRESSE PARALLELE: 180.
PRESSE REGIONALE: 359.
PREVISION: 107, 165.
PRIX JEAN-LUCIEN CARON: 53, 496.
PROCEDURE DE TRANSMISSION: 474, 475, 477.
PRODUCTEUR DE FILM: 266.
PRODUCTION: 105, 110, 200, 282, 374, 407, 419, 488.
PRODUCTION DE FILM: 388.
PRODUCTION INDEPENDANTE: 388.

PROGRAMME D'AIDE 21, 24, 26, 27, 28, 29, 31, 80, 186, 262, 281, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 364, 431.
PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT 290.
PROGRAMME DE RADIO 185, 380, 404, 413, 419, 421, 477.
PROGRAMME DE RECHERCHE 11, 14, 17, 32, 34, 35, 38, 320, 537.
PROGRAMME DE TELEVISION 195, 211, 217, 262, 342, 367, 382, 384, 387, 389, 394, 397, 398, 405, 407, 413, 421, 477, 501.
PROJET DE RECHERCHE 17, 22, 35, 36, 37, 47.
PROJET PILOTE 90, 183, 500, 503, 544, 578.
PROPRIETE PRIVEE 390.
PUBLIC 194, 347, 387.
PUBLIC BROADCASTING SERVICE 401.
PUBLICATION OFFICIELLE 129, 130, 358.
PUBLICITE 101, 102, 103, 104, 106, 109, 111, 125.

Q

QUEBEC 10, 11, 13, 14, 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 41, 42, 54, 60, 67, 69, 70, 73, 74, 75, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 86, 95, 104, 108, 109, 113, 113, 114, 124, 127, 128, 142, 143, 144, 145, 151, 166, 186, 187, 189, 212, 228, 231, 232, 233, 234, 235, 238, 239, 240, 241, 242, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 257, 261, 262, 265, 266, 267, 268, 272, 273, 274, 276, 277, 278, 279, 290, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 321, 323, 324, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 365, 369, 370, 376, 377, 379, 399, 402, 408, 429, 430, 431, 432, 433, 435, 454, 455, 456, 457, 465, 497, 508, 510, 511, 514, 516, 518, 519, 520, 521, 530, 534, 536, 539, 541, 543, 566, 567, 571, 576, 577.
QUEBEC ET LES COMMUNICATIONS: UN FUTUR SIMPLE? 15, 22, 43, 58, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 89, 90, 91, 92, 111, 118, 134, 136, 137, 148, 150, 159, 161, 166, 217, 241, 243, 244, 246, 262, 281, 301, 325, 329, 336, 347, 353, 375, 422, 426, 427, 439, 432, 434, 441, 463, 488, 549, 549, 558, 559, 566, 568, 579.
QUEBEC-TELEPHONE 524.
QUICK ENVIRONMENTAL SCANNING TECHNIQUE 6.
QUOTIDIEN 349, 361.

R

RADIO 212, 225, 227, 348, 371, 374, 381, 486.
RADIO COMMERCIALE 409.
RADIO COMMUNAUTAIRE 1, 174, 179, 185, 187, 188, 192, 193, 197, 288, 295, 291.
RADIO D'ENSEIGNEMENT 174, 205, 206, 207, 208, 209.
RADIO LOCALE 193.
RADIO-QUEBEC 373, 375, 384, 395, 401, 501.
RADIOCOMMUNICATION 434, 569.
RADIODIFFUSION 301, 332, 379, 388, 425, 429, 431, 490, 463, 465, 466, 467, 468, 474, 475, 477, 478, 482, 565.
RADIODIFFUSION EN EXTERIEUR 566.
RADIODIFFUSION LOCALE 476.
RADIODIFFUSION REGIONALE 373.
REACTION DU PUBLIC 109, 118.
RECEPTEUR DE TELEVISION 480.
RECEPTION VISUELLE 147.
RECETTES PUBLICITAIRES 107, 112.
RECHERCHE 21, 24, 26, 27, 28, 29, 31.
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT 8, 9, 10, 12, 15, 60, 201, 266, 351, 371, 481, 515, 522, 533, 537, 566, 574.
RECHERCHE SPATIALE 572, 575.
RECHERCHE SUR LA COMMUNICATION 10, 11, 13, 17, 18, 19, 20, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 41, 42, 260, 320.
RECHERCHE SUR LE PUBLIC 341.
RECHERCHE SUR LES ATTITUDES 338.
RECHERCHE SUR LES PROGRAMMES 413.
REGIE DES SERVICES PUBLICS 267, 376, 488, 497, 508, 510, 516, 530.
REGLEMENTATION 187, 229, 243, 267, 269, 326, 330, 379, 392, 398, 402, 429, 430, 432, 435, 446, 484, 485, 488, 506, 510, 511, 516, 520, 521, 530.
RELATIONS ECONOMIQUES 233.
RELATIONS INTERNATIONALES 62.
RENTABILITE 178, 188, 197, 401, 512, 523.
RESEAU DE COMMUNICATION 445, 551.
RESEAU DE TELECOMMUNICATION 420, 436, 438, 442, 451, 455, 458, 459, 460, 468, 498, 499, 509, 516, 541, 555, 561, 562, 563, 564, 568, 570, 573.
RESEAU NATIONAL 474.
RESEAU REGIONAL 418, 506, 534.
RESEAU TELEPHONIQUE 490, 524, 525, 539.
RESEAU TELEX 439.
RESEAU TVA 414, 415.
RESSOURCES FINANCIERES 419, 515.
RESSOURCES HUMAINES 52, 97, 419, 515.
RETROACTION 123.
REVENU 107, 393.
REVUE DE PRESSE 55, 58, 64.
RIMOUSKI 197, 344.
ROBOTIQUE 196.
ROLE SOCIAL 175.
ROYAUMC-UNI 225.

S

SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN 223.
SAINT-JEROME 196, 348, 476.
SALLE DE CINEMA 368.
SASKATCHEWAN 338.
SATELLITE 566, 568.
SATELLITE BUSINESS SYSTEM 566.
SATELLITE DE COMMUNICATION 439, 563, 564, 563, 567, 568, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576.
SAVOIR-FAIRE 97.
SCIENCES DE LA COMMUNICATION 19, 43, 45.
SECURITE 72, 78.
SELECTION 5.
SERVEUR 48, 49, 62, 66.
SERVICE D'INFORMATION 54, 60, 61, 63, 113, 114, 116, 117, 120, 139, 560, 560, 561.
SERVICE DE LA RECHERCHE 33, 320.
SERVICE INFORMATIQUE 78, 82, 136, 138, 150, 152, 164, 301, 321.
SERVICE PUBLIC 201, 530, 521, 577.
SERVICE RADIO GENERAL 484.
SHERBROOKE 193, 339.
SOCIETE 46.
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS 234, 264, 282.
SOCIETE GENERALE DU CINEMA 282.
SOCIETE RADIO-CANADA 245, 414, 415.
SONDAGE D'OPINION 2.
SOURCE D'INFORMATION 337, 353, 421.
SOUVERAINETE DE L'ETAT 234, 235.
SPECIALISTE 199.
SPECIFICITE DU MEDIA 5.
SPECTRE DE FREQUENCE 465, 466.
STATION DE RADIO 183, 218, 373, 379, 380, 381, 383, 399, 466, 403, 462, 463, 467, 469, 470, 471, 472, 473, 476, 479.
STATION DE TELEVISION 187, 218, 399, 462, 463, 469, 470, 471, 472, 473, 479, 478, 479.
STATUT JURIDIQUE 176, 449, 518.
STEREOTYPE SEXUEL 3.
STRATEGIE DE COMMUNICATION 325.
STRUCTURE DE MESSAGE 147.
STUDIO 218.
SUBVENTION 14, 21, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 31.
SUEDE 279.
SUPPORT D'INFORMATION 5, 61.
SYNCHRONISATION 166.
SYNTHESE DE LA PAROLE 566, 569.
SYSTEM NETWORK ARCHITECTURE 564.
SYSTEME D'INFORMATION 4, 116, 203.
SYSTEME DE COMMUNICATION 46, 202, 236, 439, 440, 443, 513, 563, 573.
SYSTEME DE DISTRIBUTION 57, 264, 362, 384, 467.
SYSTEME DE PRODUCTION 484, 485, 477.
SYSTEME ELECTRONIQUE DE TRANSFERT DE FONDS 379.

T

TARIFICATION 267, 269, 396, 446, 453, 454, 457, 458, 485, 536, 539, 530.
TAUX DE PENETRATION 488, 512.
TECHNIQUE DE RECHERCHE 6, 53.
TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS 9, 16, 22, 73, 77, 93, 136, 149, 325, 439, 443, 537, 560, 572, 573.
TELECABLE 366.
TELECABLE VIDEOTRON 196.
TELECOM 566.
TELECOMMUNICATION 18, 84, 202, 223, 366, 323, 326, 334, 336, 435, 438, 436, 436, 437, 444, 445, 448, 450, 452, 532, 572.
TELECOMMUNICATIONS CN/CP 332, 483, 484, 485, 486, 487, 488.
TELECONFERENCE 522, 576.
TELEDISTRIBUTION 12, 14, 21, 24, 26, 27, 28, 29, 227, 229, 332, 366, 427, 435, 429, 433, 434, 450, 460, 461, 462, 463, 464, 466, 467, 488, 489, 490, 492, 494, 495, 497, 498, 499, 500, 504, 506, 507, 508, 509, 510, 530.
TELEFILM CANADA 282.
TELEGRAPHE 439.
TELEMATIQUE 99, 118, 258, 533, 534, 535, 536, 537, 539, 542, 543, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 556, 556, 557, 559, 560, 562.
TELEPAIEMENT 577.
TELEPHONE 267, 324, 427, 428, 433, 434, 449, 514, 515, 516, 518, 520, 521, 525, 525, 526, 527, 536, 531, 532.
TELEREFERENCE 48.
TELESAT 566.
TELESPECTATEUR 330, 341, 411.
TELETEX 546.
TELETRANSMISSION 481, 461.
TELEVISION 104, 106, 110, 225, 227, 348, 346, 371, 377, 379, 383, 391, 409, 411, 412.
TELEVISION COMMERCIALE 390.
TELEVISION COMMUNAUTAIRE 177, 181, 183, 186, 196, 194, 199, 229, 292, 293, 294, 343, 382.
TELEVISION D'ENSEIGNEMENT 199, 202, 203, 210, 438, 503.
TELEVISION EN CIRCUIT FERME 219.
TELEVISION LOCALE 389, 439.
TELEVISION PAR CABLE 51, 68, 177, 195, 196, 198, 267, 338, 341, 343, 343, 344, 348, 350, 382, 421, 462, 464, 481, 483, 496, 501, 503, 505, 512, 513.
TELEVISION PAYANTE 324, 332, 342, 346, 376, 392, 396, 398, 402, 407, 408, 410, 416, 417, 418, 491, 493, 502.
TELEVISION REGIONALE 388.
TELEX 453.
TELIDON 58, 558, 559.
TEMPS 403.
TEMPS FOU, LE 146.
TENDANCE DE RECHERCHE 19, 20, 66, 575.
TERMINAL D'ORDINATEUR 167, 544.
TIRAGE 361.
TOURNEE CONTACT 235, 236, 237.
TRAITEMENT DE TEXTES 61, 67, 166, 167, 302, 351.
TRAITEMENT DES DONNEES 153, 549, 577.
TRANSMISSION DE DONNEES 439, 461, 554, 555.
TRANSMISSION NUMERIQUE 434, 447, 496.
TRANSMISSION PAR PAQUET 564.
TRAVAILLEUR 140.
TROIS-RIVIERES 173, 218.
TV ONTARIO 401.
TVEC 396.
TVFQ-99 342, 501.
TVUM 503.

U

UNIVERSITE 17, 21, 23, 31, 32, 34, 42, 43, 52.
UNIVERSITE DE MONTREAL 503.
USAGER 52.
UTILISATEUR D'INFORMATION 54, 59, 115, 117, 124.
UTILISATION DE L'INFORMATION 84, 356.
UTLAS 49.

V

VALEUR SOCIALE 406.
VIDEOCASSETTE 171, 172, 201, 204, 211, 213, 214, 423.
VIDEODISQUE 422, 424.
VIDEOMONDE INC. 183.
VIDEOTEX 50, 147, 148, 201, 504, 538, 540, 556, 558, 561.
VIDEOTRON 348.
VIE EN ROSE, LA 146.
VIE PRIVEE 75.
VIE QUOTIDIENNE 224, 548.
VIE SOCIALE 136.
VISUALISATION 147, 536.

Z

ZONE DE DIFFUSION 462, 469, 470, 471, 472, 473, 479.

Index des auteurs

A

ADOUL, Jean-Pierre: 486, 569.
ALLAIRE, Denis: 339.
ALLARD, André: 437.
ANGERS, Denis: 482.
ARDOUIN, Pierre: 133.
ARENA, Francesco: 67, 537, 538, 557.
ARSENEAU, Ginette: 174.
ASSOCIATION DES CABLODISTRIBUTEURS DU QUEBEC: 483.
AYOTTE, Robert: 47.

B

BAGHDAD, Hamid: 107.
BAILLARGEON, Gérard: 343.
BARBEAU, Robert: 215.
BARON, Lise J.: 198.
BAZINET, Carole: 428.
BAZINET, Raymond: 267, 530.
BEAUCHAMP, Colette: 275.
BEAUDET, Mireille: 484.
BEAULE, Gérard: 462.
BEAULIEU, Pierre: 230.
BEAUPRE, Alain: 215.
BEAUSOLEIL, Pierre: 43.
BELANGER, Guy: 563.
BELLEMARE, Jean-François: 290, 291.
BENNETT, Roger: 348.
BENOIST, Bernard: 393.
BENYAHIA, Habib: 134.
BERGERON, Philippe: 539.
BERGERON, Sylvie: 48, 463, 564.
BERNIER, Bernard: 90.
BERTRAND, Jean-François: 10, 11, 48, 101, 113, 128, 231, 233, 233, 234, 266, 258, 299, 300, 304, 376, 377, 378, 379, 516, 517, 539.
BERUBE, Jean-Paul: 363.
BERUBE, Joanne: 341.
BESNER, Liliane: 196.
BICH, Marie-France: 495.
BIRO INC.: 135.
BLAIS, Linda: 136.
BLAIS, Martin: 15.
BLAIS, Raymond: 90.
BLASI, Demosthene: 91.
BLONDEAU, Pierre: 440.
BOHEMIER, Marietta: 341.
BOISSEAU, Natalie: 95.
BONNEAU, Michel: 386.
BORDUA, Jean-Marc: 565.
BOUCHARD, Lucien: 579.
BOUCHER, Claude: 427.
BOUCHER, Ginette: 99.
BOUCHER, Jacques: 91, 277, 278, 485.
BOULAY, Robert: 235.
BOUTIN, Noel: 486, 566.
BRISSON, François-E.: 127.
BRISSON, Jean Maurice: 277, 278.
BRISSON, Louise: 516.
BRISSON, Pierre: 234.
BROUSSEAU, Guy G.: 383.
BRUMAT, Louise: 230, 236, 237.
BRUNEAU, Jean-Guy: 426.
BRUNEL, Gilles: 175.
BURES, Jacques: 12.

C

CADIEUX, Jean: 51.
CALANTONE, Roger: 348.
CAMPAGNA, Michel: 544.
CANTIN, Hélène: 388, 391.
CANTIN, Marc: 453, 454.
CARON, André H.: 341, 391.
CARON, Jean-Louis: 548.
CARON, Jean-Lucien: 429, 430.
CARON, Serge: 53.
CARON-BOUCHARD, Monique: 411, 412.
CARRIER, Denis: 178, 382, 431.
CARRIER, Robert: 469.
CARTER, Richard: 433.
CARTIER, Michel: 19.
CASTELLANI, Christian: 342.
CEGIR voir CENTRE D'ETUDES, DE GESTION D'INFORMATION ET DE RECHERCHES
CENTRE D'ETUDES, DE GESTION D'INFORMATIQUE ET DE RECHERCHES: 102, 103, 129.
CENTRE DE RECHERCHE SUR L'OPINION PUBLIQUE: 390.
CHAMBERLAND, Françoise-X.: 230.
CHAMPAGNE, Roger: 467.
CHARBONNEAU, Michel: 511.
CHAREST, Bernard: 541.
CHARRON, Daniele: 387.
CHARVEST, Jacques: 339.
CHATILLON, Guy: 343.
CHAUMEL, Jean-Louis: 1.
CHAURETTE, Jacques: 385.
CHERON, Emmanuel: 1.
CHEVREFILS, Georgette: 433.
CHICOINE, André: 177, 488.
CHOMIENNE, Martine: 434.
CHONG, S. N.: 513.
CHOUINARD, Georges: 127.
CHRIQUI, Claude: 52.
CLERMONT, Michel: 75, 137.
CLOUTIER, Daniel: 347, 422, 518.
CLOUTIER, Jean: 565.
CLOUTIER, Normand: 179, 188.
CLOWES, K.: 513.
COGEM INC.: 342.
COHEN, Paul: 424.
COMITE FEDERAL-PROVINCIAL SUR L'AVENIR DE LA TELEVISION FRANCOPHONE: 383.
COMITE FEDERAL-PROVINCIAL SUR LA PUBLICITE DESTINEE AUX ENFANTS: 194.
COMMISSION SUR L'EXPANSION DE L'INDUSTRIE DE L'ELECTRONIQUE ET DU LOGICIEL: 139.
COMMISSION SUR L'INFORMATISATION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES: 139.
COMMISSION SUR L'INFORMATISATON, L'EMPLOI ET LE TRAVAIL: 140.
COMMISSION SUR L'INTEGRATION DE L'INFORMATIQUE A LA CULTURE: 141.
CONAN, Jean: 446.
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE INC.: 142, 143, 144, 145.
COSSETTE, Serge: 212.
COTE, Claude: 114.
COTE, Denis: 216.
COTE, Jean-Guy: 195.
COTE, Yvon: 238.
COULOMBE, Céline: 115.
COUPET, André: 381.
COURVILLE, Léon: 269.
CROTEAU, Pierre: 436.

D

DAGENAIS, Marcel: 389.
DAIGNEAULT, Pierre: 384.
DALPHOND, Claude-Edgar: 353.
DALPHOND, Edgar: 119.
DARMON, René: 348.
DE BONVILLE, Jean: 19.
DE GRANDPRE, Pierre: 384.
DEFLY, Kofi: 566, 569.
DELISLE, Gilles Y.: 403.
DELISLE, Robert: 344.
DEMERS, Jean-Marc: 230.
DEMERS, Marie-Renée: 263.
DESCHENES, Pierre-A.: 13, 69, 212, 239, 240, 393, 435, 516, 547, 577.
DESJARDINS, Marcel: 14, 53.
DESMARAIS, Michel: 53.
DEVLIN, Eric: 99.
DICKS, Dennis: 436.
DIDELOT, Françoise: 566, 569.
DIFFUSION GASPESIE INC.: 178.
DION, Michel: 18.
DIONNE, Hugues: 344, 469.
DOMB, Uriel: 329.
DORE, Guy: 212.
DORNIK, Janez: 437.
DORVAL, 282, 283, 438.
DOUCET, Paul: 216.
DROLET, Jean-Luc: 301.
DUBE, Charles-Henri: 384.
DUBE, Guy: 460, 490.
DUBOIS, FERLAND, ST-HILAIRE ET ASSOCIES: 79.
DUBREUIL, Jean-Paul: 384.
DUCROS, MEILLEUR, ROY ET ASSOCIES LTEE: 146, 278, 543.
DUFOUR, Marie: 15.
DULONG, Aubert: 64.
DUMONT, François: 488.
DUPOND, Henri: 491, 565.
DUPUY, J.-Robert: 566.
DUSSART, Christian: 345.
DUSSAULT, Claire: 491.
DUVAL, Roger: 198.

E

ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES: 384.
EDDIE, Christine: 386, 387.
ELASSAL, Ahmed: 492.
EMERI, Claude: 277, 279.

F

FABIEN, Louis: 106.
FISET, Lynda: 491.
FLEURY, Claude: 56, 96.
FLEURY, Maurice: 147, 337.
FONTAINE, Denise: 148, 241.
FOURNIER, André: 116.
FOY, Evelyne: 179.

G

GAGNE, Murielle: 242, 298, 493, 567.
GAGNE, Raymond: 271.
GAGNE, Richard: 388.
GAGNIER, Yves: 199.
GAGNON, Camille: 389.
GAGNON, Jean-Marc: 44.
GAGNON, Louise: 90.
GAMMA: 449, 488, 545.
GAMMA / Recollaborateur: 530.
GARNEAU, Marcel: 67, 71, 72, 78, 243.
GARNEAU, Michel: 75.
GARON, Claude: 390.
GASSE, Yvon: 494.
GAUTHIER, Raymond: 238.
GAUTHIER, Réal: 283.
GENORON, Harold: 341.
GIGUERE, Rita: 344.
GIGUERE DIONNE, Rita: 488.
GILBERT, Michel: 439.
GILLES SAINTE-MARIE ET ASSOCIES INC.: 204, 213.
GIRARD, Anne: 16, 181.
GIROUX, Bruno: 136.
GIROUX, Daniel: 346, 381.
GIROUX, Luc: 391.
GOSSELIN, Robert: 167.
GOTLIEB, C. C.: 225.
GOULET, Jacques: 196.
GOULET, Roger: 149, 495, 504, 544, 569.
GOUSSE, Claude: 196, 355, 356, 384, 392.
GOYETTE, Hervé: 52.
GRANGER, Denise: 2.
GREGOIRE, Jean: 17, 182, 196.
GREGORY, John S.: 526.
GRENIER, Roland: 464.
GRISE, Alain: 496.
GROUPE DE RECHERCHES INFORMATION / PUBLICITE: 183.
GROUPE DE TRAVAIL FEDERAL-PROVINCIAL: 227.
GROUPE DE TRAVAIL QUEBEC-OTTAWA: 239.
GUAY, Pierre: 47.
GUILLEMETTE, Adelard: 212, 244.

H

H. MARCEL CARON & CIE: 150.
HACCOUN, David: 440, 572.
HALLE, F: 416, 417.
HANCOCK, Kenneth: 325.
HARDY, André: 329.
HARDY, Denis: 330, 365, 497, 521, 543.
HAUBERT, Jean-Pierre: 393.
HEBERT, Pierre François: 368.
HENOT, Alain: 110.
HERMAN, André: 168.
HILLGARTNER, William P: 177, 488.
HOULE, Jean-Louis: 440, 498, 499, 544, 545.
HOULE, Michel: 366.
HOULE, Pauline: 249.

I

INSTITUT INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION: 500.
INSTITUT QUEBECOIS D'OPINION PUBLIQUE: 117.
ISFAN, Maria-Ligia: 441, 485.

J

JEAN, Bruno: 344.
JEAN JOLICOEUR ET ASSOCIES: 423.
JEAN-PAUL L'ALLIER & ASSOCIES INC: 501.
JEANJOT, Alain: 73, 74, 75, 76, 91.
JOBIN, Jacques: 283.
JOUANDET-BERNADAT, Roland: 93, 546.
JUNEAU, André: 69.

K

KHAL, Georges: 224.
KRISTEN, Christian: 45, 522.

L

L'ALLIER, Jean-Paul: 245, 246.
LA BONTE, Alain: 77.
LABERGE, Anne: 455, 456.
LABONTE, Gilbert: 462, 466.
LABRECQUE, Michel: 174.
LABRECQUE, René: 382.
LABRIE, André: 217, 347, 389, 565, 570.
LADOUCEUR, Antoine: 578.
LAFONTAINE, Danielle: 344.
LAFRANCE, Jean-Paul: 18, 19, 20, 392.
LAGANIERE, Roger: 462.
LAGUEUX, Michèle: 367, 394.
LAHAIE, Jacques: 395.
LAINE, Pierre: 467.
LAJEUNESSE, Gérard: 247.
LALIBERTE, Robert: 502.
LALONDE, Francine: 68.
LAMARCHE, Jacques-A.: 184.
LAMB, GUAY INC: 57, 131.
LAMONDE, Jean-Pierre: 216, 235.
LAMONDE, Yvan: 368.
LAMONTAGNE, Jean: 442, 468.
LANDRY, Frida: 58.
LANDRY, Marcel: 230.
LANGLOIS, Christian: 396.
LANGLOIS, DROUIN ET ASSOCIES: 449, 450.
LANGLOIS, DROUIN ET ASSOCIES //Recollaborateur: 532.
LAPIERRE, Jean: 12.
LAPLANTE, Marc: 348.
LAPOINTE, Alain: 93, 392, 397, 547.
LAPOINTE, Monique: 185.
LAPRISE, Yvon: 523.
LAROCHELLE, Gilles: 216, 235.
LAROCHELLE, Maunce: 59, 74, 75, 248, 548, 549.
LAROUCHE, Ruth: 502, 565.
LASNIER, André: 151.
LAURENT, Edouard: 354.
LAVERDIERE, Denis: 78.
LAVERGNE, Michel: 60.
LEBLANC, Gérald: 118.
LECLERC, Louis: 217.
LECOURS, Michel: 482.
LEDUC, Nicole: 198, 575.
LEGARE, Robert: 61.
LEGAULT, Jean: 249.
LEGOFF, Jean-Pierre: 93, 547.
LEMELIN, Jean: 457.
LEMIEUX, Francine: 62.
LEMIEUX, Vincent: 119.
LETOURNEAU, Guy: 14, 21.
LEVASSEUR, Pierre: 503.
LEVESQUE, Benoit: 344, 489.
LEVESQUE, Eugène: 130.
LIT, John: 443.
LOCONG, Lam: 133.
LOPEZ, Nicole: 115.
LORTIE, René: 22.

M

MABILLEAU, Philippe: 566.
MAGNENAT-THALMANN, Nadia: 538.
MALENFANT, Lévis: 171.
MALKIN, Marilynne: 436.
MARCHAND, D: 496, 504, 550.
MARCHAND-LALANDE, Danièle: 111.
MARMEN, Louise: 152, 444.
MARQUIS, Roger: 578.
MARTIN, André: 55.
MARTIN, Louise: 458.
MAYRAND, Chantal: 341.
MEAR, Anne: 23.
MENARD, Robert: 428.
MICHAUD, Denis: 381.
MICHAUD, Réal: 212.
MINEAU, ALLARD, MANTHA ET ASSOCIES: 79.
MINEAU, ALLARD ET ASSOCIES: 551.
MINISTERE DE L'EDUCATION: 24, 26, 27, 28, 29.
MINISTERE DE L'EDUCATION. SERVICE GENERAL DES MOYENS D'ENSEIGNEMENT: 213.
MINISTERE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE REGIONALE: 80.
MINISTERE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE REGIONALE. BUREAU DU COORDONNATEUR FEDERAL DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE: 331.
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE: 80, 131.
MINISTERE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE: 25.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS: 3, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 60, 186, 187, 205, 206, 207, 208, 209, 213, 216, 219, 250, 251, 252, 253, 254, 272, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 332, 367, 368, 398, 399, 400, 401, 402, 483, 524, 525, 552, 553.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE: 81, 82, 83, 84, 85, 86.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION DE LA COORDINATION PARATECHNIQUE: 153.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE: 4, 87, 154, 155, 156, 157.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. BUREAU DU SOUS-MINISTRE: 571.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMITE DE GESTION DE LA CONFERENCE SUR LES COMMUNICATIONS: 255, 256.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMISSION D'ACCES A L'INFORMATION: 257, 319.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. 120.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE ABITIBI-TEMISCAMINGUE: 220.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE EST DU QUEBEC: 221.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE ESTRIE: 222.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE NORD-OUEST: 445.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. COMMUNICATION-QUEBEC. DIRECTION REGIONALE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN: 223.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA RECHERCHE: 284.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DE LA RECHERCHE: 31.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES COMMUNICATIONS: 94, 258, 259, 260, 285.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT: 188, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS: 227, 403.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN MEDIAS: 189.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES EN TELECOMMUNICATIONS: 448, 526, 527.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PROGRAMMES: 190.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE: 554.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES. DIVISION ORGANISATION ET RECHERCHE: 96.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES. SERVICE DE LA RECHERCHE: 96.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES: 169.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS: 469, 554, 555.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES: 404, 405, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. DIVISION DU VIDEO: 210.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES. SERVICE DU RADIO ET DU VIDEO: 478.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS: 528.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE: 320.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX: 506.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL: 63, 170, 369, 370.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES: 295, 296.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS: 16.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES: 406.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES: 333, 407.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX: 506.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DE LA RECHERCHE: 32.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT ET DES POLITIQUES. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIA: 348.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. DIVISION CABLODISTRIBUTION. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX: 507.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA LOI SUR L'ACCES: 273, 274.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DE LA RECHERCHE: 33, 34, 35.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS: 334, 335, 508.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DES COMMUNICATIONS. DIVISION DES PUBLICATIONS: 359.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES MEDIAS: 191, 192.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX: **479, 509, 529.**
MINISTERE DES COMMUNICATIONS. SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX. DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES: **461.**
MINISTERE DES COMMUNICATIONS DU CANADA: **80.**
MOORE, Robert: **211.**
MOREAU, Sylvia: **193.**
MORGAN, Janet: **360.**
MORGAN, Louis: **511.**
MORIN, Roger: **12.**
MORISSETTE, Sarto: **486, 495, 550, 562, 586.**
MULTI-RESO INC.: **105, 356, 381, 408.**
MYRE, Réjean: **342.**

N

NADEAU, Albeny: **267, 494, 530.**
NADON, Gabriel: **337.**
NOEL, France: **36.**
NOREAU, Francine: **381.**

O

O'NEIL, Louis: **261.**
ODESSE, Michel: **171, 480.**

P

PAQUETTE, Guy: **5.**
PARADIS, Pierre-André: **321.**
PARADIS, Richard: **6, 37.**
PARENT, Richard: **7, 37, 38, 39, 88, 167, 194, 195, 196, 297, 556, 557.**
PASQUERO, Jean: **424.**
PAYETTE, Maunce: **339.**
PAYNE, D: **341.**
PELLETIER, Ginette: **339.**
PELLETIER, Jean: **455.**
PELLETIER, Jean-Pierre: **491, 585.**
PELLETIER, Louis: **193.**
PELLETIER, Michel: **353.**
PELLETIER, Robert: **106, 345.**
PERIN, Rene: **354.**
PERRON, Céline: **409.**
PIERROT, Colette: **345.**
PIETTE, Jacques: **329.**
PIOTTE, René: **277, 278.**
PLURIMAR: **121.**
POIRIER, René: **547.**
POLESE, Mario: **97.**
POULIN, François: **563.**
PROULX, Pierre-Paul: **158.**
PROULX, Serge: **224.**

Q

QUINTY, Jean-Paul: **64, 115, 122, 123.**
QUIRION, Alain: **55, 56.**

R

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARE ET ASSOCIES: **65, 197.**
REGNIER, Pierre: **578.**
REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE COMMUNICATION: **510.**
REID, J. B: **572, 575.**
REMILLARD, G. **416, 417.**
REMILLARD, Jacques: **159.**
RENAUD, Roger: **61.**
RIOUX, Jean-Louis: **50.**
RIVEST, Guy: **107.**
ROBERGE, Fernand: **447.**
ROBERT, Roger: **74, 89, 151.**
ROBINSON, Gertrude Joch: **48.**
ROCHER, Guy: **212.**
ROGER, Renaud: **124.**
ROSS, Alain: **149.**
ROUSSEAU, Marie: **346.**
ROY, Jean: **40.**
ROY, Jules: **37, 91, 537, 556, 557.**
ROY, Thérèse: **213, 214.**
RUDKO, M: **495.**
RUSSEL, Robert Arnold: **325.**

S

SAINT-JEAN, Jocelyn: **160, 557.**
SALVADOR, Jean-Michel: **161, 558, 559, 579.**
SAUER, Maria: **262.**
SAVARD, Jean: **275, 276, 362, 410, 531, 560.**
SECOR *voir* SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS.
SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES: **331.**
SECRETARIAT PERMANENT DES CONFERENCES SOCIO-ECONOMIQUES DU QUEBEC: **162, 263.**
SHOONER, Pierre: **69.**
SILBERMANN, Alphons: **225.**
SILVERMAN, S. N: **336.**
SIMARD, Gisèle: **411, 412.**
SIMARD, Yvan: **448, 487, 511.**
SIMONEAU, J.-L: **416, 417, 433.**
SINDELL, Peter S: **40.**
SOCIETE CONCEPT ET FORME: **282.**
SOCIETE D'ETUDES ET DE CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS: **163.**
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS: **264.**
SOCIETE DE RECHERCHES EN SCIENCES DU COMPORTEMENT: **125, 363, 413.**
SODICC *voir* SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.
SORECOM *voir* SOCIÉTÉ DE RECHERCHE EN SCIENCE DU COMPORTEMENT.
SOUMIS, Laurent: **185.**
SPICER, Joanne: **360.**
SPOONER, Jacques: **440.**
ST-AMAND, Reynald: **414, 415.**
STEPHENNE, Hubert: **41, 416, 417, 573, 574.**
SURAUX, Claude: **66.**

T

TAMEC INC.: **418, 449, 450, 532.**
TAQRAMIUT NIPINGAT INC.: **419.**
TAYLOR, James R: **198.**
TELLIER, Gilles: **164.**
TEVICORE INC.: **561.**
THALMANN, Daniel: **538.**
THERRIEN, Diane: **547.**
THIBAULT, Alain: **165.**
THIVIERGE, Marcel: **126.**
TOAN, C. T: **201.**
TREMBLAY, Gaétan: **392.**
TREMBLAY, Jacques: **172, 216.**
TREMBLAY, Yves: **482.**
TREMBLAY, Yvon: **285, 420.**
TRUDEL, Pierre: **277, 278, 392, 484, 485.**
TRUONG, A. T: **562.**
TURCOTTE, Yvan: **127.**
TURGEON, André: **440.**

U

UNIVERSITE CONCORDIA. PROGRAMME DE JOURNALISME: **421.**
UNIVERSITE DE SHERBROOKE. CENTRE DE RECHERCHE EN AMENAGEMENT REGIONAL: **226.**

V

VALASKAKIS, Kimon: **98.**
VALLERAND, Carole: **127.**
VALLIERES, Nicole: **100.**
VALLIERES, Pierre: **224.**
VALOIS, Paul: **47.**
VAN MARSENILLE, Yves: **172, 201, 480.**
VEILLEUX, Jean-Marc: **112, 512.**
VILLEDIEU, Yanick: **575.**
VILLENEUVE, Claire: **227.**
VO, Bach: **37, 451, 463, 537, 564, 557, 564.**
VOYER, Odette: **547.**
VOYER, Pierre: **275, 362, 410.**

W

WELLS, Lucy: **279.**
WILLETT, Gilles: **42, 576.**
WINDAL, Dominque A.: **350.**
WINDAL, Pierre M.: **350.**

Y

YIP, G. L: **452, 513.**

Z

ZEMAN, Zavis P: **325.**
ZEROUAL, Karem: **166.**

Index des titres

1

1. Bâtir l'avenir 2. Les états généraux de la télématique: revue de presse: **258.**

2

2ème conférence fédérale-provinciale des ministres responsables des Communications (2ème partie et fin) : 15 et 16 juillet 1975, Ottawa : revue de presse spéciale: **334.**

5

5e conférence interprovinciale des ministres responsables des communications: **322.**

A

Abonnés au câble versus non-abonnés : attitudes, comportement d'écoute et perception de la télévision: **350.**

Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1976: **26.**

Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1977-78: **27.**

Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1978-79: **28.**

Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1979-80: **29.**

Action concertée : la câblodistribution : brochure explicative 1980-81: **24.**

Action concertée câblodistribution : commentaires en vue de la rédaction d'un rapport final à la Commission de la recherche universitaire: **14.**

Actions 85: plan de développement 1985-86 de la Société de développement des industries de la culture et des communications: **264.**

Activités d'aide à la commercialisation du logiciel de conception québécoise : document de discussion: **80.**

Les activités de Bell Canada au Québec: **523.**

Aide-mémoire pour la Commission parlementaire sur Bell Canada du 20 au 22 avril 1983: **514.**

Allocution de Monsieur Pierre-A. Deschênes, sous-ministre des Communications, à l'occasion du Congrès annuel de l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française: la radio-télévision au Québec et les années 80, Mo: **385.**

Allocution prononcée par le ministre des Communications du Québec, Monsieur Jean-François Bertrand, dans le cadre du collogue "Les états généraux de la télématique au Québec" la révolution de l'information et sa signification pour le Québec: **539.**

Allocution prononcée par monsieur Jean-François Bertrand, ministre des Communications du Québec, lors du lancement du rapport # # Les communications au Québec: Bâtir l'avenir # #: 13 avril 1982, Montréal: **10.**

Analyse des coûts d'investissement en radio MA et MF: **467.**

Analyse des habitudes d'écoute de la radio et de la télévision des 9 régions administratives du Québec: **346.**

Analyse des programmes de la radio et de la télévision du Québec : rapport: **413.**

Analyse des résultats d'une étude sur les services de renseignements de Communication-Québec dans la région de la côte du sud: **117.**

Analyse documentaire des perceptions des Québécois en matière de communications: **347.**

Analyse du sexisme dans l'information et la publicité gouvernementales: **125.**

Analyses relatives à Bell Canada: **528.**

Appendice au répertoire des recherches en communication faites au Québec ou par des chercheurs québécois, depuis 10 ans: **36.**

Les applications du satellite de communication: **564.**

L'attaque des marchés extérieurs en matière de communications : l'exemple du Japon utile au Québec?: **90.**

Attitudes des propriétaires-dirigeants et caractéristiques organisationnelles de la petite et moyenne entreprise de câblodistribution au Québec: **494.**

L'auditoire des media communautaires: **194.**

L'avenir de la télévision francophone: rapport du comité fédéral-provincial sur l'avenir de la télévision francophone: **383.**

L'avenir des médias communautaires au Québec: **175.**

B

Banques de données publiques au Québec : disponibilité, production, utilisation, accès: **48.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : bilan et perspectives: **8.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : contexte international: **9.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : médias écrits-édition: **351.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : radio-télévision: **371.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : télédistribution: **481.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : télématique: **533.**

Bâtir l'avenir : recherche et développement : téléphonie: **515.**

Bell Canada au Québec: **529.**

Bibliographie sur le phénomène des téléconférences: **522.**

La bureautique : état de la situation et projection des besoins jusqu'en 1987: **165.**

La bureautique : impact sur les services de télécommunications au Gouvernement : partie I : une vue macroscopique (document de travail): **541.**

La bureautique au gouvernement du Québec : l'approche conceptuelle: **142.**

La bureautique au gouvernement du Québec : phase 2 : les orientations et principes directeurs: **143.**

La bureautique au gouvernement du Québec : phase 3 : scénario de développement: **144.**

La bureautique au gouvernement du Québec : résumé du rapport d'étude: **145.**

La bureautique au Québec: **161.**

C

La câblodistribution : document de réflexion (rapport d'étape): **483.**

La câblodistribution dans l'Est du Québec (les entreprises): **489.**

La câblodistribution et le droit d'auteur : éléments de réflexion: **68.**

La câblodistribution et les personnes âgées: **340.**

Les campagnes de publicité du gouvernement du Québec : rapport final: **106.**

Les canaux spécialisés au Québec : commentaires du ministère des Communications du Québec (MCQ) présentés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC): **396.**

Cartes des contours de service des entreprises de radiodiffusion desservant le Québec: **462, 469, 470, 471, 472, 473.**

Catalogue des documents audiovisuels 1983: **169.**

Catalogue des films d'archives: **170.**

La clientèle du revenu à Communication-Québec: **120.**

Les communicateurs gouvernementaux : description, recommandations, projets : rapport d'étude: **95.**

Communication et communauté : schémas d'utilisation des télécommunications, transports et services éducatifs dans un centre de banlieue : rapport final sur une étude subventionnée par le Ministère des communications du Québec: **436.**

La communication inachevée... l'information des citoyens sur l'administration québécoise: **119.**

La communication inachevée : le temps de l'action: **122.**

Communication usager-ordinateur et banques de données: **53.**

Les communications : les tables de concertation, Montréal 24 mai 1983: **255.**

Les communications : revue de presse: **94.**

Les communications : sommaire des délibérations : tables de concertation, Montréal, 24 mai 1983: **254.**

Les communications, instrument essentiel du développement de la culture française au Québec : allocution présentée à la biennale de la francophonie canadienne (ACELF), Chicoutimi, le 13 août 1975: **239.**

Communications and industrial strategies : perspectives on selected provincial orientations: **336.**

Les communications au Québec : bilan de secteurs : études réalisées pour le comité sur la dimension nationale des communications: **250.**

Les communications dans le Nord-Ouest: **445.**

Communications de masse 32-42 : aménagement et équipements: **200.**

Les communications en Estrie: **222.**

Les communications et le développement économique: **93.**

Les communications par fibres optiques : revue technico-économique et perspectives de recherche au Québec : rapport final: **12.**

Complément d'étude concernant la protection de la vie privée des citoyens: **271.**

Compte rendu audiences du C.R.T.C. 1975: **429.**

Le concept de tertiaire moteur : quelques éléments de réflexion: **97.**

La concertation dans la définition et la mise en application d'une politique économique de l'informatique au Québec: **248.**

Conférence au sommet sur l'économie de la grande région de la capitale : résumé des propositions: **228.**

Conférence fédérale-provinciale des ministres des Communications tenue à Ottawa les 29 et 30 novembre 1973 : revue des média, période : du 9 juillet 1973 au 8 décembre 1973: **336.**

Conférence interprovinciale des ministres des communications : [Château Frontenac, Québec, 20-21 novembre 1972]: **323.**

Conférence socio-économique sur les communications: **249.**

La Conférence socio-économique sur les communications : Montréal 4, 5, 6 octobre 1983 : programme: **263.**

Congrès de fondation de l'Association canadienne de communication tenu à Montréal les 31 mai, 1er et 2 juin 1960 : résumés des présentations: **16.**

Considérations sur l'interconnexion en câblodistribution: **492.**

Le consommateur sherbrookois de câblodistribution: **338.**

Consommation des mass média et information : câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie : étude des cas de Longueuil et Rimouski: **344.**

Constatations et recommandations sur des systèmes de communications : tome 1: **202.**

Contact : Abitibi-Témiscamingue : rapport soumis au Comité des politiques du ministère des Communications: **230.**

Le contentieux fédéral/provincial sur la compétence en communication: **329.**

Le contenu de la programmation du canal local des quatre plus importantes entreprises de câblodistribution du Québec: **399.**

Contribution à l'étude de la notion de droit à l'information en droit québécois: **277.**

Contribution à l'étude de la notion de droit à l'information en droit québécois : rapport synthèse: **278.**

D

De la précarité de la presse ou le citoyen menacé : rapport: **357.**

Décision de la régie des Services publics relativement à la câblodistribution dans les comtés de Rimouski, Matane et Matapédia: revue de presse: 508.
Déclaration de M. Jean-François Bertrand, ministre des Communications du Québec: conférence fédérale/provinciale des ministres des communications, Winnipeg, les 8, 9, 10 septembre 1981: 324.
Déclaration du ministre des Communications M. Jean-François Bertrand : la télévision payante au Québec, Québec, le 3 février 1983: 376.
Découpage des bulletins de nouvelles TVA et Radio-Canada : du 5 au 30 mars 1979: 414.
La déréglementation des communications aux Etats-Unis : son impact effectif et potentiel sur la réglementation canadienne et québécoise: 432.
Le développement de l'accès à la câblodistribution : analyse comparative de contrôles gouvernementaux québécois, canadien, américain et anglais: 488.
Le développement de l'industrie et des services de communications aux Etats-Unis: 92.
Le développement des territoires en câblodistribution au Québec: 507.
Le développement et la régionalisation de l'Office de radio-télédiffusion du Québec : rapport synthèse des audiences publiques de Radio-Québec: 395.
Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec : volume 2 : rapport principal: 449.
Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec : volume 3 : annexe statistique: 450.
Développement intégré du secteur des télécommunications au Québec: volume 1 : rapport sommaire: 532.
Devis de recherche pour un terminal domestique : rapport final: 544.
Diffusion hors Québec des produits audiovisuels québécois: 217.
La dimension économique des communications : portrait du secteur et analyse des interactions: 91.
Dimensions d'une politique de téléinformatique pour le Québec: 534.
La direction régionale-pilote de l'Est du Québec: 126.
La distribution des journaux et des périodiques au Québec: 363.
Document d'étude sur la revue de presse: 64.
Document d'information sur l'architecture de réseau SNA: 554.
Document de travail pour un centre québécois de l'audiovisuel: 83.
La Documentation française et l'Editeur officiel du Québec : rapport 2: 358.
Dossier régional portant sur l'état actuel des communications et des principaux média d'information à l'échelle de la région administrative no. 5 du Québec (Estrie): 226.
Le doublage: 367.
Le droit d'auteur et l'informatique: 67.

E

Economie de l'industrie de la télévision privée au Québec: 390.
Les effets de la loi québécoise interdisant la publicité destinée aux enfants: 104.
Eléments et étapes nécessaires d'une politique québécoise d'information documentaire: 54.
Encodage et modulation de la parole en radio-mobile par satellite : rapport final: 569.
Encodage et modulation de la parole en radio-mobile par satellite: phase II : rapport final: 566.
Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication 1984-1990: 331.
Entreprises de radiodiffusion desservant le Québec: 478.
Entreprises publiques de câblodistribution : liste par entreprise et par municipalité: 506.
Entreprises publiques de câblodistribution au Québec: renseignements statistiques généraux: 505.
Les équipements de communications des ménages québécois : à l'orée de la télématique: 167.
L'état actuel et l'avenir du traitement de textes au MCQ : rapport du groupe de travail: 302.
Etat de la question sur les télécommunications par fibres optiques: 452.
L'Etat et la liberté d'expression: Pierre-A. Deschênes, sous-ministre des Communications: 63e assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien: Vancouver, septembre 1981: 240.
Etude comparative des nouvelles télévisées du réseau français de Radio-Canada et du réseau de TVA: 415.
Etude comparative sur les communications en Suisse, Allemagne Fédérale et Italie: 225.
Etude de coûts de fonctionnement (de stations de radio) : rapport du sous-comité des coûts de fonctionnement au Groupe d'étude en communication: 393.
Etude de la lisibilité de diverses catégories d'images vidéotex selon les stratégies visuelles d'étudiants universitaires âgés de 20 à 23 ans: 147.
Etude de la production locale et communautaire diffusée sur les réseaux de câblodistribution: 195.
Etude de marché d'un service de télévision à péage régional: 418.
Etude de rentabilité d'un projet de radio communautaire à Rimouski: 197.
Etude de rentabilité pour Diffusion Mingan : premier rapport d'étape soumis au Ministère des communications du (23 avril au 4 juin): 1.
Etude des besoins en informatique des revues Croc, Le Temps fou et La Vie en rose: 146.
Etude des crédits du ministère des Communications: 303.
Etude des infrastructures de télécommunications au Québec : incidence technologique: 428.
Etude des opportunités et de la stratégie de développement de l'industrie du logiciel au Québec: 163.
Etude documentaire du développement du marché américain des communications et de l'informatique, ainsi que des débouchés pour l'industrie québécoise: 158.
Etude en programmation : 1ère partie : perspectives: 382.
Etude portant sur la conception d'un réseau de téléinformatique : rapport final: 562.
Etude relative à l'impact de la télévision française (TVFQ-99) au Québec dans l'optique du mandat législatif et du plan de développement de la SRTQ (Radio-Québec): 501.
Etude sommaire du projet de règlement sur la télédistribution et la télévision par abonnement: 484.
Etude succinte sur les studios couleur à faible budget: 172.
Etude sur l'industrie de l'imprimerie au Québec: 131.
Etude sur l'industrie québécoise de la vidéo-cassette: 423.
Etude sur la connaissance et les stratèges de mise en valeur des produits audiovisuels gouvernementaux: 57.
Etude sur la programmation des média électroniques (radio - télévision) : proposition: 421.
Etude sur la répartition des coûts entre les différents services de télécommunications: 437.
Etude sur la télévision sélective et payante: 342.
Etude sur le comportement des citoyens québécois: 121.
Etude sur le profil des importations et des exportations québécoises en informatique: 150.
Etude sur les M.A.T.V. (phase 1): 511.
Etude technico-économique sur les implications d'un réseau hertzien en territoire québécois entre Ottawa et Montréal: 460.
Etude technique et économique sur la transmission de la télévision et les modèles utilisables par l'ORTQ: 474.
Etude technique et économique sur les moyens de production de la radio : tome 5: 404.
Etude technique et économique sur les moyens de production de la télévision: tome 4: 405.
Etude technique et économique sur les moyens de transmission de la radio : tome 2: 475.
Etude technique et proposition sur le réseau d'alimentation aux câblodistributeurs du Québec: 509.
Etude technique sur les coûts de la câblodistribution en Gaspésie: 490.
Evaluation d'un modèle d'accessibilité : Télécâble Vidéotron: 196.
Evaluation d'une nouvelle méthode pour la transmission numérique des électrocardiogrammes sur le réseau téléphonique commuté : rapport final des travaux: 447.
Evaluation de la viabilité de TVC-4 St-Jérôme : rapport final: 198.
Evaluation de ruban magnétoscopique de format 3/4" à cassette: 171.
Evaluation des investissements en réseau micro-onde au Québec: 459.
Evaluation des méthodes de développement de systèmes: 4.
Evaluation du programme d'aide aux média communautaires (EPAMEC): 297.
Les événements mondiaux dans les journaux du Québec, du Canada anglais et des Etats-Unis : rapport final: 46.
Evolution de l'industrie de la production cinématographique indépendante: 366.
Evolution de l'informatique au Québec : rétrospective et perspectives d'avenir : rapport final: 164.
L'évolution de l'informatique et ses impacts sur le travail et les travailleurs: 133.
L'évolution de la câblodistribution au Québec: étude des mouvements de concentration économique et culturelle: 496.
L'évolution de la société québécoise et le sous-système des communications : seconde version: 98.
Evolution des exportations, des importations et des coproductions: 394.
Evolution récente de la câblodistribution au Québec: télévision payante, canaux spécialisés, concurrence et infrastructures de redistribution: 491.
L'évolution technologique de l'infrastructure utilisée par les radiodiffuseurs et les télédiffuseurs : les équipements de production et les moyens techniques d'aide à la production: 468.
Evolution technologique des services et équipements informatiques: 77.

F

Le fardeau fiscal des entreprises de téléphone et de câblodistribution: 433.
La fibre optique : développement et perspectives pour les télécommunications au Québec: 451.
Fibres optiques et applications: 443.
Fichier de renseignements personnels: 257.
Les firmes de génie conseil du Québec et le marché international des télécommunications : rapport préliminaire: 441.
La formation en communication : l'apport des sciences humaines: 43.
La formation en ingénierie, en technologie des communications et en informatique au Québec: 149.
La formation et le perfectionnement professionnels des journalistes au Québec : rapport final: 44.
Les Fransaskois et les médias électroniques : rapport présenté à l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan: 338.

G

La gestion de l'information : présentation au Groupe régional de Québec de l'Institut de l'administration publique du Canada : Hôtel Loews le Concorde, le 10 octobre 1984: 116.
Les goûts et les besoins des téléspectateurs: compte rendu des consultations de groupes de téléspectateurs: 411.
Guide d'acquisition des appareils de traitement de texte: 81.
Guide d'élaboration des cahiers des charges: 82.
Guide des média de l'Abitibi-Témiscamingue: 220.
Guide pour la sélection des médis: 5.

Guide pratique d'édition gouvernementale: **130.**

H

Habitudes d'écoute des médias d'information chez les néo-Québécois d'ascendance étrangère et leur degré de satisfaction face à ces médias et à certains services gouvernementaux : analyse critique de la méthodologie du sondage: **2.**

Historique de la banque de renseignements de Communication-Québec: **61.**

Historique du journalisme étudiant au Québec 1943-1979: **99.**

I

Identification et description des principaux centres, groupes ou équipes de recherche en communication au Québec: **18.**

Immobilisations et investissements en télécommunications (séries chronologiques 1971-79): **444.**

Impact économique des politiques fédérales en communications: **333.**

Les impacts de l'informatisation sur l'emploi : un aperçu méthodologique et une application à la bureautique: **152.**

Les impacts de la technologie de l'information: **136.**

Les impacts sectoriels et structurels de l'informatique sur l'économie québécoise: **134.**

Impacts socio-culturels de l'usage de la télématique par le citoyen : I-SC-4: **548.**

Les implications administratives des législations étrangères en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée : le cas de la France, de la Suède, des Etats-Unis et du Canada en perspective avec celui du Québec: **279.**

Importance de la télévision au Québec: **409.**

L'improvisation et l'incohérence sont à la base de la politique fédérale en matière de télévision : déclaration du ministre des Communications du Québec Jean-François Bertrand, Québec, le 10 avril 1984: **377.**

Index des fichiers informatiques concernant la câblodistribution: **51.**

L'indexation des tarifs dans les entreprises réglementées: **269.**

L'industrie de l'électronique et du logiciel au Québec : créer ensemble un climat favorable à son développement: **138.**

L'industrie de la publicité au Québec : analyse et tendances: **102.**

L'industrie des services informatiques au Québec: **135.**

L'industrie québécoise de la publicité : profil organisationnel : rapport final: **106.**

Les industries québécoises de services télématiques : analyse économique: **547.**

L'information des minorités franco-canadiennes et les mass media québécois: **337.**

Information et liberté : Commission parlementaire sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels : 1, 2, 3 septembre 1981 : revue de presse: **259.**

Information et liberté : rapport de la Commission d'étude sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels: **266.**

Information et liberté : rapport de la Commission d'étude sur l'accès du citoyen à l'information gouvernementale et sur la protection des renseignements personnels : revue de presse: **275.**

L'information gouvernementale en région : analyse des facteurs influençant la diffusion de l'information gouvernementale en région: **114.**

L'informatique au gouvernement du Québec : 1981-1982: **84.**

L'informatique au gouvernement du Québec : 1982-1983: **85.**

L'informatique au gouvernement du Québec 1980-1981: **83.**

Informatique et emploi: **137.**

L'informatique et la loi : politique nationale des communications, secteur informatique : mini-devis IP-4: **71.**

Informatique et utilisation du français: **59.**

L'informatisation des entreprises et des administrations publiques : rapport de la Commission 2: **139.**

Informatisation et emploi: **160.**

Interliaison de systèmes de câblodistribution (phase I) : rapport final: **498.**

Interliaison de systèmes de câblodistribution (phase II) : version préliminaire: **499.**

Inventaire des banques de données à caractère international: **62.**

Inventaire des firmes de consultants en communications "techniques": **96.**

Inventaire des moyens de communications au Québec : étude d'options pour doter le Québec d'un système de communications : tome III: **438.**

Inventaire des programmes d'aide face au secteur de l'informatique: **281.**

Inventaire des réseaux de communications existants et proposés sur le territoire de la Baie James et au Nouveau-Québec: **442.**

Inventaire des ressources de communication de la région administrative 02: **223.**

Inventaire des ressources de communication de la région administrative de Trois-Rivières (04): **215.**

Inventaire des ressources humaines en communication dans les universités du Québec : rapport final: **52.**

L

Liste des journaux (quotidiens et hebdomadaires) et stations de télévision et de radio du Québec: **218.**

Liste des organismes communautaires de communication: **191.**

Liste des organismes de communication communautaires et sans buts lucratifs: **190.**

Liste des stations de télévision et de radio MA et MF du Québec: **399.**

La loi 65 en questions... et réponses : loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: **272.**

La loi sur l'accès et les municipalités : applications concrètes: **273.**

M

Macroéconomie de la société informatisée: **546.**

La maison centrale du livre de Culemborg: **352.**

Le marché de la publicité télévisuelle au Québec : estimations des recettes et prévisions pour 1985-1990: **107.**

Les mass média et l'imagerie politico-culturelle des Québécois : une étude préexpérimentale sur l'influence de la câblodistribution: **341.**

Média communautaires écrits et presse "alternative" au Québec: **180.**

Les média communautaires québécois: **184.**

Les médias communautaires au Québec : rapport provisoire: **179.**

Mémoire : attribution des fréquences de la bande MA au Canada : ERT-02-100: **486.**

Mémoire au comité d'orientation de la recherche au Ministère des communications : objectifs, programmes et plan de développement du Service de la recherche : version finale: **320.**

Mémoire au sous-ministre concernant l'aide aux entreprises de communications: **431.**

Mémoire au sous-ministre concernant un système de paiements électronique et la fourniture de services publics de traitement de données: **577.**

Mémoire concernant la participation de Québec-Téléphone au trafic interrégional: **524.**

Mémoire technique pour l'installation d'une station émettrice de télévision pour la région St-Jérôme, comté de Terrebonne, Québec: **476.**

Le ministère des Communications: **238.**

Modèle J. Synthèse de la documentation sur le Japon disponible au MCQ: **426.**

Le multiplexage et la commutation dans les systèmes interactifs de câblodistribution: **495.**

N

Notes au sous-ministre concernant la déréglementation des télécommunications: **446.**

Notes explicatives sur le mémoire du ministère des Communications du Québec concernant les attributions de fréquences dans la bande 406 à 960 MHz: **484.**

Notes pour l'allocution de Jean-François Bertrand au Congrès annuel de l'Association du Barreau canadien : "La liberté d'expression en regard des nouvelles technologies" : Québec, 29 août 1983: **231.**

Notes pour l'allocution de M. Jean-François Bertrand, ministre des Communications, au Congrès annuel de l'Association des compagnies de téléphone du Québec: la téléphonie face au choc du futur, 10 octobre 1981: **516.**

Notes pour l'allocution de M. Jean-Paul l'Allier, Ministre des Communications à l'occasion du congrès de l'association canadienne des radiodiffuseurs, Québec, le lundi 28 avril 1975: **245.**

Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand : étude des crédits, le 5 avril 1984: **296.**

Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand : Informathèque-Utlas, le 17 mai 1984: **49.**

Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion du Congrès de la Société des relationnistes du Québec : Québec, le 10 mai 1985: **113.**

Notes pour l'allocution de Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion du lancement de ## Le Québec et les communications : un futur simple? ##, Montréal, le 27 avril 1983: **232.**

Notes pour l'allocution du ministre des communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion des assises annuelles du Conseil régional de développement des Laurentides, Club de golf de Lachute, le 16 mai 1976: **521.**

Notes pour l'allocution du ministre des Communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion du congrès annuel de l'Association des câblodistributeurs du Québec, Château Frontenac, Québec, le mercredi 12 mai 1976: **497.**

Notes pour l'allocution du ministre des Communications, monsieur Denis Hardy, à l'occasion du congrès national de l'Association canadienne de l'informatique, hôtel Reine Elizabeth, Montréal, le lundi 17 mai 1976: **543.**

Notes pour l'allocution du ministre des Communications du Québec, monsieur Jean-François Bertrand, lors de la Conférence des ministres de la Communication organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique au Caire en la République: **233.**

Notes pour l'allocution du ministre des Communications Monsieur Denis Hardy à l'occasion du banquet d'ouverture du Congrès de l'Association des producteurs de films du Québec, Centre municipal des congrès, Centre Ville, Québec, le vendredi: **365.**

Notes pour l'allocution prononcée par le ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand devant les membres du Club des Artisans de l'imprimerie de Montréal inc. et de l'Association des Arts graphiques du Québec (1983) inc. à l': **128.**

Notes pour l'allocution sur l'économie des médias: Publicité Club de Montréal, 2 mars 1982 à 9h30 (prononcée par Richard Gagné): **400.**

Notes pour l'intervention du ministre des Communications du Québec M. Jean-François Bertrand au Congrès de l'Association canadienne de radiotélédiffusion française "ACRTF" : Ville d'Estérel, Québec, 24 septembre 1984: **378.**

Notes pour une allocution de Monsieur Pierre-A. Deschênes, sous-ministre, présentée au Symposium sur le droit spatial le 17 octobre 1980 à l'Université McGill, Montréal: **571.**

Les nouveaux services de communications: **552.**

Nouveaux services de communications informatiques au Québec: **578.**

O

[Les objectifs de Diffusion Gaspésie]: **178.**

L'organisation du feedback rendu: **123.**

Les organismes d'aide à la production audiovisuelle : description et évaluation: **282.**

Les origines des messages publicitaires télévisés : rapport d'étape: 110.

P

La participation dans les media communautaires: 182.
Pénurie de personnel informatique: 159.
Plan de développement des moyens de communication en milieu autochtone : version préliminaire: 235.
La planification communicationnelle des systèmes de communication: 45.
Planification de l'informatique gouvernementale: problématique de croissance de l'activité informatique: 151.
Les PME et la téléinformatique: 551.
La PME québécoise : télécommunications, informatique et secteurs connexes de l'électronique: 427.
Point de vue québécois sur l'intelligence artificielle: 88.
La politique d'achat du gouvernement du Québec : situation, problématique et hypothèses de solution: 301.
Politique de développement des médias communautaires: 189.
Politique de développement des médias communautaires et programmes d'aide au développement des médias communautaires: 186.
Politique nationale des communications, secteur de l'informatique: 86.
Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 1 : le volet technologique : la tendance de la technologie et des applications informatiques: 73.
Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 2 : le volet politique : les politiques informatiques existantes à l'étranger et au Québec: 74.
Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 3 : le volet socio-culturel : les aspects socio-culturels d'une politique nationale de l'informatique: 75.
Politique nationale des communications, secteur de l'informatique, volume 4 : le volet économique : une politique économique informatique pour le Québec: 76.
Les politiques québécoises de services et les politiques québécoises industrielles en communication ainsi que les interventions effectuées dans ces secteurs: 262.
Les politiques québécoises pertinentes au développement des communications: 241.
Portrait de l'industrie de la câblodistribution: 512.
La position du Ministère des communications concernant le Livre vert « Pour une politique québécoise de la recherche scientifique » : 30.
Position du regroupement des organismes communautaires de communication du Québec sur l'avant-projet de réglementation relatif aux entreprises publiques de câblodistribution et le financement des organismes communautaires de communication d: 229.
Positionnement de l'industrie de la publicité au Québec: 103.
Postel : une expérience pilote de la messagerie électronique dans le réseau de Communication-Québec : rapport synthèse: 578.
Pour une politique du cinéma au Québec: 388.
Pour une politique québécoise de la radio: 406.
Pour une politique québécoise des communications : document de travail: 246.
Pour une radio à l'image du Québec: allocution prononcée par le ministre des communications du Québec, Monsieur Jean-François Bertrand, le 19 mars 1982, aux Etats généraux de l'information régionale tenus à Jonquière les 19, 20 et 21 mars 1: 379.
Poussée technologique et coûts décroissants en téléinformatique: 545.
Premier rapport : définitions des structures d'un "serveur québécois" pour la distribution de l'information documentaire au Québec: 65.
Premier rapport d'étape sur le programme de recherche prospective: 37.
Premier symposium canadien sur la publicité gouvernementale (fédérale, provinciale, municipale) : notes pour l'intervention de Monsieur Jean-François Bertrand : Montréal, le vendredi 19 novembre 1982: 101.
Présentation du ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion de l'étude des crédits du Ministère par la Commission parlementaire des Communications : Québec, le 19 avril 1983: 299.
Présentation du ministre des Communications monsieur Jean-François Bertrand à l'occasion de l'étude des crédits du Ministère par la Commission parlementaire des communications, Québec, le 6 avril 1982: 300.
La presse écrite au Québec : bilan et prospective: 361.
La presse écrite au Québec : portrait et perspectives d'avenir: 353.
La presse et l'état : la réglementation de la presse écrite dans douze pays occidentaux: 360.
La presse et la diffamation : rapport soumis au ministère des Communications du Québec: 100.
Le processus de normalisation informatique au Gouvernement du Québec : une proposition: 79.
Profil économique de la radiodiffusion privée au Québec (document de travail): 388.
Programmations francophones et anglophones: le jeu de la concurrence: 396.
Programme d'aide au développement des médias communautaires 1980-1981: 295.
Programme d'aide au développement des médias communautaires 1981-1982: 296.
Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1982-1983: 286.
Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1983-1984: 287.
Programme d'aide aux médias communautaires : les médias écrits : 1984-1985: 288.
Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1982-1983: 289.
Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1983-1984: 290.
Programme d'aide aux médias communautaires : les radios communautaires : 1984-1985: 291.
Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1982-1983: 292.
Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1983-1984: 293.
Programme d'aide aux médias communautaires : les télévisions communautaires : 1984-1985: 294.
Programme de développement des médias communautaires au Nouveau - Québec: 283.
Le programme de recherche universitaire du ministère des Communications du Québec: 32.
Le programme de recherche universitaire du Ministère des communications du Québec : description des projets réalisés par convention avec le ministère: 17.
Programme de recherches universitaires non sollicitées: 31.
Les programmes des stations de radio au Québec: 380.
Projet : "Communication de masse" : les studios de télévision: 210.
Projet câblo-mesuré : rapport final: 343.
Projet d'étude sur la québécisation de Bell Canada: 519.
Projet de loi no 65 : loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels : revue de presse: 276.
Projet de loi no 65 : projet de Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels : déclaration du ministre des Communications Jean-François Bertrand, le 6 mai 1982: 268.
Projet de politique de répartition des services de traitement informatique selon leurs sources: 153.
Projet de réglementation en câblodistribution présenté au ministère des Communications par le Regroupement des organismes communautaires de communication: 510.
Projet expérimental de télévision communautaire dans la région de Sherbrooke (synthèse et commentaires): 183.
Prolégomènes à un programme de recherche et développement sur les "nouveaux systèmes et services d'information et de communication" (NSSIC): 556.
Proposal : a radio programme production unit : a submission for presentation to the honourable Louis O'Neill, minister of Communications, Government of Quebec: 419.
Proposition d'un programme de recherche et développement sur les services télématiques et les technologies d'information: 537.
Proposition d'un programme de recherche prospective au ministère des communications du Québec: 38.
Proposition de politique de répartition des services de traitement informatique selon leurs sources: 321.
Propositions pour la mise en oeuvre d'un "Programme de développement des modes d'utilisation des satellites de communication et des systèmes de téléconférence": 576.
Prospective en "radio-télévision" : un choix bibliographique: 425.
Protection des renseignements personnels: 243.
La publicité au Québec: 111.

Q

Le quatrième pouvoir en question: 359.
Le Québec, le fédéralisme et les communications: 330.
Le Québec et la radio-télévision : éléments d'une politique: 281.
Le Québec et la réorganisation corporative de Bell Canada : déclaration du ministre des Communications monsieur Jean-François Bertrand, Québec, le 7 octobre 1982: 517.
Le Québec et les communications : un futur simple? : document de travail préparé par le Ministère des communications en vue de la Conférence des communications d'octobre 1983: 244.
Le Québec et les communications: le cahier des propositions d'action: 251.
Le Québec face à Télidon: 558.
Le Québec maître d'oeuvre de la politique des communications sur son territoire: 252.
Québec-Ottawa face à la mutation des (télé) communications : dépasser l'impasse: 326.
Les Québécois et la publicité gouvernementale du Québec (rapport): 109.
Les Québécois et la télévision: la place de Radio-Québec: 384.
Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision: 387.
Les Québécois francophones et l'écoute de la télévision de langue anglaise: 1976-1984: 391.
Le QUEST réalisé par la Direction de recherche dans le cadre du programme de recherche prospective: 6.

R

Le raccordement des terminaux : perspectives de marché et impact sur les entreprises de téléphone: 518.
La radio au Québec: 372.
La radio au Québec : rapport présenté au sous-comité no 1 sur la radio éducative: 381.
Radio MA et MF : tableaux descriptifs des programmes selon les promesses de réalisation: 403.
Radio-Québec , TV Ontario et PBS : quelques éléments de réflexion: 401.
La radiodiffusion au Québec : état du développement actuel et nouvelles perspectives technologiques: 483.
Les radios communautaires au Québec : présentation du ministère des Communications du Québec lors de l'audience publique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes sur l'examen de la radio communautaire: 187.
Les radios communautaires du Québec : répertoire descriptif: 193.
Les radios communautaires et éducatives: 174.
Rapport annuel (...): 304.

Rapport annuel 1970/71: **305.**
Rapport annuel 1971/1972: **306.**
Rapport annuel 1976/77: **307.**
Rapport annuel 1977-78: **308.**
Rapport annuel 1978-1979: **309.**
Rapport annuel 1979-1980: **310.**
Rapport annuel 1980-1981: **311.**
Rapport annuel 1981-1982: **312.**
Rapport annuel 1982-1983: **313.**
Rapport annuel 1983-1984: **314, 319.**
Rapport d'étude sur la sauvegarde du patrimoine culturel québécois secteur radio-télévision: **58.**
Rapport d'étude sur une norme d'expression ou de représentation des systèmes informatisés au Gouvernement: **66.**
Rapport de la troisième rencontre de la Conférence sur l'électronique et l'informatique : Montréal, 10, 11 et 12 avril 1985: **132.**
Rapport de recherche sur la pratique du cinéma super 8 et ses systèmes sonores: **168.**
Rapport des activités : avril 1975-mars 1976: **316.**
Rapport des activités 1974-75: **315.**
Rapport des activités du ministère des Communications 1972/73: **317.**
Rapport des activités du ministère des Communications 1973/74: **318.**
Rapport des essais sur les télévisionneuses pour handicapés visuels: **480.**
Rapport du comité d'implantation du centre de recherche en bureautique et ressources humaines : version finale: **25.**
Rapport du comité de travail du C.M.P.D.C. sur le développement de Radio-Québec: **373.**
Rapport du comité de travail du CMPDC sur l'opportunité de la mise sur pied d'une radio à caractère éducatif pour le Québec: **212.**
Rapport du Groupe de travail fédéral-provincial sur l'incidence industrielle des politiques en matière de télécommunication: **327.**
Rapport du groupe de travail Québec-Ottawa sur le dossier des communications: **328.**
Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative: **205.**
Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 1 : la radio éducative au Québec: **206.**
Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 2 : table ronde sur la radio éducative au Québec : discussions tenues lors de la réunion des 16 et 17 novembre 1978 au Manoir St-Castin du Lac Beauport: **207.**
Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 3 : la radio éducative au Québec : sondage et entrevues: **208.**
Rapport du sous-comité no 2 sur la radio éducative : volume 4 : la radio éducative dans le monde: **209.**
Rapport final : étude sur la vie privée: **270.**
Rapport final de la Commission sur l'intégration de l'informatique à la culture: **141.**
Rapport final du sondage téléphonique sur la clientèle de Communication-Québec région 03: **118.**
Rapport final sur les problèmes techniques reliés à l'utilisation des réseaux de câblevision pour la transmission d'informations numériques à destination spécifique: **486.**
Rapport intérimaire: **535.**
Rapport présenté à l'Editeur officiel du Québec: **129.**
Rapport soumis au Ministère des communications dans le cadre du projet d'expérimentation d'une forme nouvelle d'information via les réseaux de câblodistribution: **500.**
Rapport statistique sur les médias québécois: **227.**
Rapport sur la distribution des périodiques et du livre de poche au Québec: **354.**
Rapport sur la rationalisation et le développement des services d'information documentaire par le MCQ : l'action: **60.**
Rapport sur les politiques de services et de développement de la Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec): **375.**
Rapport synthèse du sous-comité technique du CMPDC responsable de fournir un bilan d'ensemble sur les ressources techniques disponibles et les possibilités de croissance des structures de diffusion au Québec: tome 1: **477.**
La réaction vis-à-vis de l'assistance gouvernementale à la programmation éducative: **280.**
La recherche au ministère des Communications: **13.**
La recherche au ministère des Communications: allocution prononcée par Monsieur Jean-François Bertrand, ministre des Communications, au souper-causerie de l'Association de recherche en communication du Québec (A.R.C.Q.) Québec, le 28 octobr: **11.**
La recherche au Ministère des communications du Québec : bilan et principes d'orientation: **33.**
La recherche au ministère des Communications du Québec et les universités du Québec: **34.**
Recherche et développement d'un système de câblo-distribution susceptible d'impliquer les enfants dans l'apprentissage de concepts de communication et d'habiletés connexes: **199.**
Recherche sur la diffusion du long métrage et sur les considérations financières d'une nouvelle formule de visa favorisant le développement de l'industrie québécoise du cinéma: **364.**
La recherche sur les moyens de diffusion collective dans les universités du Québec : d'une éventuelle collaboration ministère - université dans le domaine de la recherche: **42.**
Recueil de textes sur la radio au Québec: **374.**
Réflexion sur les dimensions sociales de l'évolution des communications au Québec : mémoire préparé pour le Ministère des communications du Québec: **40.**
La règle des services publics du Québec et le contrôle des services téléphoniques: **520.**
La réglementation de la téléphonie et de la câblodistribution: **530.**
La réglementation de la téléphonie et de la câblodistribution : rapport synthèse: **267.**
La réglementation des télécommunications québécoises à un tournant: **435.**
La reherche et les communications au Québec : communication présentée à l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS), Sherbrooke, le 14 mai 1976: **41.**
Les relations entre l'Etat et le citoyen : rapport: **127.**
Relevé des besoins du Québec en communications: tome II: **203.**
Relevé statistique des systèmes de télédiffusion par câble au Québec: **487.**
Rencontre industrie-gouvernement du Québec concernant le développement de l'industrie de l'informatique au Québec, Montréal, 17 juin 1976: **69.**
Rencontre interprovinciale des ministres des Communications, Vancouver, 27 et 28 novembre 1980: **332.**
La réorganisation de Bell Canada : revue de presse: **531.**
Répertoire de cours de bureautique : cahier 1 : la sensibilisation à la bureautique: **154.**
Répertoire de cours de bureautique : cahier 2 : initiation à la micro-informatique, traitement de textes pour microordinateurs: **155.**
Répertoire de cours de bureautique : cahier 3 : tableur, base de données, logiciel intégré: **156.**
Répertoire de cours de bureautique : cahier 4 : traitement de textes pour appareils spécialisés: **157.**
Répertoire de la radio-télévision: **479.**
Répertoire de la téléphonie au Québec : 1982: **525.**
Répertoire des centres de recherche et de développement oeuvrant en télécommunications ou en informatique au Québec: **15.**
Le répertoire des médias 1980 : région de l'est du Québec: **221.**
Répertoire des médias québécois: **219.**
Répertoire des moyens de communications en milieu autochtone: **216.**
Répertoire des productions radiophoniques des radios communautaires du Québec: **185.**
Répertoire des programmes d'aide aux entreprises de communication: **284.**
Répertoire des programmes d'aide gouvernementale à l'usage des entreprises du secteur des communications : version préliminaire: **285.**
Répertoire des recherches en cours au Ministère des communications: **35.**
Répertoire des responsables de l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignement personnels: **274.**
Répertoire descriptif des radios communautaires du Québec: **182.**
Répertoire et description des recherches en Communication, faites au Québec ou par des chercheurs québécois, depuis dix ans: **18.**
[Requête de CN/CP Télécommunications pour la majoration du service télex le 31 janvier 1975 : plaidoirie du Gouvernement du Québec]: **453.**
[Requête de CN/CP Télécommunicatons relative à une majoration tarifaire]: **454.**
Requête des Télécommunicatons CN/CP relative à l'accès au réseau de Bell Canada pour trafic de télécommunications : plaidoirie du Gouvernement du Québec: **455.**
Requête des Télécommunications CNCP pour la concurrence intercirconscription : plaidoirie du gouvernement du Québec: **458.**
[Requête en majoration tarifaire de Télécommunications CN/CP déposée en mars 1978 : plaidoirie du Gouvernement du Québec]: **457.**
Requêtes en majoration tarifaire du CNCP et d'approbation d'une entente d'association entre le CN et le CP : plaidoirie du Gouvernement du Québec: **456.**
Réseau intégré de communications informatiques "phase 1" : présentation aux membres du Comité des responsables de l'informatique du secteur public: **555.**
Réseaux privés de communication par satellite : description et extension extra-territoriale: **566.**
Résultats du sondage sur les origines de la publicité nationale diffusée au Québec français: **105.**
Réunion des délégués du Québec à l'étranger : allocution de monsieur Yvon Tremblay, sous-ministre, ministère des Communications du Québec: **295.**
La révolution informatique : subir ou choisir : revue de presse: **162.**
Revue de presse informatisée : étude de faisabilité: **55.**
Revue de presse informatisée: étude de faisabilité: rapport synthèse: **56.**
Revue de presse spéciale Commission Kent: **362.**
Revue de presse spéciale sur la télématique: **560.**
Revue de presse spéciale sur la télévision payante: **410.**
La robotique : mini-devis IE-6: **166.**

S

Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 1. études technologiques: **572.**
Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 2. analyse des coûts et aspects économiques: **583.**
Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 4. consultation du milieu: **575.**
Les satellites au-delà de 1980 : l'intérêt pour le Québec : 5. synthèse: **573.**
Les satellites au-delà de 1980: l'intérêt pour le Québec: **574.**
Les satellites de télécommunication couvrant le Québec : situation actuelle et perspectives: **570.**
Schème classificatoire des communications par moyens techniques: texte pour présentation au deuxième congrès annuel de l'Association canadienne des communications : Halifax - 24 mai 1981: **7.**
La sécurité matérielle informatique : les mesures de sécurité matérielle: **78.**
La sécurité matérielle informatique: les plans d'urgence: **72.**
Sensibilisation du public au développement de la télématique: **118.**
Service de radiodiffusion par satellite (SRS) : état de la situation: **565.**

Service téléphonique : habitudes d'appels et choix d'équipements des abonnés résidentiels: 526.
Service téléphonique: habitudes d'appels et choix d'équipements des abonnés résidentiels: 527.
Les services aux média (Communication-Québec Mauricie et Centre du Québec (Nicolet) projets 1974-1975): 173.
Les services informatiques au Québec : éléments de politique : rapport final: 70.
Le sexisme : un guide pour les communications gouvernementales: 3.
Situation de la télématique au Québec : à l'intention du Comité ministériel permanant du développement culturel: 553.
La situation de la télévision francophone : compte rendu des consultations des spécialistes en télévision: 412.
La SODICC: Communications et culture: notes du discours de deuxième lecture du ministre des Communications Monsieur Jean-François Bertrand: 30 mars 1982: 234.
Sommaire statistique des opérations de CNT et CPT au Canada et au Québec: 439.
Sommes consacrées à la recherche en communications par les universités québécoises de '72-'73 à '78-'79 : annexe au devis LAT-2 sur la formation: 22.
Le Sommet sur les communications : revue de presse: 260.
Le Sommet sur les communications un an après : bilan des réalisations et état des consensus et engagements de la Conférence socio-économique sur les communications tenue les 4, 5 et 6 octobre 1983: 253.
Sondage sur les documents de presse du centre de documentation: 124.
Sondage sur les effets de la non-publication des quotidiens La Presse et Montréal-Matin : résumé: 349.
Le spectre de fréquences des ondes radioélectriques et son utilisation au Québec: 465.
La statistique du cinéma au Québec (1896 à nos jours): 368.
Statistiques financières des radios communautaires: 188.
Stratégie d'expérimentation avec les systèmes experts: 39.
Les stratégies de communication dans quatre pays : les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et le Japon: 325.
Suppression partielle de la porteuse en câblodistribution: 482.
Symposium sur les activités spatiales et leurs implications : d'où vient-on et où va-t-on à l'aube des années '80 : le Québec et les satellites de communication au seuil des années '80: 567.
Synthèse de politiques nationales étrangères en matière d'informatique et de communications: 89.
Synthèse des analyses de progiciels de traitement de textes fonctionnant sur micro-ordinateurs compatibles IBM: 87.
Synthèse du rapport portant sur les objectifs, problèmes et recommandations dans le secteur des media communautaires: 176.
Le système de réglementation de la programmation et de la tarification des entreprises de câblodistribution au Québec: 485.
Le système INVIDO : les langages dans les nouveaux services d'INformation VIsuelle à DOmicile: 538.
Les systèmes de vidéocassettes en éducation: 213.
Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 1 : rapport sur les supports d'images: 201.
Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 2 : données récentes sur les vidéocassettes: 204.
Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 3 : un problème de droit d'auteur : le repiquage d'émissions radiophoniques et télévisuelles à des fins éducatives: 211.
Les systèmes de vidéocassettes en éducation : cahier 4 : bibliographie: 214.

T

La taxe de 2% sur la publicité dans les médias électroniques 1977-1983: 112.
Le télécâble Vidéotron de St-Jérôme et son public : rapport d'enquête septembre-octobre 1975: 348.
La télécommunication et le domaine des institutions financières: 542.
Les télécommunications au Québec : rétrospective et perspectives d'avenir: 434.
Les télécommunications au Québec: une étude historique et prospective des principales infrastructures de communications desservant le Québec: 448.
Telecommunications regulation and competition: a Quebec perspective: note for a presentation by Jean-Lucien Caron, directeur général, DGDP, ministère des Communications du Québec: to the Telecommunications, regulation and competition Semina: 430.
La télématique: 148.
La télématique : aspects techniques et nouveaux services : rapport final: 550.
La télématique au Québec: 558.
La télématique en devenir : rapport-synthèse du programme de recherche prospective en communications: 557.
Le téléroman québécois : élaboration d'une méthode d'analyse: 23.
La télétransmission : mandat du S.D.R. par C.I.T.: 461.
La télévision à péage : payante?: 392.
La télévision à péage, deuxième rapport : le modèle québécois: 416.
La télévision à péage, premier rapport : les éléments du dossier: 417.
La télévision à péage au Québec : éléments d'une politique: 402.
La télévision à péage au Québec : un diagnostic de la demande et de l'impact financier de la télévision à péage: 408.
La télévision communautaire par câble : un choix bibliographique: 177.
La télévision francophone au Québec : structure, comportement et performance: 397.
La télévision payante : analyse des demandes de licence au C.R.T.C: 502.
La télévision payante : étude exploratoire auprès d'adultes québécois francophones: 345.
La télévision payante : propositions de modèles et commentaires: 407.
La télévision payante au Canada : vision économique et politique: 396.
Les télévisions communautaires au Québec : d'hier à demain: 181.
Télévisions locales et réseaux de communication: allocution de Monsieur Yvon Tremblay, sous-ministre, ministère des Communications du Québec, devant l'Association des maires des grandes villes de France: Nice, le 13 juin 1985: 420.
Télidon et les banques d'information documentaire ordinolingues: 50.
Texte de l'allocution prononcée par M. Gérard Lajeunesse, sous-ministre adjoint responsable du dossier du cinéma, Ministère des communications, Congrès de l'Asted, Québec: jeudi le 28 octobre 1976: 247.
Tournée contact : Gaspésie : réponses et commmentaires formulés dans l'ordre des items mentionnés au "Compte rendu des décisions de l'Exécutif relatives au mandat du groupe choc et au rapport de l'opération contact : Gaspésie": 236.
Tournée Contact : Gaspésie, 2 au 8 juin 1974 : rapport soumis au Comité des politiques du ministère des Communications: 237.
Le traitement télématique transfrontière des données : état de la situation et problématique pour le Québec: 549.

U

Un an d'action concertée câblodistribution : éléments pour un bilan : rapport du Comité de concertation: 21.
Un nouveau moyen d'accès à l'information gouvernementale : réseau interactif de télécommunication vidéotex: 561.
Un projet de banque d'information sur les recherches en éducation : annexes: 47.
Un système expérimental de communication par fibre optique utilisable dans l'industrie de la télévision par câble au Québec: 513.
Une agence de presse au Québec? nécessité, utilité et viabilité économique (rapport): 355.
Une agence de presse au Québec? nécessité, utilité et viabilité économique (rapport) : annexes: 356.
Une industrie de l'information : le nouveau défi du Québec: 242.
Une technique de commutation par paquets adaptée à la câblodistribution : rapport interne: 504.
L'univers de la télévision payante aux Etats-Unis : les services réseaux et les canaux nationaux de TVP: 493.
L'université de Montréal et le câble: 503.
Utilisation polyvalente des câbles coaxiaux: 440.

V

Vers la maîtrise sociale du changement technologique: rapport de la Commission sur l'informatisation, l'emploi et le travail: 140.
Vers une politique du cinéma au Québec : document de travail: 370.
Vers une politique nationale des communications au Québec : phase I : la problématique: 254.
Vers une politique québécoise de la téléinformatique: 536.
Le vidéo-disque : contexte, besoins et scénario des perspectives au Québec: 424.
Le vidéodisque : techniques, potentiels et prévisions: 422.
Vidéotex : chaînon manquant de la vidéosphère? ou almanach du peuple "électronifié"?: 540.
Vie quotidienne et usages possibles des médias dans l'avenir: 224.
Vingt ans de recherche organisée en communication au Québec: bilan et perspectives de la recherche en communication (3e volet): 20.